Republique du Niger



**Millennium Challenge Account-Niger**

**(MCA-Niger)**

**DOSSIER D’APPEL D’OFFRES**

**Emis le : 09 décembre 2022**

**Millennium Challenge Account – Niger**

**Pour le compte du Gouvernement du Niger**

**Financé par**

**LES ETATS UNIS D’AMERIQUE**

**Par le biais du**

**MILLENNIUM CHALLENGE CORPORATION**

**Travaux de confection des balises pour la matérialisation des aires de pâturages, des corridors et des limites des zones humides du moyen Niger 1 et 2**

**N°ESP/41/SHOP/314/22**

**Lettre d’Invitation à Soumissionner**

**Niamey, le 09 décembre 2022**

**Objet** : **Travaux de confection des balises pour la matérialisation des aires de pâturages, des corridors et des limites des zones humides du moyen Niger 1 et 2**

**Réf DAO : ESP/41/SHOP/314/22**

Madame, Monsieur,

Le Millennium Challenge Corporation (MCC) est une agence gouvernementale américaine qui travaille avec les pays en voie de développement pour promouvoir une croissance économique durable afin de réduire la pauvreté. Les pays éligibles au développement des programmes financés par MCC signent une convention de subvention de cinq ans (un Compact) et le mettent en œuvre.

Le 29 juillet 2016, le gouvernement du Niger (GoN) et le gouvernement des États-Unis d’Amérique, par l’intermédiaire de MCC, ont signé un pacte de 437,024 millions de dollars sur cinq ans. L’objectif de ce Compact est de réduire la pauvreté grâce à la croissance économique dans le but d’accroître les revenus ruraux en améliorant l’utilisation productive et durable des ressources naturelles pour la production agricole et en améliorant le marketing et l’accès au marché des produits agricoles. Le Compact est entré en vigueur (début de la mise en œuvre) le 26 janvier 2018.

L’entité appelée Millennium Challenge Account - Niger (ci-après MCA-Niger ou MCA) mettra en œuvre le Programme et exercera les droits et obligations du Gouvernement nigérien pour superviser, gérer et mettre en œuvre les projets et les activités du Programme.

Le Compact comprend deux projets :

**Projet d’Irrigation et d’Accès aux Marchés**

Ce projet améliorera l’irrigation dans les régions de Dosso et Tahoua du Niger, y compris la réhabilitation d’un système d’irrigation à grande échelle et le développement d’un nouveau système à grande échelle, afin d’augmenter les rendements des produits agricoles et leur commercialisation. Il fournira un soutien technique aux agriculteurs et à leurs organisations en améliorant l’accès aux intrants, au marketing et aux services post-récolte et à valeur ajoutée. En outre, le projet permettra de 1) réhabiliter les réseaux routiers pour améliorer considérablement l’accès au marché 2) soutenir les politiques et les réformes

institutionnelles, y compris une réforme du secteur des engrais, l’élaboration d’un plan national de gestion de l’eau, l’élaboration d’un plan de gestion des ressources naturelles, le renforcement de la propriété et des

droits fonciers et le renforcement de la capacité statistique de l’Institut National des statistiques et des ministères clés.

**Projet des Communautés Résilientes au Climat (CRC)**

Ce projet vise à augmenter les revenus des familles tributaires de l’agriculture et de l’élevage à petite échelle dans les communes rurales éligibles du Niger en améliorant la productivité des cultures et du bétail, en gérant durablement les ressources naturelles essentielles à la productivité, en augmentant les revenus des entreprises agricoles et les ventes sur les marchés cibles. Le projet CRC sera mis en œuvre en parallèle avec la Banque Mondiale en coordination avec les unités de coordination des programmes PASEC et PRAPS situées au ministère de l’Agriculture et de l’Élevage. MCA-Niger aura du personnel dans les unités régionales pour la supervision quotidienne de la mise en œuvre des activités du CRC.

Le présent appel d’Offres inscrit dans l’Avis Général de Passation des Marchés PP 19 publié le 12 octobre 2022 sur le site de MCA-Niger, le 13 octobre 2022 sur DgMarket, le 11 octobre 2022 sur le site de NigerEmploi, et le 12 octobre 2022 dans la base de données en ligne UN Development Business (« UNDB », entre dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Plan d’Aménagement et de Gestion de la Réserve Partielle de Faune de Dosso et des Zones du Moyen Niger du projet Irrigation et Accès au Marché.

Le MCA – Niger invite les entreprises éligibles (« Soumissionnaires ») à soumettre des offres pour les **travaux de confection des balises pour la matérialisation des aires de pâturages, des corridors et des limites des zones humides du moyen Niger 1 et 2**. **Le contrat couvrira une période maximale de trois (3) mois.** L’objectif de cette activité est de contribuer au processus de gestion rationnelle et durable des ressources naturelles et à la prévention des conflits, au niveau de la Réserve Partielle de Faune de Dosso et des Zones Humides du Moyen Niger 1 et 2.

De plus amples informations sur ces prestations sont données dans les exigences du Maitre d’Ouvrage qui figurent dans le Dossier d’Appel d’Offres joint à la présente invitation à soumissionner (IAS).

La présente IAS est ouverte aux entreprises éligibles souhaitant y participer. Sous réserve des restrictions énoncées dans le Dossier d’Appel d’Offres, les entreprises éligibles peuvent s’associer à d’autres Soumissionnaires en vue d’optimiser leur capacité à exécuter le contrat avec succès.

Une entreprise de services sera sélectionnée par Appel d’Offres concurrentiel ouvert**,** la procédure d’évaluation dont les étapes sont décrites dans le présent Dossier d’Appel d’Offres conformément aux « Directives sur la passation des marchés du Programme de MCC » et disponibles sur le site web de MCC ([www.mcc.gov/ppg](http://www.mcc.gov/ppg)). Le processus de sélection, tel que décrit, inclut l’examen et la vérification des qualifications et des performances passées, ainsi qu’un contrôle des références, avant l’attribution du contrat.

**DESCRIPTION SOMMAIRE**

|  |  |
| --- | --- |
| **PARTIE 1 – PROCÉDURES D’APPEL D’OFFRES** | |
| **Section I.** | **Section I Instructions aux Soumissionnaires (« IS »)** |
|  | Cette section fournit aux Soumissionnaires les informations utiles pour préparer leur Offre et décrit les procédures pour la soumission, l’ouverture et l’évaluation des offres et pour l’adjudication des Contrats. |
| **Section II.** | **Fiches de Données de l’Appel d’Offres (« FDAO »)** |
|  | Cette section comporte des stipulations propres à chaque passation de marchés qui complètent les informations figurant à la Section I. Instructions aux Soumissionnaires. |
| **Section III.** | **Critères de Qualification et d’Evaluation** |
|  | Cette section indique les critères à utiliser pour évaluer les Offres et pour sélectionner le Soumissionnaire pour exécuter le Contrat |
| **Section IV.** | **Formulaires de Soumission** |
|  | Cette section contient les modèles des formulaires qui doivent être remplis et soumis par les Soumissionnaires dans le cadre de leurs Offres. |
| **PARTIE 2 — ÉNONCÉ DES TRAVAUX** | |
| **Section V :** | **Énoncé des Travaux** |
|  | Cette section contient les volumes d’informations décrivant les Travaux à exécuter et contient les Spécifications Techniques, les Devis Quantitatifs ou les Calendriers des activités, les Dessins et autres documents décrivant les Travaux à attribuer. |

|  |  |
| --- | --- |
| **PARTIE 3 – DOCUMENTS CONTRACTUELS** | |
| **Section VI.** | **Conditions Générales du Contrat (CGC)** |
|  | Cette section contient la forme de Contrat qui sera conclu par le Maître d’Ouvrage dans le cadre de la passation de marchés de Petits travaux. |
| **Section VII.** | **Conditions Particulières du Contrat (CPC)** |
|  | Cette section contient les conditions particulières du Contrat qui ont été élaborées par la MCC pour venir compléter les Conditions Générales du Contrat (CGC) devant être appliquées par le Maître d’ouvrage pour la passation de marchés de Petits travaux. |
| **Section VIII.** | **Formulaires Contractuels et Annexes** |
|  | Cette section contient les annexes et formulaires devant être envoyés au Soumissionnaire retenu. |

TABLE DES MATIERES

[PartIE 1 Procedures DE PASSATION DE MARCHES 1](#_Toc56787229)

[Section I. Instructions aux Soumissionnaires 2](#_Toc56787230)

[Section II. Fiche de Donnees de l’Appel d’Offres 43](#_Toc56787231)

[Section III. Criteres de qualification et d’evaluation 49](#_Toc56787232)

[Section IV. Formulaires de soumission 68](#_Toc56787233)

[PartIE 2 EnonCE DES TRAVAUX 110](#_Toc56787234)

[Section V. Enonce des travaux 110](#_Toc56787235)

[PartIE 3 Documents Contractuels 185](#_Toc56787236)

[Section VI. Conditions Generales du Contrat 186](#_Toc56787237)

[Section VII. Conditions Particulieres du Contrat 230](#_Toc56787238)

[Section VIII. Formulaires de contrat et Annexes 238](#_Toc56787239)

Partie 1. Procédures d’appel d’offres

Section I. Instructions aux Soumissionnaires

Table des Matières

[A. Generalites 4](#_Toc56787877)

[1. Objet de l’Offre 8](#_Toc56787878)

[2. Origine des Fonds 8](#_Toc56787879)

[3. Fraude et corruption 9](#_Toc56787880)

[4. Exigences environnementales et sociales 11](#_Toc56787881)

[5. Soumissionnaires éligibles 12](#_Toc56787882)

[6. Matériaux, équipements et services répondant aux critères requis 18](#_Toc56787883)

[B. Contenu du Dossier d’appel d’offres 19](#_Toc56787884)

[7. Différentes parties du Dossier d’appel d’offres 19](#_Toc56787885)

[8. Clarification du Dossier d’appel d’offres, visite des lieux, réunion préalable aux soumissions 19](#_Toc56787886)

[9. Modifications apportées au Dossier d’appel d’offres 21](#_Toc56787887)

[C. Preparation des Offres 21](#_Toc56787888)

[10. Frais de soumission de l’Offre 21](#_Toc56787889)

[11. Langue de l’Offre 21](#_Toc56787890)

[12. Documents constitutifs de l’Offre 21](#_Toc56787891)

[13. Lettre de soumission de l’offre et Programmes d’activités 22](#_Toc56787892)

[14. Pas d’offre alternative 22](#_Toc56787893)

[15. Prix de l’offre et rabais 22](#_Toc56787894)

[16. Monnaies de l’Offre et paiement 24](#_Toc56787895)

[17. Documents composant l’Offre technique 24](#_Toc56787896)

[18. Documents établissant les qualifications du Soumissionnaire 24](#_Toc56787897)

[19. Période de validité des Offres 24](#_Toc56787898)

[20. Garantie d’Offre 25](#_Toc56787899)

[21. Forme et signature de l’Offre 27](#_Toc56787900)

[D. Remise des offres et ouverture des plis 28](#_Toc56787901)

[22. Soumission de l’Offre technique et de l’Offre financière 28](#_Toc56787902)

[23. Délai de dépôt des Offres 31](#_Toc56787903)

[24. Offres tardives 31](#_Toc56787904)

[25. Retrait, remplacement et modification des Offres 31](#_Toc56787905)

[26. Ouverture des plis 32](#_Toc56787906)

[E. Evaluation des Offres 33](#_Toc56787907)

[27. Confidentialité 33](#_Toc56787908)

[28. Éclaircissements concernant les Offres 34](#_Toc56787909)

[29. Écarts, réserves et omissions 34](#_Toc56787910)

[30. Examen des Offres, évaluation des Offres et qualifications des Soumissionnaires 34](#_Toc56787911)

[31. Évaluation de la conformité et erreurs mineures 35](#_Toc56787912)

[32. Correction des erreurs arithmétiques 36](#_Toc56787913)

[33. Conversion en une seule monnaie 37](#_Toc56787914)

[34. Caractère raisonnable des prix 37](#_Toc56787915)

[35. Absence de marge de préférence 38](#_Toc56787916)

[36. Vérification des performances passées et des références du Soumissionnaire 38](#_Toc56787917)

[37. Droit du Maître d’ouvrage d’accepter l’une quelconque des Offres, ou de rejeter une ou toutes les Offres 39](#_Toc56787918)

[F. Adjudication du Contrat 39](#_Toc56787919)

[38. Critères d’adjudication du Contrat 39](#_Toc56787920)

[39. Notification d’intention d’adjudication 39](#_Toc56787921)

[40. Contestation des Soumissionnaires 39](#_Toc56787922)

[41. Signature du Contrat 40](#_Toc56787923)

[42. Garantie d’exécution 40](#_Toc56787924)

[44. Incohérences avec des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* 41](#_Toc56787925)

[45. Conditionnalités du Compact 41](#_Toc56787926)

[46. Conciliateur 41](#_Toc56787927)

[47. Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise 42](#_Toc56787928)

1. Généralités

Les termes et expressions ci-dessous utilisés dans la Partie 1 (Procédures d’appel d’offres) et dans la Partie 2 (Énoncé des travaux) du présent Dossier Type d’Appel d’Offres, ont la signification qui leur est attribuée ci-après. Ces définitions ne s’appliquent pas aux mots ou expressions figurant dans les sections qui composent la Partie 3 (Documents contractuels) du présent Dossier d’appel d’offres, dans lequel ces mots et expressions ont le sens indiqué dans les clauses 1 des CGC, sauf indication contraire.

|  |  |
| --- | --- |
|  | 1. [« Programme des activités » désigne le Programme des activités dûment tarifé et complété, qui fait partie intégrante de l’Offre.][[1]](#footnote-2) 2. « Addendum » ou « Addenda » désigne une modification au présent Dossier d’Appel d’Offres émis par le Maître d’ouvrage. 3. « Appendice de l’Offre » désigne les pages dûment complétées, intitulées « Appendice de l’Offre » qui figurent à la Section IV. Formulaires de soumission des Offres et qui font partie intégrante de l’Offre du Soumissionnaire. 4. « Associé » désigne toute entité constituant le Soumissionnaire ou l’Entrepreneur. Un Sous-traitant n’est pas un Associé. 5. « Association » ou « Coentreprise » désigne une association d’entités qui constitue le Soumissionnaire, avec ou sans statut juridique distinct de celui de ses membres. 6. « FDAO » ou « Fiche des données de l’Appel d’offres » signifie la Fiche des données de l’Appel d’offres, qui figure à la Section II du présent Dossier d’appel d’offres, utilisée pour indiquer les exigences et/ou conditions spécifiques. 7. « Offre » désigne une offre pour la fourniture des Travaux, soumise par un Soumissionnaire en réponse au présent Dossier d’appel d’offres. 8. « Garantie d’Offre » désigne la garantie qu’un Soumissionnaire peut être appelé à fournir dans le cadre de son Offre, conformément à la clause 20 des IS. 9. « Soumissionnaire » désigne toute personne physique ou morale éligible, y compris tout associé d’une personne physique ou morale éligible, soumettant une Offre. 10. « Dossier d’Appel d’Offres » désigne le présent document, y compris tout Addendum pouvant avoir été rédigé par le Maître d’ouvrage. 11. « Devis quantitatif » désigne le Devis quantitatif dûment tarifé et complété faisant partie intégrante de l’Offre. 12. « PAES » désigne le Plan d’Action environnementale et sociale préparé par l’Entrepreneur et approuvé par l’Ingénieur en vertu du Contrat. 13. « Compact » désigne le Millennium Challenge Compact **identifié dans la FDAO**. 14. « Accord pour le Fonds de Développement du Compact » ou « Accord FDC » désigne l’Accord pour le Fonds de Développement du Compact **identifié dans la FDAO**. 15. « Appel d’offres » ou « AO » désigne les procédures d’appel d’offres définies dans les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. 16. « Contrat » désigne le contrat proposé qui sera conclu entre le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur, y compris tous les documents visés à la sous-clause 2.3 des CGC, ainsi que toutes pièces jointes, toutes annexes et tous documents qui y sont intégrés par renvoi. 17. « Accord contractuel » désigne le formulaire dûment rempli intitulé « Modèle d’Accord contractuel » inclus à la Section VIII. Formulaires de contrat et Annexes, qui seront émis par le Maître d’ouvrage avec la Lettre d’Acceptation. 18. « Prix du contrat » désigne le prix indiqué à la sous-clause 1.1 (n) des CGC, tel qu’il aura été ajusté conformément aux stipulations du Contrat. 19. « Entrepreneur » désigne la/les personne(s) physique(s) ou morale(s) qui fournit/fournissent des Travaux au Maître d’ouvrage, conformément au présent Contrat. 20. « SEPPE » ou « Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise » désigne le Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise établi par la MCC, maintenu et utilisé conformément à la Partie 2 des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. 21. « Jours » fait référence à des jours calendaires. 22. « Maître d’ouvrage » désigne l’entité **identifiée dans la FDAO**, la partie avec laquelle l’Entrepreneur signe le Contrat de fourniture des Travaux. 23. «Ingénieur » désigne la personne désignée dans les CPC (ou toute autre personne compétente désignée par le Maître d’ouvrage et notifiée à l’Entrepreneur pour remplacer l’Ingénieur en vertu du Contrat) qui est responsable de la supervision de l’exécution des Travaux et de la gestion du Contrat. 24. « Régie intéressée » à la définition qui lui est donnée dans les *Directives relatives à la Passation de marchés du Programme de la MCC*. 25. « Conditions Générales du Contrat » ou « CGC » désigne les Conditions Générales du Contrat devant être souscrites par le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur. 26. « Gouvernement » désigne le gouvernement **identifié dans la FDAO.** 27. « Entreprise publique » (ou « GOE » en anglais) a la définition qui lui est donnée dans les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. 28. « PGSS  » désigne le Plan de gestion de la santé et de la sécurité préparé par l’Entrepreneur et approuvé par l’Ingénieur en vertu du Contrat. 29. « Entité chargée de la mise en œuvre » désigne un organisme gouvernemental **identifié dans la FDAO** et engagé par l’Entité MCA pour la mise en œuvre d’un Compact. 30. « Date d’achèvement prévue » désigne la date à laquelle il est prévu que l’Entrepreneur achève les Travaux ; la Date d’achèvement prévue est **spécifiée dans la FDAO.** 31. « Normes de performance d’IFC » signifie les Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité sociale et environnementale. 32. « Instructions aux Soumissionnaires » ou « IS » fait référence à la Section I du présent Dossier d’appel d’offres, y compris à tout Addendum, qui fournit aux Soumissionnaires les informations nécessaires pour préparer leur Offre. 33. « Par écrit » signifie qui a été communiqué sous forme écrite (par exemple, en format papier, par courrier, par télécopie, par courriel ou par tout autre moyen électronique). 34. « Lettre d’acceptation » désigne le formulaire dûment rempli intitulé « Modèle de Lettre d’acceptation » inclus à la Section VIII. Formulaires de contrat et Annexes, qui seront émis par le Maître d’ouvrage avec la Lettre d’Acceptation. 35. « Lettre de soumission » désigne le formulaire rempli portant l’entête « Formulaire de Lettre de soumission » figurant à la Section IV. Formulaires de soumission des Offres et qui font partie intégrante de l’Offre du Soumissionnaire. 36. « Entité Millennium Challenge Account » ou « Entité MCA » désigne une entité responsable désignée par un gouvernement pour la mise en œuvre d’un Compact, **identifiée dans la FDAO**. 37. « Millennium Challenge Corporation » ou « MCC » désigne la Millennium Challenge Corporation, entité du Gouvernement des États-Unis agissant pour le compte dudit Gouvernement. 38. « *Politique AFC de la MCC* » désigne la politique décrite à la clause 3 des IS. 39. « *Politique de la MCC en matière de lutte contre la Traite des Personnes* » désigne la politique décrite à l’alinéa 4.3 des IS. 40. « Financement MCC » désigne le Financement de la MCC mis à la disposition du Gouvernement en vertu du Compact. 41. « *Politique de la MCC en matière d’égalité des genres* » désigne la Politique de la MCC en matière d’égalité des genres mise à jour de temps à autre et publiée sur le site web de la MCC à l’adresse suivante : [https://www.mcc.gov/](https://www.mcc.gov/resources/doc/gender-policy) 42. « *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* » ou « Directives de la MCC » désigne les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*, ainsi que les modifications éventuelles y afférentes apportées ultérieurement, et pouvant être consultées sur le site web de la MCC à l’adresse www.mcc.gov. 43. « Garantie d’exécution » désigne la garantie que l’Entrepreneur doit fournir conformément à la sous-clause 4.2 des CGC. 44. « Somme provisionnelle » désigne le montant (s’il y a lieu) spécifié par le Maître d’ouvrage comme constituant une estimation provisoire dans les cas où la portée ou la nature des travaux n’est pas encore connue pour l’exécution proposée de l’une quelconque des parties des Travaux ou pour la fourniture d’installations, de matériaux ou de services, selon les instructions de l’Ingénieur. 45. Harcèlement sexuel est défini dans la Note d’orientation aux MCA sur le harcèlement sexuel, disponible sur le site Web de la MCC à l’adresse suivante : www.mcc.gov. 46. « Chantier » désigne le(s) lieu(x) d’exécution des Travaux identifié(s) dans les Spécifications techniques. 47. « Plan d’intégration sociale et de promotion de l’égalité des genres » désigne le plan du Maître d’ouvrage ayant pour but de maximiser l’impact social positif des projets du Compact et s’inscrivant dans une démarche pluridisciplinaire visant à résoudre les problèmes d’inégalité sociale et entre les genres, tels que la traite des personnes, le travail des enfants et le travail forcé, ainsi que le VIH/sida. 48. « Impôts et taxes » a la signification indiquée dans le Compact, dans l’Accord FDC ou l’Accord de subvention du Programme seuil. 49. « Offre technique » désigne les informations techniques fournies dans le cadre de l’Offre du Soumissionnaire conformément à l’alinéa 17.1 des IS. 50. « Accord de subvention du Programme seuil » désigne l’Accord de subvention du Programme seuil **identifié dans la FDAO**. 51. « Traite des Personnes » (ou « TIP » en anglais) a la définition qui lui est donnée dans les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. 52. « Travaux » désigne les ouvrages que l’Entrepreneur doit construire, installer et remettre au Maître d’ouvrage en vertu du Contrat. |
| 1. Objet de l’Offre | Le Maître d’ouvrage a émis un Dossier d’Appel d’Offres pour la passation de marchés de Travaux en vue de la réalisation des travaux spécifiés à la Partie 2. Énoncé des Travaux. L’Entrepreneur sera sélectionné conformément aux procédures d’appel d’offres concurrentiel, énoncées dans les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* et comme précisé à la Section III. Critères de qualification et d’évaluation. Le nom et le numéro d’identification du Contrat, ainsi que le numéro et la description sont **spécifiés dans la FDAO**.  Tout au long de ce Dossier d’appel d’offres, si le contexte l’exige, les mots indiquant le singulier comprennent également le pluriel et vice versa, et le féminin renvoie au masculin et vice versa.  Le Maître d’ouvrage fournira en temps utile, sans frais, à l’Entrepreneur les intrants et les installations **spécifiés dans la FDAO**, aidera l’entreprise à obtenir les licences et les permis nécessaires à l’exécution des Travaux, et mettra à disposition des données et des rapports pertinents sur le projet. Aucun autre intrant ne sera fourni. Par conséquent, le Soumissionnaire doit prévoir de prendre à sa charge toutes les dépenses engagées qui peuvent être prévues pour lancer et poursuivre les Travaux dans les délais prescrits, y compris, mais pas exclusivement, l’espace de bureau, les communications, les assurances, le matériel de bureau, les déplacements, etc., qui ne sont pas **précisées ailleurs dans la FDAO**. |
| 1. Origine des Fonds | Les États-Unis d’Amérique, agissant par l’intermédiaire de la Millenium Challenge Corporation, et le Gouvernement ont conclu un Compact. Le Gouvernement, agissant par l’intermédiaire de l’Entité MCA, entend utiliser une partie du Financement MCC pour les paiements autorisés en vertu du Contrat. Les paiements effectués au titre de ce Contrat au moyen du Financement MCC seront soumis, à tous égards, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes, y compris aux restrictions sur l’utilisation et le décaissement du Financement MCC. Aucune partie autre que le Gouvernement et l’Entité MCA ne peut tirer aucun droit du Compact ou avoir des droits sur le produit du Financement de la MCC. Le Compact et ses documents connexes peuvent être consultés sur le site web de la MCC ([www.mcc.gov](http://www.mcc.gov)) et sur le site web du Maître d’ouvrage, s’il en existe un. |
| 1. Fraude et corruption | La MCC exige de tous les bénéficiaires d’un Financement MCC, et notamment de l’Entité MCA et de tout candidat, Soumissionnaire, fournisseur, entrepreneur, sous-traitant, consultant et sous-consultant dont les services auraient été sollicités au titre d’un contrat financé par la MCC, le respect des normes d’éthique les plus strictes lors de l’attribution et de l’exécution de ces contrats. La *Politique en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption, et de lutte contre ces pratiques dans les opérations de la MCC* (Politique « Anti-fraude et Anti-corruption (AFC) de la MCC ») s’applique à tous les contrats et procédures de demande de propositions impliquant un Financement MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de la MCC. Cette politique exige des sociétés et entités bénéficiant de fonds de la MCC de reconnaître avoir pris connaissance de la *Politique AFC de la MCC* et de certifier à l’Entité MCA avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et de corruption.   1. Aux fins des présentes stipulations, les termes et expressions ci-dessous sont définis de la manière suivante :    1. **« coercition »** signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d’une partie, ou influencer indûment les actions d’une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, par un Financement MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d’une procédure de passation de marchés ou de l’exécution d’un contrat ;    2. **« collusion** » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, entachée de corruption, à se livrer à une manœuvre frauduleuse ou à un acte d’obstruction ou à se livrer à une pratique interdite, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l’Entité MCA des avantages d’une concurrence libre et ouverte ;    3. **« corruption »** désigne la proposition, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d’un agent public, du personnel de l’Entité MCA, du personnel de la MCC, des consultants ou des employés d’autres entités participant à des activités financées, en totalité ou en partie par la MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décision de sélection ou à l’examen de décisions, à d’autres mesures de gestion du processus de sélection, à l’exécution d’un contrat ou au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d’un contrat ou en vue de l’exécution d’un contrat ;    4. « **fraude** » désigne tout acte ou toute omission, y compris toute déclaration qui, volontairement ou par négligence, induit ou tente d’induire en erreur une partie afin d’obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d’un contrat financé en totalité ou en partie par la MCC, y compris tout acte ou toute omission visant à influencer (ou tenter d’influencer) indûment un processus de sélection ou l’exécution d’un contrat, ou à se soustraire (ou tenter de se soustraire) à une obligation ;    5. **« obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption »** désigne tout acte posé dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC qui : a) a pour résultat la destruction, la falsification, l’altération ou la dissimulation délibérée de preuves ou de fausses déclarations fournies à des enquêteurs ou à tout fonctionnaire dans le but d’entraver une enquête sur des allégations de coercition, de collusion, de corruption, de fraude ou sur une pratique interdite ; ou b) menace, harcèle ou intimide une partie afin de l’empêcher de divulguer des informations utiles à une enquête ou de poursuivre l’enquête ; ou c) vise à entraver la conduite d’une inspection et/ou l’exercice des droits d’audit de la MCC et/ou du Bureau de l’Inspecteur général (OIG) chargé de la MCC prévus dans le cadre d’un Compact, d’un accord de Programme de seuil ou d’accords connexes ;    6. **« pratiques interdites »** désigne tout acte en violation de la Section E (Respect de la Loi anti-corruption), de la Section F (Respect de la Loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux), de la Section G (Respect de la loi sur le financement du terrorisme et autres restrictions) de l’Annexe des Dispositions complémentaires du Contrat, qui font partie intégrante des contrats financés par la MCC. 2. Le Maître d’Ouvrage rejettera une Offre (et la MCC refusera l’approbation d’une adjudication proposée) s’il décide que le Soumissionnaire qui a été retenu s’est livré, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites en soumissionnant pour l’obtention du Contrat. 3. La MCC et l’Entité MCA ont le droit de soumettre à des sanctions un Soumissionnaire ou un Entrepreneur, notamment en déclarant l’inéligibilité dudit Soumissionnaire ou dudit Entrepreneur, soit indéfiniment ou pour une période de temps indiquée, pour l’attribution de tout marché financé par la MCC, si à un moment quelconque, la MCC ou l’Entité MCA détermine que le Soumissionnaire ou l’Entrepreneur s’est livré, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites pendant l’appel d’offres pour l’obtention du Contrat ou lors de son exécution. 4. La MCC et l’Entité MCA ont le droit d’exiger qu’une stipulation soit incluse dans le Contrat, exigeant que le Soumissionnaire retenu ou l’Entrepreneur permette à l’Entité MCA, à la MCC ou à toute personne désignée par la MCC, de procéder à l’inspection des comptes, dossiers et autres documents du Soumissionnaire, de l’Entrepreneur ou de ceux de l’un quelconque de ses fournisseurs ou sous-traitants en vertu du Contrat se rapportant à la soumission de son Offre ou à l’exécution du Contrat, et que ces comptes, dossiers et autres documents soient contrôlés par des vérificateurs de comptes nommés par la MCC ou par l’l’Entité MCA, avec l’accord de la MCC. 5. En outre, la MCC a le droit d’annuler toute ou partie du Financement MCC alloué au Contrat si elle vient à constater qu’un représentant d’un bénéficiaire du Financement MCC s’est livré à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction d’enquête sur des allégations de fraude, de corruption ou à des pratiques interdites pendant le processus de sélection ou l’exécution d’un contrat financé par la MCC, sans que le Maître d’ouvrage ait pris à temps et à la satisfaction de la MCC les mesures appropriées pour remédier à la situation. |
| 1. Exigences environnementales et sociales   Traite des Personnes | La MCC a une politique de tolérance zéro en ce qui concerne la Traite des Personnes. La Traite des Personnes (« TIP ») est un crime qui consiste à exploiter une autre personne par la force, la fraude et/ou la coercition. La Traite des Personnes peut prendre la forme de la servitude domestique, du péonage, du travail forcé, de la servitude sexuelle et de l’utilisation des enfants soldats. Cette pratique prive les gens de leurs droits et libertés, accroît les risques pour la santé dans le monde, alimente les réseaux croissants de criminalité organisée et peut maintenir les niveaux de pauvreté et entraver le développement. La MCC s’engage à coopérer avec les pays partenaires pour s’assurer que des mesures appropriées sont prises pour prévenir, atténuer et surveiller les risques liés à la traite des personnes dans les pays avec lesquels elle s’associe et les projets qu’elle finance.  La Section V. Énoncé des Travaux et les Dispositions complémentaires (Annexe A au Contrat) du présent Dossier d’Appel d’Offres peut énoncer certaines interdictions, des exigences à l’égard de l’Entrepreneur, des voies de recours et d’autres stipulations contraignantes qui font partie intégrante de tout Contrat à conclure dans le cadre de la présente procédure de passation des marchés. À ce titre, ces stipulations, si elles sont incluses, devraient faire l’objet d’un examen attentif.  Des renseignements supplémentaires sur les exigences de la MCC pour lutter contre la Traite des Personnes peuvent être énoncés dans la *Politique de la MCC en matière de lutte contre la Traite des Personnes*, disponible sur le site web de la MCC (<https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy>). Tous les contrats financés par la MCC doivent être conformes aux exigences minimales de conformité définies par la Politique. Les contrats relatifs à des projets classés par la MCC comme présentant un risque élevé de Traite des Personnes sont tenus de mettre en œuvre un Plan de gestion des risques liés à la Traite des Personnes tel que prévu par la Politique (qui doit être élaboré par le Maître d’ouvrage et mis en œuvre par l’Entrepreneur concerné). |
| Directives environnementales de la MCC et Normes de performance d’IFC | Les Soumissionnaires ou l’Entrepreneur doit veiller à ce que ses activités, y compris les activités réalisées par ses sous-traitants, en vertu du Contrat soient conformes aux *Directives environnementales de la MCC* (tel que ce terme est défini dans le Compact ou accord connexe, disponible à l’adresse [http://www.mcc.gov](http://www.mcc.gov/)), et à ce qu’elles ne soient pas « de nature à causer un risque important pour l’environnement, la santé ou la sécurité » tel que défini dans ces Directives. Les Soumissionnaires ou l’Entrepreneur sont également tenus de se conformer aux Normes de performance de la Société Financière Internationale (SFI) aux fins du Contrat. Des informations supplémentaires sur les Normes de performance de la SFI sont disponibles à l’adresse suivante :  <http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/topics_ext_content/ifc_external_corporate_site/sustainability-at-ifc/policies-standards/performance-standards>. |
| 1. Soumissionnaires éligibles | Les critères d’éligibilité énoncés dans le présent Dossier d’Appel d’Offres s’appliqueront au Soumissionnaire, y compris à toutes les parties constituant le Soumissionnaire, pour toute partie du Contrat, y compris les services connexes.  Un Soumissionnaire peut être une entité privée, certaines entités du secteur public (conformément aux *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* tel que décrit à l’alinéa 5.5 des IS) ou toute combinaison de telles entités justifiée par une lettre d’intention pour la conclusion d’un accord contractuel ou en vertu d’un contrat existant en association sous la forme d’une coentreprise ou de toute autre association.  Le Soumissionnaire, l’ensemble des entités qui le composent, tout sous-traitant et fournisseur pour n’importe quelle partie du Contrat, y compris pour des services connexes, peuvent avoir la nationalité de n’importe quel pays, sous réserve des restrictions de nationalité énoncées à la présente clause 5 des IS. Une entité est réputée avoir la nationalité d’un pays si elle est constituée ou immatriculée dans ce pays et opère conformément aux dispositions de la législation de ce pays.  Les Soumissionnaires ou l’Entrepreneur doivent également satisfaire à tous les autres critères d’éligibilité prévus dans les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. Si un Soumissionnaire ou Entrepreneur a l’intention de s’associer à une autre partie, cette partie sera également soumise aux critères d’éligibilité énoncés dans le présent Dossier d’Appel d’Offres et dans les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. |
| **Entreprises publiques**  **Coentreprise ou association** | Les Entreprises publiques (ou « GOE » en anglais) ne sont pas autorisées à soumettre des offres pour des contrats de fourniture de produits (qui comprennent les contrats pour la fourniture et l’installation de systèmes d’information) ou de travaux financés par la MCC. Une Entreprise publique a) ne peut pas être partie à un contrat de fourniture de biens ou de travaux financé par la MCC et attribué à la suite d’un appel d’offres concurrentiel ouvert ou restreint, d’une passation de marché par entente directe ou de la sélection d’un fournisseur unique ; et b) ne peut pas être préqualifiée ou présélectionnée pour un contrat financé par la MCC et devant être attribué par ces méthodes. Cette interdiction ne s’applique pas aux unités en régie appartenant au gouvernement du pays de l’Entité MCA ou par des établissements d’enseignement et centres de recherche du secteur public, par des entités statistiques ou cartographiques, ou par d’autres structures techniques du secteur public qui n’ont pas été constituées principalement à des fins commerciales, ou pour lesquelles une dérogation a été accordée par la MCC conformément à la Partie 7 des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. Tous les Soumissionnaires doivent certifier leur statut dans le cadre de la soumission de leur Offre.  Si un Soumissionnaire est une coentreprise ou propose de se constituer en coentreprise ou en une association, a) tous les membres de la coentreprise ou de l’association doivent satisfaire aux exigences en matière juridique, financière ou de contentieux, et aux autres exigences énoncées dans le présent Dossier d’Appel d’Offres ; b) tous les membres de la coentreprise ou de l’association seront solidairement responsables de l’exécution du Contrat ; et c) la coentreprise ou l’association devra désigner un représentant habilité à exercer toutes les activités au nom de chaque membre et de tous les membres de la coentreprise ou de l’association pendant le processus d’appel d’offres et, dans le cas où la coentreprise ou l’association se voit attribuer le marché, pendant l’exécution du Contrat. |
| **Conflits d’intérêts** | Le Soumissionnaire ne doit pas avoir de conflit d’intérêts. Tout Soumissionnaire en situation de conflit d’intérêts doit être disqualifié, sauf si le conflit d’intérêts a été atténué et si l’atténuation a été approuvée par la MCC. Le Maître d’ouvrage exige des Soumissionnaires et de l’Entrepreneur de défendre avant tout et à tout moment les intérêts de l’Entité MCA, d’éviter scrupuleusement toute possibilité de conflit, y compris avec d’autres activités ou avec les intérêts de leurs entreprises, et d’agir sans faire entrer en ligne de compte l’éventualité d’une mission ultérieure. Sans limiter la portée générale de ce qui précède, un Soumissionnaire ou un Entrepreneur, y compris toutes les parties constituant ledit Soumissionnaire ou ledit Entrepreneur et tout sous-traitant et fournisseur d’une partie quelconque du Contrat, y compris des services connexes ainsi que leur personnel et leurs sociétés affiliées respectifs, peuvent être considérés comme ayant un conflit d’intérêts  et i) dans le cas d’un Soumissionnaire, ce dernier peut être disqualifié ou ii) dans le cas d’un Entrepreneur, le Contrat peut être résilié :   * 1. s’il a au moins un associé détenant une majorité dominante en commun avec une ou plusieurs autres parties dans le processus prévu par le présent Dossier d’appel d’offres ; ou   2. s’il a le même représentant légal qu’un autre Soumissionnaire dans le cadre du présent Appel d’offres ; ou   3. s’il a une relation directe ou indirecte (par l’intermédiaire d’une tierce partie commune) lui permettant d’avoir accès à des informations sur l’Offre d’un autre Soumissionnaire ou d’influencer celle-ci, ou d’influencer les décisions du Maître d’ouvrage concernant la présente procédure de passation de marchés ; ou   4. s’il participe à plusieurs Offres dans le cadre de ce processus ; la participation d’un Soumissionnaire à plusieurs Offres entraînera la disqualification de toutes les Offres auxquelles la partie participe ; toutefois, cette disposition ne limite pas l’inclusion du même sous-traitant dans plusieurs Offres ; ou   5. s’il est associé ou a été associé par le passé à une personne physique ou morale, ou à l’une de ses sociétés affiliées, qui a été engagée pour fournir des services de consultant en vue de la préparation de la conception, des spécifications techniques ou d’autres documents à utiliser pour le processus de sélection dans le cadre de la procédure de passation de marchés et de la réalisation des Travaux en vertu du Contrat ; ou   6. s’il est lui-même ou a des relations d’affaires ou un lien de parenté avec i) un membre du Conseil d’administration ou du personnel de l’Entité MCA, ii) un membre du personnel de l’entité responsable de la mise en œuvre du projet, ou iii) l’Agent de passation des marchés, l’Agent financier ou le Vérificateur (tel que défini dans le Compact ou les accords connexes) engagé par le Maître d’ouvrage au titre du Compact, à condition qu’il participe directement ou indirectement à une quelconque partie de A) la préparation du présent Dossier d’appel d’offres, B) du processus de sélection dans le cadre de la présente procédure de passation de marché ou C) de la supervision du Contrat, sauf si le conflit né d’une telle relation a été résolu d’une manière jugée acceptable pour la MCC ; ou   7. l’une quelconque de ses sociétés affiliées a été ou est engagée par l’Entité MCA en tant qu’Entité responsable de la mise en œuvre, Agent de passation des marchés, Agent financier ou Vérificateur en vertu du Compact ou   8. si l’une quelconque de ses sociétés affiliées a été engagée (ou est proposée pour être engagée) par le Maître d’ouvrage comme Ingénieur dans le cadre du Contrat. |
|  | Un Soumissionnaire ou un Entrepreneur qui a été engagé par l’Entité MCA pour fournir des biens, des travaux ou des services non-consultants dans le cadre d’un projet, ou l’une quelconque des sociétés qui lui sont affiliées ne peut fournir de services de consultant relatifs à ces biens, travaux ou services. À l’inverse, un Soumissionnaire qui a été engagé pour fournir des services de consultant en vue de la préparation ou la mise en œuvre d’un projet ou l’une quelconque des sociétés qui lui sont affiliées ne peut fournir ultérieurement des biens, des travaux ou des services non-consultants consécutifs ou directement liés à ces services de consultant du cabinet en vue de la préparation ou la mise en œuvre du projet.  Les Soumissionnaires et l’Entrepreneur sont tenus de divulguer toute situation de conflit d’intérêts réel ou potentiel qui affecte leur capacité à servir au mieux les intérêts de l’Entité MCA ou qui pourrait raisonnablement être perçue comme ayant cet effet. Ne pas divulguer une telle situation peut entraîner la disqualification du Soumissionnaire ou de l’Entrepreneur ou la résiliation du Contrat. |
| **Fonctionnaires** | Les restrictions suivantes s’appliquent (dans chaque cas, sous réserve de l’exception limitée énoncée dans la sous-clause 5.10 (f) de l’ITB ci-dessous) :   1. aucun membre du Conseil d’administration d’une Entité MCA ou employé actuel de l’Entité MCA (qu’il soit à temps partiel ou à temps plein, rémunéré ou non, en congé, etc.) ne peut être proposé ou travailler en tant que, ou au nom d’un Soumissionnaire ou d’un Fournisseur. 2. Sauf dans les cas prévus à la sous-clause 5.10(d), aucun fonctionnaire actuel du Gouvernement ne peut travailler pour le compte de l’Entrepreneur dans son propre ministère, service ou organisme. 3. Le recrutement d’anciens employés de l’Entité MCA ou de fonctionnaires pour fournir des services à leurs anciens ministères, services ou organismes est acceptable à condition qu’il n’y ait pas de conflit d’intérêts. 4. Si un Soumissionnaire propose un fonctionnaire comme membre du personnel dans son offre, ce membre du personnel doit avoir une attestation écrite du Gouvernement confirmant que : i) il sera en congé sans solde à partir de la date de soumission officielle de son offre et le restera jusqu’à la fin de son engagement auprès du Soumissionnaire ou Entrepreneur et qu’il est autorisé à travailler à plein temps en dehors de son ancien poste officiel ; ou ii) il démissionnera ou quittera son emploi au sein du Gouvernement au plus tard à la date d’attribution du Marché. En aucun cas, les personnes décrites aux points (i) et (ii) ne peuvent avoir la responsabilité d’approuver l’attribution du présent Contrat. Cette attestation doit être fournie au Maître d’ouvrage par le Soumissionnaire dans le cadre de son Offre. 5. Aucun employé d’une entité responsable financée par la MCC dans un autre pays qui est chargé de gérer ou d’administrer un contrat, un financement ou un autre accord entre le Soumissionnaire et cette autre entité responsable financée par la MCC ne peut être proposé où travailler en tant que Soumissionnaire ou Entrepreneur ou pour son compte. 6. Dans le cas où un Soumissionnaire cherche à engager les services de toute personne visée par les alinéas 5.10 a) à 5.10 e) des IS, qui aurait quitté l’Entité MCA (ou toute autre entité responsable financée par la MCC, selon le cas) dans un délai inférieur à douze (12) mois à compter de la date du présent Dossier d’Appel d’Offres, il doit obtenir un « avis de non-objection » de l’Entité MCA et de la MCC pour engager cette personne, avant que le Soumissionnaire ne soumette son Offre. L’Entité MCA doit également obtenir un « avis de non-objection » de la MCC avant d’envoyer une réponse ou tout autre correspondance liée au Soumissionnaire. |
| **Inéligibilité et exclusion** | Un Soumissionnaire ou Entrepreneur, toutes les entités composant le Soumissionnaire, et tous sous-traitants ou fournisseurs pour une partie quelconque du Contrat, y compris des services connexes, ainsi que leurs sociétés affiliées et personnel respectifs ne doivent pas être une personne ou une entité qui :   1. est soumise à une déclaration d’inéligibilité pour s’être livré à des actes de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction à une enquête sur des allégations de fraude ou de corruption, ou à des pratiques interdites telles que prévues par l’alinéa 3.1 des IS ci-dessus ; ou 2. qui a été déclarée comme étant exclue de toute participation à des passations de marché conformément aux procédures énoncées dans la partie 10 des *Directives relatives à la passation de marchés du programme de la MCC* (Procédures de vérification de l’éligibilité) qui peuvent être consultées sur le site web de la MCC. De même, toute entité établie ou ayant son siège social ou une part importante de ses activités dans un pays soumis aux sanctions ou restrictions imposées par la législation ou la politique américaine, ne sera pas habilitée à participer à la présente procédure de passation de marchés.   Un Soumissionnaire ou Entrepreneur, toutes les entités composant le Soumissionnaire ou l’Entrepreneur, et tous sous-traitants ou fournisseurs pour une partie quelconque du Contrat, y compris des services connexes, ainsi que leurs sociétés affiliées et personnel respectifs qui ne sont pas rendus inéligibles pour l’un des motifs visés à l’alinéa 5 des IS seront néanmoins exclus de la procédure si :   1. conformément à la loi et aux règlements, le Gouvernement interdit les relations commerciales avec le pays du Soumissionnaire ou de l’Entrepreneur (y compris ses associés, sous-traitants et fournisseurs, ainsi que leurs sociétés affiliées respectives) ; ou 2. en application d’une décision du Conseil de sécurité des Nations Unies adoptée en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Gouvernement interdit toute importation de biens en provenance du pays du Soumissionnaire ou de l’Entrepreneur (y compris ses associés, sous-traitants et fournisseurs, ainsi que leurs sociétés affiliées respectives) ou tout paiement aux entités présentes dans ledit pays ; ou 3. le Soumissionnaire ou l’Entrepreneur, toutes parties constituant le Soumissionnaire ou l’Entrepreneur, tout sous-traitant ou fournisseur, ou leurs sociétés affiliées ou personnel respectifs sont considérés comme inéligibles par la MCC en vertu d’une politique ou d’une directive susceptible d’être en vigueur à un quelconque moment, telle que publiée sur le site web de la MCC, à l’adresse ([www.mcc.gov](http://www.mcc.gov/)). |
| **Preuve du maintien de leur éligibilité** | Les Soumissionnaires et l’Entrepreneur doivent fournir des éléments de preuve attestant du maintien de leur éligibilité, d’une manière jugée satisfaisante par le Maître d’ouvrage, selon les exigences raisonnables de ce dernier. |
| **Commissions et primes** | Le Soumissionnaire ou l’Entrepreneur communiquera les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées en rapport avec la présente procédure de passation de marchés ou en rapport avec son Offre et, pendant la période d’exécution du Contrat, si le marché a été adjugé à ce Soumissionnaire, en réponse à toute demande conforme aux stipulations du présent Dossier d’appel d’offres. |
| 1. Matériaux, équipements et services répondant aux critères requis | La provenance des matériaux, des équipements et des services est distincte de la nationalité du Soumissionnaire.  Les matériaux, équipements et services à fournir au titre du Contrat peuvent provenir de n’importe quel pays, sous réserve du respect des mêmes restrictions énoncées à l’égard des Soumissionnaires et de leurs associés et leur personnel respectif, conformément à l’alinéa 5.3 des IS. À la demande du Maître d’ouvrage, les Soumissionnaires devront fournir une preuve du pays d’origine des matériaux, équipements et services.  Aux fins de l’alinéa 6.2 des IS ci-dessus, « provenance » signifie le lieu où les matériaux et les équipements ont été extraits, cultivés, produits, fabriqués ou traités, et à partir duquel les services sont fournis. Les matériaux et les équipements sont produits lors de la création, grâce à un processus de fabrication, traitement ou assemblage important ou substantiel, d’un produit fini ayant une valeur commerciale dont les caractéristiques, l’usage et l’utilité sont très différents des composants d’origine qui entrent dans sa fabrication.  Le pays d’origine des principaux équipements, matériaux, marchandises et services à fournir au titre du Contrat doit être indiqué dans l’Annexe de l’Offre qui figure à la Section IV. Formulaires de soumission de l’offre technique et de l’offre financière. Pendant l’exécution du Contrat, les sources utilisées seront vérifiées par l’Ingénieur du Maître d’ouvrage. |
|  | 1. Contenu du Dossier d’appel d’offres |
| 1. Différentes parties du Dossier d’appel d’offres | Le présent Dossier d’appel d’offres est composé des Parties 1, 2 et 3 comprenant toutes les sections énoncées ci-dessous, et doit être lu conjointement avec tout Addendum émis conformément à la Clause 9 des IS.  **PARTIE 1. Procédures d’appel d’offres**   * Section I. Instructions aux Soumissionnaires * Section II. Fiche de données de l’appel d’offres * Section III. Critères de qualification et d’évaluation * Section IV. Formulaires de soumission   **PARTIE 2 Énoncé des travaux**   * Section V. Énoncé des travaux   **PARTIE 3 – Documents contractuels**   * Section VI. Conditions Générales du Contrat * Section VII. Conditions particulières du Contrat * Section VIII. Formulaires contractuels et Annexes |
|  | Sauf lorsqu’il est reçu directement du Maître d’ouvrage, celui-ci n’est pas responsable de l’exhaustivité du Dossier d’appel d’offres, des réponses apportées aux demandes d’éclaircissements, du compte-rendu de la réunion préalable à la soumission des offres (le cas échéant), ou des Addenda au Dossier d’Appel d’Offres. En cas de contradiction, les documents obtenus directement auprès du Maître d’ouvrage font foi.  Il est attendu du Soumissionnaire qu’il examine toutes les instructions, les formulaires, conditions et spécifications techniques du présent Dossier d’Appel d’Offres. Ne pas fournir toutes les informations et tous les documents exigés dans le cadre du présent Dossier d’appel d’offres peut entraîner le rejet de l’Offre. |
| 1. Clarification du Dossier d’appel d’offres, visite des lieux, conférence préalable aux soumissions | Tout Soumissionnaire éventuel désireux d’obtenir des éclaircissements sur le présent Dossier d’Appel d’Offres doit formuler sa demande par écrit et l’expédier à l’adresse du Maître d’ouvrage **indiquée dans la FDAO** ou la présenter lors de la réunion préalable à la soumission des offres si cela est prévu dans la FDAO. Le Maître d’ouvrage répondra par écrit à toute demande d’éclaircissements, à condition qu’elle ait été reçue au plus tard à la date **indiquée dans la FDAO** avant la date limite de dépôt des Offres. Le Maître d’ouvrage envoie des copies écrites des réponses, y compris une description de la demande mais sans en identifier la source, aux Soumissionnaires qui se sont inscrits ou ont obtenu le Dossier d’appel d’offres directement auprès du Maître d’ouvrage. Le Maître d’ouvrage doit également afficher une copie des réponses ainsi que les descriptions de la demande d’éclaircissements sur son site web, s’il en existe un. Au cas où le Maître d’ouvrage jugerait nécessaire de modifier des éléments essentiels du présent Dossier d’Appel d’Offres suite aux éclaircissements demandés, il le fera conformément à la procédure prévue à la clause 9 et à l’alinéa 23.2 des IS.  Il est conseillé au Soumissionnaire de visiter et d’inspecter le Site des Travaux et ses environs, et d’obtenir par lui-même, et sous sa propre responsabilité, toutes les informations utiles à la préparation de l’Offre et à la signature du Contrat pour la réalisation des Travaux. Les coûts liés à la visite du Site sont à la seule charge du Soumissionnaire. Si une visite du Chantier est organisée par le Maître d’ouvrage, elle doit être **indiquée dans la FDAO**.  Le Maître d’ouvrage autorisera le Soumissionnaire et ses employés ou agents, à pénétrer sur le Site et dans ses locaux aux fins de ladite visite, mais seulement à la condition expresse que le Soumissionnaire, ses employés et agents, dégagent le Maître d’ouvrage, ses employés et ses agents de toute responsabilité pouvant en résulter, et les indemnisera si nécessaire, et qu’ils restent responsables des accidents mortels ou corporels, des pertes ou dommages matériels, coûts et frais encourus du fait de cette visite.  **Lorsque cela est prévu par la FDAO**, les représentants que le Soumissionnaire aura désignés sont invités à assister à une réunion préalable à la soumission des offres. L’objet de la réunion est de clarifier tout point et de répondre aux questions qui pourraient être soulevées à ce stade. La présence à toute réunion préalable à la soumission des offres est fortement conseillée, mais pas obligatoire. La participation à une conférence préalable à la soumission des offres et/ou à une visite du site n’est pas prise en compte dans l’évaluation des Offres. Les coûts liés à la participation à la réunion préalable à la soumission des offres sont à la seule charge du Soumissionnaire.  Il est demandé au Soumissionnaire, autant que possible, de soumettre toute question par écrit, de façon qu’elle parvienne au Maître d’ouvrage au plus tard avant l’écoulement du nombre de jours prévu avant la conférence **tel que spécifié dans la FDAO**.  Le compte-rendu de la réunion préalable à la soumission des offres, accompagné du texte des questions posées, sans en identifier la source, et des réponses données, ainsi que de toutes les réponses préparées après la réunion, sera affiché sur le site web du Maître d’ouvrage, s’il en existe un, et doit être transmis par écrit à tous les Soumissionnaires qui se sont inscrits ou ont obtenu le Dossier d’appel d’offres directement auprès du Maître d’ouvrage. Toute modification du présent Dossier d’appel d’offres qui pourrait s’avérer nécessaire à l’issue de la réunion préalable à la soumission des offres sera effectuée par le Maître d’ouvrage exclusivement par la publication d’un Addendum, et non par le biais du compte-rendu de la réunion préalable à la soumission des offres. |
| 1. Modifications apportées au Dossier d’appel d’offres | À tout moment avant l’expiration du délai de soumission des Offres, le Maître d’ouvrage peut modifier le Dossier d’Appel d’Offres par le biais d’Addenda  Tous les Addenda publiés font partie du présent Dossier d’Appel d’Offres et sont communiqués par écrit à tous les Soumissionnaires qui se sont inscrits ou ont obtenu le Dossier d’Appel d’Offres directement auprès du Maître d’ouvrage, et sont mis en ligne sur le site web du Maître d’ouvrage, s’il en existe un.  Afin de donner aux Soumissionnaires potentiels un délai raisonnable pour prendre en compte un Addendum dans la préparation de leurs Offres, le Maître d’ouvrage peut, à sa seule discrétion, prolonger la date limite de dépôt des Offres. |
|  | 1. Préparation des Offres |
| 1. Frais de soumission des Offres | Sauf indication contraire **dans la FDAO**, le Soumissionnaire supporte tous les frais afférents à la préparation et à la soumission de son Offre et à la finalisation du Contrat, et le Maître d’ouvrage n’est en aucun cas responsable de ces frais, quel que soit le déroulement ou l’issue de la procédure d’appel d’offres. |
| 1. Langue de l’Offre | L’Offre, ainsi que toute la correspondance et tous les documents s’y rapportant, échangés entre le Soumissionnaire et le Maître d’ouvrage, doivent être rédigés **dans la langue spécifiée dans la FDAO**. Les documents complémentaires et les imprimés fournis dans le cadre de l’Offre peuvent être rédigés dans une autre langue, à condition d’être accompagnés d’une traduction précise des passages importants dans la langue spécifiée dans la FDAO, auquel cas, aux fins d’interprétation de l’Offre, ladite traduction fait foi. |
| 1. Documents constitutifs de l’Offre | L’Offre comprend les Formulaires de soumission de l’Offre technique et de l’Offre financière dûment remplis et tout autre document exigé dans la FDAO.  L’Offre doit inclure la proposition du Soumissionnaire pour la construction des ouvrages, comme énoncé à la Section IV. Formulaires de soumission de l’Offre technique et de l’Offre financière et à la Section V. Énoncé des Travaux, de façon suffisamment détaillée pour démontrer la conformité de l’Offre aux exigences du Maître d’ouvrage et au délai d’achèvement des travaux.  Outre les exigences susmentionnées, les Offres soumises par une coentreprise ou autre association doivent comprendre l’accord de constitution de la coentreprise/association signé par tous les membres composant la coentreprise ou l’association. À défaut, une lettre d’intention de signer un accord de coentreprise ou d’association doit être signée par tous les membres et soumise avec l’Offre, accompagnée d’une copie de l’accord projeté.  En cas de changement de la structure juridique du Soumissionnaire après la soumission de l’Offre, le Soumissionnaire est tenu d’en informer immédiatement le Maître d’ouvrage. Toutefois, tout changement de structure juridique ne doit pas être utilisé pour satisfaire à une exigence de qualification qui n’était pas satisfaite à la date limite de dépôt de l’Offre. |
| 1. Lettre de soumission de l’offre technique et de l’offre financière et Programmes des activités | La lettre de soumission de l’offre technique et la lettre de soumission de l’offre financière et les Programmes d’activité, y compris le Devis quantitatif[[2]](#footnote-3), doivent être préparés en utilisant les formulaires appropriés fournis à la Section IV. Formulaires de soumission de l’offre technique et de l’offre financière. Les formulaires doivent être remplis sans en modifier le texte, et aucune substitution ne peut être acceptée. Tous les espaces vierges doivent être remplis en fournissant les informations demandées. |
| 1. Pas d’offre alternative | Les variantes ne sont pas prises en compte. |
| 1. Prix de l’offre et rabais | Les prix et rabais indiqués par le Soumissionnaire dans la Lettre de soumission de l’offre financière et dans le Devis quantitatif[[3]](#footnote-4) doivent être conformes aux stipulations ci-dessous. Les rabais ne sont autorisés que pour les offres portant sur des lots multiples et seront pris en compte dans le processus d’évaluation, comme indiqué à la Section III. Critères de qualification et d’évaluation.  Le Soumissionnaire est tenu d’indiquer les tarifs et les prix pour tous les éléments des Travaux décrits dans le Devis quantitatif[[4]](#footnote-5). Les éléments omis et les éléments pour lesquels le Soumissionnaire n’a pas indiqué de tarif ou de prix ne feront l’objet d’aucun paiement par le Maître d’ouvrage, et seront considérés comme étant couverts par les tarifs indiqués pour les autres éléments et prix figurant dans le Devis quantitatif[[5]](#footnote-6).  Le prix à indiquer dans la Lettre de soumission de l’offre financière est le prix total de l’Offre, hors tout rabais éventuel.  Le Soumissionnaire indique tout rabais inconditionnel et la méthode d’application dudit rabais dans la Lettre de soumission de l’Offre financière conformément aux stipulations de l’alinéa 1.15 des IS.  Les prix sont fixes ou ajustables, tel que **spécifié dans la FDAO**.  Pour les Prix fixes, les prix indiqués par le Soumissionnaire sont fixés pour la durée d’exécution du Contrat par le Soumissionnaire et ne doivent en aucun cas faire l’objet de modifications. Toute Offre soumise assortie d’une cotation à prix ajustable sera considérée comme étant non conforme et sera rejetée.  Pour les Prix ajustables, la cotation présentée par le Soumissionnaire est ajustée pendant l’exécution du Contrat pour tenir compte des modifications d’éléments de coût tels que la main-d’œuvre, le matériau, le transport et l’équipement de l’Entrepreneur conformément aux procédures spécifiées dans l’appendice correspondant à l’Accord contractuel. Toute Offre soumise assortie d’une cotation à prix fixe ne sera pas rejetée, mais la révision de prix sera considérée comme étant égale à zéro. Les Soumissionnaires sont tenus d’indiquer la source de l’indice du coût de la main-d’œuvre et de l’indice du coût du matériau dans le formulaire correspondant de la Section IV. Formulaires de soumission de l’Offre financière, de manière à justifier lesdits indices et les pondérations.  Si cela est **spécifié dans la FDAO**, des Offres sont sollicitées pour des contrats (lots) individuels ou pour toute combinaison de contrats (ensembles de lots). Les Soumissionnaires souhaitant offrir une réduction de prix en cas d’attribution de plus d’un lot doivent indiquer dans leur Offre les réductions applicables à chaque ensemble de lots ou à chaque lot au sein d’un ensemble de lots. Les réductions de prix ou rabais sont proposés conformément aux stipulations de l’alinéa 15.4 des IS, à condition toutefois que les Offres pour tous les lots soient soumises et ouvertes au même moment.  La Clause 47 des CGC énonce les dispositions fiscales du Contrat. Les Soumissionnaires doivent examiner attentivement cette clause au moment de préparer leur Offre.  Sauf indication contraire **dans la FDAO**, les Soumissionnaires doivent établir un devis pour l’ensemble des Travaux sur la base d’une « responsabilité unique » de telle sorte que le prix total de l’Offre couvre toutes les obligations de l’Entrepreneur mentionnées dans le Dossier d’appel d’offres ou pouvant être raisonnablement déduites de celui-ci relativement à la conception, la fabrication, et notamment l’achat et la sous-traitance (le cas échéant), la livraison, la construction, l’installation et l’achèvement des Travaux. Cela comprend toutes les exigences relevant de la responsabilité de l’Entrepreneur relative aux essais, à la pré-mise en service et à la mise en service des Travaux et, lorsque le Dossier d’appel d’offres l’exige, à l’acquisition de tous les permis, approbations et licences, etc. ; les services d’exploitation, de maintenance et de formation et d’autres éléments et les services qui peuvent être spécifiés dans le Dossier d’appel d’offres, le tout conformément aux exigences des Conditions Générales. Les éléments omis et les éléments pour lesquels aucun prix n’est inscrit par le Soumissionnaire ne seront pas payés par le Maître d’ouvrage au moment de leur exécution et seront considérés comme couverts par les prix des autres articles **tel que spécifié dans la FDAO**. |
| 1. Monnaies de l’Offre et paiement | La ou les monnaies de l’Offre et la ou les monnaies des paiements sont celles **spécifiées dans la FDAO**. |
| 1. Documents composant l’offre technique | Le Soumissionnaire fournit une Offre technique incluant l’énoncé des méthodes d’exécution prévues, la liste des équipements, du personnel, le calendrier d’exécution et toutes autres informations demandées à la Section IV. Formulaires de soumission de l’Offre, de façon suffisamment détaillée pour démontrer la conformité de l’Offre technique du Soumissionnaire aux exigences du Maître d’ouvrage et au délai d’achèvement des travaux. |
| 1. Documents établissant les qualifications du Soumissionnaire | Conformément aux dispositions de la Section III. Critères d’évaluation et de qualification, pour établir qu’il possède les qualifications requises pour répondre aux exigences définies dans la présente section, le Soumissionnaire doit fournir toutes les informations demandées dans les fiches et formulaires d’information correspondants figurant à la Section IV. Formulaires de soumission de l’offre technique et de l’offre financière. |
| 1. Période de validité des Offres | Les Offres demeurent valables pendant la période **spécifiée dans la FDAO** après la date limite de dépôt des Offres fixée par le Maître d’ouvrage. Une Offre valable pour une période plus courte peut être rejetée par le Maître d’ouvrage pour non-conformité.  Dans des circonstances exceptionnelles, avant l’expiration de la Période de validité de l’Offre, le Maître d’ouvrage peut demander aux Soumissionnaires de prolonger la période de validité de leurs Offres. La demande et les réponses sont faites par écrit. Si une Garantie d’Offre est exigée, sa validité sera prolongée jusqu’à vingt-huit (28) jours après le délai de prorogation de la période de validité des Offres. Un Soumissionnaire peut refuser de prolonger la validité de son Offre sans perdre sa Garantie. Un Soumissionnaire qui accepte la requête ne doit avoir ni l’obligation, ni l’autorisation de modifier son Offre, sauf tel que prévu par l’alinéa 19.3 des IS.  Si l’adjudication est retardée de plus de quatre-vingt-quatre (84) jours au-delà de la période initiale de validité de l’Offre, les conditions suivantes s’appliquent :   1. les tarifs unitaires indiqués par les Soumissionnaires dans leur Devis quantitatif tarifé sont actualisés par le facteur **spécifié dans la FDAO** ; 2. l’évaluation des Offres doit être basée sur le Prix de l’Offre sans tenir compte de toute révision appliquée en vertu du paragraphe (a) ci-dessus ; 3. Si l’un des membres du personnel clé devient indisponible pendant la période de validité prolongée, le Soumissionnaire doit fournir par écrit une justification adéquate et des éléments de preuve satisfaisants pour le Maître d’ouvrage, en même temps que la demande de remplacement. Dans ce cas, un membre du personnel clé fourni en guise de remplacement doit posséder des qualifications et une expérience égale ou supérieure à celles du personnel clé initialement proposé. Toutefois, l’évaluation technique demeurera fondée sur l’évaluation du CV du personnel clé initial, et 4. Si le Soumissionnaire ne fournit pas un personnel clé de remplacement possédant des qualifications égales ou supérieures, ou si les raisons invoquées pour justifier le remplacement ou la justification sont inacceptables pour le Maître d’ouvrage, cette Offre peut être rejetée. |
| 1. Garantie d’Offre | **Si la FDAO l’exige**, le Soumissionnaire doit fournir, dans le cadre de son offre technique, une Garantie d’offre sous sa forme originale. Si un Soumissionnaire soumet une offre sur plusieurs lots, la Garantie d’offre requise doit être **précisée dans la FDAO**. |
|  | La Garantie d’Offre doit correspondre au montant et aux monnaies **spécifiées dans la FDAO** et doit :   * 1. au choix du Soumissionnaire, prendre la forme soit d’une garantie bancaire inconditionnelle, essentiellement sous la forme d’une Garantie d’Offre (Garantie bancaire) figurant à la Section IV. Formulaires de soumission de l’Offre technique et de l’Offre financière ou un autre type de garantie **spécifié dans la FDAO** ;   2. être émis par une institution de bonne réputation choisie par le Soumissionnaire et située dans un pays admissible (tel que déterminé conformément à la clause 5 des IS). Si la Garantie d’Offre est émise par une institution financière située en dehors du pays du Maître d’ouvrage, elle devra être confirmée par une institution correspondante située dans le pays du Maître d’ouvrage et jugée acceptable par le Maître d’ouvrage, afin d’en permettre l’exécution. Dans le cas d’une garantie bancaire, la Garantie d’Offre doit être sous la forme indiquée dans le Formulaire de garantie d’offre figurant à la Section IV. Formulaires de soumission de l’Offre, ou sous une autre forme substantiellement similaire approuvée par le Maître d’ouvrage avant la soumission des Offres. Dans un cas comme dans l’autre, le formulaire doit inclure le nom complet du Soumissionnaire et identifier l’institution financière correspondante si celle-ci est située à l’extérieur du pays du Maître d’ouvrage ;   3. être payable sans délai sur demande écrite du Maître d’ouvrage au cas où les conditions énumérées au présent alinéa 20.7 des IS sont invoquées ;   4. être soumise sous sa forme originale ; les copies ne seront pas acceptées ; et   5. demeurer valables pendant une période de vingt-huit (28) jours après la période de validité initiale des Offres, ou au-delà de toute période de prorogation demandée par la suite en vertu de l’alinéa 19.2 des IS. |
|  | Toute Offre non accompagnée d’une Garantie d’Offre applicable et conforme sera rejetée par le Maître d’ouvrage au motif qu’elle n’est pas conforme. Les Soumissionnaires sont informés qu’une Déclaration de garantie d’offre ou une Caution de soumission n’est pas une forme acceptable de Garantie d’offre, et que si une Déclaration de garantie d’Offre ou une Caution de soumission est fournie en lieu et place d’une Garantie d’Offre, l’Offre sera considérée comme étant non conforme et sera donc rejetée.  La Garantie d’Offre du Soumissionnaire non retenu lui est restituée dans les meilleurs délais après la signature du Contrat et contre remise de la Garantie d’exécution requise.  La Garantie d’Offre du Soumissionnaire retenu lui est restituée dans les meilleurs délais après la signature du Contrat et contre remise de la Garantie d’exécution requise.  La Garantie d’Offre d’une coentreprise ou d’une autre association est établie au nom de l’association soumettant l’Offre. Si l’association n’a pas été légalement constituée au moment de la soumission, la Garantie d’Offre doit être émise au nom de tous les futurs associés, ou au nom du représentant désigné (associé responsable ou membre principal) tel que mentionné dans la lettre d’intention ou dans un document similaire en rapport avec la constitution de la Coentreprise ou de l’Association. |
|  | La Garantie d’Offre peut être confisquée, à la seule discrétion du Maître d’ouvrage :   1. si un Soumissionnaire retire son Offre pendant la Période de validité de l’Offre qu’il aura spécifiée dans la Lettre de soumission de l’Offre, sous réserve des dispositions de l’alinéa 9.3 des IS dans le cas d’une prolongation de la Période de validité de l’Offre ; ou 2. si le Soumissionnaire retenu ne signe pas le Contrat conformément aux dispositions de la clause 41 des IS ou ne fournit pas la Garantie d’exécution requise conformément aux dispositions de la sous-clause 4.2 des CGC en application de la clause 42 des IS.   La procédure de présentation de la Garantie d’Offre dans le cadre de la soumission électronique est prévue à l’alinéa 22.3 des IS. |
| 1. Forme et signature de l’Offre | Lorsque la soumission électronique est exigée en vertu de l’alinéa 22.1 des IS, un seul exemplaire de l’Offre doit être soumis. Dans tous les cas, cette copie doit être considérée comme l’original. Dans tous les cas de soumissions électroniques, les signatures peuvent être écrites ou signées sur support électronique au moyen de tout logiciel applicable.  S’il soumet une copie papier, le Soumissionnaire doit préparer un (1) jeu original des documents composant l’Offre, tel que décrit à la Clause 12 des IS, et y apposer clairement la mention « Original ».  En outre, s’il soumet son offre sur support papier conformément aux exigences énoncées à l’alinéa 22.1 des IS, le Soumissionnaire doit préparer le nombre de copies de l’Offre **indiqué dans la FDAO** en mentionnant clairement sur ces exemplaires la mention « Copie ».  L’Offre ne doit pas contenir de modifications ou d’ajouts, à l’exception de ceux qui sont effectués pour se conformer aux instructions données par le Maître d’ouvrage, ou qui sont nécessaires pour corriger des erreurs commises par le Soumissionnaire, auquel cas ces corrections doivent être paraphées par la ou les personnes signant l’Offre.  L’original et toutes les copies de l’Offre doivent être dactylographiés et signés par une personne dûment habilitée à signer au nom du Soumissionnaire. Une lettre d’autorisation sous forme de confirmation écrite, telle que **spécifiée dans la FDAO,** doit être jointe à l’Offre. Le nom et le titre de chaque personne signataire de l’habilitation doivent être dactylographiés ou écrits en caractères d’imprimerie sous la signature. Toutes les pages de l’Offre où des mentions ou des modifications ont été introduites sont signées ou paraphées par la ou les personnes signant l’Offre.  Une Offre soumise par une coentreprise ou autre association doit se conformer aux conditions suivantes :   * + 1. être signée de manière à engager légalement la responsabilité de tous les associés ; et     2. comprendre l’habilitation des représentants du Soumissionnaire et être signée par les personnes légalement habilitées à signer pour le compte de la coentreprise ou de l’association. |
|  | 1. Remise des offres et ouverture des plis |
| 1. Soumission des Offres   Soumission des Offres  (Copie papier)  **Soumission de l’offre technique et de l’offre financière (électronique).** | Si cela est **spécifié dans la FDAO**, les Soumissionnaires doivent soumettre leurs offres sur support papier (en main propre, par la poste ou par un service de messagerie) comme prévu à l’alinéa 22.2 des IS, ou par voie électronique, comme prévu à l’alinéa 22.3 des IS.  L’alinéa 22.2 des IS fait référence à la soumission des offres sur support papier.   * + - 1. Il est rappelé aux Soumissionnaires qui soumettent leurs Offres par courrier ou en mains propres que la distance et les formalités douanières peuvent imposer des délais de livraison plus longs que prévu.       2. Le représentant autorisé du Soumissionnaire qui signe les « originaux » de l’Offre doit fournir une autorisation sous la forme d’une lettre d’autorisation écrite démontrant que la personne qui signe a été dûment autorisée à signer les « originaux » au nom du Soumissionnaire. L’offre signée doit porter clairement la mention « Original ».       3. Les copies de l’offre doivent porter clairement la mention « Copie ». Il est préférable que toutes les copies requises soient réalisées en photocopiant « l’original » selon le cas. Toutefois, le Soumissionnaire doit noter que, si des copies sont effectuées par tout autre moyen et que des discordances sont constatées entre l’original et l’une quelconque des copies des documents pertinents, « l’ORIGINAL » fera foi.       4. « L’Original » et chacune des « Copies » de l’Offre doivent être placés dans des enveloppes/colis cacheté(e)s distinct(e)s portant clairement la mention « Original » et « Copie » respectivement.       5. Chaque enveloppe/colis doit porter le nom et l’adresse du Maître d’ouvrage tel qu’indiqué dans la FDAO, le nom et l’adresse du Soumissionnaire (pour le cas où ils doivent être renvoyés sans être ouverts), ainsi que le numéro d’identification de la passation de marché (tel qu’indiqué dans la FDAO).       6. Les enveloppes/colis contenant l’Original et les Copies de l’Offre doivent être placé(es) dans une plus grande enveloppe ou un carton (selon le cas) dûment cacheté(e) pour éviter toute ouverture prématurée. Cette enveloppe ou ce carton de plus grande taille doit porter l’adresse de soumission, le nom et l’adresse du Soumissionnaire, le numéro de référence de la passation de marché, et porter, bien visible, la mention « Ne pas ouvrir, sauf en présence du Fonctionnaire désigné, avant le [date et heure de dépôt des Offres] » indiquée dans la FDAO.       7. Le Maître d’ouvrage ne peut être tenu responsable de tout égarement ou perte de documents ou ouverture prématurée si ladite enveloppe/ledit carton n’est pas cacheté(e) et/ou ne porte pas la mention requise. Une telle situation peut constituer un motif de rejet de l’Offre.   L’alinéa 22.3 des IS fait référence à la soumission des offres par voie électronique.   * + - 1. Les formulaires de soumission de l’offre technique et de l’offre financière doivent être présentés sous la forme indiquée à la Section IV. Formulaires de soumission de l’offre technique et de l’offre financière.       2. Si cela est prévu à l’alinéa 21.5 des IS, le représentant autorisé des Soumissionnaires qui signent les Offres doit fournir dans le cadre de son Offre une autorisation sous la forme d’une procuration écrite démontrant que la personne qui signe l’Offre a été dûment autorisée à signer au nom du Soumissionnaire et de ses Associés, le cas échéant.       3. Les Soumissionnaires reçoivent un Lien de demande de fichier (LDF) spécifié dans la FDAO au moment de demander le Dossier d’Appel d’Offres qui sera utilisé pour soumettre leurs Offres et tout autre document lié aux Offres.       4. Les soumissions présentées sur support papier ou par courrier électronique ne sont pas acceptées et entraînent le rejet de l’Offre. Le Maître d’ouvrage n’est pas responsable des offres égarées ou mal adressées qui ne sont pas présentées à l’aide du LDF. Une telle situation peut constituer un motif de rejet de l’Offre.       5. Le lien de demande de fichier expire à la date limite de soumission des Offres, spécifiée à l’alinéa 23.1 des IS. L’Offre et tout autre document connexe doivent être soumis uniquement par l’intermédiaire du LDF, qui peut être utilisé plus d’une fois pour soumettre des documents supplémentaires.       6. Tous les documents soumis (qu’il s’agisse de fichiers autonomes ou de fichiers contenus dans des dossiers) doivent être au format Microsoft Office ou PDF. Les documents composant l’Offre peuvent être présentés dans des dossiers séparés, et ne doivent pas dépasser 10 Go chacun. Aucun fichier ou dossier compressé n’est accepté, donc les documents soumis dans n’importe quel format archivé et/ou compressé (compressé par WinZip, y compris toute application de la famille zip-, WinRAR, 7z, 7zX, ou tout autre format similaire) ne seront pas acceptés.       7. Les Offres ne doivent pas être protégées par mot de passe, mais elles peuvent être protégées à la discrétion du Soumissionnaire. Les Soumissionnaires qui choisissent de protéger leur Offre par mot de passe peuvent le faire pour se protéger contre l’ouverture intempestive de leur offre, mais la responsabilité leur incombera de fournir le mot de passe correct **tel que spécifié dans la FDAO**. Si un Soumissionnaire ne fournit pas le mot de passe correct qui ouvre les fichiers afin que leur contenu pertinent puisse être annoncé avant le délai **prévu dans la FDAO**, son Offre est rejetée. Les Soumissionnaires ne peuvent pas fournir ce mot de passe via le Lien de demande de fichier, mais doivent l’envoyer à l’adresse électronique **indiquée dans la FDAO**.       8. Les Soumissionnaires doivent utiliser le format de nom de fichier suivant pour la préparation des Offres : [Nom du Soumissionnaire] – Intitulé de l’Offre - N° de réf. [Insérer le numéro du Dossier d’Appel d’Offres]       9. Les Soumissionnaires sont informés que la capacité de leur bande passante Internet déterminera la vitesse à laquelle leurs offres seront téléchargées via le Lien de demande de fichier. Les Soumissionnaires sont donc invités à lancer le processus de téléchargement de leurs Offres via le Lien de demande de fichier en temps utile avant la date limite de soumission des Offres. Comme indiqué ci-dessus, ce lien expire à la date limite de dépôt des Offres, et ne peut être rouvert, sauf en vertu des dispositions de l’alinéa 9.3 des IS et de l’alinéa 23.2 des IS.       10. Aux fins de la soumission électronique, la copie scannée de la Garantie d’offre doit être soumise avant la date limite de dépôt des Offres prévue à l’alinéa 23.1 des IS. La copie papier de la Garantie d’offre doit être présentée à la date indiquée dans la FDAO. La non-présentation de la copie papier à cette date entraîne le rejet de l’offre. Pour éviter tout doute, dans les passations de marchés où la soumission électronique des offres n’est pas autorisée, toutes les Garanties d’offre doivent être soumises avant la date limite indiquée à l’alinéa 23.1 des IS. |
| 1. Date limite de dépôt des Offres | Les Offres doivent être reçues par le Maître d’ouvrage à l’adresse spécifiée dans la FDAO et au plus tard à la date et à l’heure spécifiées dans la FDAO, ou dans tout délai supplémentaire conformément à l’alinéa 23.2 des IS.  Le Maître d’ouvrage peut, à son entière discrétion, reporter la date limite de dépôt des Offres en modifiant le présent Dossier d’Appel d’Offres au titre de la clause 9 des IS, auquel cas tous les droits et obligations du Maître d’ouvrage et des Soumissionnaires précédemment soumis à la date limite seront soumis à la nouvelle date limite. |
| 1. Offres hors délai | Le Maître d’ouvrage n’acceptera aucune offre arrivée après l’expiration de la date limite de dépôt des Offres, conformément à l’alinéa 23.1 des IS. Toute Offre reçue par le Maître d’ouvrage après la date limite de soumission des Offres est déclarée hors délai, rejetée et renvoyée (si elles sont soumises sur support papier) au Soumissionnaire sans être ouverte, aux frais de ce dernier, s’il en fait la demande. |
| 1. Retrait, remplacement et modification des Offres | Un Soumissionnaire peut retirer, remplacer ou modifier son Offre après l’avoir déposée, mais avant l’expiration de la date limite de soumission des Offres, par voie de notification écrite (envoyée via le Lien de demande de fichier indiqué à l’alinéa 22.3 c) si la soumission par voie électronique est utilisée) dûment signée par un représentant habilité, assortie d’une copie de l’habilitation conformément aux stipulations de la clause 21.5 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait). La modification ou l’Offre de remplacement correspondante doit être jointe à la notification écrite. Toutes les notifications doivent être :   1. préparées et délivrées conformément aux stipulations des clauses 21 et 22 des IS (sauf pour ce qui est des notifications de retrait qui ne nécessitent pas de copies) et, de plus, les enveloppes respectives doivent porter clairement la mention « Retrait », « Remplacement », « Modification » ; et 2. reçues par le Maître d’ouvrage avant la date limite de remise des Offres conformément aux stipulations de la clause 23 des IS. |
|  | Les Offres faisant l’objet d’une demande de retrait conformément à l’alinéa 25.1 des IS doivent être renvoyées sans être ouvertes au Soumissionnaire, à la demande et aux frais de ce dernier. Les Offres soumises par voie électronique ne sont pas renvoyées.  Aucune Offre ne peut être retirée, remplacée ou modifiée entre la date et l’heure limites de soumission des Offres et la date d’expiration de la période de validité de l’Offre indiquée par le Soumissionnaire sur la Lettre de soumission de l’offre financière ou d’expiration de toute période de prolongation de la validité. |
| 1. Ouverture des plis | Qu’elles soient soumises sur papier ou support électronique, le Maître d’ouvrage ouvre les offres lors d’une séance publique d’ouverture des plis qui réunira les représentants des Soumissionnaires ainsi que toute personne qui choisit d’y assister au moment et au lieu indiqués dans la FDAO. Toute procédure d’ouverture spécifique requise, dans le cas où la soumission électronique est autorisée **conformément à la FDAO**, doit être conforme aux dispositions de celle-ci.  Tout d’abord, les documents portant la mention « Retrait » sont ouverts et le nom du Soumissionnaire est lu, tandis que les Offres pour lesquelles une notification de retrait acceptable a été soumise conformément à la clause 25 des IS ne sont pas ouvertes. Le retrait d’une Offre n’est autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le retrait et si cette notification est lue à haute voix au moment de l’ouverture des plis. Ensuite, les documents portant la mention « Substitution » doivent être ouverts et lues à haute voix en les échangeant contre l’Offre correspondante objet de la substitution, et l’Offre de substitution ne doit toutefois pas être ouverte mais renvoyée au Soumissionnaire, aux frais et à la demande dudit Soumissionnaire. Le remplacement d’une Offre n’est autorisé que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander le remplacement et que celle-ci est lue à haute voix au moment de l’ouverture des plis. Les documents marqués « Modification » sont ensuite ouverts et lues à haute voix avec l’Offre correspondante. La modification d’une Offre n’est autorisée que si la notification correspondante contient une habilitation valide du signataire à demander la modification et que celle-ci est lue à haute voix au moment de l’ouverture des plis. Seules les Offres qui sont ouvertes et lues à haute voix sont prises en considération.  Tous les autres documents doivent être ouverts l’un après l’autre et non à la fois, et le fonctionnaire doit lire à haute voix le nom du Soumissionnaire et indiquer s’il y a une modification ; le(s) prix de l’Offre, y compris les remises éventuelles ; la présence d’une Garantie d’offre ; et tout autre détail que le Maître d’ouvrage pourrait juger approprié. Seuls les rabais lus lors de l’ouverture des plis sont pris en compte lors de l’évaluation. Aucune Offre ne peut être rejetée lors de l’ouverture des plis, à l’exception des Offres hors délai conformément aux stipulations de l’alinéa 24.1 des IS. Les substitutions et modifications soumises conformément à la Clause 25 des IS, qui ne sont pas ouvertes et lues lors de la séance d’ouverture des offres, ne sont pas prises en considération pour une évaluation ultérieure quelles que soient les circonstances. Les offres hors délai retirées et substituées doivent être renvoyées sans être ouvertes à la demande et aux frais du Soumissionnaire.  Le Maître d’ouvrage établit un procès-verbal d’ouverture des plis qui indique, au minimum : le nom du Soumissionnaire, l’existence d’une Lettre de soumission de l’Offre signée, s’il y a eu retrait, substitution ou modification ; le prix de l’Offre, par lot le cas échéant, y compris les rabais éventuels ; et la présence ou l’absence d’une Garantie d’offre. Une copie de l’enregistrement est distribuée à tous les Soumissionnaires qui ont soumis des Offres dans les délais requis et mises en ligne sur le site Web du Maître d’ouvrage, s’il en existe un. |
|  | 1. Évaluation des Offres |
| 1. Confidentialité | Du moment de l’ouverture des Offres au moment de l’adjudication du Contrat, les Soumissionnaires ne sont autorisés à contacter le Maître d’ouvrage sur aucune question relative à leurs Offres. Les informations relatives à l’évaluation des Offres et les recommandations d’adjudication du Contrat ne doivent pas être divulguées aux Soumissionnaires ou à toute autre personne non officiellement concernée par ce processus jusqu’à ce que la notification des résultats de l’évaluation ait été publiée conformément à la clause 39 des IS. Toute utilisation inappropriée par un Soumissionnaire ou par tout autre individu d’informations confidentielles portant sur la procédure peut entraîner le rejet de l’Offre ou l’invalidation de l’intégralité de la procédure de passation de marchés.  Toute tentative ou initiative d’un Soumissionnaire visant à influencer l’évaluation des Offres et la prise de décision d’adjudication par le Maître d’ouvrage peut entraîner le rejet de son Offre et exposer le Soumissionnaire à l’application des dispositions des politiques anti-fraude et anti-corruption du Gouvernement, du Maître d’ouvrage et de la MCC, et aux autres sanctions et voies de recours prévues par de telles dispositions.  Nonobstant les stipulations susmentionnées, si entre la date d’ouverture des plis et la date d’adjudication du Contrat, un Soumissionnaire souhaite entrer en contact avec le Maître d’ouvrage pour des motifs ayant trait à la procédure d’appel d’offres, il doit le faire par écrit à l’adresse **indiquée dans la FDAO**. |
| 1. Éclaircissements concernant les Offres | Afin de faciliter l’examen et l’évaluation des Offres, le Maître d’ouvrage peut, à son entière discrétion, demander à un Soumissionnaire de clarifier certains points de son Offre. Aucun éclaircissement apporté par un Soumissionnaire autrement qu’en réponse à une demande du Maître d’ouvrage ne doit être pris en compte. Toute demande d’éclaircissement du Maître d’ouvrage et la réponse apportée par le Soumissionnaire doivent être formulées par écrit. Aucune modification des prix ou de la substance de l’Offre ne peut être demandée, offerte ou autorisée, sauf pour confirmer la correction d’erreurs de calcul découvertes par le Maître d’ouvrage lors de l’évaluation des Offres, conformément à la clause 32 des IS.  Si un Soumissionnaire n’apporte pas les éclaircissements sur son Offre à la date et à l’heure fixées par le Maître d’ouvrage dans sa demande d’éclaircissements, son Offre peut être rejetée et sa Garantie d’offre est renvoyée. |
| 1. Écarts, réserves et omissions | Lors de l’évaluation des Offres, les définitions suivantes s’appliquent :   1. *« écart »* est une dérogation aux exigences spécifiées dans le présent Dossier d’Appel d’Offres ; 2. *« réserve »* est la fixation de conditions limitatives ou le refus de l’acceptation complète des exigences spécifiées dans le présent Dossier d’Appel d’Offres ; et 3. *« omission »* est l’omission de soumettre tout ou partie des informations ou documents requis dans le présent Dossier d’Appel d’Offres. |
| 1. Examen des Offres, évaluation des Offres et qualifications des Soumissionnaires | L’examen de l’Offre par le Maître de l’ouvrage doit être fondé sur le contenu de l’Offre proprement dite, tel que défini à la clause 12 des IS, et comprendra les processus suivants, tels que détaillés plus loin à la Section III. Critères de qualification et d’évaluation.   1. Un **examen administratif** est effectué pour déterminer si l’Offre est complète, y compris tous les documents et formulaires requis. Le Soumissionnaire peut être appelé à soumettre d’autres informations ou documents et/ou à corriger des erreurs mineures dans l’Offre portant sur les documents exigés. Le non-respect par le Soumissionnaire de l’obligation de répondre à une demande dans le délai indiqué dans la demande peut entraîner le rejet de son Offre. 2. L’**évaluation de la conformité** est effectuée pour déterminer la conformité de l’Offre, tel que précisé à la clause 31 des IS. Ce processus comprendra un examen technique détaillé. Le Maître d’ouvrage peut demander à tout Soumissionnaire de clarifier son Offre conformément aux procédures définies à la clause 28 des IS. Le Maître d’ouvrage se réserve le droit, à sa seule discrétion, de procéder à cette évaluation de la conformité dans l’ordre, en commençant par l’offre la moins élevée. Si une Offre n’est pas sensiblement conforme aux spécifications du présent Dossier d’Appel d’Offres, elle sera rejetée et ne pourra pas être rendue conforme par la suite en corrigeant un écart important, une réserve ou une omission. 3. Il est procédé à un **examen des qualifications** en vue d’établir si le Soumissionnaire satisfait aux critères de qualification décrites à la Section III. Critères de qualification et d’évaluation. Cette décision doit être fondée sur un examen des preuves documentaires des qualifications du Soumissionnaire soumis par celui-ci, conformément à l’alinéa 18.1 des IS, aux performances passées du Soumissionnaire, à un examen de ses références et de toute autre source, à la discrétion du Maître d’ouvrage. Le Soumissionnaire doit posséder les qualifications requises pour qu’un marché puisse lui être attribué. Les Soumissionnaires doivent fournir la preuve qu’ils possèdent toujours les qualifications nécessaires pour effectuer les Travaux (y compris tout changement dans leurs antécédents judiciaires) d’une manière jugée satisfaisante par le Maître d’ouvrage, à la demande raisonnable du Maître d’ouvrage, à tout moment avant l’adjudication du marché. 4. L’**examen des prix** a pour but d’examiner les formulaires de prix afin de détecter les erreurs arithmétiques, les omissions ou les éclaircissements et de classer les offres du prix le plus bas au prix le plus élevé. Les procédures pour la correction des erreurs arithmétiques sont définies à l’alinéa 32.1 des IS. Les prix des Offres sont également examinés pour déterminer s’ils sont raisonnables, conformément aux *Directives relatives à la Passation des marchés du programme de la MCC* et à la clause 34 des IS.   **Étapes de l’examen :** Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de mener le processus d’examen dans n’importe quel ordre et le droit de ne pas examiner les Offres les plus élevées à moins qu’une Offre de prix inférieure ne soit rejetée. |
| 1. Évaluation de la recevabilité et erreurs mineures | La décision du Maître d’ouvrage concernant la conformité d’une Offre doit être fondée sur le contenu de l’Offre proprement dite, tel que défini à la clause 12 des IS.  31.2 Une Offre largement conforme est une Offre qui répond aux exigences du présent Dossier d’Appel d’Offres sans écart, réserve ou omission significative. Un écart, une réserve ou une omission importante est tel(le) que,   1. en cas d’acceptation, il ou elle : 2. affecterait de manière substantielle la portée, la qualité ou l’exécution des Travaux spécifiés dans le Contrat ; ou 3. limiterait d’une manière substantielle, incompatible avec le présent Dossier d’appel d’offres, les droits du Maître d’ouvrage ou les obligations du Soumissionnaire dans le cadre du Contrat projeté ; ou 4. si elle est rectifiée, affecterait injustement la position concurrentielle des autres Soumissionnaires présentant des Offres substantiellement conformes.   Le Maître d’ouvrage examine les aspects techniques de l’Offre soumise conformément à la Clause 17 des IS, Proposition technique, en particulier, pour confirmer que toutes les exigences de la Partie 2. Énoncé du Maître d’ouvrage, ont été respectées sans aucun écart, ni réserve ou omission importante.  Si une Offre n’est pas conforme pour l’essentiel aux exigences du Dossier d’Appel d’Offres, elle sera rejetée par le Maître d’ouvrage et ne pourra pas être rendue conforme par la suite en corrigeant un écart, une réserve ou une omission importante.  Dans la mesure où une Offre est substantiellement conforme, le Maître d’ouvrage peut renoncer à faire valoir ses droits en cas d’erreur constatée dans l’Offre qui ne constitue pas un écart, une réserve ou une omission importante.  À condition qu’une Offre soit substantiellement conforme, le Maître d’ouvrage peut demander au Soumissionnaire de soumettre les informations ou la documentation nécessaires, dans un délai raisonnable, pour rectifier les erreurs mineures constatées dans l’Offre par rapport aux exigences en matière de documentation. La demande d’informations ou de documentation sur ces erreurs ne peut être liée à aucun aspect du prix de l’Offre. Si le Soumissionnaire ne répond pas à la demande, son Offre peut être rejetée. |
| 1. Correction des erreurs de calcul | Dans le cadre de l’examen des prix conformément à l’alinéa 30.1(d) des IS, le Maître d’ouvrage corrige les erreurs de calcul de la façon suivante :   1. en cas de divergence entre le prix unitaire et le prix total obtenu en multipliant le prix unitaire par la quantité correspondante, le prix unitaire fait foi et le prix total est rectifié, à moins que, de l’avis du Maître d’ouvrage la virgule des décimales du prix unitaire soit manifestement mal placée, auquel cas, le prix total indiqué est retenu et le prix unitaire est rectifié ;[[6]](#footnote-7) 2. si un total obtenu par addition ou soustraction des sous-totaux n’est pas exact, les sous-totaux font foi et le total est rectifié ; et 3. s’il y a contradiction entre le prix indiqué en lettres et en chiffres, le montant formulé en toutes lettres fera foi, à moins que ce montant ne soit entaché d’une erreur arithmétique, auquel cas, le montant exprimé en chiffres est retenu, sous réserve des dispositions énoncées aux alinéas (a) et (b) ci-dessus.[[7]](#footnote-8)   Si le Soumissionnaire n’accepte pas la correction d’erreurs, son Offre est rejetée et la Garantie d’Offre peut être confisquée conformément à l’alinéa 43.1 des IS. |
| 1. Conversion en une seule monnaie | 33.1 À des fins d’évaluation et de comparaison, la ou les monnaie(s) dans lesquelles est libellée l’Offre sont converties en une seule monnaie, **tel que précisé dans la FDA**O. |
| 1. Caractère raisonnable des prix | Le Maître d’ouvrage détermine le caractère raisonnable du prix conformément aux *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. Si l’analyse du caractère raisonnable du prix de l’Offre suggère qu’une Offre est fortement déséquilibrée ou exige une demande de paiement excessivement élevée au départ, le Maître d’ouvrage peut demander au Soumissionnaire de fournir une analyse de prix détaillée pour tout ou partie des éléments du Devis quantitatif[[8]](#footnote-9) afin de prouver que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de solliciter une clarification ; cependant, la clarification ne sera pas utilisée pour changer le prix de l’Offre.  Après l’évaluation des renseignements et des analyses détaillées des prix présentés par le Soumissionnaire, le Maître d’ouvrage peut, selon le cas :  a) accepter l’Offre ; où  b) exiger que le montant total de la Garantie d’exécution soit augmenté aux frais du Soumissionnaire jusqu’à un niveau ne dépassant pas le pourcentage **spécifié dans la FDAO** ; où  c) rejeter l’Offre.  Si le Soumissionnaire n’accepte pas d’augmenter la Garantie d’exécution comme prévu à l’alinéa 34.2 (b) des IS, son Offre sera rejetée et la Garantie d’Offre restituée conformément à l’alinéa 43.1 des IS.  Au cas où les prix ne sont pas raisonnables (soit parce qu’ils s’avèrent excessivement élevés ou déraisonnablement bas), l’Offre peut, à la discrétion du Maître d’ouvrage, être rejetée pour ce motif. Le Soumissionnaire n’est pas autorisé à réviser son Offre après une telle décision. |
| 1. Absence de marge de préférence | Conformément aux Directives de la MCC, aucune marge de préférence ne peut être accordée aux Soumissionnaires originaires du pays du Maître d’ouvrage. |
| 1. Vérification des performances passées et des références du Candidat | 34.1 Conformément aux Directives de la MCC, les performances passées du Soumissionnaire dans le cadre de contrats antérieurs seront prises en considération dans la procédure de qualification du Soumissionnaire par le Maître d’ouvrage. Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de vérifier les références concernant tout contrat antérieur fournies par le Soumissionnaire ou d’utiliser toute autre source à la discrétion du Maître d’ouvrage. Si le Soumissionnaire (y compris l’un quelconque de ses associés ou membres de coentreprise/association) est ou a été partie à un contrat financé par la MCC (soit directement avec la MCC ou avec toute Entité du Millennium Challenge Account, quel que soit le lieu dans le monde), en qualité d’entrepreneur principal, de société affiliée, d’associé ou de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre, le Soumissionnaire doit inscrire ce contrat dans la liste de références jointe à son Offre, en utilisant le Formulaire de soumission des Offres, le formulaire REF-1 : Références des Contrats financés par la MCC. L’absence de tels contrats dans la liste peut amener le Maître d’ouvrage à émettre une appréciation négative concernant les performances passées du Soumissionnaire. Cependant, le fait de ne pas indiquer de tels contrats parce que le Soumissionnaire (y compris tout associé ou membre de sa coentreprise/de son association) n’a pas été partie à de tels contrats ne justifiera pas une appréciation négative de la part du Maître d’ouvrage concernant les performances passées du Soumissionnaire. En d’autres termes, il n’est pas absolument nécessaire de justifier d’antécédents liés à un contrat financé par la MCC. Le Maître d’ouvrage vérifiera les références, y compris les rapports d’évaluation des performances passées du Soumissionnaire, saisis dans le Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise (SEPPE) de la MCC. Une appréciation négative de l’expérience du Maître d’ouvrage dans des contrats antérieurs peut être un motif de disqualification du Soumissionnaire à la discrétion du Maître d’ouvrage. |
| 1. Droit du Maître d’ouvrage d’accepter et de rejeter une Offre, quelle qu’elle soit, voire de rejeter toutes les Offres | Le Maître d’ouvrage se réserve le droit d’accepter ou de rejeter une Offre, quelle qu’elle soit, et d’annuler la procédure d’adjudication, et de rejeter toutes les Offres à tout moment avant l’adjudication du Contrat, sans encourir de responsabilité envers les Soumissionnaires. En cas d’annulation, toutes les Offres soumises et, plus particulièrement, les Garanties d’offre, doivent être restituées dans les meilleurs délais aux Soumissionnaires aux frais du Maître d’ouvrage. Si toutes les Offres sont rejetées, le Maître d’ouvrage passe en revue les motifs des rejets et envisage de réviser les modalités du Contrat, les Spécifications techniques et de conception, la portée du Contrat ou une combinaison de ceux-ci, avant de diffuser un nouvel Appel d’offres. Le Maître d’ouvrage se réserve également le droit d’annuler la passation de marchés si elle n’est plus dans son intérêt. |
|  | 1. Adjudication du Contrat |
| 1. Critères d’adjudication du Contrat | Sous réserve des dispositions de l’alinéa 37.1 des IS, le Maître d’ouvrage attribue le Contrat au Soumissionnaire dont l’Offre a été jugée la moins disante et est en grande partie conforme au présent Dossier d’Appel d’offres, à condition que le Soumissionnaire soit jugé qualifié pour exécuter le Contrat de façon satisfaisante. |
| 1. Notification des résultats de l’évaluation | Avant l’expiration du délai de validité de l’Offre concernée, le Maître d’ouvrage notifie au Soumissionnaire retenu, par écrit, que son offre a été retenue. La Notification d’intention d’adjudication comprend une déclaration indiquant que le Maître d’ouvrage adresse une notification formelle d’intention d’adjudication du Contrat et un projet d’Accord contractuel après l’expiration du délai de dépôt des contestations des Soumissionnaires et la résolution des contestations soumises. La Notification d’intention d’adjudication **ne vaut pas la formation d’un contrat** entre le Maître d’ouvrage et le Soumissionnaire retenu, et ne donne lieu à aucun droit.  Le Maître d’ouvrage émet la Notification d’intention d’adjudication et notifie également, par écrit, les résultats de la procédure d’appel d’offres à tous les autres Soumissionnaires non retenus. Le Maître d’ouvrage répond dans les plus brefs délais par courrier à tout Soumissionnaire qui, après avoir été avisé des résultats de l’appel d’offres, soumet par écrit une demande de débriefing, tel que prévu dans les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* ou présente une contestation formelle. |
| 1. Contestation des Soumissionnaires | Les Soumissionnaires ne pourront contester les résultats d’une procédure d’appel d’offres qu’en respectant les règles fixées dans le Système de contestation des Soumissionnaires mis en place par le Maître d’ouvrage et approuvé par la MCC. Les règles et dispositions du Système de contestation des Soumissionnaires sont tel que publié sur le site web du Maître d’ouvrage, **indiqué dans la FDAO.** |
| 1. Signature du Contrat | À l’expiration du délai de dépôt des contestations des Soumissionnaires et de résolution de ces contestations, le Maître d’ouvrage envoie la Lettre d’acceptation au Soumissionnaire retenu. La Lettre d’acceptation spécifie le montant que le Maître d’ouvrage paiera à l’Entrepreneur au titre de l’exécution et de l’achèvement des Travaux et des interventions destinées à remédier aux éventuelles malfaçons dans les Travaux, conformément aux stipulations du Contrat. En attendant qu’un Contrat formel soit préparé et signé, la Lettre d’acceptation constituera un Contrat ayant force obligatoire entre le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur.  La Lettre d’acceptation comprend l’Accord contractuel pour examen et signature par le Soumissionnaire retenu.  Dans les vingt-huit (28) jours suivant la notification de l’Accord contractuel par le Maître d’ouvrage au Soumissionnaire retenu, ce dernier le signe, le date et le renvoie au Maître d’ouvrage, avec la Garantie d’exécution conformément à la clause 42 des IS, le Formulaire de certificat d’observation des sanctions et le Formulaire d’auto-certification des Entreprises figurant à la Section VII. Conditions Particulières du Contrat.  Si des négociations ou des éclaircissements sont exigés par le Maître d’ouvrage ou le Soumissionnaire retenu, il devra y être donné suite pendant la même période de vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Lettre d’acceptation par le Soumissionnaire retenu, sauf accord contraire par écrit entre les deux parties. Le fait que des négociations/éclaircissements n’aboutissent pas n’exonère nullement le Soumissionnaire retenu de l’obligation de soumettre en temps opportun la Garantie d’exécution tel que prévu à l’alinéa 42 des IS, ainsi que le Formulaire de certificat d’observation des sanctions et le Formulaire d’auto-certification des Entreprises fourni à la Section VIII. Formulaires contractuels et Annexes. |
| 1. Garantie d’exécution | 42.1 Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Lettre d’acceptation, le Soumissionnaire retenu remet au Maître d’ouvrage une Garantie d’exécution, conformément aux conditions de la sous-clause 4.2 du Contrat, en utilisant à ces fins le Modèle de Garantie d’exécution figurant à la Section VIII. Formulaires contractuels et Annexes et un autre formulaire jugé acceptable par le Maître d’ouvrage. Une institution étrangère fournissant une garantie d’exécution doit disposer d’une institution financière correspondante dans le pays du Maître d’ouvrage.  42.2 Le fait pour le Soumissionnaire retenu de ne pas présenter la Garantie d’exécution susmentionnée ou de ne pas signer le Contrat dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la Lettre d’acceptation constitue un motif suffisant pour l’annulation de l’adjudication et la confiscation de la Garantie d’Offre. Dans l’éventualité où le Maître d’ouvrage peut attribuer le Contrat à la deuxième offre la moins disante et dont le Soumissionnaire est déterminé par le Maître d’ouvrage comme étant qualifié pour exécuter le Contrat de façon satisfaisante. |
| 1. **Publication de la Notification d’adjudication du Contrat** | Dès réception de l’Accord contractuel signé et d’une Garantie d’exécution valide et des formulaires de certification exigés à l’alinéa 41.3, le Maître d’ouvrage doit restituer les Garanties d’offre aux Soumissionnaires non retenus et publier sur *UNDBOnline,* sur *dgMarket*, sur le site web du Maître d’ouvrage et sur les autres sites indiqués par la MCC et conformément aux *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*, les résultats indiquant l’Offre et les numéros de lot, le cas échéant, ainsi que les informations suivantes :   1. le nom du Soumissionnaire retenu ; 2. le prix de l’Offre retenue et le prix du Contrat attribué si son montant est différent ; et 3. la durée et le résumé des prestations objet du Contrat attribué. |
| 1. Incohérences avec des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* | La passation de marchés faisant l’objet du présent Dossier d’appel d’offres est conduite conformément aux *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* et est soumise à toutes ses dispositions. En cas de divergence entre toute section ou disposition du présent Dossier d’appel d’offres (y compris tout Addendum pouvant être ajouté audit dossier) et les *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*, les conditions et modalités des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* font foi, à moins que la MCC n’ait accordé une dérogation à l’application de ces directives. |
| 1. Conditionnalités du Compact | Il est recommandé que les Soumissionnaires examinent attentivement les stipulations énoncées à l’Annexe A (Dispositions complémentaires) au Contrat, étant donné qu’elles font partie des obligations du Gouvernement et du Maître d’ouvrage en vertu des dispositions du Compact et des documents connexes qui, conformément auxdites dispositions, doivent être transférées à tout Entrepreneur ou sous-traitant participant à la passation de marchés ou de contrats ultérieurs financés par la MCC. |
| 1. Conciliateur | Le Maître d’ouvrage propose que la personne **désignée dans la FDAO** soit nommée comme Conciliateur en vertu du Contrat, selon un taux horaire **spécifié dans la FDAO**, plus les frais remboursables. Si le Soumissionnaire n’accepte pas la proposition du Maître d’ouvrage, il doit le mentionner dans son Offre. Si, dans la Lettre d’Acceptation, le Maître d’ouvrage n’a pas accepté la nomination du Conciliateur, ce dernier sera nommé par l’Autorité de nomination **désignée dans la FDAO** et dans les CPC, à la demande de l’une ou l’autre des parties. |
| 1. Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise | Au cours de l’exécution du Contrat, le Maître d’ouvrage conserve un dossier d’évaluation des performances de l’Entrepreneur conformément au Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise de la MCC, comme décrit sur le site Web de la MCC. |

Section II. Fiche de données de l’appel d’offres

|  |  |
| --- | --- |
| 1. Introduction | |
| **IS**  **Définitions** | m) « Compact » désigne le Millennium Challenge Compact conclu le 29 juillet 2016 entre les États-Unis d’Amérique, agissant par l’intermédiaire de la Millennium Challenge Corporation, et le Gouvernement, tel qu’éventuellement modifié ultérieurement.  v) « Maître d’Ouvrage » désigne le Millenium Challenge Account (*MCA Niger)*  z) « Gouvernement » désigne le Gouvernement du **Niger**.  cc) « Entité chargée de la mise en œuvre » désigne le Millenium Challenge Account (MCA Niger).  dd) La « Date d’achèvement prévue » des travaux est fixée à **quatre-vingt-dix (90) jours** après la Date de commencement des travaux indiquée dans le Contrat.  jj) « Entité MCA » désigne le Millenium Challenge Account (MCA Niger). |
| **IS 1.1** | Référence de la présente passation de marchés : **Travaux de confection des balises pour la matérialisation des aires de pâturages, des corridors et des limites des zones humides du moyen Niger 1 et 2 dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Plan d’Aménagement et de Gestion de la Réserve Partielle de Faune de Dosso et des Zones du Moyen Niger du projet Irrigation et Accès au Marché**  Le numéro d’identification de la présente passation de marchés est : **ESP/41/SHOP/314/22** |
| **IS 1.2** | Le Maître d’ouvrage fournira les intrants et installations suivants : **« Aucun »** |
| 1. Dossier d’Appel d’Offres | |
| **IS 8.1** | Vous trouverez ci-dessous l’adresse du Maître d’ouvrage uniquement aux fins de la demande d’éclaircissements sur le présent Dossier d’appel d’offres :  **Attention : *Agent de Passation des Marchés de MCA - Niger,*** [AMEEMMCANigerPA@dt-global.com](mailto:AMEEMMCANigerPA@cddid.com)  **avec copie à** [**procurement@mcaniger.ne**](mailto:procurement@mcaniger.ne)***.* Avenue Mali Béro Niamey Immeuble MCA – Niger en face du lycée Bosso – 2ème étage.**  Les adresses pour envoyer des **notifications** au Maitre d’Ouvrage sont les suivantes :  **Millennium Challenge Account Niger**  **3eme Etage, Avenue Mali Béro – En face du Lycée Bosso**  **B.P. 738, Niamey, Niger**  E-mail: [mamaneannou@mcaniger.ne](mailto:mamaneannou@mcaniger.ne)  Tél.:(+227) 20 35 39 44  Les Soumissionnaires peuvent demander des clarifications par courriel au plus tard **dix (10) jours ouvrables** avant la date limite de soumission des offres soit **le 20 décembre 2022**, de manière que les réponses soient communiquées à tous les Soumissionnaires au plus tard **cinq** **(05) jours ouvrables** avant la date limite de soumission des Offres, soit **le 23 décembre 2022** |
| **IS 8.2** | Une visite du site organisée par le Maître d’ouvrage **n’aura pas**lieu |
| **IS 8.4** | **Pas de réunion préalable à la soumission des Offres** |
| **IS 8.5** | **Non applicable** |
| **IS 8.6** | Le compte-rendu de la réunion préalable à la soumission des Offres est mis en ligne sur le site web du Maître d’ouvrage [**www.mcaniger.ne**](http://www.mcaniger.ne)et partagé à tous les Soumissionnaires présents à la conférence préalable. |
| 1. Préparation des Offres | |
| **IS 10.1** | Si le Maître d’ouvrage doit payer certains frais associés à la visite du site, ces frais sont énumérés ci-dessous. **AUCUN** |
| **IS 11.1** | L’offre est présentée en **Français**. |
| **IS 12** | Les documents de l’offre sont :   1. [**Lettre de Soumission de l’Offre**](#_heading=h.2pta16n) **technique** 2. **Modèle de Garantie de l’offre (garantie bancaire)** 3. **Devis Quantitatif** 4. **Bordereau des Prix** 5. [**Formulaire ELI-1 : Renseignements sur le Soumissionnaire**](#_heading=h.j8sehv) 6. [**Formulaire ELI-2 : Renseignements sur les coentreprises/associations/sous-traitants**](#_heading=h.338fx5o) 7. [**Formulaire ELI-3 : Formulaire de certification d’Entreprise publique**](#_heading=h.1idq7dh) 8. **Formulaire CON-1 : Antécédents d’inexécution de contrats** 9. [**Formulaire CON-2 : Formulaire de certificat d’observation des sanctions**](#_heading=h.2hio093) 10. [**Formulaire FIN-1 : Situation financière**](#_heading=h.wnyagw) 11. [**Formulaire FIN-2 : Chiffre d’affaires annuel moyen des activités de  construction**](#_heading=h.1vsw3ci) **et aménagement (travaux hydrauliques, petite irrigation, etc.)en Bâtiment Travaux Publics** 12. [**Formulaire FIN-3 : Ressources financières**](#_heading=h.4fsjm0b) 13. **Formulaire FIN-4 : Engagements contractuels actuels/Travaux en cours** 14. **Formulaire EXP-1 : Expérience générale dans le domaine de la construction en Bâtiment Travaux Publics**      1. [**Formulaire EXP-2 : Expérience similaire dans le domaine des travaux de balisage (production et mise en œuvre)**](#_heading=h.3u2rp3q)   **d’**[**aménagement (travaux de construction BTP, Balise….)**](#_heading=h.3u2rp3q)   1. **Formulaire EXP- 3: Expérience spécifique (balisage travaux des balises** des aires de pâturages, aires de repos, balisage des ressources pastorales**)** 2. [**Formulaire EXP-3 : Expérience en matière de gestion de l’impact environnemental et social (E&S)**](#_heading=h.odc9jc) 3. [**Formulaire EXP-4 : Expérience en matière de gestion de l’impact sur la santé et la sécurité (S&S)**](#_heading=h.38czs75) 4. [**Formulaire REF-1 : Références des contrats financés par la MCC**](#_heading=h.1nia2ey) 5. **Formulaire REF-2 : Références des contrats non financés par la MCC**   Autres :   1. **Matériel (tel que mentionné au niveau de la Section III du présent DAO)** 2. **Personnel (tel que mentionné au niveau de la Section III du présent DAO)**   Le Soumissionnaire doit aussi joindre dans son offre les pièces administratives suivantes en règles et à jour :   1. **Agrément des Bâtiments et Travaux Publics (BTP) 2ème catégorie au moins ou équivalent, en cours de validité** 2. **Attestation de non-faillite et non liquidation judiciaire, en cours de validité à la date limite de remise des offres.**   ***NB : l’absence ou la non-conformité des formulaires N°1 ; 2 ; 3 ; 4 et les pièces administratives N°23 et 24 entrainent le rejet de l’Offre.*** |
| **IS 15.1** | N/A. |
| **IS 15.5** | Les prix proposés par le Soumissionnaire **ne seront pas**révisables. |
| **IS 15.8** | Les Offres sont sollicitées pour les : **Travaux de confection des balises pour la matérialisation des aires de pâturages, des corridors et des limites des zones humides du moyen Niger 1 et 2 dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Plan d’Aménagement et de Gestion de la Réserve Partielle de Faune de Dosso et des Zones du Moyen Niger du projet Irrigation et Accès au Marché** |
| **IS 15.10** | L’Offre **est** une Offre à prix unitaires, c’est-à-dire que seules les quantités réellement exécutées seront payées. |
| **IS 16.1** | La ou les monnaies de l’Offre sont : **Dollars US et ou le FCFA.**  La ou les monnaies du paiement sont : **Dollars US et ou le FCFA.** |
| **IS 19.1** | L’Offre reste valable **120 jours** après la date limite de soumission**.** |
| **IS 19.3 (a)** | Le prix de l’Offre **n’est pas ajustable** |
| **IS 20.2** | La Garantie d’Offre est d’un montant de : ***Deux millions cinq cent mille (2 500 000) F CFA***  La Garantie d’Offre sera présentée sous la forme d’une garantie bancaire inconditionnelle. |
| **IS 21.3** | Outre l’original de l’Offre, le nombre de copies exigé est de : **Non applicable** |
| **IS 21.5** | La confirmation écrite de l’habilitation à signer au nom du Soumissionnaire  consiste en :  le représentant autorisé d’un Soumissionnaire qui signe les Offres doit fournir dans le cadre de son Offre une autorisation sous la forme d’une procuration écrite démontrant que la personne qui signe l’Offre a été dûment autorisée à signer au nom du Soumissionnaire et de ses Associés, le cas échéant. |
| 1. Remise des offres et ouverture des plis | |
| **IS 22.1** | **Les Offres doivent être soumises uniquement par voie électronique.** |
| **IS 22.3 c)** | **Les Offres doivent être soumises par voie électronique via le lien Dropbox ci – dessous :** [**https://www.dropbox.com/request/b0tlCpnLycP3nAl2949C**](https://www.dropbox.com/request/b0tlCpnLycP3nAl2949C)  **La soumission ne doit pas être effectuée sur un quelconque support (CD, clé USB / disque dur) ni par courriel.**  Les Soumissionnaires doivent utiliser le cadre de noms de fichier pour les soumissions ainsi qu’il suit :  Nom de fichier de l’Offre : ***[Nom du Soumissionnaire] - Offre – DAO : Balise [*IS 15.8 DPAO*]***  **Le lien de soumission expire au jour et à l’heure limite de dépôt des offres indiqués au IS 23.1** |
| **IS 22.3 (g)** | Si un Soumissionnaire soumet une Offre avec protection par mot de passe, le mot de passe de l’Offre doit être envoyé au plus tard **le 04 janvier 2023 à 9 heures 30 minutes heure locale soit 30 minutes avant l’heure limite de soumission.**  **La date et l’heure limite de soumission : 04 janvier 2023 A 10 HEURES PRECISES, HEURE DE NIAMEY**  Le mot de passe doit être envoyé à l’adresse électronique suivante : **Attention : *Agent de Passation des Marchés de MCA - Niger,*** [AMEEMMCANigerPA@dt-global.com](mailto:AMEEMMCANigerPA@cddid.com) **avec copie à** [**procurement@mcaniger.ne**](mailto:procurement@mcaniger.ne)**Avenue Mali Béro Niamey Immeuble MCA – Niger en face du lycée Bosso – 2ème étage.** |
| **IS 22.3 j** | Aux fins de la soumission électronique, l’exemplaire original de la Garantie d’Offre doit être soumise en version papier et physiquement au plus tard **le 04 janvier 2023 A 10 HEURES PRECISES, HEURE DE NIAMEY.**  **L’adresse pour déposer la garantie de l’offre est :**  **Attention : *Agent de Passation des Marchés de MCA - Niger,***  **Avenue Mali Béro Niamey Immeuble MCA – Niger en face du lycée Bosso – 2ème étage.** |
| **IS 23.1** | Les Offresdoivent être soumises **par voie électronique, exclusivement suivant le lien Dropbox ci-après :**[**https://www.dropbox.com/request/b0tlCpnLycP3nAl2949C**](https://www.dropbox.com/request/b0tlCpnLycP3nAl2949C)  **AUCUN AUTRE MODE DE SOUMISSION NE SERA ACCEPTE.**  **LA DATE LIMITE DE SOUMISSION DES OFFRES EST :**  DATE **: 04 janvier 2023**  HEURE : **10 HEURES PRECISES, HEURE DE NIAMEY** |
| **IS 26.1** | L’ouverture des Offres se déroulera au MCA Niger le **04 janvier 2022 A 11 HEURES PRECISES, HEURE DE NIAMEY**  La cérémonie d’ouverture se fera entièrement en ligne. Les Soumissionnaires qui le désirent peuvent y assister en ligne via zoom, en utilisant le lien d’accès ci-après :  **Participer à la réunion Zoom :** [**https://us02web.zoom.us/j/82841888113**](https://us02web.zoom.us/j/82841888113)  **ID de réunion : 828 4188 8113**  **Code secret : 105731** |
| 1. Évaluation des Offres | |
| **IS 27.3** | Toute correspondance doit être adressée au Maître d’ouvrage à :  Attention : Agent de Passation des Marchés de MCA - Niger,  [**AMEEMMCANigerPA@dt-global.com**](mailto:AMEEMMCANigerPA@cddid.com) **avec copie à** [**procurement@mcaniger.ne**](mailto:procurement@mcaniger.ne)**Avenue Mali Béro Niamey Immeuble MCA – Niger en face du lycée Bosso – 2ème étage.** |
| **IS 33.1** | La monnaie utilisée pour l’évaluation et la comparaison des Offres est : **le Dollar US.**  Le taux de conversion est : **taux du Dollar US est 28 jours avant la date limite de remise des offres.** |
| **34.1** | Le Maître d’ouvrage détermine le caractère raisonnable du prix conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC. Si l’analyse du caractère raisonnable du prix de l’Offre suggère qu’une Offre est fortement déséquilibrée ou exige une demande de paiement excessivement élevée au départ, le Maître d’ouvrage peut demander au Soumissionnaire de fournir une analyse de prix détaillée pour tout ou partie des éléments du Devis quantitatif afin de prouver que ces prix sont compatibles avec les méthodes de construction et le calendrier proposé. Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de solliciter une clarification ; cependant, la clarification ne sera pas utilisée pour changer le prix de l’Offre. |
| **IS 34.2 (b)** | Le montant total de la Garantie d’exécution est de **10 %** du Montant du Contrat. |
| 1. Adjudication du Contrat | |
| **IS 40.1** | Les Soumissionnaires ne pourront contester les résultats d’une procédure d’appel d’offres qu’en respectant les règles fixées dans le Système de contestation des Soumissionnaires mis en place par le Maître d’ouvrage et approuvé par la MCC. |
| **IS 46.1** | Le Conciliateur désigné dans le cadre du Contrat est : ***Ordre des Ingénieurs Génie Civil du Niger*,** ***Avenue de l’AFRICA, RN 25, Niamey – BP : 11610 – Site web : www.oigcn-niger.org*** ***– NIF : 64747/A***    Le tarif honoraire de ce Conciliateur proposé est :   |  |  | | --- | --- | | Honoraire | 380 USD/jour | | Frais remboursables (hébergement, déplacement, etc.) | 50 USD/ À justifier | | Billet d’avion | À justifier |   Les frais du conciliateur seront pris en charge à hauteur de 50% par le MCA – Niger et 50% par l’entrepreneur  Les données biographiques du Conciliateur sont les suivantes :  La personne physique devant représenter l’Ordre des Ingénieurs Génies Civil du Niger dans le cadre de ce Contrat devra justifier de :   * **Un diplôme d’Ingénieur de Génie Civil, Génie Rural, ou équivalent ;** * **Age : 40-60 ans ;** * **Une expérience en ingénierie de la construction avec au minimum 15 ans d’expériences professionnelles dans le domaine de la construction et/ou conception des Ouvrages.** |

Section III. Critères de qualification et d’évaluation

Cette section contient tous les critères que le Maître d’ouvrage utilise pour examiner les Offres, s’assurer que le Soumissionnaire possède les qualifications requises, et enfin sélectionner l’Offre retenue. Aucun autre facteur, méthode ou critère ne doit être utilisé. Le Soumissionnaire fournit toutes les informations demandées dans les formulaires joints à la Section IV. Formulaires de soumission de l’offre technique et de l’offre financière. Cet examen est fondé sur les informations fournies par le Soumissionnaire dans ces formulaires, sur les performances passées du Soumissionnaire, sur les autres références et toutes autres sources d’informations, à la seule discrétion du Maître d’ouvrage pour confirmer et vérifier les qualifications du Soumissionnaire et les déclarations qu’il a faites dans son Offre.

Le Maître d’ouvrage peut effectuer cet examen selon un ordre déterminé, comme il le juge approprié.

1. **Examen des Offres.**

*A1. Examen administratif.* Cet examen est effectué pour vérifier que l’Offre est complète, que tous les documents exigés figurent dans l’Offre ainsi que tous les formulaires dûment remplis. Le Soumissionnaire peut être appelé à soumettre d’autres informations ou documents dans un délai raisonnable et/ou de corriger des erreurs mineures dans l’Offre portant sur les documents exigés dans l’Offre. Les décisions prises à l’issue de cet examen consistent entre autres à :

* déterminer si l’Offre est scellée et signée conformément aux exigences des clauses 21 et 22 des IS ;
* déterminer si la Garantie d’offre respectant le format requis est jointe et est conforme en son montant et en son délai;
* déterminer l’éligibilité du Soumissionnaire conformément à la Clause 5 des IS et l’éligibilité des matériaux, équipements et services, conformément à la Clause 6 des IS ;
* vérifier la fourniture du certificat d’entreprise publique rempli, et
* déterminer si tous les formulaires requis sont inclus et sont dûment remplis.

*A2. Évaluation de la recevabilité.*Cet examen sera effectué pour déterminer si l’Offre est sensiblement conforme, comme expliqué à la Clause 31 des IS. Une Offre largement conforme est une Offre qui répond aux exigences du Dossier d’Appel d’Offres sans écart, réserve ou omission significative conformément à l’alinéa 31.2 des IS. Si une Offre n’est pas sensiblement conforme aux spécifications du Dossier d’appel d’offres, elle sera rejetée par le Maître d’ouvrage et ne pourra pas être rendue conforme par la suite en corrigeant un écart important, une réserve ou une omission. Toutefois, le Maître d’ouvrage peut demander à tout Soumissionnaire de clarifier son Offre conformément aux procédures énoncées à la clause 28 des IS. Le Maître d’ouvrage peut déterminer la conformité des Offres, en commençant par l’Offre qui est déterminée comme étant le prix de l’Offre évaluée la moins chère après que l’Examen des prix a été effectué. À sa seule discrétion, le Maître d’ouvrage peut choisir de ne pas examiner la conformité des offres plus élevées après qu’une Offre moins chère a été jugée substantiellement conforme. L’évaluation de la conformité est basée sur un examen technique détaillé selon les modalités indiquées ci-dessous.

Examen technique pour la l’évaluation de la recevabilité :

*Documents composant l’Offre technique :* Le Soumissionnaire fournit une Offre technique incluant l’énoncé des méthodes d’exécution prévues, la liste des équipements, du personnel, le calendrier d’exécution et toutes autres informations demandées à la Section IV. Formulaires de soumission de l’Offre (Formulaires Tech 1 à 7), de façon suffisamment détaillée pour démontrer la conformité de l’Offre du Soumissionnaire aux exigences du Maître d’ouvrage et au délai d’achèvement des travaux.

*Évaluation de l’adéquation de l’offre technique.* L’examen de l’Offre technique comprendra également une évaluation du personnel, de la méthode et de l’approche du Soumissionnaire pour mobiliser les équipements et le personnel essentiels pour l’exécution du Contrat, conformément aux exigences énoncées dans la Partie 2. Énoncé des Travaux. L’examen de l’Offre technique comprendra également une évaluation du personnel, de la méthode et de l’approche du Soumissionnaire pour satisfaire aux exigences environnementales, sociales, en matière d’égalité des genres, de santé et de sécurité, comme indiqué dans la Partie 2.

1. **Critères d’évaluation**

*B1. Examen des prix.* Cet examen est effectué pour déterminer le Prix de chaque Offre évaluée. Les seuls facteurs déterminants pour l’adjudication du Contrat sont le prix et les critères liés au prix. Les critères d’évaluation utilisés pour déterminer l’Offre retenue sont le Prix de l’Offre évaluée la moins disante, parmi les Offres conformes soumises par les Soumissionnaires qualifiés.

Le « Prix de l’offre évaluée » est le prix de l’Offre ajusté comme suit :

* le Prix de l’offre évaluée exclut les sommes provisoires, mais inclut des éléments de travail journalier, lorsque leur prix est compétitif ;
* le Prix de l’Offre évaluée ne prend pas en compte l’effet estimé des dispositions des Conditions du contrat relatives à la révision des prix, appliquées pendant la période d’exécution du Contrat ;
* le Prix de l’Offre évaluée ne comprend pas l’effet estimé de la révision des tarifs en raison de la prolongation de la Période de validité de l’Offre conformément à l’alinéa 19.3 des IS ;
* Le « Prix de l’Offre évaluée » intègre la correction des erreurs arithmétiques et des omissions, les éclaircissements, etc. conformément à la clause 32.1 des IS ; et
* Le Prix de l’Offre évaluée comprend l’ajustement dû aux rabais offerts conformément à la clause 15 des IS. Si le présent Dossier d’appel d’offres permet aux Soumissionnaires de proposer des prix séparés pour différents lots (contrats), et l’attribution à un seul Soumissionnaire de plusieurs lots (contrats), le Maître d’ouvrage attribuera les lots (marchés) en se fondant sur la combinaison la moins onéreuse de tous les lots (contrats). Dans tous les cas le marché ne sera attribué qu’au Soumissionnaire dont le prix aura été jugé raisonnable.

Après la réalisation des ajustements ci-dessus et des corrections appropriées, le Maître d’ouvrage convertira le Prix de l’Offre évaluée en une monnaie unique conformément à la clause 33 des IS.

*B2. Détermination du caractère raisonnable du prix.*

L’Examen des prix comprend également une évaluation du caractère raisonnable du prix conformément à la clause 34 des IS.

Après avoir déterminé le Prix évalué de chaque Offre, le Maître d’ouvrage classera les Offres de la moins élevée à la plus élevée.

1. **Examen des qualifications.**

*C1.* Examen des qualifications. Ce processus sera mené pour déterminer si le Soumissionnaire satisfait aux exigences de qualification mentionnées à l’alinéa 30.1(c) des IS, et à la section « Qualifications » ci-dessous. Cette décision se base sur l’examen des pièces justificatives attestant des qualifications du Soumissionnaire, présentées par ce dernier, conformément aux stipulations de la Section IV. Formulaires de soumission de l’offre technique et de l’offre financière, sur les performances passées du Soumissionnaire, ses références et sur toute autre source, à la seule discrétion du Maître d’ouvrage. Toutes les exigences de qualification seront jugées comme étant satisfaites ou non satisfaites. Le Soumissionnaire doit posséder les qualifications requises pour qu’un marché puisse lui être attribué.

*Lots multiples (contrats)*. Si un Soumissionnaire soumet des Offres (conformes évaluées les moins chères) gagnantes pour des lots (contrats) multiples, l’examen des qualifications comprendra également une évaluation de la capacité (financière et technique) du Soumissionnaire à satisfaire à l’ensemble des exigences de qualification.

*C2. Références et examen des performances passées.* Conformément à la clause 36 des IS, les performances du Soumissionnaire dans le cadre de contrats antérieurs seront prises en compte pour déterminer si le Soumissionnaire est qualifié pour se voir attribuer le Contrat. Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de vérifier les références concernant tout contrat antérieur fournies par le Soumissionnaire ou d’utiliser toute autre source à la discrétion du Maître d’ouvrage. Si le Soumissionnaire (y compris l’un quelconque de ses associés ou membres de coentreprise/association) est ou a été partie à un contrat financé par la MCC (soit directement avec la MCC ou avec toute Entité du Millennium Challenge Account, quel que soit le lieu dans le monde), en qualité d’entrepreneur principal, de société affiliée, d’associé ou de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre, le Soumissionnaire doit inscrire ce contrat dans la liste de références jointe à son Offre, en utilisant le Formulaire de soumission des Offres, le formulaire REF-1 : Références des Contrats financés par la MCC. L’absence de tels contrats dans la liste peut amener le Maître d’ouvrage à émettre une appréciation négative concernant les performances passées du Soumissionnaire. Cependant, le fait de ne pas indiquer de tels contrats parce que le Soumissionnaire (y compris tout associé ou membre de sa coentreprise/de son association) n’a pas été partie à de tels contrats ne justifiera pas une appréciation négative de la part du Maître d’ouvrage concernant les performances passées du Soumissionnaire. En d’autres termes, il n’est pas absolument nécessaire de justifier d’antécédents liés à un contrat financé par la MCC. Le Maître d’ouvrage vérifiera les références, notamment les rapports d’évaluation des performances passées du Soumissionnaire, saisis dans le Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise (SEPPE) de la MCC. Une appréciation négative de l’expérience du Maître d’ouvrage dans des contrats antérieurs peut être un motif de disqualification du Soumissionnaire à la discrétion du Maître d’ouvrage.

Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de contacter les personnes ou entités citées comme références dans les Formulaire REF-1 et REF-2 ainsi que toute autre source en vue de vérifier les références fournies et les performances passées.

Tableaux des Qualifications

**Documents établissant les qualifications du Soumissionnaire**

Le Soumissionnaire fournit les informations demandées dans les fiches d’information correspondantes jointes à la Section IV. Formulaires de soumission de l’offre technique et de l’offre financière, pour établir que le Soumissionnaire répond aux exigences énoncées ci-dessous :

| **Critère** | Éligibilité | | | | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Exigence | Soumissionnaire | | | | Documents requis |  |
| **Entité unique** | Coentreprise ou association | | | **Satisfait / Non satisfait** |
| **Tous les membres** | Chaque membre | **Au moins un membre** |  |
| **Nationalité** | Nationalité conformément à l’alinéa 5.3 des IS. | Doit satisfaire aux exigences. | La coentreprise ou autre association existante ou envisagée doit répondre aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Formulaires ELI–1 et ELI-2, avec pièces jointes |  |
| **Conflit d’intérêts** | Pas de conflit d’intérêt, tel que décrit à l’alinéa 5.7 des IS. | Doit satisfaire aux exigences. | La coentreprise ou autre association existante ou envisagée doit répondre aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Lettre de soumission |  |
| **Inéligibilité** | Ne pas avoir été déclaré inéligible sur la base d’un des critères visés à la clause 5 des IS. | Doit satisfaire aux exigences. | La coentreprise ou autre association existante ou envisagée doit répondre aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Lettre de soumission |  |
| **Entreprise publique** | Respect des conditions prévues à l’alinéa 5.5 des IS. | Doit satisfaire aux exigences. | La coentreprise ou autre association existante ou envisagée doit répondre aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Formulaire ELI–3 |  |

| **Critère** | Antécédents d’inexécution de contrats | | | | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Exigence | Soumissionnaire | | | | **Documents requis** |  |
| **Entité unique** | Coentreprise ou association | | |  |
| **Tous les membres** | **Chaque membre** | **Au moins un membre** | **Satisfait/Non satisfait** |
| **Antécédents de défaut d’exécution de contrats** | Le défaut d’exécution d’un contrat (y compris les contrats résiliés pour un motif valable) n’a pas eu lieu dans les cinq (5) dernières années avant la date limite de soumission des Offres, déterminée grâce aux informations sur l’ensemble des procédures, litiges, arbitrages, actions, réclamations, enquêtes ou différends entièrement réglés. Une procédure, un litige, un arbitrage, une action, une réclamation, une enquête ou un différend a été entièrement réglé lorsqu’il a été résolu conformément au mécanisme de règlement des différends prévu au contrat et que toutes les voies de recours du Soumissionnaire ont été épuisées. | Doit satisfaire elle-même aux exigences, y compris en tant que membre passé ou existant d’une coentreprise ou autre association (non obligatoire si elle a été dans le passé membre d’une coentreprise ou autre association ayant une part de moins de vingt pour cent (20 %) dans le contrat). | s.o | Doit satisfaire elle-même aux exigences, y compris en tant que membre passé ou existant d’une coentreprise ou autre association (non obligatoire si elle a été dans le passé membre d’une coentreprise ou autre association ayant une part de moins de vingt pour cent (20 %) dans le contrat). | s.o | Formulaire CON –1 |  |
| **Défaut de signature d’un contrat** | Le défaut de signature d’un contrat après la réception d’une notification d’adjudication ne s’est pas produit au cours des cinq dernières années. Tout écart doit être expliqué dans le formulaire de non-exécution de contrat. | Doit satisfaire aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Formulaire CON-1 |  |
| **Litiges en cours** | L’ensemble des procès, litiges, arbitrages, actions en justice, plaintes, enquêtes ou différends en instance, ne doit pas représenter plus de dix pour cent (10 %) des actifs nets du Soumissionnaire. | Doit satisfaire elle-même aux exigences, y compris en tant que membre d’une coentreprise passée ou existante ou autre association (non obligatoire si elle a été dans le passé membre d’une coentreprise ou autre association ayant une part de moins de vingt pour cent (20 %) dans le contrat). | s.o | Doit satisfaire elle-même aux exigences, y compris en tant que membre d’une coentreprise passée ou existante ou autre association (non obligatoire si elle a été dans le passé membre d’une coentreprise ou autre association ayant une part de moins de vingt pour cent (20 %) dans le contrat). | s.o | Formulaire CON-1 |  |

| **Critère** | Situation financière | | | | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-critère** | Critères | | | | | Documents requis | Satisfait/Non satisfait |
| Exigences indicatives | Soumissionnaire | | | |
| **Entité unique** | Coentreprise | | |
| **Tous les membres** | **Chaque membre** | **Au moins un**  **membre** |
| **Antécédents financiers** | Soumission des états financiers vérifiés, y compris les bilans, états financiers et états des flux de trésorerie ou, si cela n’est pas requis par la législation du pays du Soumissionnaire, d’autres états financiers jugés acceptables par le Maître d’ouvrage, pour les trois des 5 dernières années, démontrant la solidité actuelle de la position financière du Soumissionnaire et sa rentabilité à long terme, et prouvant ce qui suit :   1. Ratio d’endettement à court terme moyen (Actif à court terme/Passif à court terme) ≥ 1   **OU**  Si le Soumissionnaire ne remplit pas cette condition (un ratio d’endettement **d'une valeur inferieure a 1)** MCA exige que le Soumissionnaire rédige **un narratif avec tous les documents justificatifs pertinents sur la manière dont il prévoit de répondre aux exigences de trésorerie mentionnées ci-dessus**.  MCA se réserve le droit d'examiner et de décider à sa seule discrétion, avec ou sans autre discussion avec le Soumissionnaire, s'il accepte la proposition du Soumissionnaire. MCA peut demander des documents supplémentaires pour confirmer le narratif fournis par le Soumissionnaire à sa propre discrétion.   1. Ratio d’endettement moyen (Endettement total/Actif total) ≤ 0.5 | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Formulaire FIN-1 avec pièces jointes |  |
| **Chiffre d’affaires annuel moyen** | Avoir un minimum de chiffre d’affaires annuel moyen de **50 000 000 FCFA** qui correspond au total des paiements mandatés reçus pour des contrats en cours ou achevés, au cours des **(5) dernières années**. Les valeurs déterminant le chiffre d’affaires annuel des activités de construction doivent être démontrées dans les états financiers vérifiés (comptes de résultats) des **cinq (5) dernières années** et doivent être considérées comme données à titre indicatif. | Doit satisfaire aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | Doit satisfaire  25 % des exigences. | Doit satisfaire  55 % des exigences (chef de file). | Formulaire FIN-2 |  |
| **Ressources financières** | Le Soumissionnaire doit prouver son accès à des ressources financières ou leur disponibilité, comme des avoirs liquides, des lignes de crédit et d’autres moyens financiers, autres que des paiements contractuels anticipés, afin de couvrir :  i) les besoins en financement suivants :  **30 millions**  et  ii) les besoins en financement pour ce contrat et les autres engagements en cours. | Doit satisfaire aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | Doit satisfaire  25 % des exigences. | Doit satisfaire  55 % des exigences. | Formulaires FIN-3 et FIN-4 |  |

| **Critère** | Expérience | | | | | | |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Sous-critère** | | Critères | | | | | Documents requis | Satisfait/  Non satisfait |
| **Exigences indicatives** | Soumissionnaire | | | |
| Entité unique | **Coentreprise** | | |
| **Tous les membres** | **Chaque membre** | **Au moins un membre** |
| **Expérience Générale** | | Expérience dans le cadre de contrats, à titre d’entrepreneur, de sous-traitant ou d’ensemblier au cours des 5 dernières années précédant la date limite de soumission des Offres, avec un minimum de trois (3) mois d’activité par an. | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Doit satisfaire  aux exigences | s.o | Formulaire EXP-1 |  |
| **Expérience Similaire** | Participation à titre d’entrepreneur, d’ensemblier ou de sous-traitant  dans au moins trois (3) contrats **au cours des 5 dernières années**, qui ont été menés à bien et achevés pour l’essentiel, et qui sont similaires aux Travaux proposés. La similitude porte sur la taille physique, la complexité, les méthodes/technologies utilisées ou autres caractéristiques, telles que décrites à la Section V, Énoncé des Travaux. | | Doit satisfaire aux exigences. | sans objet | Doit satisfaire  aux exigences | s.o | Formulaire EXP-2 |  |
| **Expérience Spécifique dans les activités majeures** | Pour les contrats référencés ci-dessus ou autres contrats qui auraient été exécutés pendant la période mentionnée ci-dessus, une expérience minimale dans les principales activités suivantes : des aires de pâturages, aires de repos, balisage des ressources pastorales | | Doit satisfaire aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Doit satisfaire aux exigences. | Formulaire EXP-3 |  |
| **Expérience en matière de gestion de l’impact environnemental et social** | Expérience suffisante en matière de gestion de l’impact environnemental et social dans des projets similaires au cours des cinq (5) années précédant la date limite de soumission des Offres.    Cette expérience sera prouvée par l’élaboration et la mise en œuvre des documents spécifiques au moins deux (PGES Chantier, PAES, Plan de gestion des déchets, etc.) au cours de cinq dernières années  Cette expérience pourra également être justifiée par la mise à disposition d’un expert environnementaliste ayant l’expérience ( cv) dans l’élaboration ; la mise en œuvre ou le suivi d’au moins trois (03) PGES Chantier, PAES, Plan de gestion des déchets. | | Doit satisfaire aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Doit satisfaire aux exigences. | EXP-4. |  |
| **Expérience dans la gestion en matière de santé et de sécurité** | Expérience suffisante en matière de gestion de l’impact sur la santé et la sécurité dans des projets similaires au cours des cinq (5) années précédant la date limite de soumission des Offres.  Cette expérience sera prouvée par l’élaboration et la mise en œuvre des documents spécifiques au moins deux (2) (PGES Chantier, PHSS, etc.) au cours de cinq dernières années  Cette expérience pourra également être justifiée par la mise à disposition d’un expert environnementaliste ayant l’expérience (cv) dans l’élaboration ; la mise en œuvre ou le suivi d’au moins trois (03) PGES Chantier, PAES, Plan de gestion des déchets. | | Doit satisfaire aux exigences. | Doit satisfaire aux exigences. | s.o | Doit satisfaire aux exigences. | EXP-5. |  |

Matériel

Le Soumissionnaire doit établir qu’il a, au moins, accès aux principaux équipements (qu’il possède ou loue) indiqués ci-dessous ou doit proposer d’autres équipements qui satisfont aux exigences du contrat :

**Moyen matériel**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Type et caractéristiques des équipements** | **Nombre minimum requis** | **Propriété ou mise à disposition** | **Pièces justificatives fournies (exemple, facture acquittée, carte grise, …), (la mise à disposition doit être justifiée par un document formel dument signé par les deux parties et certifié par un notaire)** | **Satisfait/ Non satisfait** |
| 1 | Camions ou camionnettes avec pièces justificatives | 2 |  | A justifier |  |
| 2 | Citernes d’eau ou Cuves à eau pour le transport d’eau | 1 |  | A justifier |  |
| 3 | Citernes ou Cuves à eau ou bassins de stockage d’eau | 2 |  | A justifier |  |
| 5 | Moules métalliques pour confection des balises (au moins 4 balises par moule) | Dix (10) jeux de moules |  | A justifier |  |
| 6 | Bétonnière | 2 |  | A justifier |  |
| 7 | Petit matériel de maçon (truelles, équerres, barres à mine, fils à plomb, pioches, etc. | deux lots |  |  |  |
| 8 | Matériels du ferrailleurs (fer à couder, cisailles, tenaille, griffes, gabarits, etc.) | deux lots |  |  |  |
| 9 | Matériels du Peintre (pinceaux, roulettes, petits sceaux, etc.) | Deux lots |  |  |  |
| 10 | Boîte à pharmacie (tous les produits de première nécessité : aspirine, alcool, bandes, sparadrap, paire de ciseaux, anti venimeux, etc.) | Deux lots |  |  |  |
| 11 | EPI : équipement de protection individuel (paire de gants, casques, chaussures de sécurité, baudrier, paire de lunettes de sécurité, etc.) | Deux lots (chaque lot comprend plusieurs kits d’EPI individuel couvrant l’ensemble du personnel) |  |  |  |

NB : Le Soumissionnaire doit justifier et fournir des détails supplémentaires (cartes grises, attestation d’achat, convention de mise à disposition, photos, support technique, dépliant, etc.) sur les équipements proposés.

Pour se qualifier, le soumissionnaire doit démontrer qu'il a accès à l'équipement énuméré. Les Soumissionnaires doivent fournir des informations dans la section relative à la méthodologie et au programme de travail des Formulaires de soumission de l’offre technique et de l’offre financière sur la manière dont ces équipements seront utilisés. Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de demander le remplacement ou l’ajout d’équipements en cas d’attribution.

Personnel

Le Soumissionnaire doit démontrer qu’il dispose, au minimum, du Personnel clé suivant :

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nb.** | **Personnel** | **Nombre** | **Qualification minimale** | **Expérience (En dessous de l’expérience demandée voir critère d’évaluation)** | **Satisfait/ Non satisfait** |
|  | Personnel clé | | | |  |
| 1 | Conducteur des travaux | 1 | Titulaire d'un diplôme de Technicien Supérieur (Bac +2) en Génie Civil, Génie Rural ou tout autre domaine similaire | Cinq (05) ans d’expériences générales ; trois (03) expériences spécifiques en tant que Conducteur des travaux pour des travaux similaires |  |
| 2 | Responsable Environnement-Santé-Sécurité et Sociale | 1 | Titulaire d'un diplôme de Technicien Supérieur en Gestion de l’Environnement et des ressources naturelles (Bac +4) | Cinq (05) ans d’expérience générale ; trois (03) expériences spécifiques en tant qu’Environnementaliste avec au moins une (1) expérience spécifique pour la surveillance environnementale de chantier avec mise en œuvre de PGES et PHSS |  |
| 3 | Chefs de Chantier | 2 | Titulaire d'un diplôme d’Adjoint Technique (BEPC+4 ou Bac +1) en Génie Civil, Génie Rural ou tout autre domaine similaire | Cinq (05) ans d’expériences générales avec au moins trois expériences spécifiques en tant que Chef de Chantier pour des travaux similaires pour chaque expert |  |
|  | Personnel non clé | | | |  |
| 4 | Maitres Maçons/chef d’équipe | 2 | 7ème catégorie ou plus | au moins 5 ans) d’expérience dans le domaine de construction et divers travaux de Génie Civil |  |
| 5 | Maçons | 4 | 3ème Catégorie ou plus | Au moins 3 ans d’expérience dans le domaine de construction et divers travaux de Génie Civil |  |
| 6 | Peintre | 2 | 3ème Catégorie ou plus | Au moins 3 ans d’expérience dans le domaine de construction et divers travaux de Génie Civil |  |
| 7 | Ferrailleurs | 2 | 3ème Catégorie ou plus | Au moins 3 ans d’expérience dans le domaine de construction et divers travaux de Génie Civil |  |

Le Soumissionnaire doit joindre une copie du Curriculum vitae de chaque membre du **Personnel clé** (Conducteur des travaux et Chefs de Chantier) mis à jour et signé par l’employé concerné. Pour les personnels non-clés joindre les attestations de travail.

Le Maître d’ouvrage se réserve le droit de demander et de vérifier les références de chaque membre du Personnel clé désigné dans la liste du personnel clé

Section IV. Formulaires de soumission

[A. Formulaires de soumission 69](#_Toc109604043)

[1. Lettre de soumission 70](#_Toc109604044)

[2. Formulaire de Garantie d’offre (Garantie bancaire) 73](#_Toc109604045)

[3. Devis Quantitatif 75](#_Toc109604046)

[4. Bordereau des Prix 77](#_Toc109604047)

[B. Offre technique 79](#_Toc109604048)

[C. Formulaires de qualification du Soumissionnaire 82](#_Toc109604049)

[5. Formulaire ELI-1 : Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire 83](#_Toc109604050)

[6. Formulaire ELI-2 : Fiche de renseignement sur les coentreprises/associations/sous-traitants 84](#_Toc109604051)

[7. Formulaire ELI-3 : Formulaire du certificat d’entreprise publique 85](#_Toc109604052)

[8. Formulaire CON–1 : Antécédents d’inexécution de contrats 89](#_Toc109604053)

[9. Formulaire CON-2 : Formulaire de certificat d’observation des sanctions 92](#_Toc109604054)

[10. Formulaire FIN-1 : Situation financière 99](#_Toc109604055)

[11. Formulaire FIN-2 : Chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction 100](#_Toc109604056)

[12. Formulaire FIN-3 : Ressources financières 101](#_Toc109604057)

[13. Formulaire FIN-4 : Engagements contractuels actuels/Travaux en cours 102](#_Toc109604058)

[14. Formulaire EXP-1 : Expérience générale dans le domaine de la construction 103](#_Toc109604059)

[15. Formulaire EXP-2 : Expérience similaire dans le domaine de la construction (BTP, Balise….) 104](#_Toc109604060)

16. Formulaire EXP-3: Expérience specifique dans la contruction des balises…...….116

[17. Formulaire EXP- 4 : Expérience en matière de gestion de l’impact environnemental et social (E&S) 105](#_Toc109604061)

[18. Formulaire EXP- 5 : Expérience dans la gestion en matière de santé et de sécurité (S&S) 107](#_Toc109604062)

[19. Formulaire REF-1 : Références des contrats financés par MCC 108](#_Toc109604063)

[20. Formulaire REF-2 : Références des contrats non financés par le MCC 109](#_Toc109604064)

1. Formulaires de soumission
2. Lettre de Soumission

**Travaux de confection des balises pour la matérialisation des aires de pâturages, des corridors et des limites des zones humides du moyen Niger 1 et 2**

**ESP/41/SHOP/314/22**

À : **Monsieur le Directeur de la Passation des Marchés du** **Millennium Challenge Account – Niger (MCA- Niger)**.

Adresse : **Avenue Mali Béro, Niamey, Immeuble MCA – Niger en face du lycée Bosso – 2ème étage.**

Monsieur,

Nous, les soussignés, déclarons et attestons que :

1. Nous avons examiné le Dossier d’appel d’offres, y compris les Addenda émis conformément aux Instructions aux Soumissionnaires, et n’avons aucune réserve à leur égard.
2. Conformément aux Conditions du Contrat, aux Spécifications techniques, aux Dessins et plans techniques et au Devis quantitatif et aux Addenda n° **[insérer le numéros d’Addenda]** pour l’exécution des Travaux susmentionnés, nous proposons de concevoir, de construire et d’installer lesdits Travaux et de remédier aux défauts pouvant les affecter conformément Conditions du Contrat, aux Exigences du Maître d’ouvrage, au Devis quantitatif, et aux Addendas pour la somme de **[insérer le montant en chiffres et en lettres] [comme indiqué à l’Appendice de l’Offre financière ou toutes autres sommes pouvant avoir été établies conformément aux conditions].**
3. Dans le cas où le marché nous serait attribué en plus de celui-ci, nous vous accorderons un rabais de [**insérer le montant du rabais en chiffres et en lettres**], à appliquer de la manière suivante :**[décrire les modalités d’application des rabais.]**
4. Nous nous engageons, si notre Offre est acceptée, à obtenir une Garantie d’exécution conformément au Dossier d’Appel d’Offres, à commencer les Travaux dès que cela sera raisonnablement possible après la réception de la notification de commencement du Maître d’œuvre, et à achever tous les Travaux avant la Date d’achèvement prévue.
5. Notre Offre est valide pour une période de **120** jours à compter de la date limite fixée pour la soumission des Offres, conformément au Dossier d’Appel d’Offres, et elle reste contraignante pour nous et peut être acceptée à tout moment avant l’expiration de ce délai.
6. Tant qu’un Contrat formel n’aura pas été préparé et signé, la présente Offre, associée à votre acceptation écrite de celle-ci sous la forme d’une Lettre d’acceptation signée nous ayant été remise par vos soins, constitue un accord contractuel ayant force obligatoire entre nous.
7. Il est entendu que vous n’êtes pas tenus d’accepter l’Offre la moins disante ou toute Offre que vous pourriez recevoir.
8. Nous respectons les stipulations de la Clause 5 des IS du Dossier d’Appel d’Offres, le cas échéant.
9. Les sous-traitants et fournisseurs respectent et respecteront les stipulations de la Clause 5 des IS du Dossier d’Appel d’Offres, le cas échéant.
10. Nous ne participons pas en tant que Soumissionnaire ou sous-traitant à plus d’une Offre dans le cadre de cet appel d’offres conformément à l’alinéa 5.7 alinéa (d) des IS.
11. Nous avons adopté des mesures afin d’assurer qu’aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne puisse se livrer à des actes de corruption ou à des manœuvres frauduleuses telles que décrites dans la clause 3 des IS.
12. Les commissions et les gratifications versées ou devant être versées par nous aux agents dans le cadre de la présente Offre et de l’exécution du Contrat, si le contrat nous est attribué, sont énumérées ci-dessous :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nom et adresse de l’agent |  | Montant et monnaie |  | Objet de la commission ou gratification |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| (s’il n’y en a aucune, écrivez « aucune ») | | | | |

1. Nous avons pris des mesures pour nous assurer qu’aucune personne agissant pour notre compte ou en notre nom ne se livrera pas à des pratiques de corruption.
2. Nous ne participons pas à des activités interdites, ni ne facilitons ou ne permettons de telles activités, ainsi que décrites dans la *Politique de Lutte Contre la Traite des Personnes* et nous ne participerons pas auxdites activités, ni ne les faciliterons ou ne les permettrons pendant toute la durée du Contrat. Par ailleurs, nous garantissons que les activités interdites décrites dans la *Politique de Lutte Contre la Traite des Personnes* ne seront pas tolérées de la part de nos employés, ni de tout sous-traitant ou fournisseur ni de leurs employés respectifs. Enfin, nous reconnaissons que la participation à de telles activités serait une cause valide de suspension ou de cessation d’emploi ou de résiliation du Contrat.
3. Nous comprenons et acceptons sans condition que, conformément à la clause 40,1 des IS, toute contestation ou remise en cause de la procédure ou des résultats du présent marché peut être portée uniquement par le biais du Système de Contestation des Soumissionnaires (SCS) du Maître d’ouvrage.
4. Nous reconnaissons que notre signature numérique/numérisée est valide et juridiquement contraignante.

En date du \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ 20

Signature En qualité de

Dûment autorisé(e) à signer des Offres pour le compte et au nom de

**[en lettres majuscules ou en caractères d’imprimerie]**

Adresse :

Témoin :

Adresse :

Profession :

1. Formulaire de Garantie d’offre (Garantie bancaire)

**Banque :** *[***Nom de la banque et adresse de l’agence ou de la succursale qui délivre la Garantie]**

**Bénéficiaire :** [**Nom et Adresse du Maître d’ouvrage]**

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**GARANTIE D’OFFRE N° :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que [**insérer le nom du Soumissionnaire**] (ci-après dénommé « le Soumissionnaire ») vous a soumis son Offre datée (ci-après dénommée « l’Offre ») pour l’exécution de [**insérer le nom du contrat**] en réponse à l’Appel d’offres N° [**insérer le numéro de l’invitation à soumissionner / appel d’offres (selon le contexte)**].

Par ailleurs, nous comprenons que, selon vos conditions, les Offres doivent être accompagnées par une Garantie d’offre.

À la demande du Soumissionnaire, nous **[insérer le nom de la Banque]** nous engageons irrévocablement à vous payer une somme ou des sommes ne dépassant pas au total un montant de **[insérer le montant en chiffres]** (**[insérer le montant en lettres]**) dès que nous aurons reçu votre première demande écrite accompagnée par une déclaration écrite indiquant que le Soumissionnaire a manqué à son ou ses obligations selon les conditions relatives aux Offres, notamment :

a) s’il retire l’Offre après la date limite de soumission des Offres, mais pendant la période de validité de l’Offre qu’il a indiquée dans sa Lettre de soumission ; ou

b) si, après avoir été avisé de l’acceptation de son Offre par le Maître d’ouvrage pendant la période de validité de l’Offre, i) ne signe pas ou refuse de signer le Contrat, ou ii) ne fournit pas ou refuse de fournir la Garantie d’exécution, conformément aux dispositions de la Lettre d’acceptation ou d’autres Conditions contractuelles.

Cette garantie expirera : si le Contrat est attribué au Soumissionnaire, lorsque nous recevons une copie du Contrat signé par le Soumissionnaire et de la garantie d’exécution émise en votre nom, selon les instructions du Soumissionnaire ; ou b) si le Contrat n’est pas attribué au Soumissionnaire, à la première des deux dates suivantes : i) lorsque nous recevons copie de votre notification au Soumissionnaire du nom du Soumissionnaire retenu et de la signature du Contrat et de la fourniture de la garantie d’exécution par ce dernier ; ou ii) vingt-huit (28) jours suivant l’expiration de la période de validité de l’Offre du Soumissionnaire.

Par conséquent, toute demande de paiement en vertu de la présente garantie doit être reçue par nos services à cette date au plus tard.

***[La banque émettrice doit supprimer les mentions inutiles].*** Nous confirmons que [nous sommes une institution financière dûment autorisée à fournir cette garantie dans le pays du Maître d’ouvrage] [**OU**] [nous sommes une institution financière située en dehors du pays du Maître d’ouvrage, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d’ouvrage qui assurera l’exécution de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : **[indiquez le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique].**

Cette Garantie est soumise aux Règles uniformes relatives aux garanties, Publication 758 de la Chambre de commerce internationale, Révision de 2010, sauf disposition contraire pouvant être indiquée ci-dessus.

**\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  
[Signature(s)]**

1. Devis Quantitatif

**Veuillez soumettre votre offre financière à l’aide du fichier au format Excel et d’une version au format PDF en cas de divergence le fichier PDF fera foi**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **Désignation des ouvrages** | **Unité** | **Quantité** | **Prix unitaire HT/HDD** | **Montant HT/HDD** |
| 1 | Installation de chantier et repli |  |  |  |  |
| 1.a | Amenée du matériel, confection et l’implantation des panneaux de chantier, le gardiennage, | U | 1 |  |  |
| 1.b | Aménagement des bases de l’Entreprise et l’identification et exploitation des carrières et emprunts des matériaux | U | 2 |  |  |
| 1.c | Préparation des baraques de chantier, de l’aire de préfabrication et des aires de stockage | U | 2 |  |  |
| 1.d | Préparation du PAES et ses plans connexes | U | 1 |  |  |
| 1.e | Mise en œuvre du PAES et ses plans connexes | U | 1 |  |  |
| 1.f | Repli du matériel, démantèlement des installations, remise en état des carrières et emprunts des matériaux et nettoyage général des lieux | U | 1 |  |  |
| 2 | Implantation des balises | U | 1 230 |  |  |
| 3 | Fouille pour fondation | M3 | 118,08 |  |  |
| 4 | Béton ordinaire dosé à 250 kg/m3 | M3 | 111,93 |  |  |
| 5 | Fourniture et pose des balises | U | 1 230 |  |  |
| 6 | Peinture à huile rouge | M2 | 123 |  |  |
| 7 | Peinture FOM | M2 | 492 |  |  |
| 8 | Essais Complets sur les matériaux pour la confection des bétons (sable, granulats) | U | 4 |  |  |
| 9 | Formulation du béton pour balise (avec des essais de convenance : 3 éprouvettes à 3 jours et 3 éprouvettes à 28 jours) | U | 1 |  |  |
|  | **TOTAL HT/HDD** | | |  | |

**NB :** Le marché est un marché à prix unitaires, c’est-à-dire seules les quantités réellement exécutées seront payées après constat contradictoire entre l’Entreprise et la Mission de Contrôle.

Montant en lettre et en chiffre : …………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………………

**Le Directeur de l’Entreprise**

1. Bordereau des Prix

Veuillez soumettre votre offre financière à l’aide du fichier au format Excel et d’une version au format PDF. En cas de divergence le fichier pdf fera foi

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **N°** | **DESIGNATION DE L’OUVRAGE** | **PRIX EN TOUTES LETTRES (HT/HDD)** | **PRIX EN CHIFFRES (HT/HDD)** |
| 1 | Installation de chantier et repli |  |  |
| 1a | Amenée du matériel, confection et l’implantation des panneaux de chantier, le gardiennage,  L’unité …………………………………. |  |  |
| 1b | Aménagement des bases de l’Entreprise et l’identification et exploitation des carrières et emprunts des matériaux  L’unité …………………………………… |  |  |
| 1c | Préparation des baraques de chantier, de l’aire de préfabrication et des aires de stockage  L’unité :………………………………….. |  |  |
| 1d | Préparation du PAES et ses plans connexes |  |  |
| 1e | Mise en œuvre du PAES et ses plans connexes |  |  |
| 1.f | Repli du matériel, démantèlement des installations,et nettoyage général des lieux |  |  |
| 2 | Implantation des balises  L’unité : …………………………… |  |  |
| 3 | Fouille pour fondation  Le mètre cube : ……………………… |  |  |
| 4 | Béton ordinaire dosé à 250 kg/m3  Le mètre cube : ……………………… |  |  |
| 5 | Fourniture et pose de balise  L’unité : ………………………… |  |  |
| 6 | Peinture à huile rouge  Le mètre carré : …………………… |  |  |
| 7 | Peinture FOM  Le mètre carré : …………………… |  |  |
| 8 | Essais Complets sur les matériaux pour la confection des bétons (sable, granulats moyens et gros)  L’essai complet : …………………… |  |  |
| 9 | Formulation du béton pour balise (avec des essais de convenance : 3 éprouvettes à 3 jours et 3 éprouvettes à 28 jours)  L’essai complet : …………………… |  |  |

1. Offre technique[[9]](#footnote-10)

**[Les informations à renseigner par les Soumissionnaires dans les pages suivantes sont utilisées pour établir la conformité aux dispositions de la clause 31 des IS. À l’exception du point 2.1 ci-dessous, ces informations ne seront pas intégrées dans le Contrat. Joindre des pages supplémentaires si nécessaire].**

|  |  |
| --- | --- |
| 1. **Programme** 2. **Exigences en matière environnementale, sociale, d’égalité des genres, de santé et la sécurité[[10]](#footnote-11)** | * 1. Décrire les principaux rôles et responsabilités du personnel proposé (chargé des questions techniques, environnementales, sociales, de santé et de sécurité, et d’égalité des genres) et la structure de gestion de ces activités.   2. Programme de travail envisagé (méthode de travail et calendrier). Descriptions, des dessins et des graphiques, nécessaires pour répondre aux exigences du Dossier d’appel d’offres.   3. Décrire les mesures de contrôle de la qualité à mettre en place lors de l'exécution des travaux pour assurer le respect des mesures de contrôle stipulées dans les spécifications techniques, y compris la manière dont l'Entrepreneur entend effectuer les essais en laboratoire et in situ requis.   4. Décrire l’approche envisagée pour la gestion systématique des risques et impacts environnementaux et sociaux, liés à la santé et la sécurité pendant l’exécution des Travaux, avec notamment une description des mesures d’atténuation qui seront utilisées et des normes internationales en matière environnementale, sociale, de santé et de sécurité qui pourraient être applicables. Noter les mécanismes appropriés pour le suivi des résultats, l’établissement de rapports, le règlement des griefs et la prise de mesures correctives le cas échéant. Cette approche devrait également s’appliquer aux Travaux de tout sous-traitant, le cas échéant. Fournir suffisamment de détails pour démontrer une compréhension des questions environnementales, sociales, de santé et de sécurité essentielles liées au projet.   5. Décrire les dispositions proposées par le Soumissionnaire et prévues dans l’Offre pour satisfaire aux exigences liées à l’égalité des genres prévues dans les Spécifications techniques, y compris les interdictions de la Traite des Personnes (TIP). Il est entendu que certains Soumissionnaires peuvent ne pas posséder ce type de compétences et d’expérience, il convient par conséquent d’accorder une attention particulière à l’importance d’une offre interdisciplinaire et d’un plan de dotation en personnel adéquats ; |
| **Ressources** | * 1. **Sous-traitants.** Fournir des informations sur les contrats de sous-traitance prévus et les entreprises concernées. Se référer à la clause 7 des CGC relative au formulaire de Contrat à la Section V. |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Partie des Travaux** | **Valeur du contrat de sous-traitance** | **Sous-traitant**  **(nom et adresse)** | **Expérience dans des travaux similaires** |
| (a)  (b) |  |  |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Pays d’origine** | * 1. Le(s) pays d’origine des principaux équipements, matériaux, biens et services que l’on se propose de fournir est(sont) le(s) suivant(s) : |

**Tableau des installations industrielles et matériaux**

|  |  |
| --- | --- |
| **Élément** | **Pays d’origine** |
| Installations industrielles (le Soumissionnaire doit indiquer tous les principaux éléments) |  |
| Matériaux (le Soumissionnaire doit indiquer tous les principaux éléments) |  |
| Équipements (le Soumissionnaire doit indiquer tous les principaux éléments) |  |
| Biens (le Soumissionnaire doit indiquer tous les principaux éléments) |  |
| Services (le Soumissionnaire doit indiquer tous les principaux éléments) |  |

|  |  |
| --- | --- |
| **Révision des prix** | * 1. Les indices et pondérations devant être utilisés pour établir la formule de révision des prix conformément à la clause 49 du CCG sont les suivants : |

Tableau des données d’ajustement

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Code de l’indice** | **Description des indices** | **Source de l’indice** | **Valeur de base et date** | **Monnaie source associée en termes de type/montant** | **Équivalent en USD** | **Pondération** |
|  | Non révisable  Révisable | -- | -- | -- | -- | A :  B : |
|  |  |  |  | Total |  | 1,00 |

1. Formulaires de qualification du Soumissionnaire

Pour démontrer qu’il possède les qualifications nécessaires à l’exécution du Contrat conformément aux exigences de qualification énoncées à la Section III. Critères de qualification et d’évaluation, le Soumissionnaire doit fournir les informations demandées dans les formulaires suivants.

1. Formulaire ELI-1 : Fiche de renseignements sur le Soumissionnaire

Chaque Soumissionnaire doit remplir le formulaire ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
| **Dénomination sociale du Soumissionnaire** |  |
| **Dans le cas d’une coentreprise ou autre association, dénomination sociale de chaque associé** |  |
| **Pays où le Soumissionnaire est constitué en société** |  |
| **Année dans laquelle le Soumissionnaire s’est constitué en société** |  |
| **Adresse légale du Soumissionnaire dans le pays où il est constitué en société** |  |
| **Renseignements sur le représentant autorisé du Soumissionnaire**  (nom, adresse, numéros de téléphone, numéros de télécopie et adresse électronique) |  |
| **Vous trouverez ci-joint des copies des documents originaux suivants.**   * 1. Dans le cas d’une entité unique, statuts de l’entité juridique susmentionnée, conformément aux stipulations de la clause 5 des IS. * 2. Autorisation de représenter la société ou la coentreprise conformément aux stipulations des alinéas 21.5 et 21.6 des IS. * 3. Dans le cas d’une coentreprise ou d’une autre association, lettre d’intention de former une coentreprise ou une autre association ou de conclure un accord de coentreprise/association, conformément à l’alinéa 12.3 des IS. * 4. Formulaire de certification d’Entreprise publique [ELI-3] | |

1. Formulaire ELI-2 : Fiche de renseignement sur les coentreprises/associations/sous-traitants

Chaque partie d’une coentreprise/association constituant un Soumissionnaire et chaque sous-traitant connu doit remplir le formulaire ci-après.

|  |  |
| --- | --- |
| **Informations sur la coentreprise/association/les sous-traitants** | |
| **Dénomination sociale du Soumissionnaire** |  |
| **Dénomination sociale du partenaire ou du sous-traitant** |  |
| **Pays où la partie à la coentreprise ou le sous-traitant a été constitué** |  |
| **Année où la partie à la coentreprise ou le sous-traitant a été constitué** |  |
| **Adresse légale de la partie à la coentreprise ou du sous-traitant dans le pays où le Soumissionnaire a été constitué en société** |  |
| **Renseignements sur le représentant autorisé de la partie à la coentreprise ou du sous-traitant**  **(nom, adresse, numéros de téléphone, numéros de télécopie et adresse électronique)** |  |
| **Vous trouverez ci-joint des copies des documents originaux suivants.**   * 1. Statuts de l’entité juridique susmentionnée. * 2. Autorisation de représenter la société susmentionnée, conformément aux stipulations de l’alinéa 21.5 des IS. * 3. Formulaire de certification d’Entreprise publique [ELI-3]. | |

1. Formulaire ELI-3 : Formulaire du certificat d’entreprise publique

Les Entreprises publiques (ou « GOE » en anglais) ne sont pas autorisées à soumettre des offres pour des contrats de fourniture de produits ou de travaux financés par la MCC. Ainsi, une Entreprise publique i) ne peut pas être partie à un contrat de fourniture de biens ou de travaux financé par la MCC et attribué à la suite d’un appel d’offres concurrentiel ouvert ou restreint, d’une passation de marché par entente directe ou de la sélection d’un fournisseur unique ; et ii) ne peut pas être préqualifiée ou présélectionnée pour un contrat financé par la MCC et devant être attribué par ces méthodes.

Cette interdiction ne s’applique pas aux unités en régie appartenant au gouvernement du pays de l’Entité MCA ou par des établissements d’enseignement et centres de recherche du secteur public, par des entités statistiques ou cartographiques, ou par d’autres structures techniques du secteur public qui n’ont pas été constituées principalement à des fins commerciales, ou pour lesquelles une dérogation a été accordée par la MCC conformément à la Partie 7 des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*. La politique intégrale est consultable sur la page « Compact Procurement Guidelines » du site web de la MCC (www.mcc.gov). Dans le cadre de la vérification de l’éligibilité pour ce marché, veuillez remplir le formulaire ci-dessous pour indiquer le statut de votre entité.

Aux fins du présent formulaire, le terme "Gouvernement" désigne un ou plusieurs gouvernements, y compris tout organisme, organe, subdivision ou autre entité gouvernementale à tous les niveaux de compétence (national ou infranational).

**CERTIFICATION**

Dénomination sociale complète du Soumissionnaire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale du Soumissionnaire dans la langue et l’écriture du Pays de constitution (si elle est différente de celle indiquée ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adresse du siège social ou de l’établissement principal du Soumissionnaire :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom complet de trois (3) responsables qui occupent des postes de direction au sein de l’entité du Soumissionnaire (pour tout Soumissionnaire qui est une entité) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant ; indiquez si le Soumissionnaire n’a pas d’entité-mère) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Dénomination sociale de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire dans la langue et l’écriture du Pays de constitution (si celle-ci est différente de celle indiquée ci-dessus) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Adresse(s) du siège social ou de l’établissement principal de l’entité-mère ou des entités-mères du Soumissionnaire (le cas échéant) :

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1) Un Gouvernement détient-il une participation majoritaire ou dominante (que ce soit sur la base du montant de la participation ou des droits de vote) dans votre capital ou détient-il une autre participation lui conférant des droits de propriété (que ce soit directement ou indirectement, et que ce soit par le biais de fiduciaires, d’agents ou par d’autres moyens) ?

Oui  Non 

2) Si votre réponse à la question 1 est oui, quel type d’entreprise publique êtes-vous :

1. Établissement d’enseignement Oui  Non 
2. Centre de recherche Oui  Non 
3. Entité statistique Oui  Non 
4. Entité cartographique Oui  Non 
5. Autre entité technique n’étant pas constituée essentiellement à des fins commerciales Oui  Non 

3) Quelle que soit votre réponse à la question 1, veuillez répondre à la question suivante :

1. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit subventionné) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ?

Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Un gouvernement vous a-t-il accordé des droits ou avantages légaux ou économiques spéciaux ou exclusifs pouvant affecter la compétitivité de vos biens, travaux ou services, ou influencer par ailleurs vos décisions commerciales ? Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Un gouvernement peut-il vous imposer ou ordonner l’une des mesures suivantes à votre égard :
2. la restructuration, fusion ou dissolution de votre entité, ou la constitution ou l’acquisition de toute filiale ou autre société affiliée par votre entité ? Oui  Non 
3. la vente, la location, l’hypothèque, le nantissement ou la cession de vos principaux actifs, tangibles ou intangibles, que ce soit ou non dans le cadre normal de l’activité de l’entreprise ? Oui  Non 
4. la fermeture, la délocalisation ou l’altération substantielle de la production, de l’exploitation ou d’autres activités importantes de votre entité ? Oui  Non 
5. l’exécution, résiliation ou non-exécution par votre entité de contrats importants ?

Oui  Non 

1. la nomination ou le licenciement de vos directeurs, cadres dirigeants, responsables ou cadres supérieurs, ou peut-il participer à la gestion ou au contrôle de vos activités ? Oui  Non 

4) Avez-vous jamais appartenu à l’État ou été contrôlé par l’État ? Oui  Non 

5) Si votre réponse à la question 4 était oui, veuillez répondre aux questions suivantes :

1. Pendant combien de temps avez-vous appartenu à l’État ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
2. b. Quand avez-vous été privatisé ? \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_
3. Recevez-vous des subventions ou paiements (y compris toute forme de crédit subventionné) ou toute autre forme d’assistance (financière ou autre) d’un gouvernement ?

Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Même s’il ne détient pas la majorité du capital de votre entité ou ne la contrôle pas, un gouvernement continue-t-il à détenir une participation ou un pouvoir de prise de décision dans votre entité ou dans vos activités ?

Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Versez-vous de l’argent à un État autre que les impôts ou taxes dans le cours normal de vos activités, dans des pourcentages et des montants équivalents à ceux versés par d’autres entreprises non publiques dans votre pays qui exercent la même activité ? Oui  Non 

Si oui, veuillez décrire : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Les participants doivent noter ce qui suit :

1. Avant d’annoncer le nom du consultant ou du Soumissionnaire retenu, ou la liste de Soumissionnaires préqualifiés ou de consultants présélectionnés pour ce marché, le Maître d’ouvrage vérifie l’éligibilité de ce(s) consultant(s) ou de ce(s) Soumissionnaire(s) auprès de la MCC. La MCC conserve une base de données (en interne, par la voie de services d’abonnement ou des deux façons) sur les Entreprises publiques connues, et des recherches sur cette base de données permettront d’établir si le Soumissionnaire ou consultant retenu ou préqualifié/présélectionné concerné par la présente stipulation figure dans cette base de données.
2. Toute fausse déclaration faite par une entité soumettant une Offre ou une proposition pour ce marché pourra être considérée comme une « pratique frauduleuse » aux fins des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* et de toutes autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la *Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC*.
3. Toute entité qui aura été jugée par la MCC comme s’étant constituée, comme ayant sous-traité une partie quelconque de son contrat financé par la MCC ou comme s’étant associée par ailleurs à une autre entité dans le but d’éviter ou de contourner les stipulations des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC*, ou dont l’effet potentiel ou réel de cette constitution, sous-traitance ou association est d’éviter ou de contourner lesdites Directives, pourra être considérée comme une Entreprise publique aux fins de ces Directives.
4. Toute accusation crédible selon laquelle une entité qui a soumis une Offre en réponse au présent appel d’offres est une Entreprise publique non autorisée à soumettre une offre ou une proposition conformément aux *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* fera l’objet d’un examen dans le cadre de la procédure de contestation des Soumissionnaires conformément à ces Directives et sera remise en cause par le biais du Système de contestation des Soumissionnaires (SCS) de l’Entité MCA.

Je certifie par les présentes que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et sincères à tous égards importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une « manœuvre frauduleuse » aux fins des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de prévention de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC.

**Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie :**

1. Formulaire CON–1 : Antécédents d’inexécution de contrats

Antécédents d’inexécution de contrats Le tableau suivant doit être rempli pour le Soumissionnaire et pour chaque membre d’une coentreprise ou autre association qui est une partie constitutive du Soumissionnaire.

Dénomination sociale du Soumissionnaire : **[insérer le nom complet]**

Date : **[insérer les jour, mois, année]**

Dénomination sociale de la Partie à une coentreprise constituant le Soumissionnaire : **[insérer le nom complet]**

Page [**insérer le numéro de page**] sur [**insérer le nombre total**] pages

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Contrats inexécutés conformément aux stipulations de la Section III. Critères de qualification et d’évaluation** | | | |
|  Pas de défaut d’exécution d’un Contrat au cours des cinq dernières années qui précèdent la date limite de soumission des Offres conformément aux stipulations de la **Section III, Critères de qualification et d’évaluation.**  **OU**   Contrat(s) non exécuté(s) au cours des cinq années précédant la date limite de dépôt des Offres conformément à la **section III. Critères de qualification et d’évaluation.** | | | |
| **Année** | **Partie non exécutée du Contrat** | **Identification du contrat** | **Montant total du contrat (valeur actuelle, équivalent en dollars US)** |
| **[insérer l’année]** | **[insérer le montant et le pourcentage]** | Identification du contrat : **[indiquer le nom complet du contrat, son numéro et toute autre identification].**  Nom de l’institution : **[insérer le nom complet]**  Adresse de l’institution : **[insérer la rue/ville/pays]**  Raison(s) de la non-exécution : **[indiquer la/les raison(s) principale(s)]** | **[insérer le montant]** |

|  |
| --- |
| **Défaut de signature d’un contrat, conformément à la section III. Critères de qualification et d’évaluation** |
| Défaut de signature d’un contrat, conformément à la **Section III. Critères de qualification et d’évaluation**  OU   * Défaut de signature d’un contrat, conformément à la **Section III. Critères de qualification et d’évaluation** |
| Défaut de signature d’un contrat  Dans le cas d’un défaut de signature d’un contrat, veuillez clarifier/expliquer votre situation conformément aux stipulations du Sous-critère 2.2.2 de la Section III. Critères de qualification et d’évaluation |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Année** | **Montant de la réclamation en pourcentage du total de l’actif** | **Identification du contrat** | **Montant total du contrat (valeur actuelle, équivalent en dollars US)** |
| **[insérer l’année]** | **[insérer le pourcentage]** | Identification du contrat : **[indiquer le nom complet du contrat, son numéro et toute autre identification].**  Nom de l’institution : **[insérer le nom complet]**  Adresse de l’institution : **[insérer la rue/ville/pays]**  Affaire en litige : **[indiquer les principales questions en litige]** | **[Insérer le montant]** |

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **Procédures actuelles et passées, contentieux, arbitrage, actions, réclamations, enquêtes et différends, dont le Maître d’ouvrage pourrait raisonnablement interpréter le processus ou l’issue comme pouvant avoir une incidence sur la situation financière ou opérationnelle du Soumissionnaire d’une manière qui pourrait nuire à la capacité du Soumissionnaire de satisfaire à l’une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat**  **Conformément aux dispositions de la Section III. Critères de qualification et d’évaluation**  (Chaque partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire doit remplir ce tableau) | | |
| Le Soumissionnaire, ou une société ou une entité apparentée, a-t-il été, au cours des cinq (5) dernières années, impliqué dans un procès, un litige, un arbitrage, une action en justice, une plainte, une enquête ou un différend dont la procédure ou l’issue pourrait raisonnablement être interprétée par le Maître d’ouvrage comme pouvant avoir un impact sur la situation financière du Soumissionnaire d’une manière pouvant affecter négativement sa capacité à satisfaire à l’une quelconque de ses obligations en vertu du Contrat ? | | |
|  Non **OU**  Oui  **Si oui, veuillez décrire :** | | |
| **Année :** | **Affaire en litige :** | **Valeur de l’attribution (réelle ou potentielle) par rapport au consultant en équivalent US :** |  |  |

1. Formulaire CON-2 : Formulaire de certificat d’observation des sanctions

Conformément à la Clause G des Dispositions complémentaires qui figurent à l’Annexe A du Contrat, le présent formulaire doit être complété par le Soumissionnaire lors de la soumission de l’Offre et, si retenu, par l’Entrepreneur dans un délai de 28 jours à compter de la date de réception de la Lettre d’Acceptation et de l’Accord contractuel. L’Entrepreneur le soumettra par la suite le dernier jour ouvrable avant le dernier jour de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) après la signature du Contrat financé par la MCC[[11]](#footnote-12), tout au long de la durée du Contrat.

Le formulaire doit être soumis aux adresses ci-après :

[AMEEMMCANigerPA@dt-global.com](mailto:AMEEMMCANigerPA@cddid.com) avec copie à l’Agent financier [info@gfa-group.de](mailto:info@gfa-group.de) et à [sanctionscompliance@mcc.gov](mailto:sanctionscompliance@mcc.gov).

Pour éviter tout doute, conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés de la MCC, signaler la fourniture d’une aide et de ressources substantielles (comme définis ci-après) à une personne ou une entité figurant sur les listes énumérées n'entraîne pas nécessairement la disqualification du Soumissionnaire ou l'annulation du Contrat. Cependant, **ne pas signaler** la fourniture de cette aide et de ces ressources substantielles, ou toute fausse déclaration similaire, intentionnelle ou due à une négligence, est un motif de disqualification du Soumissionnaire ou d'annulation du Contrat, et peut exposer ce Soumissionnaire ou Entrepreneur à des poursuites pénales, civiles ou d’un recours administratif selon le cas en vertu de la loi aux États-Unis.

**Les instructions pour compléter ce formulaire figurent ci-dessous :**

**Dénomination sociale complète du Soumissionnaire/Entrepreneur : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom complet et numéro du Contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**L’Entité MCA avec laquelle le Contrat a été signé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

|  |
| --- |
| **TOUT SOUMISSIONNAIRE/ENTREPRENEUR DOIT COCHER LA CASE APPLICABLE CI-DESSOUS :**   * Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux **« Dispositions complémentaires » visées à l’Annexe B du Contrat, et à la clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** » et le Soumissionnaire/Entrepreneur certifie par la présente comme suit :   + Aucun résultat défavorable ou négatif n’a été obtenu à partir de ces vérifications d’éligibilité ; et   + Au meilleur de sa connaissance, le Soumissionnaire/Entrepreneur n’a pas fourni au cours des dix dernières années et ne fournit pas actuellement, directement ou indirectement d’aide ou de ressources substantielles, ni permis sciemment que des fonds de la MCC[[12]](#footnote-13) soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par lui, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur les listes décrites ci-dessous (y compris le Soumissionnaire/Entrepreneur lui-même ).   **OU**   * Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux **« Dispositions Complémentaires » visées à l’Annexe A du Contrat, et à la clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** » et le Soumissionnaire/Entrepreneur certifie par la présente que des résultats défavorables ou négatifs ont été obtenus à partir de ces vérifications d’éligibilité (informations à fournir pour chaque résultat conformément aux instructions incluses dans ce formulaire) : * Nom de l’individu, de la société ou de l’entité : * Source(s) auprès de laquelle l’éligibilité a été vérifiée, si l’individu, la société ou l’entité ont été déclarés inéligibles : * Poste (s’il s’agit d’un individu), ou biens ou Services fournis (s’il s’agit d’une société ou autre entité): * Estimation de la valeur des tâches exécutées depuis la date du certificat : * Description et circonstances dans lesquelles un tel soutien a été fourni. |

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincères à tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une « fraude » conformément aux dispositions des IAS, du Contrat passé entre l’Entrepreneur et l'Entité MCA, des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris de la politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans les opérations de la MCC.

**Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**INSTRUCTIONS POUR COMPLETER LE FORMULAIRE DU CERTIFICAT DE RESPECT DES SANCTIONS :**

Le Soumissionnaire/Entrepreneur doit suivre les procédures suivantes pour vérifier l’éligibilité des entreprises, du personnel clé, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs et des bénéficiaires du financement, conformément à l’Annexe A du Contrat, intitulée « **Dispositions Complémentaires** », notamment à la **Clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** », ainsi jointe ci-dessous par souci de convenance.

Sur la base des résultats de ces vérifications d’éligibilité, le Soumissionnaire/Entrepreneur doit fournir la certification applicable dans le formulaire de certification ci-joint. Notez qu’aux fins de la présente certification, les Soumissionnaires/Prestataires de services ne sont tenus de soumettre des documents à l'appui détaillés sur les vérifications d’éligibilité ainsi que leur formulaire de certification que si le Soumissionnaire/Entrepreneur identifie des résultats défavorables ou négatifs. Si ce n’est pas le cas, les Soumissionnaire/Entrepreneur sont libres de marquer le formulaire de certification en conséquence et de le soumettre au destinataire approprié (bien que le Soumissionnaire/Entrepreneur doit tenir des registres selon les instructions ci-dessous).

Le Soumissionnaire/Entrepreneur doit vérifier que l’individu, la société ou l’entité ayant accès au financement de la MCC ou en bénéficiant, y compris le personnel du Soumissionnaire/Entrepreneur, Consultant, Sous-traitant, vendeurs, fournisseurs, et bénéficiaires ne figurent sur aucune des listes suivantes (ou, dans le cas d'#8-dessous, n’est pas un ressortissant d’un pays figurant sur cette liste ou associé à celui-ci) :

1. **Liste des entreprises radiées du système SAM** ou « System for Award Management (SAM)) Excluded Parties List »

<https://www.sam.gov/SAM/pages/public/searchRecords/search.jsf>

1. **Liste des entreprises radiées du système de la Banque mondiale** ou « World Bank Debarred List »

<https://www.worldbank.org/debarr>

1. **Liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain** ou « US Treasury, Office of Foreign Assets Control, Specially Designated Nationals (SDN) List »

<https://sanctionssearch.ofac.treas.gov/>

1. **Liste des personnes exclues par le Bureau de l’industrie et de la sécurité du Département du commerce Américain** ou « US Department of Commerce, Bureau of Industry and Security, Denied Persons List »

<https://www.bis.doc.gov/index.php/the-denied-persons-list>

1. **Liste des entreprises radiées par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État** ou « US State Department, Directorate of Defense Trade Controls, AECA Debarred List »

<https://www.pmddtc.state.gov/ddtc_public?id=ddtc_kb_article_page&sys_id=c22d1833dbb8d300d0a370131f9619f0>

1. **Liste des organisations terroristes étrangères désignées par le Département d'État** ou « US State Department, Foreign Terrorist Organizations (FTO) List »

<https://www.state.gov/foreign-terrorist-organizations/>

1. **Décret 13224 du Département d’Etat**  ou« Executive Order 13224 » <https://www.state.gov/executive-order-13224/>
2. **Liste des pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme** ou « US State Sponsors of Terrorism List »

<https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>

En plus de ces listes, avant de fournir une aide ou des ressources substantielles à une personne ou une entité, le Soumissionnaire/Entrepreneur doit examiner également toutes les informations sur cette personne ou entité dont il a connaissance et toutes les informations publiques raisonnablement disponibles ou dont il devrait avoir connaissance.

La documentation du processus prend deux formes. Le Soumissionnaire/Entrepreneur doit préparer un tableau répertoriant chaque membre du personnel, Consultant, Sous-traitant, vendeur, fournisseur et bénéficiaire intervenant dans le Contrat, conformément au tableau qui figure ci-dessous.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Date à laquelle la vérification a été effectuée | | | | | | |  |  |
| Nom | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | Éligible (O/N) |
| SAM Excluded Parties List | World Bank Debarred List | SDN List | Denied Persons List | AECA Debarred List | FTO List | Executive Order 13224 | US State Sponsors of Terrorism List |
| Soumissionnaire/Entrepreneur (l’entreprise elle-même) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Consultant #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Consultant #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-traitant #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous- traitant #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Vendeur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fournisseur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Bénéficiaire #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Le Soumissionnaire/Entrepreneur doit indiquer la date à laquelle la recherche a été effectuée auprès de chaque source de vérification de l’éligibilité, et déterminer si le membre du personnel, Consultant, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire est éligible – c’est-à-dire qu’il n’est inscrit sur la liste d’aucune des sources de vérification de l’éligibilité.

En outre, les listes 1. liste de entreprises radiées dans le système SAM, 3. liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain (SDN) et 5. liste de entreprises exclues par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État (AECA) étant des bases de données consultables, affichant les résultats de recherche sur une page, après avoir saisi le nom à rechercher, le Soumissionnaire/Entrepreneur doit imprimer et conserver pour chaque membre du personnel, Consultant, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire la page de résultats de la recherche générée par chaque source de vérification de l’éligibilité, qui se présente comme suit : « *Exclusion activ*e? *Non* » ou « *Aucun résultat* *trouvé* » (dans le cas de la liste des entreprises radiées dans le système SAM), « *Votre recherche n'a retourné aucun résultat* » (dans le cas de la liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain (SDN)) « *Aucun résultat dans la liste des entreprises légalement exclues à l'aide de ce filtre*.» ou « *Aucun résultat dans la liste des entreprises administrativement exclues à l'aide de ce filtre* » (dans le cas de la liste de entreprises exclues par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État (AECA)). Dans le cas de la liste 2. liste de entreprises radiées dans le système de la Banque mondiale le tableau 1 entreprises et individus exclus affichera un champ vierge qui indique qu’aucun résultat n’a été trouvé. Pour les listes 4. liste des personnes exclues par le Bureau de l’industrie et de la sécurité du Département du commerce américain, liste 6. liste des organisations terroristes étrangères désignées par le Département d'État (FTO) et 7 décret 13224 du Département d’Etat, il n’y a pas de base de données consultable fournie, de sorte que le Soumissionnaire/Entrepreneur examinera chaque liste et confirmera qu’elle ne nomme pas les entreprises ou les personnes identifiées dans le tableau ci-dessus.

Si un dossier négatif a été trouvé pour un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, y compris pour le Soumissionnaire/Entrepreneur lui-même, ce dernier doit effectuer une recherche supplémentaire pour établir si le résultat de la recherche est « un faux positif » (une personne dont le nom correspond au nom d’une personne inscrite sur une liste de sanctions, mais qui est une personne différente).S’il s’agit d’un faux positif, le Soumissionnaire/Entrepreneur marquera le membre du personnel, Consultant, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire comme éligible, et conservera le résultat de la recherche qui confirme son éligibilité.

Si, le résultat de la recherche montre que les membres du personnel, Consultants, Sous-traitants, vendeurs, fournisseurs ou bénéficiaires sont inéligibles à ce stade, l'Entité MCA déterminera s'il est possible dans les circonstances d'autoriser le Soumissionnaire/Entrepreneur à procéder à un remplacement. Cette décision sera prise au cas par cas, et nécessitera l'approbation de la MCC, quelle que soit la valeur estimée du contrat proposé.

En outre, conformément à l’alinéa P1.A.1.7 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC, le Soumissionnaire/Entrepreneur doit s’assurer que le financement MCC n’est pas utilisé pour des biens ou des services provenant d’un pays ou d’une entreprise qui est constituée, basée ou qui exerce une partie importante de ses activités dans un pays, soumis à des sanctions par pays ou à d’autres restrictions en vertu de la loi des États-Unis, y compris dans les pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme <https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>.

Le Soumissionnaire/Entrepreneur conserve tous ces documents qui font partie de l’ensemble du dossier du Contrat passé avec l’Entité MCA, tout au long de la durée du Contrat, et après l’achèvement du Contrat pour une période ultérieure telle que visée aux dispositions du Contrat (généralement cinq ans après la date d’achèvement du Programme Compact ou du Programme Seuil). L’Entité MCA, la MCC ou leurs représentants doivent avoir accès à ces documents conformément aux dispositions du Contrat régissant l’accès aux documents, ainsi que le Bureau de l’inspecteur général de l’USAID (responsable de la surveillance des opérations du MCC), sur demande de celui-ci.

**Annexe A « Dispositions complémentaires, » Paragraphe G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, et des autres restrictions »**

1. La Partie au Contrat n’a pas fourni directement ou indirectement, au cours des dix dernières années, d’aide ou de ressources substantielles, et prendra toutes les mesures raisonnables visant à garantir qu’elle ne fournira pas d’aide ou de ressources substantielles (comme définies ci-dessous) directement ou indirectement, ni permettra sciemment que des fonds (y compris les fonds de la MCC) soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par lui, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur la liste de référence des Ressortissants spécialement désignés et des personnes sous embargo, tenue à jour par le Bureau du département du Trésor américain chargé du contrôle des actifs à l’étranger, cette liste étant disponible à l’adresse [www.treas.gov/offices/enforcement/ofac](http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac); (ii) sur la liste consolidée des personnes et des entités gérées par le « Comité 1267 » du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; (iii) sur la liste tenue à jour sur le site [www.sam.gov](http://www.sam.gov); ou (iv) sur toute autre liste que l’Entité MCA pourra, en toute circonstance, demander.

Aux fins des présentes,

1. L’expression « aide et ressources substantielles » comprend les devises, les instruments monétaires ou financiers, services financiers, logement, formation, conseil ou assistance d’expert, hébergement, faux documents ou fausse identité, matériel de télécommunication, installations, armes, substances mortelles, explosifs, personnel, moyens de transport et autres biens corporels, à l’exception des médicaments et des articles religieux.
2. Le terme « formation » signifie la formation ou l'enseignement destiné à faire acquérir un savoir-faire par opposition à un savoir.
3. L’expression « conseil ou assistance d’expert » signifie les conseils ou l’aide issus de connaissances scientifiques, techniques ou autres connaissances spécialisées.
4. Le Entrepreneur s’assure que ses activités au titre du présent Contrat sont conformes à toutes les lois, réglementations et décrets des États-Unis relatifs à la lutte contre le blanchiment d’argent, le financement des activités terroristes, et le commerce des êtres humains, aux lois pénales des États-Unis, aux pratiques commerciales restrictives, aux boycotts, et à toutes autres sanctions économiques, promulgués le cas échéant par voie législative, par décret, par arrêté ou par réglementation, ou tels qu’ils sont appliqués par le Bureau du Département du Trésor des États-Unis chargé du Contrôle des Actifs à l’étranger ou toute autorité gouvernementale qui lui succède, y compris aux articles suivants de la loi : 18 U.S.C. § 1956, 18 U.S.C. § 1957, 18 U.S.C. § 2339A, 18 U.S.C. § 2339B, 18 U.S.C. § 2339C, 18 U.S.C. § 981, 18 U.S.C. § 982, au Décret 13224, au règlement 15 C.F.R. Partie 760, et à tous les programmes de sanctions économiques énumérés dans le règlement 31 C.F.R., Parties 500 à 598, et s’assure que toutes ses activités au titre du présent Contrat sont conformes aux politiques et procédures de contrôle et de surveillance des opérations visant à vérifier la conformité comme déterminé le cas échéant par la MCC, l’Entité MCA, l’Agent financier ou la Banque autorisée par l’Entité MCA, selon les cas. L’Entrepreneur vérifie, ou fait vérifier l’éligibilité de toute personne, entreprise ou toute autre entité ayant accès aux fonds ou en bénéficiant, cette vérification étant effectuée conformément aux procédures énoncées à la Partie 10 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC (Procédures de vérification de l’Éligibilité) disponibles sur le site web de la MCC à l’adresse[www.mcc.gov/ppg](http://www.mcc.gov/ppg). L’Entrepreneur (A) effectue la vérification mentionnée dans ce paragraphe au moins tous les trimestres, ou selon toute autre périodicité raisonnable demandée par l’Entité MCA ou la MCC, le cas échéant, et (B) remet un rapport sur cette vérification périodique à l’Entité MCA et un exemplaire dudit rapport à la MCC.
5. L’Entrepreneur est soumis à d’autres restrictions énoncées à la Clause 5.4(b) du Compact et relatives au trafic de stupéfiants, au terrorisme, au trafic sexuel, à la prostitution, à la fraude, au crime, à toute mauvaise conduite nuisible à la MCC ou à l’Entité MCA, à toute activité contraire à la sécurité nationale des États-Unis ou à toute autre activité pouvant affecter fortement ou négativement la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie à assurer la mise en œuvre efficace du Programme, ou de tout autre Projet ou à en garantir la mise en œuvre, ou la mise en œuvre de tout autre Projet, ou à s’acquitter de ses responsabilités ou obligations dans le cadre du Compact ou de tout autre document connexe, ou affectant négativement et fortement les actifs du Programme ou les Comptes autorisés.
6. Formulaire FIN-1 : Situation financière

Chaque Soumissionnaire ou partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire doit remplir le formulaire ci-après.

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | **Données financières pour les 5 dernières années [en équivalent US$]** | | | | |
|  | **Année 1 :** | **Année 2 :** | **Année 3 :** | **Année 4 :** | **Année 5 :** |

**Informations tirées du bilan**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Total actif** |  |  |  |  |  |
| **Passif total** |  |  |  |  |  |
| **Valeur nette** |  |  |  |  |  |
| **Disponibilités** |  |  |  |  |  |
| **Passif à court terme** |  |  |  |  |  |

**Informations tirées du compte de résultat**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Recettes totales** |  |  |  |  |  |
| **Bénéfices avant impôts** |  |  |  |  |  |
| **Bénéfices après impôts** |  |  |  |  |  |

|  |
| --- |
| * Vous trouverez ci-joint des copies des états financiers (bilans, y compris toutes les notes et comptes de résultats y afférents) des 5 dernières années, comme indiqué ci-dessus, remplissant les conditions suivantes. * Tous ces documents reflètent la situation financière du Soumissionnaire ou de la partie à une coentreprise ou autre association, et non celle de la société-mère ou des filiales. * Les états financiers historiques doivent avoir été vérifiés par un expert-comptable. * Les états financiers passés doivent être complets et inclure toutes les notes qui leur ont été ajoutées. * Les états financiers historiques doivent correspondre à des périodes comptables déjà achevées et vérifiées (aucun état pour des périodes partielles ne doit être demandé ou accepté). |

**Ratios financiers**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Ratio de liquidité générale** |  |  |  |  |  |
| **Ration d’endettement** |  |  |  |  |  |

1. \*Les Soumissionnaires doivent remplir ce tableau. Le Maître d’ouvrage le vérifiera pendant l’examen de l’offre.Formulaire FIN-2 : Chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction en batiment Travaux Publics

Chaque Soumissionnaire ou partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire doit remplir le formulaire ci-après.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Données sur le chiffre d’affaires annuel au cours des cinq dernières années (Construction uniquement)** | | | |
| **Année** | **Montant**  **Monnaie** | **Taux de**  **change** | **Équivalent**  **en $US** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction** | | |  |

Les informations fournies doivent représenter le chiffre d’affaires annuel moyen des activités de construction du Soumissionnaire ou de chacune des parties à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire, représentés par les montants facturés aux clients chaque année pour les travaux en cours ou achevés, convertis en USD au taux de change en vigueur à la fin de la période considérée.

1. Formulaire FIN-3 : Ressources financières

Chaque Soumissionnaire ou chacune des parties à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire doit remplir ce formulaire, en indiquant les sources de financement proposées, tels que les actifs liquides, les actifs immobiliers non grevés d’hypothèque, les lignes de crédit et autres moyens financiers, disponibles pour répondre aux besoins de trésorerie liés au/aux contrat(s) concernés, nets d’engagements pris par le Soumissionnaire, comme requis à la **Section III. Critères de qualification et d’évaluation.**

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| **N°** | **Source de financement** | **Montant (équivalent en USD)** |
| 1 |  |  |
| 2 |  |  |
| 3 |  |  |
| 4 |  |  |

1. Formulaire FIN-4 : Engagements contractuels actuels/Travaux en cours

Chaque Soumissionnaire ou partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire doit donner des informations sur ses engagements actuels dans le cadre de tous les contrats attribués, pour les contrats pour lesquels une lettre d’intention ou d’acceptation a été reçue et pour les contrats qui sont sur le point d’être achevés, mais pour lesquels un certificat officiel d’exécution totale n’a pas encore été délivré.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Nom du Contrat** | **Coordonnées, adresse/tél./télécopie du Maître d’ouvrage** | **Valeur des travaux en cours (Équivalent actualisé en US$)** | **Date d’achèvement prévue** | **Facturation mensuelle moyenne au cours des six derniers mois  (USD/mois)** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

1. Formulaire EXP-1 : Expérience générale dans le domaine de la construction en Bâtiment Travaux Publics

Chaque Soumissionnaire ou partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire doit remplir le formulaire ci-après.

| **Expérience générale dans le domaine de la construction** | | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Début**  **Mois**  **Année** | **Fin**  **Mois**  **Année** | **Années** | **Identification et nom de chaque contrat**  **Nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et adresse électronique du Maître d’ouvrage**  **Brève description des Travaux réalisés par le Soumissionnaire ou partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire** | **Rôle du Soumissionnaire/de la partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire** |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |

1. Formulaire EXP-2 : Expérience similaire dans le domaine de la construction (BTP, Balise….)

Remplissez un (1) formulaire par contrat.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Contrat de taille et de nature similaires** | | | |
| **Contrat n° . . . . . . de . . . . . .** | **Identification du contrat** |  | |
| **Date d’attribution** |  | **Date d’achèvement** |  |
| **Rôle dans le contrat** | * **Entrepreneur** | * **Ensemblier** | * **Sous-traitant** |
| **Montant total du contrat** | **USD** | | |
| **Dans le cas d’une partie à une coentreprise ou autre association, ou dans le cas d’un sous-traitant, indiquer la participation au montant total du contrat** | **Pourcentage du total** | **Montant** | |
| **Nom du Maître d’ouvrage**  **Adresse**  **Numéro de téléphone/télécopie**  **Courrier électronique** |  | | |
| **Description de la similitude avec l’Énoncé des Travaux** | | | |
|  |  | | |

1. Formulaire EXP-3 : Expérience spécifique dans les activités majeures du domaine de la construction (aires de pâturages, aires de repos, balisage des ressources pastorales)

Remplissez un (1) formulaire par contrat.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Contrat comportant des activités essentielles spécifiques** | | | |
| **Contrat n° . . . . . . de . . . . . .** | **Identification du contrat** |  | |
| **Date d’attribution** |  | **Date d’achèvement** |  |
| **Rôle dans le contrat** | * **Entrepreneur** | * **Ensemblier** | * **Sous-traitant** |
| **Montant total du contrat** | **USD** | | |
| **Dans le cas d’une partie à une coentreprise ou autre association, ou dans le cas d’un sous-traitant, indiquer la participation au montant total du contrat** | **Pourcentage du total** | **Montant** | |
| **Nom du Maître d’ouvrage**  **Adresse**  **Numéro de téléphone**  **Numéro de fax**  **Courrier électronique** |  | | |
| **Description des activités clés conformément à l’expérience spécifique** | | | |
|  |  | | |

1. Formulaire EXP- 4 : Expérience en matière de gestion de l’impact environnemental et social (E&S)

Chaque Soumissionnaire ou partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire doit remplir le formulaire ci-après.

| **Début**  **Mois**  **Année** | **Fin**  **Mois**  **Année** | **Identification et nom de chaque contrat**  **Nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et adresse électronique du Maître d’ouvrage**  **Brève description des Travaux réalisés par le Soumissionnaire, des types d’impacts environnementaux et sociaux rencontrés et des mesures d’atténuation mises en œuvre** | **Rôle du Soumissionnaire (c. à d., entrepreneur principal ou sous-traitant dans les questions relatives aux impacts environnementaux et sociaux)** |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Le Soumissionnaire doit établir qu’il possède un niveau élevé de compétences en matière de gestion des impacts environnementaux et sociaux (E&S) et qu’il est capable de gérer avec succès les risques environnementaux et sociaux associés à l’exécution des travaux.

* Fournir des exemples de plans de gestion environnementale et sociale propres à des sites de travaux similaires, au cours des 5 dernières années ;
* Démontrer la mise en œuvre avec succès de mesures efficaces d’atténuation des risques environnementaux et sociaux dans des projets similaires au cours des 5 dernières années ;
* Fournir 2 références concernant l’élaboration et la mise en œuvre par l’expert Environnementaliste proposé par le Soumissionnaire de plans d’action environnementale et sociale (PAES) spécifiques au site et la mise en œuvre réussie de mesures d’atténuation en matière d’E&S.

1. Formulaire EXP- 5 : Expérience dans la gestion en matière de santé et de sécurité (S&S)

Chaque Soumissionnaire ou partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire doit remplir le formulaire ci-après.

| **Début**  **Mois**  **Année** | **Fin**  **Mois**  **Année** | **Identification et nom de chaque contrat**  **Nom, adresse, numéro de téléphone, numéro de télécopieur et adresse électronique du Maître d’ouvrage**  **Brève description des Travaux réalisés par le Soumissionnaire et des mesures de S&S mises en œuvre** | **Rôle du Soumissionnaire (c. à d., entrepreneur principal ou sous-traitant dans les questions relatives à la santé et la sécurité)** |
| --- | --- | --- | --- |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

Le Candidat doit établir qu’il possède une compétence en matière de gestion de la santé et de la sécurité (« PGSS ») et qu’il est capable de gérer avec succès les risques de santé et de sécurité associés à l’exécution des travaux. À cet effet, le Soumissionnaire doit fournir :

* des exemples de plans de gestion de la santé et la sécurité pour des travaux similaires, au cours des 5 dernières années ;
* démontrer la mise en œuvre avec succès de mesures efficaces d’atténuation des risques de santé et de sécurité dans des projets similaires au cours des 5 dernières années ;
* Fournir 2 références concernant l’élaboration de plans de gestion des impacts sur la santé et la sécurité par le Soumissionnaire et la mise en œuvre réussie de mesures d’atténuation des risques en matière de santé et de sécurité.

1. Formulaire REF-1 : Références des contrats financés par MCC

Chaque Soumissionnaire ou partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire doit remplir le formulaire ci-après et inclure des informations relatives à tous les contrats financés par la MCC (soit directement avec la MCC ou avec une Entité du Millennium Challenge Account, n’importe où dans le monde) auxquels le Soumissionnaire ou un partie à une coentreprise/association constituant le Soumissionnaire est ou a été partie, que ce soit à titre d’entrepreneur principal, de société affiliée, d’associé, de filiale, de sous-traitant ou à tout autre titre.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Contrats avec la MCC** | | | |
| **Nom et numéro du Contrat** | **Rôle dans le contrat** | **Montant total du contrat** | **Nom et adresse du Maître d’ouvrage** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
| **Contrats avec une Entité MCA** | | | |
| **Nom et numéro du Contrat** | **Rôle dans le contrat** | **Montant total du contrat** | **Nom et adresse du Maître d’ouvrage** |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |
|  |  |  |  |

1. Formulaire REF-2 : Références des contrats non financés par le MCC

Chaque Soumissionnaire ou membre d’une coentreprise/association constituant un Soumissionnaire doit fournir les coordonnées d’au moins trois (3) références qui peuvent fournir des informations substantielles sur :

1. Le type de travaux effectué
2. Confirmer la qualité des contrats passés répertoriés dans les formulaires suivants tels qu’ils ont été soumis dans le cadre des documents de qualification du Soumissionnaire :

EXP-1 : Expérience générale dans le domaine de la construction

EXP-2 : Expérience similaire dans le domaine de la construction

EXP- 3 : Expérience en matière de gestion de l’impact environnemental et social (E&S)

EXP- 4 : Expérience dans la gestion en matière de santé et de sécurité (S&S)

Le Maître d’ouvrage se réserve le droit, à sa seule discrétion, de contacter d’autres sources et de vérifier les références et les performances passées de l’entreprise. Pour chaque référence, indiquez une personne de contact, son titre, son adresse, son numéro de télécopieur, son numéro de téléphone et son adresse électronique**.**

**[Maximum 5 pages]**

Partie 2   
Énoncé des Travaux

Section V. Énoncé des Travaux

**Travaux de confection et implantation des balises pour la matérialisation des aires de pâturages, des corridors et des limites des zones humides du moyen Niger 1 et 2**

Travaux de balisage des couloirs de passage internationaux pour l’Activité « Projet Régional d’Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) » du Projet des Communautés Résilientes au Climat (CRC) DANS LES REGIONS DE DOSSO &TILLABERY

Travaux de balisage des couloirs de passage internationaux pour l’Activité « Projet Régional d’Appui au Pastoralisme au Sahel (PRAPS) » du Projet des Communautés Résilientes au Climat (CRC) DANS LES REGIONS DE DOSSO &TILLABERY

**Novembre 2022**

**APERÇU GÉNÉRAL DU PROGRAMME**

Le 29 juillet 2016, le gouvernement du Niger (GoN) et le gouvernement des États-Unis d’Amérique, par l’intermédiaire de MCC, ont signé un pacte de 437,024 millions de dollars sur cinq ans. L’objectif de ce Compact est de réduire la pauvreté grâce à la croissance économique dans le but d’accroître les revenus ruraux en améliorant l’utilisation productive et durable des ressources naturelles pour la production agricole et en améliorant le marketing et l’accès au marché des produits agricoles. Le Compact est entré en vigueur (début de la mise en œuvre) le 26 Janvier 2018.

L’entité appelée Millennium Challenge Account - Niger (ci-après MCA-Niger ou MCA) mettra en œuvre le Programme et exercera les droits et obligations du Gouvernement nigérien pour superviser, gérer et mettre en œuvre les projets et les activités du Programme.

Le Compact comprend deux projets :

Projet d’irrigation et d’accès aux marchés

Ce projet améliorera l’irrigation dans les régions de Dosso et Tahoua du Niger, y compris la réhabilitation d’un système d’irrigation à grande échelle et le développement d’un nouveau système à grande échelle, afin d’augmenter les rendements des produits agricoles et leur commercialisation. Il fournira un soutien technique aux agriculteurs et à leurs organisations en améliorant l’accès aux intrants, au marketing et aux services post-récolte et à valeur ajoutée.

En outre, le projet permettra de 1) réhabiliter les réseaux routiers pour améliorer considérablement l’accès au marché 2) soutenir les politiques et les réformes institutionnelles, y compris une réforme du secteur des engrais, l’élaboration d’un plan national de gestion de l’eau, l’élaboration d’un plan de gestion des ressources naturelles, le renforcement de la propriété et des droits fonciers et le renforcement de la capacité statistique de l’Institut National des statistiques et des ministères clés.

Projet des communautés résilientes au climat (CRC)

Ce projet vise à augmenter les revenus des familles tributaires de l’agriculture et de l’élevage à petite échelle dans les communes rurales éligibles du Niger en améliorant la productivité des cultures et du bétail, en gérant durablement les ressources naturelles essentielles à la productivité, en augmentant les revenus des entreprises agricoles et les ventes sur les marchés cibles. Le projet CRC sera mis en œuvre en parallèle avec la Banque Mondiale en coordination avec les unités de coordination des programmes PASEC et PRAPS situées au ministère de l’Agriculture et de l’Élevage. MCA-Niger aura du personnel et dès l’opérateurs dans les unités régionales pour la supervision quotidienne de la mise en œuvre des activités du CRC.

Le graphique ci-dessous présente la logique du programme du projet.

Le projet CRC du MCA-Niger comprend deux sous activités :

Agriculture résiliente au climat (CRA)

C’est une activité de soutien agricole qui sera mis en œuvre en parallèle avec le projet PASEC (Projet d’Appui à l’Agriculture Sensible aux risques Climatiques) financé par la Banque mondiale[[13]](#footnote-14). L’Activité CRA financée par MCA-Niger, mettra en œuvre les activités suivantes :

Financement des Plans d’Investissement Résilient au Climat à l’échelle de la Commune (ICRIP). Le Compact financera le développement et la mise en œuvre des ICRIP et des sous-ICRIP. Les ICRIP seront élaborés sur la base des Plans de Développement Communaux (PDC) existants qui ont été préparés pour chaque commune en identifiant les activités de développement de ces PDC qui se rapportent à la promotion de la résilience climatique dans les communes. Chaque ICRIP contiendra un nombre de sous-ICRIP qui seront des investissements publics qui a) génèrent des biens publics et des opportunités commerciales b) bénéficient aux populations vulnérables et c) sont mis en œuvre au niveau de la commune.

Une facilité de subvention de CRA pour appuyer les besoins d’investissement et de services de développement des activités agricoles commerciales intégrées. La facilité de subvention ciblée des coopératives / groupes de producteurs, groupes de femmes et groupes de jeunes, et micro, petites et moyennes entreprises dans les communes éligibles de CRC et dans les communes sélectionnées pour le projet « Irrigation et Accès au marché ». Une partie de cette sous activité sera gérée par l’African Development Foundation (ADF) et son partenaire local ‘‘ONG ADLI’’.

Projet Régional d’Appui au Pastoralisme au Sahel de MCA-Niger (PRAPS)

Il met l’accent sur le développement et le renforcement du secteur de l’élevage à travers l’amélioration de l’accès à des moyens et services de production essentiels et aux marchés pour les pasteurs et agro-pasteurs dans des zones transfrontalières et le long des axes de transhumance. MCA Niger finance trois composantes du projet PRAPS :

**a. Composante 1 : Amélioration de la Santé Animale**

Sous-Composante 1.1: Renforcement des infrastructures et des capacités des Services vétérinaires : Renforcement de capacités de services vétérinaires publiques centraux et de terrain et développement de nouveaux Services Vétérinaires Privés de Proximité (SVPP) ou renforcement de SVPPs existants. Y compris la réhabilitation ou construction de cliniques vétérinaires rurales, la dotation d’équipements et matériels et la formation des vétérinaires et d’auxiliaires d’élevage.

**Sous-Composante 1.2: Appui à la surveillance et au contrôle des maladies prioritaires et des médicaments vétérinaires : Y compris des activités de surveillance épidémiologique et de vaccination.**

**Composante 2: Amélioration de gestion des ressources naturelles**

Sous-Composant 2.1 : Sécurisation de l’accès aux ressources naturelles et gestion durable des pâturages : a. Organisation des usagers des parcours de transhumance pour une meilleure gestion des ressources naturelles, b. sécurisation, démarcation, aménagement et gestion des couloirs de transhumance et des aires pastorales, c. harmonisation et vulgarisation des textes législatifs et règlementaires sur l’accès aux ressources naturelles au niveau régional.

Sous-Composante 2.2 : Aménagement et Gestion durable des infrastructures d’accès à l’eau : Nouvelle réalisation/réhabilitation des ouvrages hydrauliques pour améliorer l’accès de l’eau dans les couloirs de transhumance internationale et assurer la gestion durable des points d’eau (puits pastoraux, mares, forages).

Composante 3 : Facilitation de l’accès aux marchés

Sous-Composante 3.1: Développement des infrastructures et système d’information sur les marchés à bétail : Construction et/ou réhabilitation de marchés à bétail et appui aux structures de gestion.

Sous-Composante 3.2: Renforcement des organisations pastorales et interprofessionnelles : Renforcement des capacités organisationnelles, institutionnelles et managériales des Organisation des Producteurs d’Élevage (OPEL) pour leur permettre de remplir efficacement leur mission, de se professionnaliser.

Tableau 1 : Liste des communes concernées par le balisage

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Région | Département | Communes |
| Dosso | Dosso | Sambera |
| Gollé |
| Farey |
| Boboye | Kankandi |
| Fabidji |
| Falmey | Falmey |
| Guilladjé |
| Gaya | Gaya |
| Tanda |
| Yellou |
| Bana |
| Bengou |
| Tounouga |
| Tillabéri | Kollo | Kirtachi |

**PORTEE DES SPECIFICATIONS TECHNIQUES**

**PRESCRIPTIONS TECHNIQUES :**

**GENERALITE**

Le présent cahier a pour but de définir la nature, la quantité et les normes à observer dans l’exécution des travaux objet du présent dossier.

**Article 1.1 : Nature des travaux**

Les travaux concernent la matérialisation définitive des aires de pâturages, des corridors et des limites des zones humides du moyen Niger 1 et 2. Pour cela, il est prévu la fixation des balises en béton armé sur les sites retenus.

**Article 1.2 : Localisation**

Les limités des entités à baliser ainsi que les estimations des distances sont présentées ainsi qu’il suit :

La zone humide du Moyen Niger I

Le Moyen Niger I s’étend de Dolé à Kouassi. Les points limites pris sur le terrain et les points frontières avec le Bénin ont permis d’établir la carte de la zone humide du Moyen Niger I (carte ci-dessous). Sur la base de cette délimitation, la zone humide du moyen Niger I s’étend sur une longueur approximative de 105 km, pour une superficie estimée est de 31399,32 ha. Le balisage concerne la limite Est de la zone sur une distance de 15 km environ. La carte ci-dessous présente la ZHMN1.

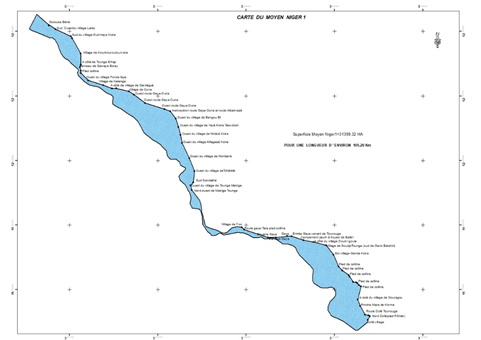


Figure 1: Carte de la zone Humide du Moyen Niger I

Zone humide du Moyen Niger II

Le Moyen Niger II s’étend de Kouassi à Boumba. La carte de la zone humide du Moyen Niger II (figure 1 suivante) a été élaborée à partir des points limites relevés et les points frontières avec le Bénin. Les limites ainsi définies de cette entité ont permis d’estimer sa longueur à 20km pour une superficie approximative de 2374,71 ha. Le balisage concerne la limite Est sur sa longueur d’environ 20 Km. La Carte ci-dessous présente la localisation de la ZHMN 2.

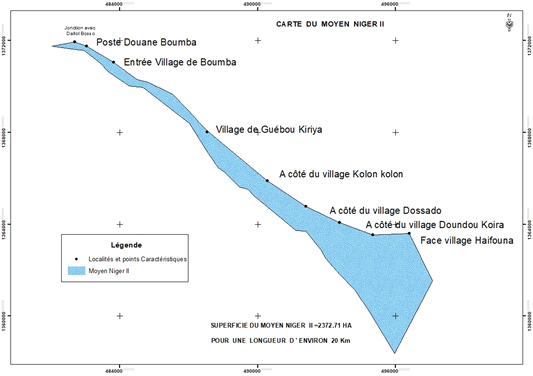
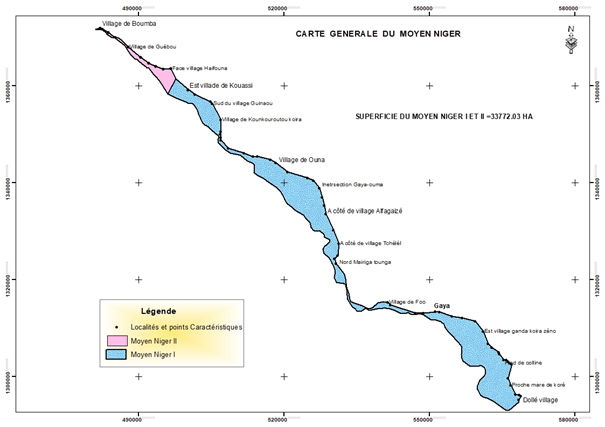


Figure 2: Carte de la zone Humide du Moyen Niger II

**Intersection des Zone humide du Moyen Niger I et II**

Dans la carte de la présente prestation il est prévu le balisage de la limite des deux ZHMN 1 et 2 sur une distance d’environ 5 Km. La carte ci-dessous présente la localisation des deux zones humides.



Le balisage de la limite des deux zones humides sur une distance d’environ 5km.

**Limites des aires de pâturages**

Conformément aux prévisions du PAG, trois (3) aires de pâturages seront balisées dans le cadre de cette prestation. Le tableau 1 ci-dessous présente la situation des aires de pâturage retenues.

**Tableau 1. Aires de pâturages à baliser dans le cadre de la prestation**

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Département** | **Commune** | **Village** | **Nom Aire** | **Superficie (ha)** | **Périmètre (km)** | **Coordonnées géographiques** | |
| Long | Lat |
| GAYA | TANDA | Tanda | Korey Goussou | 1954.05 | 19.26 | 3,321235 | 12,019039 |
| GAYA | TANDA | Tanda | Delibangou | 873.44 | 11.77 | 3,363906 | 12,061064 |
| GAYA | TANDA | Fodi koira | Doutchi fodi | 570,06 | 11,32 | 3,38222 | 12,11746 |
| Totaux | | | | 3397,55 | 42,35 |  |  |

Les trois aires de pâturages totalisent un périmètre de 42,35Km de périmètre pour une superficie de 3397,55 ha.

**Limites des couloirs de passage**

Conformément aux prévision du PAG, six (6) couloirs de passage seront balisées dans le cadre de cette prestation. Le tableau 2 ci-dessous présente la situation des couloirs de passage retenus.

Tableau 2. Couloirs de passage à baliser dans le cadre de la prestation

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Département** | **Commune** | **Village** | **Nom Couloir** | **Longueur (km)** | **Coordonnées géographiques** | |
| **Longitude** | **Latitude** |
| FALMEY | FALMEY | Koissi | Aire de Karal-Koissi-Fleuve | 3.44 | 2,99651 | |  |  | | --- | --- | | 12,32579 |  | |
| 2,97720 | 12,30398 |
| FALMEY | GUILLADJE | Tchingué et Soursour | Zigui(Dosso)-Tchingué-Soursour | 7.56 | 2,98912 | 12,68946 |
| 2,92961 | 12,66917 |
| FALMEY | GUILLADJE | Ladaneji Yero et Goumedji | Ladaneji Yero-Goumedji | 3.26 | 2,92588 | 12,6628 |
| 2,898 | 12,66397 |
| GAYA | TANDA | Tanda et Mairigatounga | Tanda-Mairiga Tounga-Aire de Angana | 14.81 | 3,38254 | 11,98311 |
| 3,276688 | 11,983823 |
| GAYA | TANDA | Bouma bamanzo | Garou lafia- Doutchi Touna | 3,00 | 3,35846 | 12,0768 |
| 3,36059 | 12,09043 |
| GAYA | TANDA | Garou lafia | Doutchi Touna- Gorou lafia | 3,07 | 3,37355 | 12,0523 |
| 3,35236 | 12,06943 |
| Total | | | | 35.14 |  |  |
|  |  |  |  |  |  | |

Le balisage dans le cadre de la présente prestation ne concerne principalement que les couloirs de passage des communes de Guilladjé, Falmey et Tanda identifiés comme couloirs prioritaires par le PAG. Soit un total 35,14 Km.

L’estimation de ces quantités a été faite en partant du principe que :

Pour les couloirs de passage, les balises sont implantées en quinconce avec des équidistances de 100 m entre deux balises consécutives conformément au plan d’implantation des balises (voir plan d’implantation des balises). Les balises seront implantées le long du corridor et sur les limites des aires des pâturages ;

Pour les aires de pâturage, les balises sont implantées en alignement droit avec des équidistances de 100 m entre deux balises consécutives de manière à couvrir la totalité du périmètre de l’aire de pâturage et que les balises soient facilement visibles.

Ainsi ; les quantités à considérer sont données dans les tableaux ci-dessous.

**Tableau 3. Estimation de nombre des balises pour les aires de pâturages**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Désignation de la zone concernée** | **Nom de l’aire concernée** | **Périmètre (km)** | **Quantité de balise à prévoir** | **Observation** |
| La zone humide du Moyen Niger I | Dolé à Kouassi | 15 km | 150 | A ajouter les imprévus (5 balises) soit 155 balises pour ce sites |
| Zone humide du Moyen Niger II | Kouassi à Boumba | 20 km | 200 | A ajouter les imprévus (5 balises) soit 205 balises pour ce sites |
| Intersection des Zone humide du Moyen Niger I et II | la limite des deux ZHMN 1 et 2 | 5 km | 50 | A ajouter les imprévus (2 balises) soit 52 balises pour ce sites |
| GAYA | Korey Goussou | 17,14 km | 171,4 | A ajouter les imprévus (10 balises) soit 182 balises pour ce sites |
| GAYA | Delibangou | 11,77 km | 117,7 | A ajouter les imprévus (10 balises) soit 128 balises pour ce sites |
| GAYA | Doutchi fodi | 11,32 km | 113,2 | A ajouter les imprévus (10 balises) soit 124 balises pour ce sites |
| Linéaire Total à baliser | Totaux | 80,23 | 802,3 | Soit à considérer un total de 846 balises. |

**Tableau 4. Estimation de nombre des balises pour les couloirs de passage**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Département** | **Village** | **Nom** | **Longueur (km)** | **Quantité de balise à prévoir** | **Observation** |
| FALMEY | Koissi | Aire de Karal-Koissi-Fleuve | 3,44 | 34,4 | A ajouter les imprévus (5 balises) soit 40 balises pour ce site |
| FALMEY | Tchingué et Soursour | Zigui(Dosso)-Tchingué-Soursour | 7,56 | 75,6 | A ajouter les imprévus (5 balises) soit 81 balises pour ce site |
| FALMEY | Ladaneji Yero et Goumedji | Ladaneji Yero-Goumedji | 3,26 | 32,6 | A ajouter les imprévus (05 balises) soit 38 balises pour ce site |
| GAYA | Tanda et Mairigatounga | Tanda-Mairiga Tounga-Aire de Angana | 14,81 | 148,1 | A ajouter les imprévus (5 balises) soit 154 balises pour ce site |
| GAYA | Bouma bamanzo | Garou lafia- Doutchi Touna | 3,00 | 30,00 | A ajouter les imprévus (5 balises) soit 35 balises pour ce site |
| GAYA | Garou lafia | Doutchi Touna- Gorou lafia | 3,07 | 30,70 | A ajouter les imprévus (5 balises) soit 36 balises pour ce site |
|  |  |  | 24,77 | 247,7 | Soit à considérer un total de 384 balises. |

Ainsi, pour les aires et les couloirs, il est à prévoir un total de 846 + 384 balises soit un total de 1 230 balises.

**PROVENANCE, QUALITE ET PREPARATION DES MATERIAUX**

**Article 2.1 : Généralités**

La fourniture de tous les matériaux destinés aux travaux de matérialisation définitive du couloir, de certaines aires de transit pour les animaux et les points d’eau incombe à l’Entrepreneur qui devra en soumettre la provenance à l’agrément de l’Ingénieur désigné par le MCA-Niger en charge de contrôle et suivi des travaux (Bureau d’études de Contrôle) avant leur mise en œuvre.

L’Ingénieur se réserve le droit de procéder à tous les contrôles et essais nécessaires pour vérifier que les fournitures et les travaux sont conformes aux prescriptions du présent cahier des Prescriptions Techniques.

L’Entrepreneur sera tenu de justifier, éventuellement par la production des lettres de commande, factures, etc., la provenance et la spécification des matériaux.

Deux séries de contrôles sont prévus en cours de travaux :

La première est systématique et devra être effectuée par l’Entrepreneur, à ses frais, les essais devront être faits dans un laboratoire agréé par l’Ingénieur, et les résultats de ces essais devront être consignés dans un cahier de laboratoire et communiqués à l’Ingénieur au fur et à mesure de leur obtention. Ces essais de laboratoire réalisés par l’Entrepreneur doivent lui servir de contrôle de la qualité des matériaux et de son propre travail, les demandes de réception adressées par l’Entrepreneur doivent être accompagnés des résultats de ces essais.

La seconde comprend d’une part tous les essais prévus ci avant effectués par le Laboratoire National des Travaux Publics et du Bâtiment (LNTP/B) sur demande de l’Ingénieur afin de contrôler aussi bien la qualité des matériaux et la mise en œuvre ; l’Ingénieur n’accepte les réceptions demandées par l’Entrepreneur qu’à la suite des résultats satisfaisants obtenus.

Les contrôles de qualité ne seront exécutés par le Maître d’Ouvrage que sur les matériaux approvisionnés sur la plate-forme.

Les produits élaborés (Ciment, Acier et autres produits manufacturés) seront contrôlés aux stocks. En cas de résultats négatifs d’un essai effectué en application des spécifications ci-dessus, l’Ingénieur fera procéder aux frais de l’Entrepreneur à deux contre-essais. Si le résultat de l’un des contre-essais n’est pas satisfaisant, les matériaux correspondants seront rejetés ; dans le cas contraire, ils seront acceptés.

Tout matériau approvisionné, reconnu défectueux après essai, devra être évacué hors du chantier, aux frais de l’Entrepreneur et par lui, dans le délai qui lui aura été fixé par l’Ingénieur, faute de quoi l’évacuation sera faite par le Maître d’Ouvrage aux frais de l’Entrepreneur. L’endroit de dépôt sera choisi par l’Ingénieur.

L’Ingénieur aura la faculté de décider des emplacements où effectuer les prélèvements et les mesures in situ nécessaires aux essais.

Si les essais effectués par l’Entrepreneur donnaient des résultats différents des essais faits par le Maître d’Ouvrage, il sera procédé à de nouveaux essais contradictoires dont l’exécution sera confiée au Laboratoire National des Travaux Publics et du Bâtiment (LNTP/B). Les frais encourus pour procéder à ces nouveaux essais seront à la charge de la partie dont les résultats auront été démentis.

Les coûts des éventuels essais spéciaux auxquels l’Entrepreneur aurait à procéder au Laboratoire National des Travaux Publics et du Bâtiment (LNTP/B) seront à la charge de l’Entrepreneur.

Il est en outre précisé qu’en cas de non-respect des prescriptions du présent Cahier des Prescriptions Techniques, tous les essais supplémentaires auxquels il faudrait procéder pour vérifier que les corrections requises ont bien été apportées aux fournitures ou aux travaux jugés inadéquats seront à la charge de l’entrepreneur.

Les modalités des contrôles de qualité à effectuer en chantier sont données dans le chapitre III.

**Article 2.2 Granulats moyens et gros pour béton**

**Spécifications**

Les granulats proviendront de produits de concassage de roche dure, non altérés et dégagés de toute gangue ou terre ou de graviers roulés.

Les granulats devront présenter les caractéristiques suivantes :

* classe granulaire :
* pour béton de propreté 5/50 mm
* pour béton armé 5/25 mm
* propreté superficielle 2% max.

Les granulats ne contiendront pas d’impuretés dont la nature ou la teneur pourra nuire aux propriétés essentielles des bétons : résistance, imperméabilité, durabilité, etc.

Ils ne devront pas être couverts d’une pellicule argileuse.

La teneur en éléments fins (argiles, vases et matières solubles) ne devra pas dépasser trois pour-cent (3%) en poids.

Le poids des granulats retenus par le tamis correspondant à la limite supérieure de la classe granulaire à laquelle ils doivent appartenir sera inférieur à 10% du poids initial des granulats criblés. Le poids des granulats retenus par le tamis de 20 mm devra être compris entre 1/3 et 2/3 du poids des granulats criblés.

Avant d’être employés, les granulats devront être lavés ou soufflés. L’eau de lavage ne devra comporter aucune matière en suspension ou solution susceptible de réagir avec le ciment, ce qui provoquerait une diminution de la résistance des bétons.

**Contrôles**

Une semaine avant de commencer à utiliser les granulats, l’Entrepreneur devra remettre à l’Ingénieur un dossier technique complet de tas approvisionné des matériaux.

Ce dossier comprendra les indications suivantes :

* L’emplacement des stocks et quantité de matériaux approvisionnés,
* L’indication des ouvrages auxquelles les matériaux sont destinés,
* Les résultats des essais suivants effectués en nombre suffisant préalablement agréés par l’Ingénieur :
* Les analyses granulométriques ;
* L’équivalent de sable.

En même temps que le dossier technique, l’Entrepreneur remettra à l’ingénieur un échantillon de 5 litres de matériaux avant tous approvisionnement. Au minimum, un ensemble d'essais doit être effectué pour chaque fosse d'emprunt unique à partir duquel l'entrepreneur s'approvisionne en sable et en agrégats. L'ingénieur a le droit d'inspecter visuellement les matériaux stockés par l'entrepreneur et peut demander des tests supplémentaires pour le sable et les agrégats.

L’Ingénieur aura la faculté de faire exécuter tous les contrôles utiles et fera connaître sa décision quant à l’utilisation des matériaux proposés dans un délai de 7 jours à compter de la réception du dossier technique et de l’échantillon correspondant, le dossier et l’échantillon seront conservés pour servir de référence en cas de contestation éventuelle opposant par la suite l’Ingénieur à l’Entrepreneur.

L’Entrepreneur est tenu de rechercher les gites des matériaux nécessaires en quantités et qualités requises pour la réalisation des différents travaux demandés et ses prix unitaires sont sensés inclure toutes ces démarches.

**Article 2.3 : Ciment**

**Spécifications**

Les ciments proviendront d’usines agréées par l’Ingénieur et devront satisfaire aux normes NF.P. 15301 et NF.P. 15302, c’est à dire qu’ils seront des types Portant CPA 210/325 ou équivalents, selon leurs pays d’origine.

Les ciments devront être livrés en sacs de 50 kg comportant 3 enveloppes papier minimum. Tout sac qui présenterait des grumeaux ou dont l’enveloppe serait avariée sera refusé. Les sacs devront être stockés dans des locaux très secs, clos et bien aérés.

L’emploi des ciments conditionnés est formellement interdit.

**Contrôles**

L'Entrepreneur doit fournir des fiches techniques à l'Ingénieur pour chaque approvisionnement de ciment indiquant le type de ciment, la conformité aux normes énumérées ci-dessus et d'autres propriétés physiques et chimiques pertinentes.

De plus, l'Entrepreneur doit faciliter l'accès au site pour que l'Ingénieur inspecte régulièrement les conditions de stockage du ciment. L'Ingénieur a le droit de rejeter tout ciment jugé inapproprié. L'élimination de tout ciment rejeté sera aux frais de l'Entrepreneur.

**Article 2.4 Eau de gâchage pour mortier et bétons**

**Spécifications**

L’eau destinée à la fabrication du mortier et des bétons devra être exemple de toute matière organique et répondre à la norme AFNOR. 18303 qui admet :

* matières en suspension 2 g max. par litre
* sels dissous 4 g max. par litre

**Contrôles**

L’Ingénieur pourra demander à l’Entrepreneur d’effectuer aux frais de ce dernier, les essais de contrôle prescrits par la norme AFNOR P. 188203 pour l’eau de gâchage. Ces essais seront conduits par le LNTP/B et les résultats en seront soumis à l’approbation de l’Ingénieur dès leur obtention.

**Contrôle de la qualité des matériaux pour la confection des bétons**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **MATERIAU** | **NATURE DES ESSAIS** | | | **RESULTATS EXIGES** | **Nombre minimum d’essais à réaliser** |
| **Nom** | **Processus** | |
| Sable pour béton | Analyse granulométriques  par tamisage et voie humide | L.C.P.C  G.2 1970 | | Ouverture du tamis pourcentage en poids passant en mm au tamis  Min Max  5 100 100  3,15 - -  2,5 85 95  1,25 65 85  0,6 40 60  0,315 20 30  0,16 5 10  0,08 0 5 | Au moins un test par source de sable |
| Equivalent de sable | L.C.P.C  G.6 1970 | | - Pour béton courant ES humide 70  - Pour béton de qualité ES humide 75  - Pour béton en présence d’eau agressive, béton préfabriqué et ES humide 80  - Pour mortier | Au moins un test par source de sable |
| Essai de propreté | NFP 18-301 | | Le sable ne devra pas contenir plus de 5% de matériaux passant au tamis de 80 microns | Au moins 1 essai par jour de |
| Granulats moyens et gros pour le béton | Analyse granulométrique par tamisage et voie humide | | L.C.P.C  G.2 1970 | Conforme à la norme NFP 18-304 | Au moins un test par source de granulats |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **MATERIAUX** | **NATURE DES ESSAIS** | | **RESULTATS EXIGES** | **Nombre minimum d’essai à réaliser** |
| **Nom** | **Processus** |
|  |  |  |  |
| Granulats moyens et gros pour béton | Essai de propreté | PELTER  Essai  P.8 bis | Le tamisât sur tamis d’ouverture 0,5 mm devra être inférieur  -à 2% pour granulat de béton armé pour petits éléments ou de micro béton  -à 2% pour les autres granulats  Ces essais porteront sur un échantillon de 10 litres au moins prélevés dans la masse de tas à contrôler | Au moins un test par source de granulats |

En cas de résultats d’essais non conformes, l’ensemble du lot sera rebuté, sous réserve de la possibilité pour l’Entrepreneur de demander une double contre épreuve.

**Article 2.5 Formulation des différents bétons**

Suivant les agrégats et ciments proposés l’Entrepreneur devra soumettre les différentes formulations de béton essayé à l’agrément de l’Ingénieur.

**Article 2.6 Acier pour armatures de béton armé**

**Spécialisations**

Les aciers destinés aux armatures en béton armé devront être du type acier à haute adhérence Fe E40A.Ils auront les caractéristiques respectives indiquées dans les normes françaises NF A 35015 et 35016.

En règle générale, l’Entrepreneur sera tenu de fournir à l’Ingénieur tous les certificats prouvant l’origine et la classe des aciers à utiliser.

Les armatures seront approvisionnées en barres de longueur minimale 12 m. L’emploi de barres soudées est prohibé.

Les aciers à utiliser comme armatures longitudinales devront être des aciers à haute adhérence 8 (FeE40A) et les cadres seront en rond lisses 6 FeE22. Les aciers seront parfaitement propres sans aucune tache de peinture ou d’huile. Le façonnage des aciers sera effectué à froid, travail à chaud n’est pas admis.**MODE D’EXECUTION DES TRAVAUX**

**Article 3.1 Programme technique des travaux**

Dans un délai de 7 jours à dater de la notification de l’approbation du marché, l’Entrepreneur soumettra à l’ingénieur :

* Le projet d’installation de chantier,
* Le planning des travaux,
* Le programme détail, d’approvisionnement des matériaux et matières nécessaires au chantier,
* La liste du matériel qu’il compte utiliser,
* La liste du personnel que l’entrepreneur pense utiliser ainsi que sa qualification.

L’Entrepreneur devra apporter à ces programmes généraux, les modifications qui seront éventuellement prescrites par l’Ingénieur dans un délai de 7 jours à compter de la date de leur notification.

Il tiendra constamment à jour le planning ne pourra être appliqué qu’après avoir reçu l’accord de l’Ingénieur, sans que le Maître d’Ouvrage soit engagé par cet accord.

Il sera établi en fin de chaque semaine, à la diligence de l’Entrepreneur et ses frais, un plan de l’état d’avancement des travaux, un état des stocks et une liste du matériel utilisé, pendant la semaine écoulée. Ces documents seront fournis gratuitement à l’Ingénieur en deux exemplaires joints à la demande d’acompte.

**Article 3.2 Etudes préliminaires**

**Installation de chantier**

L’Entrepreneur réalisera à ses frais toutes les installations nécessaires au suivi du déroulement des travaux :

* Aménagement des aires de fabrication ;
* Panneaux de signalisation du chantier (aux lieux de production des balises) ;
* Baraque de chantier pour stockage de ciment et autres petits matériels.
* Une aire de production du béton ;
* Un bassin de cure le béton par immersion dans l'eau ou une autre méthode approuvée par l’Ingénieur;
* Une aire de stockage des balises.

De façon non exhaustive, ce point comprend les prix suivants :

* Amenée du matériel,
* Confection et l’implantation des panneaux de chantier,
* Gardiennage,
* Aménagement des bases de l’Entreprise
* Identification et exploitation des carrières et emprunts des matériaux
* Préparation des baraques de chantier,
* Préparation des aires de préfabrication et des aires de cure et de stockage
* Préparation et mise en œuvre du PAES.

**Implantation**

Avant tout commencement d’exécution des travaux, il sera procédé, en présence de l’Entrepreneur, à la visite du tronçon objet du contrat.

Il sera également dressé un procès-verbal de la remise du site à l’Entrepreneur qui devra procéder à ses frais à l’implantation de détail. Le piquetage parallèle sera placé, dans l’emprise. Il comportera un piquet en chaque profil (lieu d’implantation de balise) du dossier technique du marché et sera complété de façon à ce que la distance entre deux piquets ne dépasse jamais 100 mètres.

**Article 3.3 Composition, fabrication, mise en œuvre et contrôle des matériaux**

**Composition et résistance des bétons**

Les qualités de sable et de granulats sont déterminées de manière à obtenir la meilleure résistance compatible avec une maniabilité et compacité suffisante ; les travaux nécessitent la mise en œuvre des types de bétons suivants :

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Désignation et usage** | **Dosage min. de ciment en kg/ m3 de bétons** | **Résistance à la compression**  **à 28 jours en bars** | **Résistance à la compression**  **à 7 jours en bars** |
| bétons ordinaires (d’ancrage) | 250 kg | 180 | - |
| béton Q350 pour balises | 350kg | 270 | 23,2 |

Pour établir une conception de mélange de béton approuvée et un protocole de cure, l'entrepreneur doit proposer une conception pour obtenir la résistance à la compression requise pour le béton ordinaire et le béton pour les balises conformément aux exigences énumérées ci-dessus.

Au minimum, la conception du mélange de béton doit être conforme aux formules suivantes :

Le béton armé sera dosé à 350 kg/m3 de béton soit :

* 4,5 brouettes de gravillons
* 2,5 brouettes de sable
* 100 kg de ciment
* et 250 kg/ m3 pour les bétons des dés soit :
* 1,5 brouettes de sable
* brouettes de gravier
* 50 kg de ciment

La résistance sera à l’âge de sept (7) jours et de vingt-huit (28) jours par compression axiale de cylindres droits de révolution de deux cents centimètres carrés (200 m²) de section et d’une hauteur double de leur diamètre.

La résistance du béton d’une éprouvette sera égale au quotient de l’effort maximal supporté par l’éprouvette par l’aire de sa section droite. Elle est exprimée en bars.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **MATERIAU** | **NATURE DES ESSAIS** | | **RESULTATS EXIGES** | **Nombre minimum d’essais à réaliser** |
| **Nom** | **Processus** |
| BETONS  Epreuves d’Etudes | Compression  Traction | Sur cylindres droits de 200 cm² de section et d’une hauteur double diamètre | Les résistances à prendre en compte sont celles à 28 jours indiquées à l’article 3.9.2  La résistance à 7 jours sera déterminée par ces épreuves d’études | 6 épreuves dont 3 utilisées à 7 jours et 3 à 28 jours  3 pour chaque nouvelle compression |

Les dosages de ciment et les résistances nominales sur cylindre à sept (7) jours et à vingt-huit (28) jours des différents bétons à utiliser ne sont qu’à titre indicatif et représentent les minimas devant être observés.

L'Entrepreneur doit soumettre les résultats des essais à partir des résultats d'un laboratoire certifié à l'Ingénieur pour approbation. L'Entrepreneur doit utiliser la formulation du béton approuvée pour la construction et l'installation des balises. De plus, l'Entrepreneur doit reproduire sur le terrain toutes les autres conditions utilisées pour tester la formulation du béton, y compris la granulométrie des agrégats et du sable, les nettoyages et le protocole de durcissement. Ces conditions doivent également être approuvées par l'Ingénieur et seront inspectées pour leur adhérence pendant la construction. L'Ingénieur peut rejeter toute balise qui ne répond pas à la formulation du béton approuvée ou qui s'écarte des protocoles approuvés.

**Contrôle de résistance des bétons**

Les essais suivants seront effectués régulièrement pour mesurer la consistance du béton frais par rapport à la formulation du béton approuvée. Ces mesures devront être exécutées en nombre et selon les fréquences minimas indiquées ci-dessus :

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **MATERIAU** | **NATURE DES ESSAIS** | | **RESULTATS EXIGES** | **Nombre minimum d’essais à réaliser** |
| **Nom** | **Processus** |
| BETONS  Epreuves de contrôle | Pourcentage des différentes catégories de granulats par prélèvement |  | Tolérance de 3% pour chaque catégorie de granulats  Tolérance cd 2% pour l’ensemble du granulat | Pour une journée de bétonnage |
| Teneur en eau du béton frais |  | Tolérance de 2% sur le dosage prévu | Pour une journée de bétonnage |
| Vérification des durées de malaxage |  | Soumise à l’agrément de l’Ingénieur  Durée minimum après introduction de tous les éléments  Bétonnière à axe horizontal : 20 tours  Bétonnière à axe incliné : 30 tours  Malaxeur à axe horizontal : 10 tours |  |
| Plasticité Cône d’Abrams |  | La consistance mesurée devra se situer entre 8/10è et 12/10è de l’affaissement obtenu avec le béton d’études correspondant. | Pour une journée de bétonnage |
|  |  |  |  |

Les bétons seront soumis régulièrement à des contrôles par l’Ingénieur. L’Ingénieur a le droit de rejeter toute balise avec des vides ou des défauts de surface. L’Ingénieur pourra aussi rejeter des balises en fonction des résultats des essais de résistance avec un scléromètre.

Au cas où l’Ingénieur et l’Entrepreneur n’arrivent pas à s’accorder sur les balises rejetés l’Entrepreneur organisera des essais de résistance au laboratoire selon les stipulations ci-dessous. Les essais de résistance des bétons sont à la charge de l’Entrepreneur et par ses propres moyens.

Pour prévoir la nécessité des essais au laboratoire l’Entrepreneur produira trois (3) éprouvettes chaque jour. Des prélèvements seront effectués en cours de bétonnage dans les gâchées choisies par l’Ingénieur à raison d’une série de trois (3) éprouvettes minimums. Les éprouvettes destinées aux essais de contrôle sont conservées les 24 premières heures dans leurs moules à une température aussi voisine que possible de celle du béton mis en œuvre. Par la suite elles seront démoulées et conservées jusqu’à leur essai dans des conditions aussi proches que possible du béton contrôlé.

Il pourra être demandé le remplacement de toute balise confectionnée avec du béton dont les résultats des essais se seraient révélés insuffisants. La démolition et la réfection des balises ainsi incriminées seront à la charge de l’Entrepreneur.

En ce qui concerne la nature et le nombre minimum des essais à réaliser, voir les prescriptions et tableau ci-après.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **MATERIAU** | **NATURE DES ESSAIS** | | **RESULTATS EXIGES** | **Nombre minimum d’essais à réaliser** |
| **Nom** | **Processus** |
| Epreuve de contrôle | Compression |  | Les essais à 7 jours doivent donner une résistance au moins égale à 95% de la résistance nominale à 7 jours du béton témoin.  Les résistances à 7 jours seront au moins égales à 95% de la résistance nominale à 7 jours du béton témoin. | 3 éprouvettes par journée de bétonnage pour l’essai à 7 jours. |

L’Entrepreneur devra communiquer à l’Ingénieur le résultat des essais au fur et à mesure de leur obtention. En cas de résultats défavorables, c’est-à-dire quand la résistance nominale obtenue à sept (7) jours est inférieure ou égale à soixante-dix pour-cent (70%) du minimum, l’Entrepreneur sera tenu de procéder, à ses frais, à l’enlèvement des balises incriminées et à leur remplacement par des balises répondant aux normes exigées.

**Production et mise en œuvre des bétons**

L’Entrepreneur devra soumettre à l’approbation de l’Ingénieur le programme de production des balises et celui de leur implantation dans un délai de sept (7) jours ouvrables avant tout commencement d’exécution.

**Dosage des matériaux**

Les matériaux seront mesurés au poids et /ou volume, sauf prescription contraire ou bien sauf là où d’autres méthodes sont spécifiquement autorisées par l’Ingénieur. Chaque dimension d’agrégat et le ciment seront mesuré séparément. Il ne sera pas nécessaire de procéder au pesage du ciment contenu dans les emballages standards (sacs), mais il faudra peser le ciment en vrac. L’eau de gâchage sera mesurée en volume ou en poids. Tous les équipements et instruments relatifs aux dosages seront sujets à approbation.

Pour le cas spécifique de confection des balises, les dosages volumétriques sont autorisés et aussi les proportions en poids seront converties en proportions volumétriques équivalentes sous le contrôle de l’ingénieur.

Lorsque le ciment ensaché est utilisé, les quantités d’agrégats pour chaque gâchée correspondront exactement à un ou plusieurs sacs remplis de ciment, et aucune gâchée exigeant des fractions de sac de ciment ne sera permise.

**Malaxage à pied d’œuvre**

A moins d’autorisation contraire donnée par l’Ingénieur, les bétons seront malaxés à la machine et à pied d’œuvre.

Les bétons seront intimement mélangés dans un malaxeur de dimension et type agréé, lequel assurera une dispersion uniforme des matériaux à travers la masse.

La durée de gâchage de tous les bétons ne sera pas inférieure à deux (2) minutes après l’introduction de toutes les matières, y compris l’eau, dans le malaxeur.

La première charge de matériaux pour béton versée dans le malaxeur devra contenir un excès de ciment, sable et eau en quantités suffisantes de façon à conduire les parois intérieures du tambour sans pour autant réduire la teneur en mortier requise pour le mélange.

**Transport**

L’Entrepreneur devra disposer d’une bétonnière et de moyens de transport de capacités suffisantes pour assurer la continuité dans l’approvisionnement à la cadence requise. La cadence d’approvisionnement en béton durant les opérations de bétonnage sera suffisante pour assurer une manutention et mise en place adéquate et une bonne finition des bétons.

**Mise en œuvre**

Les bétons pour l’implantation des balises seront gâchés seulement dans les quantités requises pour une mise en œuvre immédiate ; aucun béton ayant développé une prise initiale ne sera employé ; les bétons ayant durci partiellement ne seront pas remis en œuvre ou mélangés à nouveau.

**Préparatifs avant la mise en place des bétons**

Lors des préparatifs pour la mise en place des bétons, l’intérieur des coffrages sera débarrassé de toutes les sciures, copeaux de bois, autres déchets de construction et matières étrangères.

Le délai maximal compris entre la fabrication du béton et sa mise en place dans les coffrages, les moyens de transport et de déchargement du béton dans les coffrages, seront soumis à l’agrément de l’Ingénieur.

Celui-ci pourra subordonner son agrément à l’obtention des résultats d’une épreuve de convenance portant sur le béton transporté.

**Mode de mise place des bétons**

Les bétons seront mis en place tout en évitant la ségrégation des matériaux et le dérangement des armatures. L’emploi de goulottes, plans inclinés et tuyauteries s’étendant en longueur pour le transport du malaxeur aux coffrages ne sera permis que sur autorisation de l’Ingénieur donné par écrit. Au cas où des bétons de qualité inférieure viendraient à se produire par suite de la mise en service de pareils moyens de transport, l’Ingénieur pourra prescrire de discontinuer l’emploi et d’instituer une méthode satisfaisante de mise en place.

Les goulottes et plans inclinés à ciel ouvert seront en métal ou revêtu de métal ; là où des pentes rapides sont exigées, les plans inclinés seront munis de chicanes ou bien présenteront de courtes longueurs dans le sens contraire au mouvement de gravité des bétons.

Toutes les goulottes, plans inclinés et tuyauteries seront tenus propres et débarrassés des couches de béton durci en les lavant entièrement à grande eau après chaque coulage ; l’eau utilisée pour le lavage sera évacuée loin de l’ouvrage.

Lorsque les opérations de mise en place consisteront à déverser le béton d’une hauteur excédant deux mètres (2) ceci devra être réalisé à l’aide de tuyauteries en feuilles métalliques ou autres tuyauteries agréées. Dans la mesure du possible, les tuyauteries seront maintenues remplies de béton au cours de la mise en place de celui-ci, et leurs bas bouts seront noyés dans le béton frais mis en place.

**Compactage ou vibration des bétons**

Tous les bétons, au cours de leur mise en œuvre et immédiatement après celle-ci, seront soigneusement compactés. Sauf pour les bétons mis en place sous l’eau et sauf autorisation contraire donnée par l’Ingénieur, le compactage sera réalisé par vibration manuelle sujette aux stipulations suivantes :

La vibration sera effectuée de manière à obtenir les armatures et autres pièces entièrement enrobées dans le béton et que celui-ci soit en contact parfait avec les coins et anges des coffrages.

La vibration sera d’une durée et intensité suffisante pour l’obtention d’un compactage total du béton, mais sans pour autant provoquer la ségrégation. La vibration ne sera poursuivie sur aucune partie jusqu’au point de provoquer des aires de mortier liquide.

La vibration ne sera appliquée, ni directement, ni par les armatures, aux sections ou couches de béton qui ont durci au point que le béton cesse d’être plastique sous l’action de la vibration.

La vibration sera complétée par un outil de bêchage ou d'une table vibrante pour obtenir une consolidation adéquate du béton et l'élimination des vides et pour assurer des surfaces lisses et un béton dense le long des parements des coffrages et dans les parties supérieures.

**3.3.4 Conditions générales d’exécution**

L’Entrepreneur est considéré connaître le terrain ; il aura à sa charge :

L’implantation, la fourniture et pose des balises conformément aux plans et devis et selon les règles d’art.

**Confection des balises**

Les balises seront en béton armé dosé à 350 kg/m3.

Les dimensions sont les suivantes : 12,5 cm x 12,5 cm et une longueur de 1,3m.

Le ferraillage sera constitué de 4 barres d’acier normalisé HA 10 ; ils seront reliés par des étriers et cadres HA 8 espacés tous les 15 cm.

La longueur de la coupe des fers verticaux 10  sera de 1,40 m de façon à laisser des fers en attente, qui seront coudés lors de la pose de la balise dans le massif en béton pour consolider la fixation.

Les balises seront préfabriquées dans des moules en tôle noire. Avant chaque coulage du béton dans le moule, les parois de ce dernier recevront un bain d’huile de vidange pour faciliter le décoffrage et obtenir des surfaces lisses sans cure.

**Mise en œuvre des matériaux**

**Les balises**

Les balises seront confectionnées sur une aire de préfabrication, protégée du soleil. L’aire sera aménagée en une surface plane. Le béton est mis en œuvre aussitôt le gâchage terminé et doit être consommé avant la prise. Les éléments préfabriqués seront immergés dans l'eau pendant 7 jours avant d’être maintenus humides par arrosage suffisant pendant encore 15 jours.

Le lieu de confection de ces balises sera de préférence dans les chefs-lieux de communes les plus proches ou tout autre lieu permettant de garantir la disponibilité de l’eau de qualité, les matériaux (sable, gravier) de bonne qualité et en quantité suffisantes. Dans tous les cas ce lieu doit être accessible, indemne de toute acquisition temporaire de terres et ou de perte de biens privés. En outre, l’Entrepreneur doit s’assurer que les besoins en eau du chantier ne portent pas préjudice aux sources d’eau utilisées par les communautés (domestiques et abreuvement des animaux, etc.).

**Coffrage**

Il sera fait usage d’un coffrage métallique aux surfaces intérieures bien planes. Chaque compartiment de moule sera de forme parallélépipédique et sera de section 12,50 x 12,50 longueur 1,30 m (dimensions intérieures). Avant l’emploi, le moule sera nettoyé et débarrassé de toutes traces de laitance puis recevra une application de gasoil ou d’huile de vidange.

Le démoulage doit s’exécuter avec soin et après que le béton a commencé la prise.

**NB : les moules devraient faire l’objet de réception préalable avant tout usage.**

**Mise en œuvre du béton**

La fabrication du béton peut se faire à la bétonnière ou manuellement sur une aire de gâchage. Les matériaux seront bien mélangés à sec. Le mélange ainsi obtenu sera malaxé à l’eau jusqu’à obtention d’un gâchage satisfaisant. Des cales à béton seront préalablement fabriquées. Pour respecter l’enrobage des aciers, ces cales seront disposées latéralement contre les parois du moule accrochées au ferraillage avant tout coulage du béton. La vibration sera se fera par l'utilisation d'une table vibrante en secouant légèrement le ferraillage après remplissage total du moule, la partie supérieure du béton sera lissée.

Lorsque le béton aura commencé sa prise, avant durcissement poussé, on procédera au décoffrage. Les accordements se feront comme dit au point 3.3.5 de l’article 3.

L’emploi de tout adjuvant est soumis à l’approbation préalable de l’ingénieur.

**Conditionnement des balises**

Les balises seront maintenues dans une piscine d’eau pendant une durée minimale de 7 jours par un procédé approprié. Après 7 jours les balises pourront être retirés de la piscine et maintenues encore pendant 15 jours en atmosphère humide. Environ deux à trois jours après leur mise en œuvre, les balises pourront être superposées les unes sur les autres afin de mieux gérer l’aire de préfabrication.

**Transport des balises**

La transportation des balises aux sites d’implantation sera faite avec précautions (par exemple emballé en paille ou en sacs de papier).

L’ingénieur réalisera une inspection des balises lors de son arrivée au site d’implantation pour contrôler les dommages dues à la transportation. Les balises endommagées seront rejetées.

**Fixation des balises**

Il sera exécuté des fouilles en puits de 40 x 40 cm et de profondeur 60 cm pour recevoir des dés en béton dosé à 250 kg/m3 dans lesquels seront fixées des balises. Les parois des fouilles seront maintenues verticales.

La mise en œuvre se fera de la façon suivante : chaque fouille recevra d’abord une première couche de béton de 30 cm, ensuite une balise est posée et maintenue verticale au milieu du dé, les fers en attente coudés de façon à mieux reposer la balise sur le béton coulé initialement, enfin, la dernière couche de 30 cm sera coulée jusqu’au niveau du terrain naturel.

Un arrosage suffisant et régulier sera assuré par l’entrepreneur jusqu’à la prise complète du béton.

**Implantation des balises**

Les balises seront disposées de chaque côté du couloir en quinconces avec un espacement entre balises de 50 m à 100 m (alignement droit). Cette distance pourrait être changée en fonction des circonstances (au niveau des virages, obstacles, au début et à la fin du couloir).

L’Entrepreneur prendra toutes les dispositions pour assurer un bon alignement des balises

Au niveau des aires de transit et des points d’eau les balises seront implantées de manière éparse sur tout le périmètre de manière à avoir toute la zone balisée.

Au cas contraire, l’Entrepreneur reste le seul responsable pour la compensation des impacts environnementaux et sociaux (en conformité avec le SGES et le Cadre Politique de Réinstallation des Populations (CPRP) de MCA-Niger y compris des principes et des modalités de compensation) en dehors de ceux qui étaient analysés et pris en compte dans l’élaboration des accords sociaux.

L’Entrepreneur doit se conformer aux indications données dans les accords sociaux sur les emprises des couloirs. De plus, l’Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions pour éviter les impacts sur les terres et les biens privés lors de la mise en place des balises. Le cas échéance, l’Entrepreneur reste le seul responsable pour la compensation des impacts environnementaux et sociaux en dehors de ceux qui étaient analysés et pris en compte dans l’élaboration des accords sociaux.

**Peinture**

Les balises seront en blanc et rouge pour faciliter le repérage. La peinture rouge à huile au sommet sur une hauteur de 20 cm et la peinture blanche type FOM sur les 80 cm restant. Ci – dessous les plans pour les balises :

**Réception des travaux**

Les balises seront réceptionnées après la pose. Les travaux de préfabrication et de pose feront l’objet d’un contrôle technique.

La réception des travaux interviendra en fin de chantier.

**ATTRIBUTIONS ET OBSERVATIONS GENERALES**

**Article 4.1 Prestations à la charge du Maître d’Ouvrage**

Le Maître d’Ouvrage mettra à la disposition de l’Entrepreneur tous documents, plans ou autre élément permettant la compréhension de la mission d’exécution des travaux conformément aux règles de l’art.

**Article 4.2 Prestations à la charge de l’Entrepreneur**

**Points d’eau pour la confection des balises**

L’aménagement éventuel des points d’eau pour la confection des balises est à la charge de l’Entrepreneur. Ce dernier ne pourra se prévaloir du manque de point d’eau pour élever quelque réclamation que ce soit.

Dans ce cas de figure, toute réalisation de point d’eau doit faire l’objet d’une procédure préalable d’information et d’autorisations administratives. Ainsi, l’Entrepreneur doit se procurer au préalable et à sa charge tous les permis nécessaires pour la réalisation: autorisations délivrées par les collectivités locales, les services forestiers (en cas de déboisement), les services d’hydraulique. Avant le démarrage des travaux, l’Entrepreneur doit se concerter avec les riverains avec lesquels il peut s’arranger pour faciliter le déroulement des chantiers.

En outre, le site de confection des balises doit respecter une distance suffisante (au moins 200m) pour éviter le risque de contamination de l’eau. Dans ce cas, l’Entrepreneur doit construire ses installations temporaires de façon à déranger le moins possible l’environnement, de préférence dans des endroits déjà déboisés.

L’Entrepreneur doit établir et soumettre, à l'approbation préalable de la Mission de contrôle l’ensemble de la documentation obtenue.

**Laboratoire de chantier**

L’Entrepreneur est tenu de garantir la disponibilité et/ou l’accès d’un laboratoire à l’Ingénieur pour tous ses besoins de contrôle :

* analyse granulométrique
* équivalent de sable
* écrasement des bétons (à la presse)

Si l’entrepreneur utilise le LNTPB ou tout autre laboratoire agréé, les frais seront entièrement à sa charge.

.Personnel auxiliaire et instruments de contrôle

Pendant toute la durée des travaux, l’Entrepreneur devra disposer en permanence, sur chaque chantier, de tous les instruments outils et matériels nécessaires pour effectuer les contrôles et les vérifications prévus dans le présent Cahier de Prescriptions Techniques, ainsi que du personnel qualifié pour utiliser les dits instruments.

**Article 4.3 Dossier topographique et métré**

L’Entrepreneur doit obligatoirement s’assurer que le parcours du corridor est bien maîtrisé et que les points singuliers sont bien matérialisés à l’aide des marques en peinture sur les arbres bordant le parcours et piquets placés aux endroits appropriés avant de commencer à implanter les balises.

Les métrés inclus dans les pièces techniques ou le cas échéant les métrés contradictoires ainsi obtenus constitueront l’avant métré forfaitaire l’Entrepreneur établira par calcul direct les avant métrés modifiés et les soumettra à l’Ingénieur pour accord.

L’encadrer ci-dessous donne le détail de l’avant métré d’une balise confectionnée et mise en place.

Quantités nécessaires pour la pose d’une balise

Béton dosé à 350 kg/m3 pour balise : 1,40\*0,125\*0,125 = 0,0220 m3

Fouille pour fondation pour dé d’encrage : 0,40\*0,40\*0,60 = 0,096 m3

Béton dosé à 250 kg/m3 pour dé d’encrage: 0, ;40\*0,40\*0,60 – 0,125\*0,125\*0,30 = 0,091 m3

Peinture à huile rouge : 0,20\*0,125\*4\*= 0,1 m²

Peinture FOM : 0,80\*0,125\*4 = 0,40 m²

**MODE D’EVALUATION ET DE REGLEMENT DES TRAVAUX**

**Article 5.1 Etablissement des quantités à régler**

Le présent marché est un marché à bordereau des prix unitaires. Les quantités à prendre en compte sont celles découlant des spécifications du projet et des plans approuvés ou modifiés par l’Ingénieur.

**Article 5 .2 Consistance des prix**

L’Entrepreneur est réputé avoir une parfaite connaissance de toutes les sujétions imposées par l’exécution des travaux et de toutes les conditions locales susceptibles d’influer sur cette exécution, et notamment :

* La nature et la qualité des terrains ;
* Les conditions de transport et d’accès aux chantiers ;
* Les points d’eau exploitables pour la confection des ouvrages.

Les prix considérés dans le bordereau des prix unitaires s’entendent inclusifs de tous les frais de main d’œuvre, de fourniture, de location, d’amortissement, de fonctionnement et d’entretien du matériel, et comprennent l’outillage, l’installation de chantier ; l’exploitation des carrières (y compris les coûts liés à une éventuelle réinstallation involontaire selon la définition de SFI NP 5), les assurances, les frais généraux, les impôts et le bénéfice, les faux frais de toute nature, les droits et les taxes, l’accès aux carrières, emprunt et points d’eau ainsi que toute sujétion dérivant de l’obligation de maintenir la circulation pendant toute l’exécution des travaux.

Au cas contraire l’Entrepreneur doit s’assurer que l’accès aux sites d’emprunts et de carrières est sans impacts sur les biens/cultures privées et/ou prendre des mesures pour éviter autant que faire se peut les impacts de réinstallation involontaire.  L’entrepreneur reste le seul responsable pour la compensation des impacts environnementaux et sociaux afférant à leur accessibilité. Dans ce cas l’Entrepreneur devra au préalable respecter toutes les dispositions de la NP5 de la SFI ainsi que les dispositions et procédures du SGES du MCA-Niger y inclus l’utilisation du mécanisme de gestion des plaintes.

Les prix devront également comprendre les frais de prospection des gîtes, emprunts et carrières, les essais et les analyses effectuées sur les matériaux, les diverses études d’établissement, de fonctionnement et de repliement les frais entraînés par la nécessité d’obtenir des terrains supplémentaires pour l’établissement des bases.

L’Entrepreneur devra établir et soumettre à l'approbation de la Mission de Contrôle (l’Ingénieur) l’ensemble des rapports d’études.

Les prix comprennent également les redevances, locations, frais d’essai et de contrôle entraîné par la réception des travaux, les dégâts accidentels aux maisons riveraines, les accès et l’extraction des matériaux et l’éventuel assainissement des gîtes.

D’une façon générale, toutes les sujétions s’imposant normalement à l’Entrepreneur lors de la réalisation des travaux devront être incluses dans les prix, qu’elles soient ou non explicitement prévues dans le présent CPT et sont à la charge de l’entrepreneur qui est réputé parfaitement les connaître pour s’en être personnellement rendu compte sur le terrain avant de soumissionner.

**3.** **SPECIFICATIONS RELATIVES AUX ASPECTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX**

**A – Prescriptions générales**

**Cadre général des mesures environnementales et sociales**

**Engagements et normes générales**

L’Entrepreneur se conformera aux dispositions du Système de Gestion Environnementale et Sociale du MCA (SGES) ainsi qu’aux conditions des accords sociaux élaborés dans le cadre de cette sous activité. Pour ce faire, il doit prendre connaissance et respecter les mesures environnementales requises au titre de ces accords sociaux et le présent cahier des Clauses Environnementales et Sociales des travaux pour le balisage des couloirs de passage internationaux sont fournis aux fins de référence.

L‘Entrepreneur minimisera la pollution environnementale et les dégâts pouvant survenir lors des travaux de balisage des couloirs de passage internationaux. L’Entrepreneur se conformera avec les lois et réglementations environnementales et sociales nigériennes applicables et les politiques environnementales sociales, et relative au genre et à l’inclusion sociale du Millenium Challenge Account Niger (MCA-Niger). Dans ce cadre, il devra créer les conditions d’opportunités d’emplois aux femmes, et aux jeunes et autres personnes vulnérables. Ces politiques font notamment références aux Normes de Performance de la Société Financière Internationale (SFI) de 2012 qui incluent notamment la lutte contre la Traite des personnes. Dans ce cadre, il devra assurer le suivi régulier des exigences du MCC en matière de traite des personnes sur le chantier, la base vie, dans et autour des villages impactés. L’Entrepreneur sera responsable de tout retard dû à des défaillances pour se conformer avec les lois et réglementations environnementales et sociales.

L’Entrepreneur disposera d'un personnel expérimenté chargé des aspects Hygiène, Santé, Sécurité, Environnement et Social (HSSE) compétent et dirigée.

L’Entrepreneur doit obtenir et se mettre en conformité de tout autre permis/autorisations et exigences des lois et règlementations du Niger. L’Entrepreneur doit élaborer un Plan d’Action Environnemental Et Social (PAES) ou Plan de Gestion Environnementale de Chantier (PGES-C) couvrant l’ensemble des sites concernés par le projet, tel qu’indiqué ci-dessous, afin d’indiquer la manière dont il entend procéder pour se conformer aux exigences contenues dans la présente spécification. En particulier, ce PAES devra prendre en compte les obligations détaillées ci-après, en précisant :

* Les modalités et procédures d’exécution ;
* Le timing et les fréquences d’exécution des actions et mesures retenues ;
* Les lieux et sites d’intervention ;
* Les responsabilités de mise en œuvre (en interne) ;
* Les parties prenantes concernées y compris les communautés ;
* Les modalités de suivi/évaluation (en interne) et les indicateurs de performance ; modalités de reportage (type de documents, fréquence).
* Le non-respect des directives environnementales et sociales est un motif de suspension des paiements pouvant mener à la résiliation du contrat.

**Conformité**

Aucune exigence de cette section ne sera interprétée comme une dérogation aux lois et réglementations de protection environnementale nigériennes applicables dans le cadre des travaux de balisage des couloirs de passage internationaux. En particulier, mais sans s’y limiter, l’Entrepreneur et ses sous-traitants seront tenus de respecter, tout au long de la durée des travaux les principaux textes de la réglementation en vigueur au Niger quant à la protection de l'environnement, de l’hygiène et de la sécurité des chantiers qui sont récapitulés dans le tableau suivant.

|  |  |
| --- | --- |
| Secteur /domaine | Bases légales |
| Atmosphère | Loi cadre N° 98/56 du 29 Décembre 1998 relative à la Gestion de l’Environnement |
| Ordonnance N° 93-13 du 2 Mars 1993 instituant un code d’Hygiène Publique |
| Eau | Loi cadre N° 98/56 du 29 Décembre 1998 relative à la Gestion de l’Environnement  Loi 2018-28 du 14 mai 2018 Portant principes fondamentaux de l’évaluation environnementale au Niger |
| Ordonnance 2010-09 du 1er Avril 2010 portant Code l’eau au Niger |
| Décret N°97-368/PRN/MHE adopté le 02 octobre 1997, déterminant les modalités d'application de l'Ordonnance n° 93-014 du 02 mars 1993, portant Régime de l'Eau |
| Ordonnance N°93-014 du 02 mars 1993, portant Régime de l'Eau, modifiée et complétée par la loi n° 98-041 du 7 décembre 1998  L’ordonnance 2010-09 du 1er Avril 2010 portant code l’eau au Niger |
| Foresterie | Loi N° 2004-040 du 8 juin 2004 portant sur le régime forestier et son décret d’application 2018-191 du 16 mars 2018 |
| Décret N°74-226 PCMS/MER/CAP du 23 août 1974 fixant les conditions d'application de la loi 74-7 du 4-3-1974 fixant le régime forestier |
| Ordonnance N°92-037 du 21 août 1992 portant organisation de la commercialisation et du transport du bois dans les grandes agglomérations et la fiscalité qui lui est applicable |
| Ordonnance N°2010-29 du 20 mai 2010 relative au pastoralisme |
| Faune | Loi N°98-07 du 29 avril 1998 fixant le Régime de la Chasse et de la Protection de la Faune |
| Ressources naturelles | Décret N°97-006/PRN/MAG/E du 10 janvier 1997 portant réglementation de la mise en valeur des ressources naturelles rares |
| Déchets | Arrêté N° 343/MSP/SG/DGSP/DHP/ES du 30 mars 2021 fixant les normes de rejet des déchets dans le milieu naturel |
| Hygiène | Ordonnance n° 93-13 du 2 Mars 1993 instituant un code d’Hygiène Publique |
| Mines | Loi N°2006-026 du 9 Août 2006 portant loi minière |
| Décret n°2006-265 PRNMME fixant les modalités d’application de la loi minière |
| Produits chimiques | Loi cadre N° 98/56 du 29 Décembre 1998 relative à la Gestion de l’Environnement |
| Urbanisme | Ordonnance N°93-015 du 2 mars 1993 fixant les Principes d’Orientation du Code Rural |
| Santé, Sécurité, Travail | Loi 2012-045 du 25 Septembre 2012 portant Code du travail de la République du Niger |
| Ordonnance N°93-13 du 2 mars 1993, instituant un code d'hygiène publique. |

**Fournisseurs et sous-Traitants**

Les fournisseurs nigériens de l’Entrepreneur en matériaux de construction extraits ou produits/élaborés dans le pays devront détenir un Certificat de Conformité Environnementale délivré par le Ministère en charge de l’Environnement, si exigé par la règlementation.

L’Entrepreneur assurera la conformité de ses sous-traitants avec la réglementation environnementale et sociale nigérienne.

**Paiement**

Aucun payement séparé ne sera fait pour une prestation couverte par la mise en œuvre de la gestion environnementale et sociale des travaux.

L’Entrepreneur sera responsable du paiement des frais associés avec les permis environnementaux, l’application, et/ou les rapports obtenus par l’Entrepreneur. Tous les coûts associés avec cette section seront inclus dans la charge du contrat. L’Entrepreneur sera responsable du paiement de tous les amendes/frais relatifs aux violations ou à la non-conformité avec les lois et règlementations nationales.

Soumissions de document PAES

L’approbation de l’Ingénieur chargé de la supervision des travaux est requise pour le Plan d’Action Environnementale et Sociale (PAES) et de l’ensemble de ses composantes thématiques, telles que décrites plus bas dans l’Article 3.

**Obligations environnementales et sociales de l’Entrepreneur**

**Obligations environnementales et sociales générales de l’Entrepreneur**

Les obligations environnementales générales de l’Entrepreneur au titre du présent marché comprennent, sans préjudice d'autres dispositions officielles en vigueur :

L’Entrepreneur ne débutera aucun travail sur une zone avant que ne soit libérée complètement l’emprise des sites d’intervention telle que déterminée par l’Ingénieur.

Dans tous les autres cas de figure (incluant notamment les emprises des bases chantier), et dans les cas où l’Entrepreneur souhaitera déborder de ces emprises libérées, il devra au préalable respecter toutes les dispositions de la NP5 de la SFI ainsi que les dispositions et procédures du MCA, entre autres en compensant toute perte encourue par les populations selon les règles et les barèmes établis. Toutes les activités reliées de près ou de loin à la réinstallation physique ou économique devront être coordonnées et/ou exécutées par un(e) spécialiste en la matière dont le CV et les compétences auront été approuvés par l’Ingénieur. Aucune éviction forcée ne sera tolérée. En aucun cas, l’Entreprise ne devra mettre un propriétaire ou un usager de la terre devant un fait accompli ou un état de fait irréversible ;

L’Entrepreneur, l’Ingénieur, le promoteur devront collaborer et coopérer étroitement avec les services techniques de l’Etat concernés par la mise en œuvre du présent projet.

L’Entrepreneur considérera l'exécution de travaux ou la mise en œuvre des dispositions et des prescriptions à caractère environnemental et social comme faisant partie intégrante des opérations relevant du programme général d'exécution des travaux. Le non-respect, dûment constaté, des règles de protection de l’environnement naturel et humain ou des règles de santé & sécurité est considéré comme un défaut d’exécution. L’Ingénieur pourra prononcer la suspension des travaux jusqu’à ce que l’Entrepreneur apporte la preuve qu’il a pris les mesures correctives appropriées et nécessaires ;

l’Entrepreneur assumera pleinement et entièrement les conséquences de ses choix et actions; en particulier, et sans préjudice des dispositions réglementaires en vigueur, il assure le cas échéant la réparation à ses frais et selon la technique et les délais les plus appropriés, notamment en regard du degré de sensibilité du site concerné, des dommages causés à l'environnement et aux riverains par le non-respect de sa part des dispositions réglementaires et/ou administratives et/ou des prescriptions techniques applicables, ainsi que le paiement des amendes, dommages et intérêts ou autres pénalités dont il se verrait en charge ;

L’Entrepreneur mettra en œuvre tous ses moyens pour assurer la qualité environnementale des opérations objet du présent marché, et pour ne pas entamer la qualité de vie des populations des villages riverains, notamment par application des prescriptions et dispositions applicables. L’Entrepreneur considérera l'exécution de travaux ou la mise en œuvre de dispositions à caractère environnemental et social comme faisant partie intégrante des opérations relevant du programme général d'exécution des travaux ;

Tout en se référant au SGES du MCA-Niger et aux divers éléments des Accords Sociaux, l’Entrepreneur mettra en place une stratégie environnementale et sociale interne à ses services pour s'acquitter de ses obligations en la matière, stratégie incluant notamment :

L’embauche et la mobilisation à temps plein d'un(e) responsable Environnement-Santé-Sécurité et Sociale, rattaché directement au directeur de projet de l’Entrepreneur (le plus haut niveau hiérarchique sur site) dont les curriculum vitae auront été présentés dans la proposition technique du soumissionnaire, tout changement éventuel étant soumis à l’approbation de l’Ingénieur. Comme atout, le profil du responsable Environnement pourra faire état d’une expérience en matière de réinstallation, ne serait-ce que par son implication passée dans un projet financé par un bailleur de fonds adhérant aux normes de la SFI ;

L’Entrepreneur soumettra avant toute mise en œuvre des activités d’aménagement du site ou la livraison des matériaux sur le site un Plan d’Action Environnemental et Social (PAES) pour son chantier tel que décrit à l’article 3. Ce Plan et ses annexes seront étudiés et approuvés par l’Ingénieur chargé de la supervision des travaux. L’objectif est de présenter une vue d’ensemble compréhensible des questions environnementales, sociales et sécuritaires connues ou potentielles que l’Entrepreneur doit aborder pendant la durée du contrat. Les problèmes importants seront définis dans les différents plans comme cela ressort dans cette section ;

L’élaboration, la formation, la vulgarisation, la diffusion et la mise en application (avec contrôle) d’un règlement intérieur de chantier rappelant la législation nationale, adjoint de clauses complémentaires et spécifiques concernant des aspects environnementaux et sociaux (Eaux, Sols, Végétation/forêts classées, Faune, Personnes) restreignant et pénalisant les infractions réalisées par le personnel du chantier seront affichés sur le chantier et tous les sites des travaux. Le programme de formation et mise à niveau du personnel en matière de gestion et de respect des normes E&S devra être soumis pour examen et approbation de l’Ingénieur et du MCA Niger ;

le contrôle par des inspections régulières du respect des dispositions environnementales et sociales de toute nature et le suivi environnemental et social des travaux par le responsable environnement, qui assurera la rédaction de rapports mensuels et trimestriels correspondants ;

l'information systématique de l’Ingénieur pour chaque incident ou accident, dommage, dégradation, causés à l'environnement biophysique (sol, végétation /forêts classées, aires protégées, espèces protégées, zones humides, etc.) ou aux résidents ou à leurs biens physiques dans le cadre des travaux, ainsi que sa consignation dans un répertoire spécifique contresigné par l’Ingénieur et dans le journal de chantier, l’ensemble de ces informations étant relayées directement et régulièrement par l’Ingénieur de suivi au MCA. A cet égard un format fiche de renseignements sur les accidents doit être proposé pour validation à l’Ingénieur

La prise de sanctions appropriées contre son personnel ne respectant pas les prescriptions et dispositions applicables aux aspects environnementaux, sociaux, santé & sécurité et Genre, les PV des sanctions prises étant obligatoirement partagées avec l’Ingénieur de suivi et le MCA Niger. Ces sanctions seront également applicables au personnel des sous-traitants, cette disposition devant être prévue par le contrat de sous-traitance. L’Ingénieur doit approuver les sanctions proposées par l’Entrepreneur.

**Obligations environnementales et sociales particulières de l’Entrepreneur**

Les obligations environnementales et sociales particulières de l’Entrepreneur au titre du présent marché comprennent notamment, sans préjudice de l'application des textes officiels en vigueur :

L’utilisation rationnelle et économique de l'eau pour le chantier, sans porter une concurrence avec l'alimentation en eau des riverains (consommation humaine et animale), ainsi que la préservation stricte de la qualité des eaux exploitées pour les besoins de chantier;

la réalisation de constats initiaux de l'état de surface des sites d'emprise provisoire (toutes catégories), précisant la nature et la qualité du couvert végétal et des sols, les sensibilités éventuelles, etc., le modèle de cet état des lieux initial et son contenu étant fixé d’un commun accord avec l’Ingénieur;

la mise à disposition pour le personnel des chantiers de quantités suffisantes d’eau potable et des latrines et blocs sanitaires tenus propres et séparé H/F avec de l’eau et du savon ;

le contrôle des risques pour la santé liés aux travaux et au personnel de l’Entrepreneur, notamment l'adoption de règles d'hygiène minimale sur son installation et vis-à-vis des riverains;

au moins deux semaines avant d’entrer dans le périmètre de tout village dans le cadre des travaux, l’Entrepreneur doit organiser des réunions afin d’informer les populations sur la nature des travaux prévus, leur durée et toute conséquence qu’ils pourraient comporter et les risques liés aux chantiers, ainsi que les mesures d’atténuation préconisées. En outre l’Entrepreneur informera de la disponibilité du mécanisme de gestion des plaintes et réclamations ;

L’Entrepreneur doit aussi informer les communautés (via les chefs de villages) des opportunités en matière de recrutement de la main d’œuvre locale. L’Entrepreneur accordera la priorité au recrutement de la main d’œuvre locale en vue d’assurer une meilleure implication de la population riveraine et minimiser les conflits pouvant surgir par suite de la présence d’ouvriers allochtones et des nuisances liées aux travaux. L’Ingénieur doit être associé à ces séances d’information et de concertation

tous les véhicules de chantier doivent circuler à faible allure (30 km/h au maximum), dans les sites de chantier et pistes de chantier

la minimisation des pollutions et des nuisances générées par les travaux (soit les émissions atmosphériques, fixes et mobiles, nuisances sonores, lumineuses et vibrations, ainsi que les rejets liquides et les déchets solides) ;

l'interdiction stricte de recours au feu pour le débroussaillage et le nettoyage des sites, sauf pour le traitement de certains déchets et selon les modalités fixées par l’Ingénieur ;

l'interdiction pour l’Entrepreneur et son personnel d'exploiter et/ou de prélever la flore et la faune (notamment le braconnage, chasse, ou pêche);

la préservation maximale des ressources naturelles, et l'économie des consommations d'espace, de sol, d’eau et de végétation, notamment par la minimisation des surfaces débroussaillées. L’abattage d’arbres, par la gestion adaptée de la terre végétale, l'érosion des sites et des prélèvements d’eau seront contrôlés par l’applications de prescriptions figurant plus bas dans ce cahier de spécifications ;

la réutilisation des matériaux disponibles chaque fois que les conditions techniques et économiques permettent de l'envisager après demande de l’Entrepreneur et approbation de l’Ingénieur ;

la mise en place de signalisations adéquates du chantier et des itinéraires de transport des matériaux. Le type, les dimensions et les emplacements des signalisations de type homologués et selon les règles de l’art en la matière ;

la préparation et la mise en œuvre d’un dossier de compensation en cas de dommage et de débordement d’emprise, qui devra être conforme au document de CPRP pour la compensation nécessaire.

Prescriptions relatives au Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale

L’Entrepreneur devra prendre en compte les aspects genre et inclusion sociale dans la mise en œuvre de ses activités au même titre que ceux de l’hygiène, la sécurité et l’environnement, il veillera entre autres mesures à :

Imposer dans les chantiers des règles strictes qui visent à protéger les femmes, les mineurs, les personnes vivant avec handicap, et à mobilité réduite, les migrants à bas âge, etc. et tout autre personne étant susceptible d’être considérée comme assimilables aux différentes catégories constituant les populations vulnérables, selon les Normes de Performance de la Durabilité environnementale et sociale de la SFI ;

Recruter des ouvriers qualifiés ou non parmi les femmes et les hommes dans les zones des travaux sans discrimination aucune sous quelque forme que ce soit ;

Prendre des dispositions pour veiller à la défense des intérêts des femmes et des couches vulnérables et s’assurer à tout moment que des ouvriers venus d’ailleurs ne commettent pas des forfaits sur les femmes, les jeunes filles ou d’autres personnes vulnérables et s’acquittent de leurs dettes avant de quitter. Pour ce faire, l'Entrepreneur s’inspirera du Plan d’Intégration Genre et Inclusion Sociale (PIGIS) du MCA.

Prendre en compte les contraintes et préoccupations des différents groupes de population (femmes, hommes, jeunes femmes, jeunes hommes, personnes vulnérables) dans la mise en œuvre de ses activités au même titre que ceux de l’hygiène, la sécurité et l’environnement ;

Assurer un suivi régulier du respect des dispositions, mesures et autres initiatives visant l’application de toutes les mesures prévues pour la participation et la prise en compte des contraintes et préoccupations spécifiques des femmes, des jeunes femmes, et d’autres personnes vulnérables, pendant les travaux ;

Inclure dans les rapports mensuels et trimestriels correspondants une section portant sur le suivi de l’intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale.

Prescriptions relatives aux mesures de Lutte contre les Migrations Induites

L’Entrepreneur communiquera sa politique de recrutement préférentiel favorisant la main d’œuvre locale.

L’Entrepreneur collaborera avec les autorités gouvernementales et locales pour éviter la formation de campements de populations étrangères aux abords de ses installations, dans le plus grand respect des personnes migrantes.

Prescriptions relatives aux de Lutte contre la Traite des Personnes

Engagement de l’Entrepreneur vis-à-vis de la traite des personnes

L’Entrepreneur s’engagera à :

* ne pasemploier de personnel en dessous de l’âge légal de travail au Niger. Cela concernera aussi bien les contrats long-terme que les contrats court-terme, voire, le cas échéant, journaliers ;
* ne pas faciliter ni ne permettre le travail forcé pendant la durée de son contrat et prévoir des sanctions allant jusqu’à la rupture de contrat en cas de contravention.

**Sensibilisation**

L’Entrepreneur mènera des sensibilisations à l’endroit :

* de son personnel sur le travail forcé à travers son règlement intérieur et les séances de sensibilisations prévues à cet effetdes communautés locales sur les risques d’exploitation sexuelle de leurs filles. Système de report anonyme de suspicion de traite des personnes (travail des enfants, travail forcé et prostitution forcée) sera mis en place à l’adresse des employés ainsi qu’à toute personne non-employée concernée par le projet afin qu’ils puissent dénoncer des cas suspects de traite de manière gratuite (numéro vert) et sécurisée (garantie de l’anonymat) et l’Entrepreneur s’engagera à investiguer chaque cas.

**Lutte contre le travail des enfants**

L’Entrepreneur s’engagera à contrôler l’âge de ses employés sur la base de leurs papiers d’identité et du contrôle médical de pré-embauche, le compte-rendu de ce contrôle devant être présenté à l’Ingénieur. L’Ingénieur sera en droit de demander une contre-expertise en cas de suspicion sur l’âge d’un employé. La découverte d’un employé n’ayant pas atteint l’âge légal de travail pourra entraîner des pénalités voire la rupture du contrat de l’Entrepreneur.

L’Entrepreneur informera son personnel, à travers son règlement intérieur, de la nécessité de dépasser l’âge légal de travail et des sanctions prises contre les contrevenants.

L’Entrepreneur exigera de ses sous-traitants et fournisseurs locaux un acte écrit d’engagement à ne pas employer des enfants sous l’âge légal de travail. Un certificat de conformité avec cette prescription, signé de l’Inspection du travail, sera demandé aux sous-traitants et fournisseurs. En cas de travail des enfants constaté et confirmé chez un sous-traitant ou fournisseur local, l’Entrepreneur devra rompre son contrat et choisir un autre fournisseur ou sous-traitant, sous peine de voir son propre contrat de marché annulé.

**Lutte contre le travail forcé**

Le processus de recrutement local de l’Entrepreneur exigera des employés une attestation de résidence signée par la Mairie. Le contrat de chaque employé devrait être conclu par écrit et relever clairement les droits et les obligations des parties. Chaque contrat devrait être enregistré à l’Inspection du Travail, l’Entrepreneur garde une copie et une copie sera remise à l’employé.

En cas de signalement de cas de victime avérée de travail forcé, l’Entrepreneur prendra toutes les mesures nécessaires pour mettre fin immédiatement à cela. Il tiendra le MCA informé dans un délai de 24 heures. Enfin, l’entrepreneur pourrait également informer le point focal de l’ANLTP dans les régions concernées. L’Entrepreneur s’engagera à vérifier que les victimes de traite soient délivrées des préjudices qu’elles subissent et qu’elles ne souffrent pas de représailles ou autres violations de leurs droits humains. Ces victimes devront être dirigées vers les structures de prises en charge adéquates avec l’aide du point focal de l’Agence Nationale de Lutte contre la Traite des Personnes (ANLTP). Par ailleurs, ce point focal qui est statutairement un substitut du Procureur de la République du siège de la région en tant qu’autorité de poursuite pourrait au regard de la gravité du cas enclencher des poursuites.

**Lutte contre les foyers potentiels de prostitution forcée**

L’Entrepreneur devra mettre tout en œuvre pour minimiser la prostitution en général sur le lieu de travail, en particulier la prostitution au service des travailleurs. Pour cela, il veillera à éviter la création de campements commerciaux informels qui pourraient devenir des foyers de prostitutions forcées. S’il était établi sur la base de rapports que des employés se livrent à la prostitution forcée, l’entrepreneur devra agir immédiatement pour mettre fin à cette situation. L’Entrepreneur devra insister à l’embauche et stipuler clairement dans les contrats de travail des employés les sanctions qu’ils vont encourir lorsque ceux-ci se livreront à la prostitution forcée. Par ailleurs, l’Entrepreneur doit les dénoncer sans délai aux autorités judiciaires pour que des poursuites soit engagées à leur encontre.

L’Entrepreneur devra inclure dans les rapports mensuels et trimestriels correspondants une section obligatoire traitant de la surveillance de la traite de personnes (TIP).

**Élaboration du Plan d’Action Environnemental et Social de Chantier (PAES)**

**Dispositions générales**

L’Entrepreneur devra établir et soumettre à l'approbation de l’Ingénieur son Plan d’Action Environnemental et Social de Chantier (PAES) intégré portant sur l’ensemble des aspects visés dans le SGES du MCA qui prend en compte de manière transversale les préoccupations environnementales, sociales et de genre et d’inclusion sociale, en conformité avec la législation et les Normes de Performances ESP de la SFI, la politique Genre du MCC et le Plan d’Intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale de MCA - Niger. De façon générale, en l’absence de texte réglementaire ou des normes nationales, l’Entrepreneur se référera en coordination avec l’Ingénieur et sous réserve d’approbation du MCA- Niger aux documents suivants :

Les Normes de Performance en matière de durabilité environnementale et sociale de la Société Financière Internationale (SFI)[[14]](#footnote-15), les Notes d’orientation de la Société Financière Internationale -et Directives relatives à l’environnement, la santé et la sécurité du groupe de la Banque mondiale[[15]](#footnote-16) ;

**Le Plan d’Intégration du Genre et de l’Inclusion Sociale de MCA - Niger [[16]](#footnote-17) ;**

**La Politique Genre du MCC [[17]](#footnote-18) ;**

**Lutte contre la traite des personnes[[18]](#footnote-19).**

Le PAES déclinera les engagements de l’Entrepreneur en matière de :

Environnement, y inclus les aspects Gestion des sols et de l’érosion ; Protection des cours d’eau ; Abattage des arbres et re-végétalisation ; Émissions de poussières et de gaz ; Nuisances sonores ; Effluents liquides ; Gestion des déchets solides et liquides ; Gestion des huiles et autres produits dangereux ou polluants ; Remise en état et fermeture des chantiers et des sites affiliés ;

Hygiène et Santé, y inclus l’accès à l’eau potable et à une nourriture saine aux travailleurs ; la propreté des lieux de vie et des locaux de travail ; l’accès aux soins ; la prévention contre les IST, le VIH/SIDA et autres maladies liées à la fréquentation du chantier ;

Sécurité, y compris les aspects signalisation des chantiers ; gestion des risques et dangers ; urgence et premiers secours ; protection du public et sécurité des communautés voisines aux chantiers ; sécurité routière et gestion du trafic routier ; équipements de protection individuelle et collective,, y compris : sanitaires des ouvriers sur les chantiers ; Politique de recrutement des travailleurs ; Aspects genre et inclusion sociale ; Lutte contre la traite des personnes ; embauche et promotion du développement local ; Communication et relations avec le public et autres mesures spécifiques que le MCA souhaite voir précisées.

Ce document devra être structuré comme suit :

Politique de l’Entrepreneur :

engagements en matière d’environnement, de social, d’hygiène, de santé et de sécurité, de genre et d’inclusion sociale ;

engagements de l’Entrepreneur vis-à-vis du public, et

dynamique d’amélioration continue de l’Entrepreneur ;

Organisation de l’Entrepreneur en matière d’environnement, de social, d’hygiène, de santé et de sécurité, de genre et d’inclusion sociale ;

Analyse environnementale initiale des sites donnant une indication sur les risques et impacts environnementaux et sociaux associés aux travaux

**Mesures spécifiques**

L’Entrepreneur présentera au sein du PAES les mesures relatives aux aspects suivants : :

* la Protection des Sites de Carrières, Emprunts et Zones de Dépôts
* La Gestion de l’Hygiène, Santé et Sécurité y compris Covid-19;
* la Prévention et les Réponses aux Situations d’Urgence en conformité au Plan de Préparation et de Réponses aux Situations d’Urgence du MCA Niger ;
* la Gestion des Déchets solides et liquides ;
* les sensibilisations ;
* l’approvisionnement et la gestion de l’eau ;
* Le recrutement de la main d’œuvre ’embauche ;
* le réaménagement des Sites ;
* Communication et Reportage
* Procédure d’amélioration continue

Cette activité pilotée par le Responsables Environnement-Santé-Sécurité et Sociale s’appuie sur une surveillance de l’activité de l’Entrepreneur :

* à des audits internes,
* à la surveillance du degré d’insatisfaction des populations riveraines,
* au suivi des réclamations de l’Ingénieur et du MCA-Niger sur la conduite du chantier (conformité avec les Spécifications Techniques, etc.).

Pour ce faire, l’Entrepreneur mettra en place un registre des doléances et tiendra à jour un tableau de bord du suivi de la prise en charge des réclamations des riverains et des indicateurs de suivi Environnemental et Social, Genre et Inclusion Sociale, Santé & Sécurité. La finalité de ce processus de surveillance est d’optimiser la gestion des impacts environnementaux et sociaux et de prévenir les accidents et défaillances par la mise en œuvre des actions préventives et/ou correctives nécessaires.

**Annexes**

**Détails du contenu du PAES**

**Composantes du PAES**

L’Entrepreneur est tenu de soumettre à l’approbation de l’Ingénieur un Plan d’Action Environnementale et Sociale (PAES) dans un délai de 15 jours à compter de la date de démarrage des travaux. le PAES comprendra :

L'organigramme du personnel affecté à la gestion Hygiène, Santé & Sécurité, Environnement, Genre et Inclusion Sociale en particulier :

Nom(s) de la (des) personne(s) au sein de l’organisation de l’Entrepreneur qui est (sont) responsable(s) pour assurer son application ;

Nom(s) de la (des) personne(s) au sein de l’organisation de l’Entrepreneur qui est (sont) responsable(s) de l’environnement, la santé et la Sécurité au Travail ;

Description du programme de formation du personnel sur la protection de l’environnement, y compris la formation pour tous les employés et sous-traitants du site, description des méthodes de réduction des impacts sur l’environnement biophysique et socio-économique, en particulier concernant les émissions de gaz polluants, les émissions de poussières, les émissions sonores et la sécurité des chantiers (signalisation, etc.).

Le plan des zones de travaux indiquant l’activité proposée durant chaque étape du chantier. Ce plan doit indiquer les zones d'utilisation limitée ou non utilisées ainsi que les moyens de démarcation des limites des zones utilisées y compris les méthodes de protection des zones d’autorisation des travaux.

Les mesuresde gestion et de remise en état des zones d’emprunts et carrières.

Les mesuresde gestion de l’eau et de l’assainissement.

Les mesuresde gestion des matières dangereuses et des déchets banals, qui identifiera les méthodes et situations d’évacuation des déchets solides, et/ou de recyclage possible ou d’élimination. Ce plan prendra également en compte l’évacuation et le traitement des déchets de démolition du revêtement et des ouvrages.

Les mesures de gestion des risque et mesures de sécurité de contrôle des déversements, qui décrira les procédures, instructions et rapports devant être utilisés pendant les déversements imprévus de matières dangereuses telles que fuels, des lubrifiants et autres substances inflammables, explosives, toxiques ou nuisibles à l’environnement. Le plan du contrôle de déversement à proposer devra être compatible avec le SGES du MCA et complète les normes de gestion des déchets carburants et lubrifiants établis dans le PAES.

Les différents registres avec leur canevas de présentation : sessions de formation (date, opérateurs, contenus), carburants (approvisionnement, consommation), déchets (production par catégories, évacuation, traitement, justification des écarts), produits dangereux (approvisionnement, consommation, volume, stockage, évacuation et traitement des sous-produits), accidents (date, lieux, causes, parties impliquées, gravité, mesures proposées).

Le cahier des procédures : révision et mise à jour du plan intégré lui-même, investigation et suivi visant les incidents environnementaux, investigation et suivi des accidents de chantier, résolution des conflits liés à la non-conformité de l’Entrepreneur, information, sensibilisation et communication avec le public, enregistrement et traitement des plaintes, réclamations et griefs, document et classement, etc.

L’ensemble des engagements énoncés dans le PAES devra être au minimum conforme aux Clauses Environnementales et Sociale insérés dans le contrat. Les points éventuels de non-conformité entre le PAES et les clauses environnementales devront être clairement mentionnés et ils ne pourront être justifiés que par des cas de force majeure.

L’Entrepreneur est informé que chacune des non-conformités majeures aux engagements et dispositions du PAES qui ne sera pas corrigée dans les délais indiqués par l’Ingénieur fera l’objet d’une suspension de paiement jusqu’à ce que cette non-conformité soit corrigée.

Mesures pour le respect des zones, lieux, éléments et périodes sensibles

L’Entrepreneur devra identifier pour l'ensemble de son chantier (sites d'emprunts et de dépôts, carrières et installations comprises) les zones, lieux, éléments et périodes environnementaux sensibles, en particulier :

la proximité et les traversées de zones habitées, cultivées ou loties, les titres fonciers, les propriétés privées, les terres détenues au titre du régime foncier coutumier, etc… ;

la proximité d'équipements collectifs (dispensaires, écoles, etc.) et de marchés ;

les bois sacrés, les sites archéologiques ou historiques répertoriés, les lieux protégés de tous types, y compris les forêts classées, les aires et espèces protégées, et les zones avec un but socioreligieux, et les tombes ou lieux de sépulture ;

les périmètres de protection existants ou justifiés de points d'alimentation en eau (forages, puits, mares, etc.), les sources et les points d’abstraction des cours d’eau, ainsi que les points d’approvisionnement d’eau, les sources et les points d’abstraction eux-mêmes ;

les lits des cours d'eau et des plans d’eau, à sec ou non ;

les plaines alluviales, notamment celles dont les eaux souterraines sont peu profondes, protégées ou non, et/ou celles qui recèlent des sols fertiles, des zones humides, des marécages et des zones engorgées ;

les cultures pérennes et annuelles et les périmètres de reboisement, les parcs arborés, les aménagements culturaux, et les parcelles boisées délimitées ;

les terres en pente (pourcentage et linéaire en jeu), à nature particulière du sol (érodabilité accrue de matériaux à faible cohésion, instabilité, etc.), dégradées, à faible taux de couverture avec concentrations érosives d'eaux de ruissellement, etc. ;

la végétation naturelle et/ou à statut de protection et/ou en état de conservation (bonne conservation ou régénération) remarquable, incluant les arbres isolés à préserver (périmètre racinaire inclus), dont ceux d'alignement de bord de chaussée. Les autres critères à considérer sont la biodiversité, l'importance du couvert, la taille, l'âge et l'état sanitaire des arbres, les particularismes de station (zones rocheuses, bas-fonds, etc…), les possibilités de régénération, l'appartenance ou non à une zone de transition entre milieux (écotones) ;

la faune à statut de protection et/ou en état de conservation (bonne conservation ou régénération) remarquable, incluant les oiseaux et toutes autres espèces fauniques protégées et ou préservées ;

les servitudes particulières éventuellement concernées par les travaux, notamment les projets de développement locaux et réserves foncières de toute nature, les propriétés privées, les propriétés régies par le régime foncier coutumier et les propriétés louées à d’autres personnes, ainsi que celles qui sont, autrement, placées sous l’intendance ou le contrôle des COFODEP ou des communes ;

les dates particulières (jours de marché, de consultation au dispensaire, etc…) ou certaines heures déterminées (corvée d'eau, entrées et sorties de classe, etc.).

L’Entrepreneur mettra en œuvre toutes les dispositions utiles et pertinentes pour en assurer la préservation et/ou la sécurité et/ou l'évitement dans le cadre de ce marché, notamment leur repérage sur site en cas de besoin.

Le caractère intolérable d'une contrainte résultant des prescriptions ci-dessus pour l'exécution des travaux dont il a la charge pourra être accepté par l’Ingénieur, si l’Entrepreneur en propose une justification convaincante, argumentée (formellement acceptée par l’Ingénieur si le type et le niveau de sensibilité le justifient).

L’Entrepreneur est et demeure quoiqu'il en soit responsable durant la période contractuelle de garantie applicable de toutes les conséquences éventuelles du non-respect d'une sensibilité environnementale.

**Protection du milieu biophysique**

En vue de réduire ou de supprimer les incidences négatives des travaux sur l’environnement physique, biologique et socio-économique, L’Entrepreneur sera tenu de mettre en œuvre les mesures suivantes :

**Contrôle des polluants gazeux**

L’ensemble du parc auto devra être entretenu de manière régulière en conformité avec les recommandations des constructeurs. Aucune émission de fumée noire des pots d’échappement ne devra être visible à plus de 50 m du véhicule/engin en fonctionnement.

Bannissement du bois et du charbon de bois comme sources d’énergie dans les installations fixes

L’Entrepreneur bannira toute utilisation de bois vert, bois mort ou charbon de bois, ou autre produit végétal à des fins de chauffage et de cuisson sur les installations fixes et les chantiers. Seule l’électricité et le gaz seront autorisés à ces utilisations. Des panneaux d’information sur cette réglementation seront mise en place dans les installations fixes. Une formation à l’utilisation sécurisée au gaz domestique sera prodiguée au personnel utilisant ce combustible.

**Limitation de l’érosion des sols**

L’Entrepreneur doit prendre toutes les précautions nécessaires afin de prévenir l’érosion du sol, suite à l’utilisation ou à l’occupation qu’il fait d’une terre donnée.

Sur instruction de l’Ingénieur, les mesures de conservation du sol sur les surfaces excavées ou remblayées qui font partie des ouvrages prévus doivent être mises en œuvre conformément aux présentes Spécifications et tel qu’indiquées dans les Plans.

Si, de l’avis de l’Ingénieur, les activités de l’Entrepreneur dans des zones autres que celles décrites ci-dessus comportent des risques d’érosion, l’Entrepreneur doit prendre, à ses propres frais, les mesures de conservation du sol qui s’imposent dans ces zones au moment indiqué par l’Ingénieur et conformément aux pratiques et procédures décrites dans les présentes Spécifications.

Il y a lieu de mettre en œuvre toutes les mesures de conservation du sol le plus tôt possible, tel que décidé par l’Ingénieur et afin de veiller à ce que la protection nécessaire soit assurée à l’achèvement des travaux.

Protection des eaux de surface et des nappes aquifères

Même si les dispositions précédentes pourvoient déjà à la prévention de la pollution des eaux et des sols par les déchets solides et liquides, il est néanmoins rappelé que les lits et berges des rivières devront faire l’objet de la part de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants d’une attention particulière afin de limiter les risques de pollution des eaux superficielles. L’Entrepreneur devra prendre les dispositions nécessaires pour éviter tout déversement de déchets liquides ou solides, dont les rejets d’eaux usées, boue, coulis, hydrocarbures, polluants de toute nature etc., dans les puits, forages, nappes d’eaux superficielles ou souterraines, cours d’eau et plans d’eau temporaires ou permanents, égouts, fossés, etc.

Les activités suivantes sont interdites dans le lit des cours d’eau et plans d’eau et à une distance inférieure à 30 m des berges :

Tout stockage et tout déversement de laitances de béton, de lubrifiants, carburants ou autres hydrocarbures ou liquides dangereux pour l’environnement ;

Tout dépôt, même provisoire, de déchets spéciaux (filtres à huile, batteries, etc.) ;

Tout dépôt ou entreposage de déchets banals pour une durée supérieure à 8 heures ;

Tout dépôt ou entreposage de débris de construction ou de résidus de béton, pour une durée supérieure à 72 heures ;

Toute vidange ou appoint d’huile (moteur ou autre élément mécanique) sur véhicules et engins sans autorisation de l’Ingénieur ;

Tout ravitaillement en carburant de véhicules ou engins de chantier ;

Tout nettoyage de toupie et autre conteneur à béton.

Les sites d’installation des chantiers et les sites de carrières et emprunts doivent être situés à une distance d'au moins 200 m d'un lac ou cours d'eau.

En cas de déversements ou fuites accidentels, les substances indésirables seront retirées avec soin, éventuellement après fixation sur des matériaux absorbant, puis stockées et traitées en fonction de leur nature et selon les prescriptions applicables énoncées dans les présentes clauses environnementales et sociales. L'Entrepreneur devra, sous le contrôle de l'Ingénieur, nettoyer et éliminer à ses frais toute forme de pollution due à ses activités, et indemniser ceux qui auront subi les effets de cette pollution. Les eaux qui devraient être pompées pourront être contaminées par différents polluants dont des hydrocarbures et leur rejet pourra entraîner une pollution indésirable en aval. L’Entrepreneur devra mettre en place des mesures de contrôle adéquates afin de ne pas rejeter des polluants dans l’environnement. Des filtres en géotextile pourront notamment être utilisés, de même que des matières absorbantes pour les hydrocarbures.

**Protection de la flore**

L’exécution du présent Contrat exige que l’on enlève des spécimens d’espèces arborées et arbustives protégées ou non. Pour ces opérations, l’Entrepreneur devra informer les représentants locaux de l’administration forestière du nombre et du lieu d’abattage et/ou de plantation de ces végétaux ligneux afin d’obtenir les autorisations nécessaires. Les opérations de défrichement et de déboisement seront à mener sous leur contrôle. L’Entrepreneur devra payer la taxe avant tout abattage d’arbres.

Dans la mesure du possible, l’Entrepreneur devra confier l’abattage d’arbres et d’arbustes à de la main-d’œuvre locale, moyennant rémunération et sous la supervision d’un Technicien. Le bois sera coupé en morceaux par taille fixée d’avance, et accumulé dans des endroits choisis en accord avec l’Ingénieur, avant d’être restitué aux populations riveraines.

Le transport du bois à la zone de stockage sera assuré par l’Entrepreneur et à ses frais. L’Entrepreneur doit prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter la vente ou le détournement dudit bois à de tierces personnes. L'ensemble des produits ligneux collectés par abattage pour les besoins du chantier et non utilisés devront être restitués aux propriétaires formels ou aux communautés traditionnellement attachés aux parcelles d'abattage.

L’Entrepreneur doit éviter de détruire, enlever ou abattre des arbres, couper du bois, des arbustes, des cultures ou tous autres éléments de la flore, dans des proportions supérieures à celles approuvées par l’Ingénieur comme étant nécessaires pour l’exécution du présent Contrat, et doit prendre toutes les mesures utiles pour empêcher ses employés de détruire les cultures ou tous autres éléments de la flore protégés par la loi.

Les sites d’installation de base-chantier devront être choisis afin de limiter le débroussaillement, l’arrachage d’arbustes et l’abattage des arbres. Ils doivent être choisis en dehors des zones sensibles, en règle générale, sur des terres à faible capacité agricole ou forestière et dans tous les cas en dehors des limites des zones d’exploitation, de préférence dans les zones déjà anthropisées ou intégrés dans des espaces déjà utilisés, pour éviter la dégradation d’autres espaces naturels. Là, comme en limite de zones agricoles, ou en traversée de village, l’Entrepreneur fera respecter les mesures de protection suivantes :

Limitation stricte des opérations d’abattage à l’emprise délimitée pour les travaux ;

Maintien dans la mesure du possible de bandes boisées étagées sur les lisières de coupes à blanc ;

Préservation, lors du dégagement des emprises, des arbres à grand diamètre et de qualité lorsque ceux-ci ne présentent pas de gêne pour les travaux et conservation;

Interdiction de vente et du sciage illicite du bois ou de son utilisation en tant que bois de chauffe par le personnel ;du bois pour les travaux auprès des sociétés agréées.

L’entrepreneur se chargera de la mise en œuvre de mesures préventives, parmi lesquelles :

La conception, la réalisation, la mise en place et l’entretien de 2 panneaux d’information par site de chantier sur le règlement intérieur concernant la destruction de la végétation et d’identification des espèces de flore protégées ;

La sensibilisation des employés contre les risques de feu de brousse et de coupe illicite ;

L’entreposage des produits inflammables (tels que le carburant) éloigné des zones peuplées d’espèces végétales ;

La limitation de la dégradation de la végétation avoisinante par des consignes au personnel, avec un relevé de situation des zones à préserver, à définir avec l’Ingénieur.

Pour ce qui concerne cet aspect de protection de la flore, il s’agira de collaborer avec les DRE/LCD de la région concernée par les travaux qui gère les forêts classées et supervise l’exploitation des forêts non classées, en concertation avec l'ensemble des acteurs concernés par l'utilisation, l'exploitation et la gestion des ressources naturelles.

**Protection de la faune**

L’Entrepreneur devra veiller au respect de l’interdiction de toutes formes de chasse pratiquée par le personnel permanent ou occasionnel qu’il aura contracté. En règle générale, la consommation et la commercialisation de la viande de chasse sera interdite sur les bases vie y compris par approvisionnement du fait de personnes extérieures au chantier.

Il doit prendre toutes mesures utiles pour empêcher ses employés de chasser, capturer ou même perturber la faune.

Pour ce qui concerne cet aspect de protection de la faune, il s’agira de collaborer avec la DRE/LCD de la région concernée qui supervise la protection de la faune sauvage et son exploitation par la chasse et la pêche.

Il spécifiera dans son règlement intérieur l’interdiction et les sanctions à prévoir dans le cadre de l’exécution volontaire, de la capture d’animaux sauvages (autre que dans des opérations contrôlées par les autorités de tutelle, ou dans le cadre des opérations de capture et relâcher) ou de l’implication du personnel du chantier dans toute transaction commerciale (achat, vente) de toute ou partie du corps d’un animal ou d’un trophée, ainsi que de la consommation de viande de brousse même par approvisionnement par le biais de personnes extérieures.

**Protection du milieu social**

**Protection de la population contre les émissions atmosphériques de polluants**

La limitation des émissions de gaz d’échappement du parc de véhicules et engins lourds de l’Entrepreneur en service dans le cadre du présent marché permettra de diminuer les polluants atmosphériques (gaz et particules) respirés par les populations riveraines des sites de chantier et ainsi que des déviations, pistes et voies d’accès.

**Protection de la population contre les poussières**

Lors du transport des matériaux de construction, l'Entrepreneur devra charger les camions de manière à éviter les pertes de matériaux au cours du transport. Il devra s’assurer de la présence de systèmes réflecteurs de signalisation des véhicules, de l’obligation des conducteurs d’allumer les feux de signalisation en journée et les gyrophares pour les engins la nuit et de la dotation de bâches de couverture pour les bennes des camions de transport des matériaux. Le réglage des machines et des engins et le respect des limitations de vitesse contribueront à la réduction des émissions de poussières et de fumées.

**Protection de la population contre le bruit**

L’attention de l’Entrepreneur est spécialement attirée sur l’obligation de limiter les bruits de chantier susceptibles d’importuner gravement les riverains, soit par une durée exagérément longue, soit par leur prolongation en dehors des heures normales de travail, soit par plusieurs de ces causes simultanément.

Pour atténuer les impacts de la phase des travaux du projet sur la qualité de vie des populations riveraines, l’Entrepreneur veillera à prendre des mesures appropriées pour que les seuils moyens de 55 à 60 décibels le jour et 40 décibels la nuit ne soient pas dépassés.

Toutes les opérations sources de bruit doivent, avant d’être entamées, faire l’objet d’un accord de l’Ingénieur. Cet accord ne sera donné qu’après recherche de toutes les conditions capables de réduire au minimum la gêne pour les riverains (engins insonorisés, durée d’emploi limitée, etc.).

Les travaux sources de bruit, exécutés dans un rayon de 100 m autour des habitations, doivent être arrêtés entre 18 heures et 7 heures.

Le maintien des chantiers en activité pendant la nuit sera subordonné à l'autorisation de l’Ingénieur. Si l'Entrepreneur a reçu l'autorisation ou l'ordre d'exécuter des travaux pendant la nuit, il s'engagera à les exécuter de manière à ne pas causer de trouble aux habitats et établissements riverains du chantier. Le mode d'éclairage devra être soumis à l'agrément de l'Ingénieur.

Toute émission de bruit non indispensable sera formellement interdite.

Limitation des préjudices causés aux propriétés

Dans l’exécution de son contrat, l’Entrepreneur, ainsi que son personnel, doivent :

s’assurer que la zone des travaux a fait l’objet d’accord et d’une libération conformément aux exigences et aux procédures du Maître d’Ouvrage.

A noter bien que la « zone de travaux » est définie comme toute zone où l'Entrepreneur a une incidence sur la superficie des terres sur des bases temporaires ou permanentes, y compris les carrières, les zones d’emprunts, les bases vie, les zones d'implantation, les carrières, etc.

S’abstenir de pénétrer sur une propriété privée, quelle que soit la raison, sans permission formelle ;

protéger la propriété publique ou privée contiguë aux lieux de travaux contre tout dommage et toute avarie pouvant résulter directement ou indirectement de l’exécution ou du défaut d’exécution des travaux ;

protéger contre tout déplacement et dommage les bornes, marques ou repères, indicateurs de niveaux ou de lignes de propriété, jusqu’à ce qu’un agent autorisé ait rattaché ou transféré ces bornes et permis formellement leur déplacement ou leur enlèvement ;

éviter le gaspillage des matériaux de construction dans les carrières et autres sources ;

protéger contre tout dommage les monuments, les bâtiments à caractères patrimonial ou religieux, les sites sacrés, les tombes, les cimetières, sites historiques ou archéologiques qui pourraient se trouver dans l’emprise du chantier ou dans toute autre aire utilisée par l’Entrepreneur pour ses travaux ;

protéger l’intégrité du domaine agricole et protéger au possible les arbres fruitiers ;

protéger, maintenir ou contribuer à reconstituer le couvert végétal perdu.

L’Entrepreneur est responsable pour tout préjudice qu’il peut causer à toute terre ou autre propriété située au-delà des limites du chantier. Il devra faire nettoyer et éliminer à ses frais toute forme de casse ou pollution due à ses activités et indemniser ceux qui auront subi les effets de ces désagréments. Il doit faire réparer tous les dégâts ou dommages causés à la propriété publique ou privée touchée par ses travaux.

L’Entrepreneur doit effectuer dans les plus courts délais les réparations ou reconstructions de biens qu’il a endommagés ou détruits, et ce, à ses frais. Il devra sensibiliser son personnel au respect du bien d’autrui et particulièrement celui des rites cultuels, en adoptant des procédures concernant les lieux sacrés et religieux (relevé et signalisation ; nettoyage et entretien ; réhabilitation ou dédommagement selon les coutumes et le respect du SGES du MCA-Niger).

L’indemnisation au titre des préjudices causés à ces terres ou propriétés par l’Entrepreneur doit être évaluée par l’Ingénieur, de concert avec les autorités locales, aux fins de règlement par l’Entrepreneur par le biais du Maitre d’Ouvrage.

Le Maitre d’Ouvrage a le droit de retenir sur tous paiements dus à l’Entrepreneur des montants suffisants qu’il jugerait nécessaires pour faire face à la responsabilité civile de l’Entrepreneur, jusqu’à ce que l’Entrepreneur donne la preuve à l’Ingénieur que sa responsabilité, à cet égard, a été définitivement assumée.

Alimentation en eau de la base du chantier respectant la satisfaction des besoins en eau des populations riveraines

Il est rappelé que l’alimentation en eau nécessaire aux travaux devra respecter les besoins des populations, du bétail et de la faune tels qu’ils étaient satisfaits auparavant, qu’il s’agisse des eaux de surface ou des eaux souterraines dont les aquifères villageois ne devront pas être surexploités.

L’Entrepreneur doit entretenir une collaboration avec les chefs de villages ou les comités villageois de gestion des sources d’eau potable pour coordonner les utilisations et informer les populations des mesures prises pour éviter les conflits d’usage.

**Festivals et coutumes religieuses**

Dans toutes ses interactions avec son personnel et la main-d’œuvre, l’Entrepreneur doit tenir dûment compte de tous les festivals, journées de repos et coutumes religieuses et autres coutumes reconnues. L’Entrepreneur doit veiller également à ce que son personnel respecte les coutumes locales et ne les viole pas par ses actions.

L’Entrepreneur doit assurer, avant le démarrage des travaux, des sessions d’information-sensibilisation de son personnel (qui n’est pas originaire de la région), par des acteurs locaux à identifier en concertation avec les autorités locales, concernant les coutumes locales qu’il faudra respecter.

Dans le cas d’apparition de difficultés faisant suite à des frictions ou des conflits entre les employés de l’Entrepreneur et les populations locales liés aux considérations culturelles ou religieuses, une conciliation sera sollicitée auprès des autorités locales officielles et coutumières.

Sensibilisation du personnel à la protection de l’environnement et à la bonne conduite vis- à - vis des populations locales

Lors de leur embauche, les personnels de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants seront sensibilisés et informés sur la nécessité de préserver l’environnement (respect de la nature, rejets de déchets, travail « propre », etc.), sur les pratiques en matière d’hygiène et de sécurité au travail d’une part, et sur la conduite à adopter vis-à-vis des populations riveraines : respect des autorités et des jeunes filles, distance, honnêteté, pudeur, valeurs religieuses et culturelles, traite des personnes et travail des enfants).

Plaintes des riverains/nes

Le projet dispose d’un mécanisme de gestion des plaintes, conforme au SGES et défini dans le Plan d’Engagement des Parties Prenantes, selon lequel les éventuelles plaintes des riverains/nes vis-à-vis des nuisances apportées par le chantier seront déposées par les populations au niveau

des Chefs de villages ;

des maires et/ou leur personnel ;

des préfets et/ou leur personnel ;

des installations de l’Entrepreneur.

Les plaintes seront collectées et analysées par l’Ingénieur. Si une plainte est jugée recevable, elle fera l’objet d’une discussion entre l’Ingénieur et l’Entrepreneur afin de proposer une solution au plaignant. Si le plaignant refuse cette première solution, un Comité de médiation ou une Commission de Gestion des Plaintes sera constituée présidée par l’autorité locale (Chef de village) conseillé par le Chef religieux, l’imam et/ou tout autre « sage », où siègeront également des représentants respectifs de l’Entrepreneur et de l’Ingénieur. Cette instance aura pour objectif de proposer une nouvelle solution au plaignant, qui, s’il la refuse de nouveau, devra s’orienter vers une démarche judiciaire.

L’Entrepreneur devra faire preuve de bonne volonté pour apporter des solutions favorisant le règlement rapide de ces litiges.

Établissement de rapports de gestion environnementale et sociale par l’Entrepreneur

Rapports sur les aspects environnementaux, sociaux, sanitaires et sécuritaires

Les pratiques environnementales et les travaux spécifiques liés feront l'objet d'appréciations spécifiques dans chacun des rapports de chantier établis. Les Responsables Environnement/Santé/sécurité et Social seront chargés d’élaborer les chapitres « Environnement-Santé-Sécurité et Social » du rapport de chantier sur la base d’observation de terrains et de discussion avec les parties prenantes. La partie environnementale du rapport de chantier sera présentée selon le canevas suivant :

Bilan de la surveillance environnementale : énumération des sites surveillés et présentation des fiches d’inspections ;

Bilan de l’avancement des actions prévues dans le Plan d’Action Environnementale et Sociale ;

Bilan des non-conformités par thème : bruit, poussières, gestion des carburants, gestion des lubrifiants, gestion des déchets liquides et solides, port des EPI, accidents et autres ;

Bilan de la correspondance environnementale adressée à l’Entrepreneur et de ses réponses ;

Conclusions et actions prévues.

Modalités de reportage, procédures de transmission et validation des rapports

Le personnel dédié de l’Entrepreneur sera chargé de produire entre autres : des rapports mensuels et trimestriels (ou ad-hoc, à la demande de l’Ingénieur du suivi ou du MCA), d’activités environnementales de chantier consacrés aux aspects environnementaux, santé/sécurité et au volet social du chantier. Ces rapports comporteront notamment les indicateurs de surveillance et les difficultés rencontrées.

En ce qui concerne la surveillance environnementale des travaux, la documentation environnementale comprendra une série de fiches d’inspection regroupées en registres : registres des base-vie et installations fixes, registre des emprunts, registre des engins et registre des chantiers qui seront préparées en fonction des réalités de terrain. L’Entrepreneur se conformera aux formats requis par l’Ingénieur de suivi et/ou le MCA-Niger.

L’Entrepreneur fournira au minimum les documents suivants :

Organigramme du personnel et profils (CV détaillés) ;

Règlement intérieur du chantier ;

Autorisations administratives /accords pour les sites à exploiter ;

Accords de sous-traitance ;

Journal de chantier ;

Formulaire de déclaration d’accident ;

Comptes-rendus de résolution d’accidents ;(courriers, demandes d’agrément/ de réception) ;

Plans attendus et manuels de procédures ;

Programme d’exécution général des mesures environnementales et sociales et plannings correspondants régulièrement actualisés ;

**Rapport de démarrage ;**

**Rapports mensuels de suivi environnemental ;**

**Rapports finaux pour chaque site exploité.**

Les rapports mensuels sur les aspects environnementaux, sociaux, sanitaires et sécuritaires, l’entrepreneur refléteront les activités/tâches menées ainsi que l’état d’avancement physique et financier des mesures environnementales et sociales du projet à la charge de l’Entrepreneur dans le cadre du projet du mois/trimestre précédent et soulignant les difficultés et les enjeux de même que la planification du mois à venir pour le rapport mensuel et du trimestre à venir pour le rapport trimestriel. Ces rapports doivent être accompagnés avec des plannings mensuels et trimestriels actualisés et mis à jour.

Le rapport mensuel seront remis à l’Ingénieur de suivi et au MCA-Niger, dans les cinq (05) jours suivant la période écoulée, soit le 25 de chaque mois pour le rapport mensuel, afin de leur permettre de planifier les activités de suivi et de réaliser des évaluations ad-hoc. Les documents et rapports transmis en cinq copies physiques et une copie électronique modifiable, seront soumis dans une première version à l’examen de l’Ingénieur, pour revue et approbation dans un délai d’une semaine pour les rapports mensuels et de deux semaines pour les rapports et documents plus consistants. L’Entrepreneur prendra en considération les recommandations de l’Ingénieur et les fera paraitre dans le rapport suivant, avec leur état de mise en œuvre.

**B – PRESCRIPTIONS SPECIFIQUES**

**RESPONSABLE ENVIRONNEMENT-HYGIENE-SANTE-SECURITE ET SOCIAL**

L’Entrepreneur emploie un Responsable Environnement - Hygiène-Santé-Sécurité pour le site, qui doit être compétent en matière de sécurité et familier avec le type de travaux exécutés. Sa mission comprend la prise de mesures de protection en matière de Santé et de Sécurité, notamment la prévention des accidents. En outre, il doit veiller, par le biais d’initiatives d’inspection personnelles, à l’application des règles et règlements en vigueur en matière de santé et sécurité au travail.

Le Responsable Environnement - Hygiène-Santé-Sécurité peut recevoir des informations de l’Ingénieur sur les questions liées à l’hygiène, la santé et la sécurité du personnel sur le site, ainsi que sur la conduite sûre des opérations de chantier.

Le Responsable Environnement - Hygiène-Santé-Sécurité devra animer des sensibilisations sous formes de quarts d’heure sécurité afin de briefer régulièrement le personnel sur les aspects Hygiène-Santé-Sécurité dans chaque poste de travail. Ces quarts d’heure de sécurité seront tenus au moins deux fois par semaine. Ces sensibilisations concerneront notamment les aspects santé et sécurité (présentation des risques particuliers, des conditions de circulation extérieure et intérieure au chantier, de la sécurité applicable lors de l’exécution des travaux, des consignes de sécurité particulières, explication des modes opératoires, suivi des mesures de prévention qui ont été définies pour chaque tâche dans le plan hygiène santé et sécurité). Le Responsable HSS pourra former d’autres cadres ou agents de maîtrise à l’animation de quarts d’heure sécurité afin de le remplacer dans cette tâche.

Le Responsable Environnement - Hygiène-Santé-Sécurité sera aussi en charge de la mise en œuvre du Programme de sensibilisation et d’information générales sur le déroulement des travaux et leurs conséquences sur les conditions de vie et d’activités de sensibilisation des employés et des populations riveraines concernant les IST/VIH/SIDA .

L’Entrepreneur doit tenir des réunions régulières sur la sécurité, au moins une fois par mois, avec ses cadres et agents de maîtrise et, le cas échéant, avec l’Ingénieur. Par ailleurs, il doit tenir l’Ingénieur informé des dates de ces réunions et lui fournir un exemplaire du projet d’ordre du jour.

**Hygiène, Santé, Sécurité et accidents**

**Dispositions générales**

L’Entrepreneur doit veiller, dans la mesure du possible, à l’hygiène, à la santé, à la sécurité et au bien-être professionnel de son personnel, du personnel de ses sous-traitants et de toute personne de passage sur les sites de ses chantiers. L’aménagement des sites de construction et des espaces de travail, ainsi que l’approche de l’Entrepreneur concernant les aspects ci-dessous énumérés, devront être intégrés dans son PGHSS. Au nombre des responsabilités de l’Entrepreneur figurent :

(a) le recrutement d’un Responsable Environnement-Santé-Sécurité et Social qualifié, dont le rôle consistera à prodiguer des conseils sur toutes les questions liées à la sécurité des ouvriers et sur les mesures à prendre pour promouvoir cette sécurité. Il fera office de premier point de contact de l’Ingénieur pour toutes les questions liées à la santé, à la sécurité et au bien-être ;

(b) la fourniture et l’entretien d’installations de chantier, d’équipements et de systèmes de travail sûrs et sans risque pour la santé ;

(c) l’exploitation des équipements et des véhicules de chantier de manière sûre ;

(d) la prise de dispositions appropriées pour assurer la sécurité et prévenir les risques liés à la santé, susceptibles de découler de l’utilisation, de la manipulation, du stockage, du transport et de l’élimination des articles et substances ;

(e) la fourniture d’équipements de protection, , ainsi que la fourniture des informations, des instructions, des services de formation et de supervision indispensables pour assurer la santé professionnelle et la sécurité du travail pour toutes les personnes employées dans le cadre des Travaux, conformément à la législation nigérienne ;

(f) la création et l’entretien de l’accès à tous les compartiments du Site, en toute sécurité et sans risque de blessure, y compris les passages des piétons et du bétail ;

(g) la fourniture de la signalisation indiquant en permanence à ses ouvriers et au grand public les zones de travaux, les tranchées ouvertes, les fosses ou tous autres dangers ;

(h) la réalisation d’installations de chantier, de transport, de chargement, de déchargement et d'entreposage des matériaux de manière à ne pas compromettre la sécurité ;

(i) l’établissement de consignes de circulation assorti d’un plan de circulation au chantier et sur les voies d’accès des véhicules ;

(j) l’exécution sous surveillance constante de toute manipulation de substances dangereuses;

(k) l’entreposage des substances dangereuses dans des récipients étanches, sur des aires d’entreposage sécurisées, à l’abri des intempéries. Garder les aires d’entreposage verrouillées et contrôler l’inventaire de ces substances ;

(l) la fourniture d’un système approprié d’assainissement, la réduction au minimum des déchets, la collecte et l’élimination appropriées des ordures, ainsi que le respect de la législation nigérienne et de tous les règlements administratifs en vigueur au niveau local, à la satisfaction de l’Ingénieur, pour l’ensemble des maisons, bureaux, ateliers, laboratoires et hangars construits sur le site ;

(m) le nettoyage et l’entretien régulier des lieux afin de rendre non glissants en toutes circonstances par des moyens appropriés (sablage, etc.), les passages, plates-formes, escaliers, marchepieds, etc. ;

(n) la fourniture d’un nombre suffisant de toilettes portatives et de toutes autres installations sanitaires aux sites qui abritent les travaux, ainsi que l’élimination des déchets sanitaires, à la satisfaction de l’Ingénieur ;

(o) la mise en œuvre, en consultation avec les autorités de santé publique compétentes, de mesures appropriées de lutte contre les moustiques, mouches et autres parasites sur le site, y compris dans les bases chantier ;

(p) en cas d’accident, le signalement verbal ou par téléphone, puis la déclaration, dans un délai de 12 heures, de l’accidents à l’Ingénieur et au MCA Niger à l’aide d’un formulaire de déclaration d’accident. Les incidents environnementaux, sociaux, sanitaires et sécuritaires graves doivent être notifiés dans un délai de 12 heures aux représentants désignés de l’Ingénieur et du Maître d’Ouvrage. L’Entrepreneur doit également soumettre des rapports de suivi à l’Ingénieur, afin de rendre compte de l’état et de l’efficacité des mesures de protection et correctives identifiées dans le Formulaire de déclaration d’incident.

(q) les Fiches de travaux à soumettre par l’Entrepreneur qui doivent indiquer la mise en place des dispositions sécuritaires et environnementales

(r) les dispositifs de soins d’urgence (boite à pharmacie positionnée sur site de chantier)

Mesures de sécurité

L’Entrepreneur doit se conformer à toute instruction donnée par l’Ingénieur en matière de sécurité. Pendant l’exécution des travaux, l’Entrepreneur doit prendre toutes les précautions raisonnables pour éviter tout préjudice aux personnes et aux biens. A cet égard, il doit mettre en place et assurer l’entretien de tous les équipements de sécurité nécessaires temporairement (clôtures, barricades, barrières, signaux et lumières), et fournir une alarme-incendie, des services de prévention et d’extinction d’incendie à des points stratégiques du chantier.

Il incombe également à l’Entrepreneur de mettre en place et d’assurer l’entretien des structures appropriées pour le stockage et le confinement des matériaux et liquides dangereux. Les conditions suivantes seront respectées pour leurs utilisations, leurs stockages et leurs manipulations, afin de permettre une meilleure sécurité sur les lieux de chantier, ainsi qu’une meilleure élimination de leurs déchets, dans les filières idoines :

Fournir les Fiches de Données Sécurité (FDS) pour tous produits ou techniques réputés dangereux, à l'arrivée sur le chantier et respecter les prescriptions inscrites sur les fiches ;

Elaborer des fiches utilisateurs pour les produits dangereux ;

Établir une liste de tous les produits utilisés sur le chantier avec des FDS ;

Étiquetage des contenants et installation des produits dangereux ou de leurs déchets sur des bacs de rétention ;

Remplacer les produits dangereux par d’autres moins nocifs, dans la mesure du possible, voire interdire certains produits et fournir la liste établie à chaque Partie Du marché (Maître d’ouvrage, Ingénieur, prestataires) ;

Transvaser tout produit dangereux ou polluant sur une zone imperméabilisée avec un bac de rétention avec caillebotis et collecter les restes et déchets dans des contenants étanches ;

Ne pas stocker de produit dangereux ou potentiellement polluant sur une zone inondable.

Mise en place d’un conseil de sécurité et sante selon le nombre de travailleurs de l’Entrepreneur

L’Entrepreneur doit adopter et appliquer les règles et règlements nécessaires, souhaitables ou appropriées pour protéger les populations et toutes les personnes participant aux travaux et à leur supervision.

L’Entrepreneur est responsable de la protection par signaux mobiles et du contrôle du trafic et, à ce titre, il doit se conformer aux exigences du Maitre d’Ouvrage, de la police et des autorités compétentes pour ces questions.

Sauf autorisation exceptionnelle, le transport dans les véhicules de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants de personnes étrangères au chantier sera interdit,

Clôture temporaire

L’Entrepreneur doit construire, entretenir puis démanteler des clôtures temporaires adaptées et approuvées autour des installations et chantiers (notamment la base-chantier, les travaux en cours près de bâtiments, de voies publiques ou de voies piétonnières et tout autre lieu où les opérations de l’Entrepreneur sont susceptibles de constituer une menace pour la sécurité ou les biens publics) occupés par l’Entrepreneur, qui sont jugées nécessaires pour honorer ses obligations au titre du Contrat, à la satisfaction de l’Ingénieur.

Lorsqu’une clôture temporaire doit être construite le long d’une voie publique ou d’une voie piétonnière, elle doit être du type requis et construite selon les normes acceptables pour l’autorité compétente.

Eclairage

L’Entrepreneur doit fournir un éclairage suffisant de manière à ce que, dans tous les endroits où les travaux sont en cours :

il existe des conditions de travail sûres pour le personnel de l’Entrepreneur, le personnel des autres entrepreneurs employé par le Maitre d’Ouvrage et/ou le personnel de l’Ingénieur ;

les travaux puissent être exécutés en parfaite conformité avec les termes du Contrat ;

l’Ingénieur puisse procéder à une inspection complète de tous les travaux en cours.

Activités à proximité des équipements électriques

Pour des raisons de sûreté et de sécurité, l’Entrepreneur doit avoir achevé la construction de toutes les clôtures de sécurité nécessaires autour des appareils électriques et mécaniques, avant que lesdits appareils ne soient branchés à une quelconque source d’alimentation en électricité.

Consignes de sécurité

L’Entrepreneur doit donner à ses employés et à ceux de ses sous-traitants, ainsi qu’au personnel de l’Ingénieur, des instructions de sécurité imprimées à ses propres frais en français et dans toutes autres langues utilisées par ses employés sur le chantier. Les consignes de sécurité doivent être examinées et validées par l’Ingénieur.

L’Entrepreneur doit fournir pour approbation avant le début des travaux ; entre autres la liste des consignes relatives à la manutention, élingage des engins de levages ; consigne visant la protection individuelle ; travaux en hauteur ; transport du combustible ; consignation et déconsignation électrique ; procédure de gestion des habilitations et autorisation, etc.

L’Entrepreneur doit mettre en place toutes les procédures sécuritaires nécessaires pour éviter les accidents (balisages, brochures, réservation d’un quart d’heure de sécurité sur chacun des sites avant le démarrage de la journée et un rappel est fait concernant un point précis HSE, etc.

Une initiation aux premiers secours sera dispensée aux ouvriers, aux conducteurs d’engins de chantier et aux chauffeurs de camions de transport.

Les visiteurs de tout site seront équipés des équipements de sécurité et seront informés des mesures de sécurité en vigueur.

Vêtements et équipements de protection

L’Entrepreneur doit fournir gratuitement et de manière personnelle à ses employés et ses visiteurs des Équipement de Protection Individuel (EPI) nécessaires et appropriés au travail à réaliser, sur la base d'une analyse des risques à couvrir et des performances offertes par l'EPI (comprenant casques, gants, gilets fluorescents et chaussures/bottes de sécurité pour l’ensemble – Protections respiratoires, visuelles, auditives et baudriers pour les postes techniques).

Il doit définir des règles de port et instructions d'utilisation et veiller à la conformité du port des équipements pendant la présence sur les lieux du chantier et à ce que ceux-ci soient renouvelés de façon ad-hoc. L’Entrepreneur fixera les conditions de mise à disposition, d'utilisation, d'entretien et de stockage des EPI, en consignes parties du règlement intérieur et fera vérifier régulièrement la conformité des EPI mis à disposition. Ces instructions seront à respecter par l'utilisateur, qui en cas de refus, engagera sa responsabilité.

L’Entrepreneur, et ce dans tous les cas, se doit de veiller, lui-même et à travers son personnel de tutelle, à la présence documentée et à l'utilisation effective des EPI. Il informera les utilisateurs des risques contre lesquels l'EPI les protège, des conditions d'utilisation, des instructions ou consignes de l'EPI et leur condition de mise à disposition. Il formera et entraînera les utilisateurs au port de l'EPI aussi souvent que nécessaire pour que l'EPI soit porté conformément à sa consigne d'utilisation. Les employés qui ne respectent pas les consignes de port des EPI devront être renvoyés après un premier avertissement.

L’Entrepreneur instruira les personnes chargées de la mise à disposition et/ou de la maintenance des EPI des consignes nécessaires pour assurer le suivi, le bon fonctionnement et un état hygiénique satisfaisant par les entretiens, réparation et remplacement nécessaires des EPI, y compris une vérification générale périodique. Cette vérification doit être enregistrée sur le registre de sécurité et doit être conservée durant 5 années. Ce registre doit être tenu constamment à jour et à la disposition de l'inspection du travail et de l’Ingénieur. Il doit contenir les entrées de matériel, les attestations de remise contresignées, le résultat des vérifications annuelles ou ad-hoc, les réparations et les réformes des EPI. Ceux-ci comprendront de façon non exhaustive :

des bottes Wellington ;

des bottes de chantier, les bottes ou chaussures à embout d'acier ou des bottes similaires;

des gants de travail ;

des casques de protection ;

des masques pour éviter l’inhalation de la poussière ;

etc.

Services de lutte contre l’incendie

Il incombe à l’Entrepreneur de prendre toutes les mesures de prévention de l’incendie, de protection contre l’incendie et de lutte contre l’incendie sur le chantier, pendant la durée du Contrat.

A cet égard, il doit se conformer aux recommandations des autorités locales compétentes (le cas échéant).

L’Entrepreneur doit fournir, entretenir régulièrement et exploiter tous les équipements de lutte contre l’incendie appropriés pour assurer la protection de tous les bâtiments, engins et ouvrages en construction, notamment, cette liste n’étant pas exhaustive :

prises d’eau, pompes et tuyaux ;

sable ou autre matériau d’extinction

les extincteurs de classe A, B et/ou C, adaptés au poste de travail.

Tous les services et équipements fournis au titre de la présente section doivent faire l’objet de l’approbation préalable de l’Ingénieur. Au cas où ce dernier estimerait, à un moment donné, que ces services ou équipements sont inadéquats pour satisfaire les besoins du projet et le notifierait à l’Entrepreneur par écrit, celui-ci devra prendre immédiatement toutes les mesures nécessaires pour combler les lacunes, tel qu’exigé par l’Ingénieur. Toutes ces mesures sont à la charge de l’Entrepreneur.

L’Entrepreneur doit veiller à ce qu’un nombre suffisant d’employés (au moins un sur dix) maîtrisent la manipulation des équipements de lutte contre l’incendie et puissent prendre le contrôle des opérations en cas de situation d’urgence.

L’Entrepreneur a l’obligation de réaliser à l’attention de tous ses personnels et de ceux de ses sous-traitants :

des démonstrations périodiques de l’utilisation des équipements de lutte contre l’incendie, ou

des simulations périodiques de sinistre.

Procédures et précautions générales applicables aux matières dangereuses

L’Entrepreneur devra obtenir tous les accords ou licences nécessaires auprès des autorités locales pour le stockage et l’utilisation des matières dangereuses. Une copie de ces autorisations sera transmise à l’Ingénieur.

L'Entrepreneur met en œuvre pour chaque produit dangereux utilisé par son personnel ou ses sous-traitants, les recommandations décrites dans les Fiches de Données de Sécurité de chaque produit et par le Système général harmonisé de classification et d'étiquetage des produits chimiques des Nations Unies concernant les produits chimiques dangereux utilisés.

Une copie des Fiches de Données de Sécurité est maintenue sur les sites d’activité, à disposition du personnel. L’Entrepreneur remet à l’Ingénieur une copie de l’ensemble des Fiches de Données de Sécurité.

Les lieux de stockage sont conçus et aménagés par l'Entrepreneur en tenant compte non seulement des propriétés physico-chimiques des produits, mais aussi des types de contenants qui y seront entreposés, du nombre de personnes devant y avoir accès, des besoins en ventilation, de la quantité de produits consommée et des réactions chimiques potentielles avec d’autres substances. L’Entrepreneur veillera à :

Limiter l’accès au stockage aux seules personnes formées et autorisées ;

Tenir à jour un état du stock ;

Subordonner le stockage d’un produit chimique à l’existence de sa fiche de données de sécurité réglementaire et de son étiquetage ;

Mettre en place un classement rigoureux et connu (affichage d’un plan, interdiction d’entreposer des emballages volumineux ou lourds en hauteur, pas d’entreposage d’outillage et de matériel dans le local de stockage de produits chimiques) ;

Respecter les dates de péremption de produits et mettre en place une procédure d’élimination des produits inutiles ou périmés ;

Interdire l’encombrement des voies d’accès, des issues et équipements de secours.

Les lieux de stockage devront être clairement identifiés par des panneaux d’avertissement à l’entrée. L'Entrepreneur apposera également un affichage du plan de stockage (localisation des différents produits, capacité maximale), un récapitulatif de l’étiquetage des produits entreposés et le rappel des incompatibilités éventuelles.

Les produits chimiques pouvant réagir les uns avec les autres (provoquant des explosions, des incendies, des projections ou des émissions de gaz dangereux) devront être séparés physiquement. Les produits réagissant violemment avec l’eau doivent être entreposés de façon à ce que tout contact avec de l’eau soit impossible, même en cas d’inondation. Les produits inflammables devront être stockés à part dans une enceinte dédiée et constamment ventilée. Les locaux de stockage de produits dangereux en quantités importantes sont isolés des autres bâtiments, afin d’éviter la propagation d’un incendie qui s’y déclarerait. Ils seront bâtis à l’aide de matériaux durs et incombustibles et munis de systèmes appropriés d'évacuation et de lutte contre le feu. L’accès au local sera facile, permettant une évacuation rapide en cas d’accident. L’installation électrique est réduite au minimum indispensable à l’intérieur du local, un éclairage suffisant (300 lux) est à prévoir à l’aplomb des accès.

Des capacités de rétention seront prévues par catégorie de produits. Chaque lieu de stockage de produit dangereux est lui-même en rétention générale. Un produit absorbant approprié aux produits stockés (neutralisant, incombustible) devra être disponibles dans le lieu de stockage, afin de récupérer fuites et gouttes de produits.

L'Entrepreneur mettra en œuvre des mesures pour maintenir la température du lieu de stockage des produits dangereux à un niveau évitant les ruptures des conditionnements ou évitant les surpressions des contenants.

Stockage des carburants et lubrifiants

Les carburants seront stockés dans des cuves métalliques à double parois en des zones inaccessibles au public. Les cuves seront disposées à l’air libre au sein de bassins de rétention étanches (béton armé) d’une hauteur minimale de 0,60 m dont la capacité sera égale au plus grand volume entre 110 % du volume de la plus grosse cuve et 50 % du volume total stocké. Un dispositif de lutte contre l’incendie équipera toutes les aires de stockage. Les réservoirs de stockage construits avec des doubles parois peuvent aussi être utilisés.

Les bassins de rétention devront être équipés d’un dispositif permettant d’évacuer les eaux de pluie qui s’y accumuleront. Ce dispositif sera muni d’une vanne maintenue par défaut en position fermée et qui dirigera les eaux vers un séparateur d’huile. Les eaux pourront être évacuées du bassin de rétention par le responsable environnement de l’Entrepreneur uniquement en l’absence d’une importante phase flottante de carburant. Un dispositif de lutte contre l’incendie de même que des kits d’absorbants synthétiques équiperont toutes les aires de stockage. Toutes ces mesures devront être appliquées même pour un stockage de carburant « temporaire ».

Les aires d’avitaillement, d’entretien mécanique et de lavages des véhicules seront également imperméabilisées et pourvues d’un caniveau collecteur étanche équipé d’une fosse avec séparateur d’hydrocarbures. Un dispositif de lutte contre l’incendie ainsi qu’un bac à matériaux absorbant équiperont toutes les aires d’avitaillement.

Les camion-citerne de ravitaillement, les véhicules de graissage des engins lourds sur les chantiers et les gisements ne devront pas montrer de fuites visibles laissant s’échapper du carburant sur le sol et ce du début à la fin du chantier. Ces véhicules devront à leur bord disposer de plateaux anti-gouttes et d’un kit d’urgence de récupération des hydrocarbures comprenant une quantité suffisante de matériaux absorbants (feuilles et boudins absorbants) et de matériels connexes (pelles, gants, obturateurs de fuite, etc.) pour pallier toute situation. Ces kits seront également présents à bord de tous les engins de chantiers.

Les lubrifiants en réserve seront stockés sur des aires imperméables pourvues d’un caniveau collecteur étanche équipé d’une fosse avec séparateur. Les huiles de vidange (usagées) seront stockées dans les mêmes conditions dans les fûts d’origine ou citernes métalliques étanches. Si par nécessité un fût ouvert ou autre récipient important non scellé d’huile devrait être transporté hors d’une zone imperméabilisée, il devra être disposé sur une palette de rétention adéquatement dimensionnée.

Toute vidange de réservoir d’huile de véhicules et d’engins en dehors des zones imperméables prévues à cet effet sera interdite.

Les activités de lavage et d’entretien des véhicules et engins seront réalisées sur des aires imperméables pourvues d’un caniveau collecteur étanche équipé d’une fosse avec séparateur. Les résidus d’hydrocarbures ainsi récupérés dans les dégraisseurs seront stockés avec les huiles de vidange

En aucun cas, les huiles usées ne devront être déversées ou enfouies sur les sites d’activités ni ailleurs, ni distribuées aux populations. En cas de besoin, une Partie Des huiles pourra être utilisée pour enduire les bois de coffrage.

Pour les huiles usées, l’Entrepreneur devra présenter une filière d’élimination ou de recyclage dans son PAES de chantier pour approbation.

L’Entrepreneur et ses sous-traitants s’engageront à ce qu’aucun produit pétrolier ne soit rejeté volontairement dans l’environnement et prendra les moyens pour s’assurer que cette règle soit respectée par tous leurs employés. De plus :

Tous les réservoirs de stockage seront inspectés régulièrement en ce qui concerne le contrôle du volume ou les mesures d’écoulement, un inventaire des produits pétroliers devra également être réalisé ;

Fumer à moins de 10 mètres des aires de stockage de carburant sera formellement interdit ;

Un permis de feu spécial sera requis pour les travaux de soudure ou de découpe réalisés dans les aires de stockage ;

L’approvisionnement ou l’entretien ponctuel d’équipements mobiles dans des zones autres que les principales aires de stockage de carburant seront effectués dans des zones désignées par l’Ingénieur ;

Dans les 30 jours suivant l’abandon d’un des réservoirs de stockage, le fournisseur devra le vider de son contenu, démonter les mécanismes et ôter les tuyaux concernés, éliminer les surfaces contaminées, nettoyer la zone et réhabiliter le site dans son état initial ;

Tout sol contaminé par des fuites de carburant (huile ou graisse) devra être confiné dans des contenants ou déplacé dans une zone abritée (du vent, de la pluie ou de l’érosion causé par l’eau) jusqu’à ce que les produits pétroliers se soient dégradés naturellement. Les méthodes pour collecter et traiter les sols contaminés doivent faire l’objet d’un suivi. La terre perméable et contaminée sera déplacée dans des récipients spécialement destinés à cet usage et transformée en conformité avec les clauses générales ;

Des mesures seront effectuées chaque semaine sur les installations de stockage de carburant, afin de contrôler la consommation effective de carburant.

Autres mesures de préparation et réponses aux situations d’urgences

Pour rappel, en plus des mesures déjà évoquées, en conformité avec le Plan de Préparation et de Réponse aux Situations d’Urgence (PRRSU) du MCA Niger, l’Entrepreneur devra prévoir des dispositions concernant la manière de prévenir et/ou répondre aux situations suivantes :

Embourbements

Conflits sociaux internes et externes

Attaques terroristes et enlèvements

Il devra s’équiper des matériels nécessaires tels que décrits dans le PRRSU et sera soumis à un processus de suivi-évaluation sur ces aspects de la part du MCA Niger.

**Mesures de santé du personnel**

**Services de premiers secours et services médicaux**

L’Entrepreneur est entièrement responsable de la fourniture à son personnel et à ses ouvriers des services de premiers secours nécessaires, y compris le transfert des membres blessés du personnel à l’hôpital ou dans d’autres lieux appropriés, le cas échéant.

L’Entrepreneur procèdera à la mise en place d’une boite a pharmacie au niveau de la base-vie pour couvrir les besoins en termes de soins rapides pour les employés blessés ou malades, contrôle régulier de l’état de santé des employés et des conditions d’hygiène, dépistage des maladies (dont les maladies sexuellement transmissibles), etc.

L’Entrepreneur doit fournir, gérer et conserver des stocks de médicaments et d’équipements médicaux dont la couverture, la quantité et les normes sont jugées satisfaisantes par un médecin pour assurer les premiers secours. En outre, il doit veiller à ce qu’au moins un employé sur dix, présents sur le site de travail soit/soient initié(s) à la fourniture des soins de premiers secours et assurer l’évacuation médicale, le cas échéant.

**Aménagement des horaires de travail**

Sauf besoin exceptionnel, qui devra être justifié et approuvé par l’Ingénieur, les travaux au sein des zones habitées (moins de 100 m des premières habitations) devront être obligatoirement interrompus entre 18H et 7H.

**Lutte contre les foyers d’insectes vecteurs de maladies**

L’Entrepreneur devra prendre toutes les précautions afin de limiter l’existence et la durée de points d’eau stagnantes, tels que les excavations, ornières, dépôts de pneus ou de conteneurs ouverts sur ses installations fixes et à moins de 500 m des habitations et zones fréquentées par les populations. Il distribuera des moustiquaires imprégnées au personnel résidant dans et en dehors des bases du chantier.

**Hygiène Générale des installations fixes**

Les installations doivent comporter au moins un point de vente ou de distribution de préservatifs, bien en évidence pour les employés et diverses affiches de sensibilisation à la transmission du Sida.

Il faut prévoir des vestiaires séparés qui seront mis à disposition des femmes employées sur le chantier. En outre, il faut prévoir des dortoirs séparés au cas où des femmes logeraient à la base-vie. L’ensemble des logements de personnel devra être équipé de moustiquaires imprégnées installées neuves en début de chantier et réimprégnées après chaque période de 12 mois.

Les aires de bureaux et de logement doivent être pourvues d’installations sanitaires (latrines, fosses septiques, puits perdus, lavabos et douches) en fonction du nombre d’employés et de ceux logés sur place. Il faut considérer de fournir des toilettes et douches séparées pour les hommes et les femmes, car des femmes seront employées sur le chantier. Des réservoirs d’eau devront être installés en quantité suffisante et la qualité d’eau devra être adéquate aux besoins. Un drainage adéquat doit protéger les installations. Les installations sanitaires devront se conformer au minimum à la réglementation nationale et aux normes de l’OMS.

Les aires de cuisines et de réfectoires devront être pourvus d’un dallage en béton lissé, être désinfectés et nettoyés quotidiennement. Un réservoir d’eau potable doit être installé et le volume doit correspondre aux besoins. Des lavabos devront faire Partie De ces installations. Un drainage adéquat doit protéger les installations. Pratiques d’hygiène de base

L’Entrepreneur doit donner à l’Ingénieur la preuve que tout son personnel est initié aux pratiques d’hygiène de base pendant la défécation et la miction, ainsi qu’à la prévention des infections sexuellement transmissibles, et qu’il a accès aux préservatifs.

Production et gestion de l’eau de service et sanitaire

L’Entrepreneur doit prendre ses propres dispositions afin d’installer un système d’alimentation en eau potable pour ses sites, notamment les base-vies et base chantier et leurs annexes, ainsi que pour les installations de l’Ingénieur prévues au titre du Contrat. L’alimentation en eau doit se faire à partir des sources approuvées par l’Ingénieur.

En aucun cas, les prélèvements d’eau de l’Entrepreneur ne devront influencer négativement la disponibilité en eau des populations voisines.

La qualité de l’eau potable doit être conforme aux normes de l’Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Le pH doit se situer entre 6,5 et 8,5.

L’Entrepreneur doit soumettre à l’Ingénieur ses plans relatifs au système d’alimentation en eau et de distribution, notamment le filtrage, la chloration et les autres traitements proposés, aux fins d’approbation, dans un délai maximum de 30 jours suite à l’ordre de service. La qualité, le nombre, la capacité et l’emplacement des points d’eau doivent être satisfaisants pour l’Ingénieur.

En outre, l’Entrepreneur doit assurer la disponibilité de quantités suffisantes d’eau propre pour le traitement des agrégats, le béton, le nettoyage et ses autres usages pour les travaux.

En ce qui concerne ses installations, l’Entrepreneur doit prendre les mesures provisoires nécessaires jusqu’à ce que les dispositions permanentes prévues au titre du Contrat entrent en vigueur, étant entendu que toutes ces mesures doivent être approuvées par l’Ingénieur.

**Installations d’assainissement**

L’Entrepreneur doit fournir, construire, exploiter des toilettes en nombre suffisant sur les différents sites du chantier et en assurer l’entretien. Les installations doivent comprendre des latrines amovibles, des cabinets d’aisance, des urinoirs, des lavabos et douches, des fosses septiques, des tranchées d’absorption ou toutes autres installations d’élimination d’eaux usées approuvées.

Les toilettes temporaires doivent répondre aux normes fixées par les autorités sanitaires locales. Il convient d’éviter que les eaux usées éliminées n’entrent en contact direct avec la nappe phréatique ou les eaux de surface à un moment quelconque de l’année. Tant le lieu d’implantation que la construction de ces installations doivent être approuvés par l’Ingénieur. Les divers sites ouverts et utilisés par l’entrepreneur devront prévoir un drainage adéquat séparatif des eaux de ruissellement sur l’ensemble de leurs superficies. L’Entrepreneur situera les puits perdus, les fosses septiques, les plateformes de collecte des eaux usées et le lieu de stockage temporaire des déchets à plus de 200 m de tout point d’eau, tout en prenant le soin de vérifier le sens de l’écoulement des eaux souterraines et en évitant d’installer des sites polluants à proximité des cours d’eau. Il fera suivre la fonctionnalité de ses installations d’assainissement, s’assurera de leur entretien et de leur réparation ou remplacement en cas de panne ou dégradation.

Les eaux usées issues des installations doivent être éliminées de manière hygiénique, tel qu’approuvé par l’Ingénieur et conformément à la règlementation nationale.

L’Entrepreneur doit soumettre à l’Ingénieur ses plans relatifs aux installations d’assainissement, aux procédures et aux sous-traitants prestataires aux fins d’approbation par l’Ingénieur et le MCA-Niger, dans un délai maximum de 15 jours après la notification de l’ordre de service. Une fois conçues, toutes les installations et procédures feront l’objet d’examen/évaluation de l’ingénieur et d’une validation ainsi que de l’approbation du MCA-Niger.

**Utilisation des ressources en eau**

De manière générale, tout prélèvement d’eau par l’Entrepreneur devra se faire en conformité avec l’Ordonnance 2010-09 portant code l’eau. Cela s’applique particulièrement aux prélèvements dans le milieu naturel (rivières, plans d’eau permanents/semi-permanents et aquifères), qui devront être soumis à la fois à l’approbation des autorités compétentes et des communautés riveraines ou utilisant couramment les points d’eau exploités.

Le respect de la satisfaction des besoins en eau des populations

L'alimentation en eau nécessaire aux Travaux de construction devra respecter la satisfaction des besoins des populations. Si L’Entrepreneur choisit de prélever de l’eau potable publique, ce prélèvement ne devra en aucun cas entraîner des coupures d’eau dans les quartiers desservis. A cette fin, l’Entrepreneur est tenu, avant le début des travaux, de tenir des réunions de concertation avec le concessionnaire (SEEN là où elle existe) et les autorités communales concernées, afin de définir les besoins du chantier et le rythme de prélèvement et de vérifier ainsi l’adéquation avec les volumes d’eau disponibles.

Le recours de l’Entrepreneur ou de ses sous-traitants à des systèmes d’approvisionnement en eau villageois (puits, forage ou petits réseaux) pour les besoins du chantier est assujettis à l’accord des usagers.

Si un point d’eau autonome est créé, par exemple un forage sur la base-vie, les autorisations y afférentes devront être préalablement demandées et obtenues auprès des autorités compétentes. L’innocuité des prélèvements sur les ressources en eaux exploitées par les communautés riveraines devra être vérifiée.

Le respect de la qualité de l’eau consommée par les populations

Pendant la durée du Contrat, l’Entrepreneur devra prendre, à tout moment, les mesures nécessaires qui ont été consignées dans le PAES afin que les Travaux de construction et de réhabilitation n’entraînent pas la pollution des ressources en eaux de surface et souterraines :

Pour éviter la contamination des cours d’eau et des drains existants par les produits pétroliers, les huiles ou d’autres matériaux nocifs, le chantier et tous les espaces de travail temporaires situés au-delà des limites du chantier devront être propres et ordonnés. A à cet égard, des puisards seront prévus au niveau de tous les ateliers, qui devront être vidangés régulièrement, leurs déchets étant éliminés dans un lieu convenu avec l’Ingénieur.

Au cas où ces ressources en eau auraient été quand même polluées ou contaminées du fait des activités de l’Entrepreneur, celui-ci doit prendre, à ses propres frais, toutes mesures nécessaires pour remédier à cette pollution, conformément aux instructions de l’Ingénieur.

Les dispositions prévues par l’Entrepreneur quant à l’utilisation des ressources en eau doivent être consignées dans le PAES à présenter à l’Ingénieur pour validation avant le démarrage des travaux.

**Gestion des déchets et effluents**

**Gestion des déchets banals**

Les déchets banals (papiers, emballages carton ou plastique, verre, pièces mécaniques endommagées, débris de bois, etc.) seront collectés dans des conteneurs formels disposés par les opérateurs en divers endroits des installations fixes. Les déchets laissés dans les véhicules, sur les sites de chantiers et les gisements seront également collectés. Les conteneurs seront vidés régulièrement pour éviter leur débordement et la dispersion des déchets par le vent.

Le recyclage maximal des déchets banals (non dangereux) sera pratiqué au bénéfice de communautés locales. Ce recyclage concernera en premier lieu les conteneurs en plastique et en verre (n’ayant pas renfermé de produits toxiques ou nuisibles à l’environnement), qui devront cependant être vidés de leur contenu et nettoyés avant la mise à disposition. En aucun cas les déchets ne seront brulés, ni même les papiers et les objets à base de plastiques ou caoutchouc (pneus).

Les déchets banals et domestiques non volumineux qui ne pourront être recyclés seront enfouis au sein des installations fixes après compactage. L’Entrepreneur assurera l’évacuation et le dépôt des déchets banals résiduels sur un site approuvé à la fois par la DDE/LCD de la région et la Commune concernées et par l’Ingénieur.

Les pneus usagés seront également le plus possible recyclés par rechapage. Les pneus non recyclables seront stockés par empilement ordonné sur un endroit dédié au sein d’une installation fixe en attendant leur évacuation. Le brûlage des pneus à l’air libre est interdit.

Gestion des déchets spéciaux

L'Entrepreneur devra manipuler avec précaution, collecter dans des récipients étanches et si possible recycler les déchets de chantier, et notamment les déchets dits spéciaux (batteries, filtres à huile, fûts de bitume usagés etc.,) tant au niveau des installations fixes qu'au niveau des ateliers mobiles.

Ces déchets spéciaux seront d’abord stockés au niveau des installations fixes dans des conteneurs métalliques étanches colorés et marqués selon la nature des déchets. Ces conteneurs seront placés dans une aire inaccessible au public et protégée de la pluie par un toit de tôle ou autres matériaux durs et étanche. Le sol sera étanchéifié par une couche de béton ou autre matériau adéquat et entourée par un système de drainage étanche aboutissant à une fosse avec séparateur d’huile. Les conteneurs devront être vidés avec une fréquence suffisante pour éviter tout débordement.

En aucun cas, les déchets spéciaux ou dangereux ne devront être déversés ou enfouis ni distribués aux populations. Les déchets banals ou dangereux générés par l’Entrepreneur et ses sous-traitants ne devront, en aucun cas, être accessibles aux enfants ou aux animaux. Ils devront être traités en fonction de l’accompagnement prévu par MCC ou sinon soit repris par le fournisseur, soit réexpédiés vers Niamey ou autre grand centre urbain ou industriel adéquatement équipé à des fins de recyclage ou de stockage sécurisé. La destination et le devenir de ces déchets devra être clairement spécifié par l’Entrepreneur dans son PAES pour validation avant le démarrage des travaux.

Gestion des huiles usagées

Les huiles usagées devront être, soit reprises par le fournisseur, soit réexpédiées vers Niamey ou un autre grand centre urbain ou industriel adéquatement équipé à des fins de recyclage ou de stockage sécurisé. La destination et le devenir des huiles usées devront être clairement spécifiés par l’Entrepreneur dans son PAES. En aucun cas, les huiles usées ne devront être déversées ou enfouies, ni distribuées aux populations.

Au site des bases, les activités de lavage et d’entretien des véhicules et engins seront réalisées sur des aires étanches suffisamment vastes dont les eaux de drainage se déverseront dans un système de débourbeur et séparateur d’huile avant d’être rejetées dans l’environnement. Les dimensions de tous les débourbeurs seront calculées en fonction des charges prévues (quantités d’eau usées et/ou quantité de précipitations). Les plans de ces installations accompagnés des notes de calcul devront recevoir l’approbation de l’Ingénieur. L'ensemble des dispositions prévues par l'Entrepreneur dans le cadre de la gestion des hydrocarbures doivent être consignées dans le PGHSS à présenter à l’Ingénieur pour validation avant le démarrage des travaux.

Mesures d'accompagnement environnementales et sociales

Restitution des produits ligneux

L'ensemble des produits ligneux collectés par abattage pour les besoins du chantier, sur les emprises, sur les sites d’emprunt, devra être restitué aux propriétaires formels ou aux communautés traditionnellement attachés aux parcelles d'abattage. Les arbres coupés relevant du Domaine de l’État seront laissés à la disposition des autorités compétentes.

L’Entrepreneur devra céder la totalité des produits ligneux, y compris les arbres commercialisables, aux populations y ayant droit. Dans un délai minimal de 15 jours calendaires avant de commencer tout abattage, ces populations devront être identifiées et informées de ces dispositions.

Les arbres abattus sur les sites d’emprunt et dans les emprises seront coupés en tronçons d’une longueur inférieure à 1,5 mètre et déposés en un endroit accessible et sécuritaire désigné par la communauté bénéficiaire et approuvé par l’Ingénieur.

Une fois les produits ligneux déposés par l’Entrepreneur sur les sites autorisés, les activités de surveillance, de débitage (en bois de chauffe) et de transport des produits ligneux, seront sous la responsabilité et à la charge de la communauté bénéficiaire.

Activités de sensibilisation des populations riveraines concernant les IST/VIH/SIDA

En plus des actions de sensibilisation menées auprès du personnel de l'Entrepreneur, il est requis de mettre en place des actions de lutte contre les IST/VIH/SIDA, les autres infections transmissibles sexuellement et les grossesses non désirées, spécifiquement ciblées sur la population générale et les groupes à risque.

Le programme de sensibilisation et de prévention des risques des IST/VIH/SIDA sera mis en œuvre en bonne complémentarité et coordination avec les actions locales de lutte contre les IST/VIH/SIDA supervisées par les services compétents en la matière.

Le programme de lutte contre les IST/VIH/Sida proposé comprendra les composantes suivantes :

La conduite d’actions d’information et de plaidoyer visant les dirigeants en organisant à leur intention une journée dite de plaidoyer durant laquelle ils seront informés à propos du programme et seront munis de tous les éléments susceptibles de les encourager à y adhérer et à le soutenir. Cette action sera ponctuée de revues périodiques du programme qui requerront leurs observations, leur rétro-information et leur implication réelle pour la réalisation performante du programme ;

L’élaboration des rapports d’activité ;

La production et la mise en place des supports d’information, d’éducation et de communication adaptés : boîtes à images, mannequins, affiches, prospectus et panneaux ;

L’approvisionnement régulier et suffisant des employés en préservatifs ;

Le suivi/supervision périodique des activités ;

L’évaluation du programme.

Les approches devront être adaptées aux différentes populations cibles, notamment les hommes, les femmes, les jeunes hommes et les jeunes femmes.

Remise en étét des sites de bases chantier Sauf instruction contraire de l’Ingénieur, l'Entrepreneur remettra en état toutes les zones perturbées par les travaux, avant la réception provisoire des travaux, accès compris.

La remise en état consiste par défaut en l’enlèvement de toutes structures bâties, fabriquées ou bien enfouies (par exemple, conduite ou fosse septique) et évacuation des matériels, déchets ou gravats, puis à l’aplanissement des zones de sorte que le drainage des eaux de ruissellement s'effectue sans érosion de sols ni stagnation des eaux..

Si les installations sont situées sur un terrain privé, un accord écrit de restitution/remise en état sera conclu avec le propriétaire et présenté à l’Ingénieur.

D’une manière générale, quels que soient l’accord conclu et l’usage futur de la zone, les sites remis en état ne devront plus représenter une source de danger ou de risque pour les personnes ou les animaux domestiques ou sauvages.

Reconstitution des sols et parcelles agricoles

L’Entrepreneur doit éviter dans la mesure du possible tout empiètement sur les terres utilisées à des fins agricoles, compte tenu de l’importance de ces terres comme moyen de subsistance pour les populations locales.

À la fin des travaux, les sols agricoles compactés par le passage des engins devront être ameublis par scarification. Les haies et clôtures enlevées ou abîmées devront être remplacées conformément aux vœux des propriétaires et/ou exploitants. Il est précisé à l’Entrepreneur que les indemnisations requises pour perte temporaire de terre de culture et les mesures de compensation et de soutien au revenu requises pour la perte permanente de terres exploitées devront être basées sur les règles appliquées dans le CPRP.

Réutilisation et gestion des matériaux non réutilisés

Les matériaux non réutilisés provenant de déblais, découverte, destruction d'ouvrage, débroussaillement, etc., devront être rapidement évacués en dehors de l’emprise des aménagements et des routes d’accès. Ils seront stockés sur des sites adéquats où ils pourront être régalés et ne devront pas gêner l'écoulement des eaux. De préférence, les matériaux non réutilisés seront disposés dans les portions excavées des zones d’emprunt (en début, en cours ou après exploitation). Les piles de stockage de tels matériaux ne devront pas dépasser 2 m au-dessus du terrain naturel afin de ne pas présenter de pentes trop vulnérables à l’érosion. À la demande des populations riveraines, ces matériaux pourront être utilisés à des fins de nivelage ou de comblement d’excavations. Les débris végétaux ne pourront être brûlés sur place, mais devront le plus possible restitués aux populations riveraines.

Autrement, les matériaux non réutilisés sur le chantier devront être rapidement évacués par l’Entrepreneur ou ses sous-traitants en dehors de l'emprise des travaux. Ils seront stockés sur des sites adéquats où ils seront mis à disposition des populations, sans gêner l'écoulement des eaux, les sites étant nivelés, une fois le chantier terminé.

Mesures spécifiques à la gestion des emprunts de matériaux meubles, gisements et carrières, dépôts de matériaux

L’appellation « site d’emprunt, gisement carrières et de dépôts » désigne, soit un gisement identifié non encore exploité qui va être exploité par l’Entrepreneur, soit une nouvelle zone qui sera exploitée par l’Entrepreneur au sein d’un gisement déjà exploité et/ou abandonné. L’ouverture et l’exploitation de ces sites sont assujettis à la loi 2006-026 du 9 Août 2006 portant loi minière et à son décret d’application. Celui-ci exige pour les grandes carrières à ouvrir une étude d’impact sur l’environnement incluant un programme de protection de l’environnement et un schéma de réhabilitation des sites, ainsi qu’un certificat de conformité environnementale.

L’exploitation devra mettre en œuvre de mesures de protection spécifique des sites

L’Entrepreneur prendra à sa charge tous les frais y afférents, y compris les taxes d’exploitation, les frais de dédommagements éventuels des propriétaires et des mesures d’atténuation (dont la restauration de ces espaces avec la possibilité de reboisement), ou de bonification (réhabilitation et transformation des emprunts en point d’eau pour le bétail par exemple).

Utilisation d’un site d’emprunt et d’une carrière

L’Entrepreneur supportera toutes les charges d'exploitation du lieu d'emprunts, et notamment l'aménagement des pistes d'accès, le débroussaillage, l'enlèvement et la mise en dépôt sécurisé des matériaux de découverte/terres végétales, ainsi que les travaux d'aménagement prescrits concernant la protection de l'environnement. Avant, pendant et après l’exploitation, l’Entrepreneur sera responsable de la mise en œuvre des mesures environnementales spécifiques décrites dans les paragraphes suivants..

Pendant l’exploitation, la végétation coupée sera stockée sans mélange avec le sol et sera mise à disposition des populations locales. Les matériaux fins de découverte seront mis en réserve en piles d’une hauteur inférieure à 2 m disposées sur des zones, si possible déjà décapées.

Avant, pendant et après l’exploitation, l’Entrepreneur sera responsable de la mise en œuvre des mesures environnementales spécifiques décrites dans les paragraphes suivants ;

Le drainage des zones d’emprunt devra se faire de façon efficace. Toutes dispositions devront être prises pour que l'eau de ruissellement puisse s'écouler normalement en dehors de l'emprise de la zone d’emprunt sans causer de dégâts aux propriétés riveraines.

Les aires de dépôts au sein des zones d’emprunts devront être choisies de manière à ne pas gêner l’écoulement normal des eaux et devront être protégées contre l’érosion. L’Entrepreneur devra obtenir pour les aires de dépôt l’agrément de l’Ingénieur.

L’Entrepreneur veillera pendant l’exécution des travaux :

Au décapage et la mise en dépôt de la terre végétale pour une réutilisation ;

A la préservation des arbres lors du gerbage des matériaux ;

Aux travaux de drainage nécessaires pour protéger les matériaux mis en dépôt et au rétablissement si possible des écoulements antérieurs ;

A la conservation possible des arbres/plantations délimitant le site d’emprunt ;

A l’information des populations vivant possiblement autour de la zone d’emprunt ou de carrière ;

A ce que toutes les installations connexes (stockage de carburant, atelier, stationnement des engins, entretien, etc.) soient conformes aux dispositions prévues aux présentes clauses.

**Voies d’accès**

Le choix des tracés des pistes d’accès aux emprunts de matériaux et aux stations de prélèvement d’eau pour les travaux doit se faire en évitant soigneusement les zones de diversité biologique, les zones d’inondation, les cimetières, les sites historiques, les sites culturels et cultuels (lieux de prière et autres rites, etc.). L’Entrepreneur limitera le plus possible le nombre de pistes pour l’approvisionnement des matériaux quand une même piste peut être utilisée à plusieurs fins (pistes arborescentes plutôt que parallèles).

L’Entrepreneur évitera de détruire des bornes et ouvrages posés par les services topographiques et autres services habilités.

Panneaux de signalisation des travaux et de sécurité routière

Panneaux de signalisations des travaux et de sécurité routière

Il incombe à l’Entrepreneur de fournir toutes les signalisations nécessaires pour les travaux.

Le libellé sur toute la signalisation doit être en français. La taille, la couleur et les inscriptions sur tous les panneaux, ainsi que l’emplacement de ceux-ci, seront soumis à l’approbation de l’Ingénieur. Si l’Ingénieur estime que le système de signalisation mis en place par l’Entrepreneur est insuffisant pour assurer la sécurité ou n’est pas satisfaisant sous d’autres rapports, l’Entrepreneur doit compléter, amender ou changer le système, à la satisfaction de l’Ingénieur.

L’Entrepreneur doit assurer l’entretien de toute la signalisation mise en place par lui-même.

La vitesse des véhicules de l’Entrepreneur est limitée à 60 km/h en dehors des agglomérations et 30 km/h dans les agglomérations. Pour les camions transportant les matériaux, les limites sont portées respectivement à 60 et 30 km/h.

**Gestion du personnel**

**Mode de recrutement**

L’Entrepreneur est tenu d’engager (en dehors de son personnel cadre technique) le plus possible la main d'œuvre dans la zone où les travaux sont réalisés. A défaut de trouver le personnel qualifié sur place, il sera autorisé à engager la main d'œuvre à l’extérieur de la communauté locale. Tout le processus du recrutement doit se faire en collaboration avec les autorités compétentes notamment les inspections de travail et les mairies des zones concernées par les travaux.

**Règlement interne des employés**

Un règlement interne de l’installation du chantier doit mentionner spécifiquement et au minimum les règles de sécurité, interdire la consommation d’alcool pendant les heures de travail, prohiber la chasse, la consommation de viande de brousse, la coupe illicite de bois, l’utilisation de bois de chauffe, sensibiliser le personnel à la protection de l'environnement, au danger des IST et du VIH-SIDA, au respect des us et coutumes des populations et des relations humaines, prohiber le harcèlement sexuel sur tous les sites du chantier.

Des séances d’information et de sensibilisation sont à tenir régulièrement et le règlement est à afficher de manière visible sur les diverses installations. Les protocoles prévus dans ce sens seront exposés dans le Plan d’Action Environnementale et Sociale (PAES) du Chantier.

En sus des sanctions prévues par la règlementation, l’Entrepreneur prendra les dispositions nécessaires au niveau de son règlement intérieur concernant des sanctions professionnelles spécifiques, pouvant prévoir des radiations en fonction de la gravité des infractions et des cas de récidive. Le non-respect de certaines clauses du règlement interne (comme le braconnage ou les actes de rejets de déchets dans le milieu naturel, le harcèlement sexuel) devront être une cause de licenciement immédiat.

L’Entrepreneur devra respecter et appliquer rigoureusement la législation nigérienne en matière de sécurité du travail, en particulier la loi 2012-45 du 25 septembre 2012 portant Code du travail et l’Ordonnance N°93-13 du 2 mars 1993, instituant un code d'hygiène publique.

Les équipements de protection individuelle (EPI : casques, gants, chaussures de sécurité, gilets de haute visibilité, masque anti-poussière, etc.) seront distribués adéquatement aux postes occupés par les employés. De même, les engins et poids lourds seront impérativement équipés d’avertisseurs de recul.

Des affiches rappelant l'obligation de port d'équipement de protection individuelle seront mises en place aux endroits adéquats du chantier afin qu'ils puissent être vus par l'ensemble des employés.

Sauf autorisation exceptionnelle, le transport dans les véhicules de chantier de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants de personnes étrangères au chantier sera interdit.

Activités de sensibilisation du personnel

Plusieurs activités de sensibilisation du personnel de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants devront être réalisées à la charge de l’Entrepreneur dès leur installation et avant le démarrage de toute activité.

Sensibilisation du personnel à la protection de l'environnement

Le personnel de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants devra être sensibilisé par voie d'affichage et de réunions de sensibilisation à la protection de l'environnement.

Au cours de ces réunions seront rappelées les précautions simples permettant d'éviter de nuire à l'environnement et aux populations riveraines, en évitant notamment tout rejet direct de substances et déchets polluants dans la nature ou tout comportement dangereux dans la conduite des véhicules et engins de chantier.

Sensibilisation du personnel à la prévention contre les IST et le VIH-SIDA et autres maladies

Le personnel de l’Entrepreneur et de ses sous-traitants devra être sensibilisé aux risques de transmission des IST/VIH/SIDA et autres maladies par voie d'affichage ou autres (projection de film, réunions d'information, accessoires publicitaires, etc.).

Suivi de la mise en œuvre du PAES

**Activités de surveillance environnementale**

Il sera demandé à l’Entrepreneur, et plus particulièrement à son représentant pour la supervision environnementale, le RESSS (Responsable Environnement-Santé-Sécurité et Social), d'assurer formellement la surveillance environnementale du projet, sur la base d’un programme de suivi et de surveillance préalablement établi comprenant les activités suivantes :

visites d’inspection quotidienne des chantiers ;

tenue régulière de réunions de chantier consacrées à sa conformité environnementale ;

évaluation ex ante et approbation des opérateurs sous-traitants de l’Entrepreneur pour les mesures environnementales et sociales et évaluation semestrielle des prestations fournies ;

documenter les fiches de suivi de base-chantier, de chantiers et travaux, de carrière et de site d’emprunt, … ;

rédaction du chapitre environnemental et social, couvrant également les aspects hygiène et santé/sécurité dans les rapports périodiques de chantier ;

suivi de l’ensemble des indicateurs détaillés dans le programme de surveillance et de suivi et ceux requis par l’ingénieur et le MCA-Niger ;

tenue des actions de sensibilisation sociale (genre et inclusion sociale, Traite des Personnes) ;

tenue des actions de formation, de sensibilisation, de communication et d’approche participatives… ;

audit environnemental de fin de chantier et réception environnementale (finale) des travaux.

**Rapports de surveillance environnementale**

L’Entrepreneur doit élaborer et soumettre à l’Ingénieur, pour approbation, des rapports d’activité sur le respect des dispositions relatives à la mise en œuvre des activités d’atténuation des impacts. Ces rapports devraient contenir des informations sur les points ci-après :

les mesures environnementales, sociales et sécuritaires, notamment les autorisations sollicitées auprès des autorités locales et nationales ;

les problèmes liés aux aspects environnementaux, sociaux, sanitaires et sécuritaires (les incidents, notamment les retards, les conséquences en termes de coûts, etc... qui en découlent) ;

le non-respect des conditions contractuelles par l’Entrepreneur ;

les changements liés aux hypothèses, conditions, mesures, plans et aux activités réelles au titre des aspects environnementaux, sanitaires et sécuritaires ;

les observations faites, les préoccupations exprimées et/ou les décisions prises concernant la gestion de l’environnement, de la santé et de la sécurité au cours des réunions sur le chantier ;

les découvertes archéologiques éventuelles ;

le suivi de l’état et de l’efficacité des mesures de protection et/ou des mesures correctives identifiées dans les Formulaires de déclaration d’incident ou par tout autre moyen ;

le suivi, notamment des mesures de protection, l’état des mesures et leur efficacité, concernant le non-respect des conditions contractuelles ;

le bilan des plaintes reçues, traitées et non-traitées avec les dates de règlement prévues et les résultats obtenus ;

l’état de mise en œuvre des mesures en rapport avec celles initialement prévues et la présentation des nouvelles mesures prises en fonction des nécessités sur le terrain.

L’Entrepreneur doit aussi rapidement que possible signaler verbalement ou par téléphone, puis rendre compte par écrit à l’Ingénieur de suivi et au MCA-Niger, dans un délai de 12 heures et selon le formulaire de notification déclaration d’accident ou incidents entraînant la mort, de graves blessures causées à des membres du personnel ou aux autres travailleurs et riverains, des découvertes archéologiques fortuites, des dégâts aux biens publics ou privés, ou le déversement de matériaux ou liquides dangereux.

En outre, l’Entrepreneur doit soumettre des récapitulatifs mensuels sur tous les accidents dont sont victimes les membres du personnel, autres travailleurs et riverains, qui se traduisent par une perte de temps, selon la formule exigée par l’Ingénieur.

Il doit rendre compte des mesures prises pour corriger ou compenser les effets des incidents et accidents.

Les indicateurs de surveillance à utiliser renseigneront sur la mise en œuvre des mesures préconisées dans le PAES.

L’Entrepreneur se conformera aux outils de surveillance environnementale et sociale requis par l’Ingénieur de suivi et fournira pour accord les modèles à envisager afin de renseigner les données nécessaires pour réaliser le reportage attendu. Ils comprennent entre autres :

La Fiche d’Identification Environnementale et Sociale (FIES) des impacts et mesures attendues ;

La fiche d’indicateurs ;

Le tableau de bord de suivi environnemental et social ;

Les différents registres de suivi ;

La fiche de non-conformité environnementale ;

La fiche d’action préventive à entreprendre ;

Le compte-rendu des réunions ;

Les correspondances ;

Les rapports d’activités.

Il figurera parmi les modèles-type des registres et rapports attendus à fournir :

Modèle de rapport mensuel concernant les questions environnementales, sociales, santé & sécurité et genre ;

Registre des sessions de formation et de sensibilisation (date, opérateurs, contenus) ;

Registre des carburants (approvisionnement, consommation) ;

Registre des déchets (production par catégories de déchets, transport, traitement, destination finale, justification des écarts) ;

Registre des produits dangereux (approvisionnement, consommation, volume, stockage, évacuation et traitement des sous-produits) ;

Registre et statistiques courantes mensuelles et cumulées des accidents du travail (date, lieux, causes, parties impliquées, gravité, mesures correctives proposées, statistiques) incluant sans s’y limiter:

* Nombre de mortalités (interne et externe à l'entreprise)
* Nombre d’heures travaillées
* Nombre d’accident du travail avec arrêt
* Nombre de jours perdus en raison d'accidents avec arrêt
* Nombre de cas de restrictions de travail
* Nombre de cas de traitements médicaux majeurs
* Nombre de cas d’interventions médicales mineures
* Nombre de cas de dommages à la propriété
* Nombre de cas de quasi-accidents et d'incidents à fort potentiel d'accident
* Taux de fréquence des accidents du travail : nombre de cas d'accidents du travail ayant occasionné un arrêt de travail par 100 000 heures travaillées divisé par les heures travaillées
* Fournir le taux de gravité des accidents du travail : nombre de jours de travail perdus en raison d'une blessure subie sur les lieux de travail par 100 000 heures travaillées divisé par les heures travaillées
* Registre et statistiques courantes et cumulées des incidents environnementaux (date, lieux, causes, parties impliquées, conséquences, mesures proposées) ;
* Registre des plaintes et doléances.
* Réunions de suivi du PAES
* Des réunions (au minimum mensuelle) avec l’Entrepreneur concernant la mise en œuvre seront tenues régulièrement en présence des spécialistes de l’Ingénieur et de l’Entrepreneur.
* Les décisions prises durant ces réunions seront rédigées par écrit et envoyées aux concernés. Si nécessaire, l’Ingénieur peut solliciter à n’importe quel moment une réunion avec l’Entrepreneur.
* Les ordres du jour et les documents connexes seront conservés par l’Ingénieur.
* Réunion de prédémarrage des travaux
* En collaboration avec l’Ingénieur, l’Entrepreneur devra organiser une réunion d’équipe préliminaire au démarrage des travaux pour débattre des questions et obligations et procédures environnementales les plus importantes.
* Réunions sur l’Environnement, Santé, Sécurité et Social (avec les employés)
* L’Entrepreneur organisera avec son personnel des réunions relatives à la santé et à la sécurité dans le but de suivre régulièrement les problèmes liés à la sécurité au travail. Ces réunions auront lieu une fois par semaine en présence de l’Ingénieur, éventuellement au niveau des réunions hebdomadaires de chantier.
* Réunions d’examen de la conformité environnementale

L’Entrepreneur participera à des réunions d’examen environnemental qui seront convoquée par l’Ingénieur pour débattre de la conformité environnementale des activités du projet. Ces réunions seront aussi l’occasion d’échanger les points de vue et de résoudre les éventuels problèmes environnementaux en suspens et/ou de régler les questions concernant des actions correctives. Ces réunions auront lieu une fois toutes les deux semaines en présence de l’Ingénieur, éventuellement au niveau de la réunion hebdomadaire de chantier correspondante.

**Tenue de registres**

L’Entrepreneur tiendra à jour ses divers registres, afin de faciliter le contrôle et la surveillance environnementale de sa gestion des engins, des carburants et lubrifiants, des déchets, des produits dangereux, des accidents / incidents et des plaintes (registre de doléances).

Toutes les activités effectuées dans ces domaines seront consignées quotidiennement dans ces registres.

**Amélioration des procédures**

Sur la base des constats faits lors du suivi de l’application du PAES, l’Entrepreneur fera toute suggestion de nature à améliorer les procédures pour une mise en œuvre efficiente du PAES. Ces suggestions seront examinées et approuvées par l’Ingénieur sur la base de documents écrits garantissant la traçabilité.

**Prescription concernant la définition des prix**

La définition des Prix doit stipuler que les prix unitaires comprennent les frais relatifs au respect de l’environnement naturel et humain, et en particulier les frais inhérents.

À la restauration du milieu naturel et agricole endommagés pour les besoins du chantier ;

À la restauration physique des zones d’emprunt et partie exploitée de la carrière ;

À la réparation des préjudices causés par l’Entrepreneur ; À la gestion des sous-traitants pour les activités ne relevant pas de la compétence de l'Entrepreneur (végétalisation, plantations et sensibilisation des populations riveraines).

PARTIE 3 – Documents contractuels

TABLE DES MATIERES

[Section VI. Conditions Generales du Contrat 186](#_Toc55517440)

[Section VII. Conditions Particulieres du Contrat 230](#_Toc55517441)

[Section VIII. Formulaires de contrat et Annexes 238](#_Toc55517442)

Section VI. Conditions Générales du Contrat

**Conditions Générales du Contrat**

**A. Généralités**

|  |  |
| --- | --- |
| Définitions | Les termes en majuscules utilisés dans le présent Contrat et qui n’ont pas été autrement définis, ont le sens qui leur est attribué dans le Compact ou autre document connexe. Sauf indication contraire du contexte, chaque fois qu’ils sont utilisés dans le présent Contrat, les termes suivants ont le sens qui leur est attribué ci-dessous :   1. « Conciliateur » désigne la personne nommée conjointement par le Maître d’ouvrage et par l’Entrepreneur pour résoudre tous litiges en première instance, comme stipulé aux clauses 23 et 24 des CGC. 2. « Accord » fait référence à la partie du Contrat qui est signée par les représentants autorisés du Maître d’ouvrage et de l’Entrepreneur. 3. « Droit applicable » désigne la législation et tous autres instruments ayant force de loi dans le pays du Maître d’ouvrage, qui, de temps à autre, sont en vigueur. 4. « Associé » désigne toute entité membre de l’Association constituant le Consultant. Un sous-consultant n’est pas un associé. 5. « Association » ou « association », « Coentreprise » ou « coentreprise » désigne toute association d’entités constituant le Soumissionnaire, avec ou sans statut juridique distinct de celui de ses membres. 6. « Autorité chargée de la nomination » fait référence à la personne ou à l’entité identifiée à l’alinéa 24.1 des CPC ainsi qu’à tout successeur de l’Autorité chargée de la nomination conformément aux conditions du présent Contrat. 7. « Offre » désigne l’offre de construction des Travaux soumise par l’Entrepreneur et acceptée par le Maître d’ouvrage et qui fait partie du présent Contrat. 8. « Devis quantitatif » désigne le Devis quantitatif tarifé et rempli faisant partie de l’Offre.[[19]](#footnote-20) 9. « Certificat d’achèvement » désigne le certificat délivré par l’Ingénieur à l’achèvement des Travaux, conformément aux stipulations de la clause 57 des CGC. 10. « coercition » signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d’une partie, ou influencer indûment les actions d’une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, par un Financement de la MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d’une procédure de passation de marchés ou de l’exécution d’un contrat ; 11. « collusion » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, entachée de corruption, à se livrer à une manœuvre frauduleuse ou à un acte d’obstruction ou à se livrer à une pratique interdite, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l’Entité MCA des avantages d’une concurrence libre et ouverte ; 12. « Compact » a la signification donnée à ce terme dans le préambule du Contrat ; 13. « Événement donnant lieu à compensation » fait référence à tous les événements définis comme tels à l’alinéa 46.1 des CGC ; 14. « Date d’achèvement » désigne la date d’achèvement des Travaux comme certifié par l’Ingénieur à la clause 57 des CGC ; 15. « Contrat » désigne l’accord passé entre le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur pour exécuter, achever et assurer l’entretien des Travaux, et il est constitué des documents énumérés à la sous-clause 2.3 des CGC, qui peuvent être amendés, modifiés ou complétés à tout moment conformément aux conditions qui y figurent et à celles des présentes ; 16. « Prix du contrat » désigne le prix indiqué dans la Lettre d’acceptation et par la suite, tel qu’il a été révisé conformément aux stipulations du présent Contrat ; 17. « Entrepreneur » a la signification donnée à ce terme dans l’article premier de l’accord ; 18. « Plan de gestion environnementale et sociale de l’adjudicataire » ou « PGESA » désigne le plan que l’Entrepreneur doit élaborer, fournir et mettre en œuvre conformément aux stipulations de la clause 70 des CGC ; 19. « corruption » désigne la proposition, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d’un agent public, du personnel de l’Entité MCA, du personnel de la MCC, des consultants ou des employés d’autres entités participant à des activités financées, en totalité ou en partie par la MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décision de sélection ou à l’examen de décisions, à d’autres mesures de gestion du processus de sélection, à l’exécution d’un contrat ou au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d’un contrat ou en vue de l’exécution d’un contrat ; 20. « jour » désigne un jour du calendrier civil ; 21. « Travail à la journée » désigne différentes tâches rémunérées en fonction du temps qui y est consacré pour les employés de l’Entrepreneur et son Équipement, en plus des paiements pour les Matériels et Installations associés ; 22. « Malfaçon » fait référence à toute partie des Travaux qui n’est pas exécutée conformément au présent Contrat ; 23. « Certificat de fin du délai de responsabilité pour malfaçon » désigne le certificat délivré par l’Ingénieur après la rectification de la malfaçon par l’Entrepreneur ; 24. « Délai de responsabilité pour malfaçon » désigne la période définie à l’alinéa 37.1 des CPC et calculée à partir de la Date d’achèvement des travaux ; 25. « Plans et dessins techniques » désigne les calculs et autres informations fournies ou approuvées par l’Ingénieur pour l’exécution du Contrat ; 26. « Maître d’ouvrage » a la signification donnée à ce terme dans l’article premier du présent Contrat ; 27. « Ingénieur » désigne la personne nommée dans les CPC (ou toute autre personne compétente nommée par le Maître de l’ouvrage et notifiée à l’Entrepreneur, pour agir en remplacement de l’Ingénieur) qui est chargée de superviser l’exécution des Travaux et d’administrer le présent Contrat ; 28. « Equipement » désigne l’ensemble des machines et des véhicules de l’Entrepreneur installés provisoirement sur le site en vue de l’exécution des Travaux ; 29. « Force Majeure » a la signification qui est donnée à ce terme à l’alinéa 64.1 des CGC ; 30. « fraude » désigne tout acte ou toute omission, y compris toute déclaration qui, volontairement ou par négligence, induit ou tente d’induire en erreur une partie afin d’obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d’un contrat financé en totalité ou en partie par la MCC, y compris tout acte ou toute omission visant à influencer (ou tenter d’influencer) de manière indue un processus de sélection ou l’exécution d’un contrat, ou à se soustraire (ou tenter de se soustraire) à une obligation ; 31. « CGC » désigne les Conditions Générales du Contrat ; 32. « Gouvernement » a la signification qui est donnée à ce terme dans le préambule du présent Contrat ; 33. « Plan de gestion de la santé et de la sécurité » ou « PGSS » désigne le plan que l’Entrepreneur doit élaborer, fournir et mettre en œuvre conformément aux stipulations de la clause 68 des CGC ; 34. « Normes de performance d’IFC » signifie les Normes de performance de la Société financière internationale en matière de durabilité sociale et environnementale. 35. « Prix initial du contrat » désigne le Prix du contrat qui figure dans la Lettre d’acceptation ; 36. « Date d’achèvement prévue » désigne la date à laquelle il est prévu que l’Entrepreneur achève les Travaux ; la Date d’achèvement prévue est spécifiée dans les CPC. La Date d’achèvement prévue ne peut être révisée que par l’Ingénieur en accordant une prolongation de délai ou en émettant un ordre d’accélération. 37. « Lettre d’acceptation » désigne la lettre, datée de la manière spécifiée dans les CPC, envoyée par le Maître d’ouvrage à l’Entrepreneur, avisant ce dernier que son Offre a été acceptée et faisant partie intégrante du présent Contrat ; 38. « Matériels et Matériaux » désigne toutes les fournitures, y compris les produits de consommation, utilisés par l’Entrepreneur dans les Travaux ; 39. « MCC » a la signification donnée à ce terme dans le préambule de l’Accord ; 40. « Financement MCC » a la signification donnée à ce terme dans le préambule du présent Contrat ; 41. « Politique de la MCC en matière d’égalité des genres » désigne la Politique de la MCC en matière d’égalité des genres publiée en toutes circonstances sur le site web de la MCC sur le site : www.mcc.gov. 42. « mois » désigne un mois civil, et « mensuel » fait référence à un mois du calendrier civil ; 43. « obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption », tout acte posé dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC qui : a) a pour résultat la destruction, la falsification, l’altération ou la dissimulation délibérée de preuves ou de fausses déclarations fournies à des enquêteurs ou à tout fonctionnaire dans le but d’entraver une enquête sur des allégations de coercition, de collusion, de corruption, de fraude ou sur une pratique interdite ; ou b) menace, harcèle ou intimide une partie afin de l’empêcher de divulguer des informations utiles à une enquête ou de poursuivre l’enquête ; ou c) vise à entraver la conduite d’une inspection et/ou l’exercice des droits d’audit de la MCC et/ou du Bureau de l’Inspecteur général (OIG) chargé de la MCC prévus dans le cadre d’un Compact, d’un accord de Programme de seuil ou d’accords connexes ; 44. « Certificat de paiement » désigne le certificat délivré par l’Ingénieur conformément à la clause 44 des CGC ; 45. « Garantie d’exécution » désigne la garantie que l’Entrepreneur doit fournir conformément à la clause 54 des CGC ; 46. « Installations » désigne toute partie intégrante des Travaux qui a une fonction mécanique, électrique, chimique ou biologique ; 47. « Programme » a la signification qui est donnée à ce terme à la sous-clause 29.1 des CGC ; 48. « pratiques interdites » désigne tout acte en violation de la Section E (Respect de la Loi anti-corruption), de la Section F (Respect de la Loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux), de la Section G (Respect de la loi sur le financement du terrorisme et autres restrictions) de l’Annexe des Dispositions complémentaires du Contrat, qui font partie intégrante des contrats financés par la MCC. 49. « CPC » désigne les Conditions particulières du Contrat ; 50. « Principaux fournisseurs » désigne toute personne physique ou morale qui fournit des biens ou matériaux essentiels au contrat (comme indiqué dans le Devis quantitatif) ; 51. « Liste du personnel clé » désigne la liste du personnel clé employé par l’Entrepreneur, décrit à la clause 9 des CGC ; 52. « Liste des autres entrepreneurs » désigne la liste comprenant les autres entrepreneurs travaillant sur le Site, tel que décrit à la clause 8 des CGC ; 53. « Site » désigne la zone définie comme telle dans les CPC ; 54. « Rapport de reconnaissance du sol » désigne les rapports inclus dans le dossier d’appel d’offres, qui rendent compte de manière factuelle et analytique de l’état du sol et du sous-sol sur le Site ; 55. « Date de prise de possession du Site » désigne la date à laquelle l’Entrepreneur donne possession de la totalité ou d’une partie du Site à l’Entrepreneur conformément à la clause 19 des CGC ; 56. « Spécifications » désigne les Spécifications techniques des Travaux faisant partie du Contrat ainsi que toute modification ou ajout effectué ou approuvé par l’Ingénieur ; 57. « Date de commencement des Travaux » désigne la date qui est indiquée dans les CPC comme étant la date à laquelle l’Entrepreneur doit commencer l’exécution des Travaux. Elle ne coïncide pas forcément avec l’une quelconque des Dates de prise de possession du site ; 58. « Taxe(s)/Impôt(s) » a la signification qui est donnée à ce terme dans le Compact ou tout autre accord connexe ; 59. « Travaux temporaires » désigne tous les travaux qui sont conçus, construits, installés et retirés par l’Entrepreneur et qui sont nécessaires pour la construction ou l’installation des Travaux ; 60. « Variation » désigne toutes instructions données par l’Ingénieur qui modifie les Travaux ; 61. « Travaux » désigne les Travaux que l’Entrepreneur est tenu, en vertu de ce Contrat, d’effectuer, de mettre en place et de remettre au Maître d’ouvrage, comme définis dans les CPC. |
| Interprétation | 2.1 Dans l’interprétation du présent Contrat, sauf indication contraire :   1. « confirmation » signifie confirmation par écrit ; 2. « par écrit » signifie qui a été communiqué sous forme écrite (par exemple, par la poste, par courriel ou par télécopie) livré avec accusé de réception ; 3. sauf indication contraire du contexte, les termes mentionnés au singulier comprennent également le pluriel et vice versa ; 4. le féminin comprend le masculin et vice versa ; 5. les titres ne sont donnés qu’à titre de référence et n’ont aucune autre signification ; et 6. l’Ingénieur doit donner les instructions susceptibles de clarifier les questions portant sur l’interprétation du présent Contrat.   2.2 Si **les CPC spécifie**nt qu’il doit être procédé à l’exécution partielle par sections des Travaux, les références aux Travaux, à la Date d’achèvement et à la Date d’achèvement prévue qui sont faites dans les CGC s’appliquent à l’une quelconque des sections des Travaux (en dehors des références qui sont faites à la Date d’achèvement et à la Date d’achèvement prévue pour l’ensemble des Travaux).  2.3 Les documents suivants sont réputés faire partie intégrante du présent Contrat et doivent être interprétés selon l’ordre de priorité suivant :   1. l’Accord, 2. la Lettre d’acceptation, 3. l’Offre, 4. les CPC et l’Annexe A à ce Contrat intitulée « Annexe A : Dispositions complémentaires », 5. les CGC, 6. les Spécifications techniques, 7. les Plans et dessins techniques, 8. le Devis quantitatif,[[20]](#footnote-21) et 9. tout autre document **mentionné dans les CPC c**omme faisant partie du Contrat. |
| Langue et Droit applicable | 3.1 La/les langue(s) du Contrat est/sont **précisée(s) dans les CPC**. Si le Contrat est conclu à la fois en anglais et dans une autre langue, la version anglaise fait foi pour toutes les questions se rapportant à la signification et à l’interprétation du présent Contrat.  3.2 Le présent Contrat, sa signification et son interprétation ainsi que les relations entre les parties sont régis par le Droit applicable. |
| Décisions de l’Ingénieur | 4.1 Sauf stipulation expresse contraire, l’Ingénieur décide des questions contractuelles entre le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur en sa qualité de représentant du Maître d’ouvrage. |
| Délégation | 5.1 L’Ingénieur peut déléguer n’importe laquelle de ses fonctions et obligations à d’autres personnes, sauf au Conciliateur, après avoir avisé l’Entrepreneur, et peut annuler toute délégation après avoir avisé l’Entrepreneur. |
| Communications | 6.1 Tout avis, requête ou consentement exigé ou autorisé devant être donné ou effectué en vertu du présent Contrat doivent être faits par écrit. Sous réserve du respect du Droit applicable, cet avis, requête ou consentement est réputé avoir été donné ou effectué après sa remise en main propre à un représentant autorisé de la partie à laquelle la communication est adressée, ou sa remise à cette personne à l’adresse **spécifiée dans les CPC**, ou son envoi par télécopie confirmée ou courriel confirmé, si, dans l’un ou dans l’autre cas, l’envoi a lieu pendant les heures de travail normales du destinataire.  6.2 Une partie peut, par notification envoyée par écrit à l’autre partie, à l’adresse **spécifiée à la clause 6.1 des CPC** susmentionnée, changer son adresse de réception des notifications en vertu de ce Contrat. |
| Sous-traitance | 7.1 L’Entrepreneur peut sous-traiter avec l’accord de l’Ingénieur, mais il ne peut céder le présent Contrat sans l’autorisation écrite du Maître d’ouvrage. La sous-traitance ne modifie en rien les obligations de l’Entrepreneur au titre de ce Contrat. |
| Autres entrepreneurs | 8.1 L’Entrepreneur coopère et partage le Site avec d’autres entrepreneurs, les autorités publiques, les services publics et le Maître d’ouvrage entre les dates indiquées dans la Liste des autres entrepreneurs, comme indiqué dans les CPC. L’Entrepreneur leur fournit également des installations et des services comme décrit dans la liste susmentionnée. Le Maître d’ouvrage peut modifier la Liste des autres entrepreneurs, et notifie ces changements à l’Entrepreneur. |
| Personnel | 9.1 L’Entrepreneur emploie le personnel clé désigné dans la Liste du personnel clé, comme décrit dans les CPC, pour remplir les fonctions stipulées dans les Spécifications techniques, ou tout autre personnel approuvé par l’Ingénieur. L’Ingénieur n’approuve un remplacement proposé du personnel clé que si les qualifications et compétences du personnel de remplacement sont sensiblement égales ou meilleures à celles du personnel désigné dans la Liste du personnel clé.  9.2 Si l’Ingénieur demande à l’Entrepreneur de retirer une personne qui fait partie du personnel ou de la main-d’œuvre de l’Entrepreneur, en indiquant les raisons de sa demande, l’Entrepreneur veillera à ce que la personne en question quitte le Site dans un délai de sept jours et n’ait plus aucun rapport avec les travaux effectués au titre du Contrat. |
| Risques à la charge du Maître d’ouvrage et de l’Entrepreneur | 10.1 Le Maître d’ouvrage supporte les risques énoncés dans le Contrat comme étant à la charge du Maître d’ouvrage, et l’Entrepreneur supporte les risques énoncés dans le Contrat comme étant à la charge de l’Entrepreneur. |
| Risques à la charge du Maître d’ouvrage | 11.1 À partir de la Date de commencement des Travaux et jusqu’à la remise du Certificat de fin du délai de responsabilité pour malfaçon, les risques ci-dessous sont à la charge du Maître d’ouvrage :   1. le risque de blessures corporelles, de décès, de perte ou de dommages matériels (à l’exclusion des travaux, des installations, des matériel et de l’équipement), qui sont dus à   i) l’utilisation ou l’occupation du Site par les Travaux ou en vue des Travaux, qui est le résultat inévitable des Travaux ; ou  ii) la négligence, un manquement à une obligation légale ou la violation d’un droit par le Maître d’ouvrage ou par l’un de ses employés ou sous-traitants, à l’exception de l’Entrepreneur.   1. le risque de dommages aux Travaux, Installations, Matériaux et Équipements dans la mesure où ces dommages sont imputables au Maître d’ouvrage ou à la conception des travaux par le Maître d’ouvrage, ou dus à une guerre ou une contamination radioactive affectant directement le pays où les Travaux doivent être exécutés.   11.2 À partir de la Date d’achèvement jusqu’à la remise du Certificat de fin du délai de responsabilité pour malfaçon, le risque de pertes ou de dommages occasionnés aux Travaux, Installations, Matériel et Equipements est à la charge du Maître d’ouvrage, sauf en cas de perte ou de dommages causés par :   1. une Malfaçon existant à la Date d’achèvement des Travaux, 2. un événement survenant avant la Date d’achèvement, qui n’était pas en soi un risque à la charge du Maître d’ouvrage, ou 3. les activités de l’Entrepreneur sur le Site après la Date d’achèvement. |
| Risques à la charge de l’Entrepreneur | 12.1 À partir de la Date de commencement des Travaux jusqu’à la remise du Certificat de fin du délai de responsabilité pour malfaçon, les risques de blessures corporelles, décès et pertes ou dommages occasionnés aux biens (y compris, à titre indicatif et non limitatif, aux Travaux, Installations, Matériel et Équipements) qui ne sont pas des risques à la charge du Maître d’ouvrage sont des risques à la charge de l’Entrepreneur. |
| Assurance | 13.1 L’Entrepreneur fournit, en son nom et celui du Maître d’ouvrage, une assurance depuis la Date de commencement des travaux jusqu’à la fin du délai de responsabilité pour malfaçon, pour les montants et les franchises indiqués dans les CPC couvrant les sinistres suivants causés par des risques qui sont à la charge de l’Entrepreneur :   1. perte ou dommage occasionné aux Travaux, Installations et Matériel ; 2. perte ou dommages occasionnés aux Equipements ; 3. perte ou dommage occasionné à des biens (à l’exception des Travaux, Installations, Matériel et Equipements) dans le cadre de ce Contrat ; et 4. blessures corporelles ou décès.   13.2 L’Entrepreneur fournit à l’Ingénieur les polices et certificats d’assurance pour approbation par l’Ingénieur avant la Date de commencement des travaux. Toutes ces assurances doivent stipuler le paiement des indemnités dans le type et la proportion de monnaie exigés pour réparer les pertes et dommages subis.  13.3 Si l’Entrepreneur ne fournit aucune des polices et certificats requis, le Maître d’ouvrage peut souscrire l’assurance que l’Entrepreneur aurait dû fournir et recouvrer les primes versées par le Maître d’ouvrage sur les paiements qui seraient autrement dus à l’Entrepreneur ou si aucun montant n’est dû à l’Entrepreneur, le paiement des primes sera une dette due par l’Entrepreneur au Maître d’ouvrage.  13.4 Les conditions d’une police d’assurance ne peuvent être modifiées sans l’accord préalable de l’Ingénieur.  13.5 Les deux parties doivent se conformer aux conditions des polices d’assurance. |
| Éligibilité, Origine des Équipements, du Matériel et des Services | 14.1 L’Entrepreneur et ses sous-traitants, y compris leur personnel et sociétés affiliées, doivent, à tout moment au cours de la durée de validité du présent Contrat, être des ressortissants d’un pays ou d’un territoire éligible, conformément aux dispositions du Compact, aux Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC et à l’Annexe A de ce Contrat (« Pays éligibles »). L’Entrepreneur ou un sous-traitant, ainsi que leur personnel et sociétés affiliées, sont censés avoir la nationalité d’un pays s’ils sont des ressortissants de ce pays ou si leur société a été constituée, est immatriculée ou déclarée dans ce pays et opère conformément aux dispositions de la législation de ce pays.  14.2 Tous les Matériels, Installations, Équipements et autres services à intégrer ou exigés pour les Travaux doivent provenir de Pays éligibles.  14.3 Aux fins de la présente clause 14 des CGC, « origine » désigne le pays où les Matériels, Installations et Équipements sont extraits, implantés, cultivés, produits, fabriqués ou transformés ; ou, soumis à un processus de fabrication, de transformation ou d’assemblage de composants, aboutissant à l’obtention d’un article commercialisable dont les caractéristiques de base, l’usage ou l’utilité seront sensiblement différents de celles de ses composants. En ce qui concerne les services, le terme « origine » signifie le pays où les services sont fournis. |
| Demande d’éclaircissements au sujet des Conditions Particulières du Contrat | 15.1 Le Maître d’œuvre répond à toute demande d’éclaircissements au sujet des CPC. |
| L’Entrepreneur chargé de réaliser les Travaux | 16.1 L’Entrepreneur construit et installe les Travaux conformément aux Spécifications techniques et aux Plans et dessins techniques. |
| Travaux à achever à la Date d’achèvement prévue | 17.1 L’Entrepreneur commence l’exécution des Travaux dès que raisonnablement possible après la Date de commencement des travaux, et réalise les Travaux conformément au Programme qu’il a soumis, tel qu’il est actualisé avec l’accord de l’Ingénieur, et doit achever les Travaux à la Date d’achèvement prévue. |
| Approbation par l’Ingénieur | 18.1 L’Entrepreneur doit fournir des Spécifications techniques et des Plans et dessins techniques indiquant tous Travaux provisoires à l’Ingénieur, qui devra les approuver s’ils sont conformes aux Spécifications techniques et aux Plans et dessins techniques.  18.2 L’Entrepreneur est responsable de la conception de tous Travaux temporaires.  18.3 L’approbation de l’Ingénieur ne modifie en rien la responsabilité de l’Entrepreneur pour la conception de tous les Travaux temporaires.  18.4 L’Entrepreneur doit obtenir l’autorisation de tiers pour la conception de Travaux temporaires, le cas échéant.  18.5 Tous les Plans et dessins techniques préparés par l’Entrepreneur pour l’exécution de Travaux temporaires ou pour les Travaux, sont soumis à l’approbation préalable de l’Ingénieur avant leur utilisation. |
| Accès de l’Entrepreneur au Site | 19.1 La ou les Dates de prise de possession du Site sont telles qu’indiquées dans les CPC, l’accès est alors accordé par le Maître d’ouvrage à l’Entrepreneur après la réalisation des activités de réinstallation. |
| Accès de l’Ingénieur au Site | 20.1 L’Entrepreneur doit permettre à toute personne autorisée par l’Ingénieur à avoir accès au Site et tout autre endroit où des travaux sont ou seront exécutés au titre de ce Contrat. |
| Instructions, Inspections et Audits | 21.1 L’Entrepreneur doit exécuter toutes les instructions de l’Ingénieur qui sont conformes au Droit Applicable du lieu où est situé le Site.  21.2 L’Entrepreneur doit permettre à la MCC et/ou à toutes autres personnes nommées par la MCC à inspecter le Site et/ou les comptes et les dossiers de l’Entrepreneur et de tout sous-traitant dans le cadre de l’exécution de ce Contrat, et de faire vérifier ces comptes et dossiers par des auditeurs nommés par la MCC, et si jugé nécessaire par la MCC conformément aux stipulations de l’Annexe de ce Contrat intitulé « Dispositions complémentaires ». |
| Différends | 22.1 Si l’Entrepreneur estime qu’une décision prise par l’Ingénieur ne relève pas de l’autorité qui lui a été conférée par le présent Contrat ou qu’elle est erronée, la décision est renvoyée au Conciliateur dans les 14 jours suivant la notification de la décision de l’Ingénieur. |
| Procédure à suivre en cas de différend | 23.1 Le Conciliateur doit rendre sa décision par écrit dans les 28 jours suivant la date de réception de la notification du différend.  23.2 Le Conciliateur est payé à l’heure au tarif précisé dans les CPC, avec d’autres dépenses remboursables du type spécifié dans les CPC, et le coût est réparti de façon égale entre le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur, quelle que soit la décision du Conciliateur. L’une des parties peut soumettre la décision du Conciliateur à un arbitrage dans les 14 jours suivant la décision écrite du Conciliateur conformément à l’alinéa 23.1 susmentionnée. Si aucune des parties ne soumet le différend à l’arbitrage dans les 14 jours susmentionnés, la décision prise par le Conciliateur devient définitive et exécutoire.  23.3 L’arbitrage est conduit conformément aux conditions spécifiées dans les CPC et aux procédures d’arbitrage publiées par l’autorité nommée et dans le lieu spécifié dans les CPC.  23.4 La MCC peut, à sa seule discrétion, être un observateur dans toute procédure d’arbitrage relative au présent Contrat, sans toutefois être tenue de participer à la procédure d’arbitrage. Que la MCC soit ou non un observateur dans une procédure d’arbitrage associée au présent Contrat, les Parties doivent remettre à la MCC la transcription écrite en Anglais de toute procédure ou audience d’arbitrage ainsi qu’une copie écrite de la sentence arbitrale dans les dix (14) jours suivant a) chacune de ces procédures ou audiences ou, b) la date du prononcé de la sentence arbitrale. L’acceptation par la MCC du droit d’être un observateur dans une procédure d’arbitrage ne constitue nullement une acceptation de la compétence des tribunaux ou de tout autre organisme d’une quelconque juridiction ou de la compétence des arbitres ou autre autorité. |
| Remplacement du Conciliateur | 24.1 Si le Conciliateur démissionne ou si le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur estiment que le Conciliateur ne remplit pas ses fonctions selon les stipulations de ce Contrat, un nouveau Conciliateur doit être désigné conjointement par le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur. Si le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur ne parviennent pas à s’entendre sur la désignation d’un Conciliateur dans les 28 jours, l’une ou l’autre des parties peut, dès lors, demander que l’Autorité de nomination désignée dans les CPC nomme un nouveau Conciliateur, et que ce Conciliateur soit désigné par l’Autorité de nomination dans les 14 jours suivant la réception d’une telle demande. |
| Conflit d’intérêts | 25.1 L’Entrepreneur, son personnel, les sous-traitants et leur personnel ne doivent pas s’engager, directement ou indirectement, dans des affaires ou activités professionnelles qui pourraient être incompatibles avec les activités qui leur ont été confiées au titre du présent Contrat. |
| Commissions et primes | 26.1 L’Entrepreneur communique les renseignements sur les commissions et primes éventuellement réglées ou devant être réglées, à n’importe quel moment durant l’exécution de ce Contrat, à des agents, représentants, ou agents à la commission dans le cadre du processus de sélection ou d’exécution de ce contrat. Les informations communiquées doivent comprendre au moins le nom et l’adresse de l’agent, représentant, ou agent à la commission, la monnaie et le montant, et la justification de la commission ou des primes. |
| Confidentialité | 27.1 Chacune des parties s’engage à traiter les informations relatives au présent Contrat comme étant privées et confidentielles, sauf dans la mesure nécessaire pour remplir leurs obligations respectives au titre du présent Contrat ou se conformer au Droit Applicable. Les parties s’engagent à ne pas communiquer ou divulguer des informations relatives aux travaux réalisés par l’autre partie sans son autorisation préalable. Toutefois, l’Entrepreneur peut divulguer toute information rendue publique, ou, les informations nécessaires pour démontrer ses qualifications pour d’autres projets, après l’obtention de l’autorisation préalable écrite du Maître d’ouvrage. En cas de différend lié à la communication ou à la divulgation d’informations relatives au présent Contrat, il doit être soumis au Maître d’ouvrage dont la décision sera définitive. L’Entrepreneur veille à ce que son personnel, ses sous-traitants et leur personnel s’engagent à se conformer aux exigences de cet alinéa.  27.2 L’Entrepreneur est tenu de divulguer, et veille à ce que son personnel, ses sous-traitants et leur personnel divulguent les informations confidentielles et autres informations si nécessaire pour vérifier le respect par l’Entrepreneur des stipulations du présent Contrat et permettre à ce dernier la bonne exécution du présent Contrat. |
| Contrat formant un tout | 28.1 Le présent Contrat contient l’ensemble des engagements, clauses et stipulations convenus entre les Parties. Aucun agent ou représentant des Parties ne peut faire de déclaration, promesse ou accord qui n’est pas prévu dans le présent Contrat, et aucune des Parties n’est liée ou responsable par une déclaration, promesse ou par un quelconque accord non prévu dans le présent Contrat. |
|  | **B. Contrôle des délais** |
| Programme | 29.1 Dans les délais **stipulés dans les CPC**, après la date de signature du Contrat, l’Entrepreneur soumet à l’approbation du Maître d’œuvre un programme décrivant les méthodes générales, l’ordre et le calendrier d’exécution de toutes les activités des travaux (ci-après dénommé le « Programme »).  29.2 Un Programme actualisé permet de montrer l’état d’avancement des travaux et les effets de cet avancement sur le calendrier du reste des travaux, y compris les changements éventuels dans la séquence des travaux.  29.3 L’Entrepreneur soumet à l’approbation de l’ingénieur un Programme actualisé à des intervalles ne dépassant pas le délai prévu dans les CPC. Si l’Entrepreneur ne soumet pas un programme actualisé dans le délai imparti, l’Ingénieur peut retenir le montant stipulé dans les CPC sur son prochain Certificat de Paiement, et continuer de retenir ce montant jusqu’au prochain paiement après la date à laquelle le Programme en retard aura été soumis et approuvé par l’Ingénieur.  29.4 L’approbation du Programme par l’Ingénieur ne change nullement les obligations de l’Entrepreneur. L’Entrepreneur peut réviser le Programme et le soumettre de nouveau à l’approbation de l’Ingénieur à tout moment. Un programme révisé montre les effets de tout Écart et Événement donnant lieu à compensation. |
| Report de la Date d’achèvement prévue | 30.1 L’Ingénieur doit reporter la Date d’achèvement prévue en cas d’Événement donnant lieu à compensation ou d’Écart rendant impossible l’achèvement des travaux à la Date prévue sans que l’Entrepreneur ne prenne des mesures pour accélérer le reste des travaux à des coûts supplémentaires. L’Ingénieur doit également reporter la Date d’achèvement prévue s’il établit qu’un événement de Force Majeure est survenu, conformément aux stipulations de la clause 64 des CGC. Toute prolongation individuelle ou cumulée de la durée initiale du Contrat de plus de 25 %, est soumise à l’approbation préalable du Maître d’ouvrage.  30.2 L’Ingénieur décide de l’opportunité de reporter la Date d’achèvement prévue et du nombre de jours de la prolongation dans les 21 jours suivant a) la demande faite par l’Entrepreneur à l’Ingénieur de prendre une décision à la suite d’un l’Événement donnant lieu à compensation ou d’un Écart ou b) la demande faite par l’Entrepreneur ou le Maître d’ouvrage à l’Ingénieur de prendre une décision à la suite d’un cas de Force Majeure. Dans chaque cas, une telle demande doit être faite par écrit et documentée. Si l’Entrepreneur n’avertit pas suffisamment tôt du retard ou ne coopère pas pour parer à ce retard, le retard causé par cette négligence ne sera pas pris en considération dans l’évaluation de la nouvelle Date d’achèvement prévue. |
| Accélération | 31.1 Dans le cas où le Maître d’ouvrage souhaite que l’Entrepreneur achève les travaux avant la Date d’achèvement prévue, l’Ingénieur doit obtenir de l’Entrepreneur des propositions tarifées pour l’accélération demandée. Si le Maître d’ouvrage accepte ces propositions, la Date d’achèvement prévue sera ajustée en conséquence et confirmée par les deux parties, à savoir le Maître d’ouvrage et l’Entrepreneur.  31.2 Si les propositions tarifées de l’Entrepreneur sont acceptées par le Maître d’ouvrage, elles seront incorporées dans le Prix du Contrat et traitées comme un Écart. |
| Reports ordonnés par l’Ingénieur | 32.1 L’Ingénieur peut ordonner à l’Entrepreneur de retarder le commencement ou l’avancement de certains travaux. |
| Réunions de gestion | 33.1 Chacun de l’Ingénieur ou de l’Entrepreneur peut demander à l’autre d’assister à une réunion de gestion. L’objet d’une telle réunion est d’examiner les plans du reste des travaux et de résoudre les questions soulevées conformément à la procédure de notification anticipée.  33.2 L’Ingénieur rédige les comptes rendus des réunions de gestion et remet des copies aux participants à la réunion et au Maître d’ouvrage. La responsabilité des parties pour les mesures à prendre est déterminée par l’Ingénieur au cours de la réunion de gestion ou après la réunion de gestion, et notifiée par écrit à toutes les parties qui ont assisté à la réunion. |
| Avertissement préalable | 34.1 L’Ingénieur avise l’ingénieur à la première occasion d’événements futurs probables, ou de circonstances particulières susceptibles d’affecter négativement la qualité des travaux, d’augmenter le Prix du Contrat ou de retarder l’exécution des travaux. L’Ingénieur peut demander à l’Entrepreneur de fournir une estimation des effets attendus d’un tel évènement ou d’une telle circonstance future sur le Prix du Contrat et la Date d’achèvement. L’Entrepreneur soumet son estimation dès que possible, dans la mesure du raisonnable.  34.2 L’Entrepreneur coopère avec l’Ingénieur pour présenter et étudier des propositions sur la manière dont les effets de tels événements ou circonstances peuvent être évités ou limités par toute personne participant aux travaux et exécutant les instructions de l’Ingénieur à cet effet. |
|  | **C. Contrôle de Qualité** |
| Identification des malfaçons | 35.1 L’Ingénieur vérifie les travaux réalisés par l’Entrepreneur et l’informe de toute malfaçon identifiée. De telles vérifications n’affectent nullement les responsabilités de l’Entrepreneur. L’Ingénieur peut exiger de l’Entrepreneur de détecter les malfaçons, d’inspecter et de réaliser des essais sur tout ouvrage qui, selon lui, pourrait avoir une malfaçon. |
| Essais | 36.1 Si l’Ingénieur exige de l’Entrepreneur de réaliser un essai non spécifié dans les Spécifications techniques pour vérifier si un ouvrage présente une malfaçon et si l’essai montre l’existence d’une malfaçon, l’Entrepreneur devra payer le coût de l’essai et des échantillons. En cas d’absence de malfaçon, l’essai sera considéré un Évènement donnant lieu à compensation. . |
| Rectification des malfaçons | 37.1 L’Ingénieur notifie à l’Entrepreneur toute malfaçon avant la fin du délai de responsabilité pour malfaçon, qui commence à la Date d’achèvement des travaux, et qui est définie dans les CPC. La période du délai de responsabilité pour malfaçon est prolongée tant que les malfaçons n’ont pas été rectifiées.  37.2 Toutes les fois qu’un avis de malfaçon est notifié, l’Entrepreneur doit rectifier la malfaçon dans le délai spécifié par l’Ingénieur dans l’avis notifié. |
| Malfaçons non rectifiées | 38.1 Dans le cas où l’Entrepreneur ne rectifie pas une malfaçon dans le délai fixé dans l’avis de malfaçon envoyé par l’Ingénieur, ce dernier estimera le coût de rectification de la malfaçon, et l’Entrepreneur devra en payer le coût. |
|  | **D. Contrôle des coûts** |
| Devis quantitatif[[21]](#footnote-22) | 39.1 Le Devis quantitatif comprend des éléments correspondant à la construction, à l’installation, aux essais et à la mise en service des travaux à exécuter par l’Entrepreneur.  39.2 Le Devis quantitatif est utilisé pour le calcul du Prix du Contrat. L’Entrepreneur est payé pour la quantité des travaux effectués au tarif fixé dans le Devis quantitatif pour chaque élément. |
| Changement de quantités[[22]](#footnote-23) | 40.1 Si la quantité finale des travaux exécutés diffère de plus de 25 pour cent de la quantité qui figure dans le Devis quantitatif pour un élément déterminé, le Maître d’œuvre révisera le tarif pour permettre le changement à condition toutefois que la différence dépasse un pour cent du Prix Initial du Contrat.  40.2 Sauf accord préalable du Maître d’ouvrage, l’Ingénieur ne peut réviser les tarifs pour tenir compte des changements de quantités si de tels changements, individuellement ou dans leur ensemble, entraînent une augmentation du Prix initial du Contrat soit a) de 10 pour cent ou plus, soit (b) de 1 million USD, selon la valeur la moins élevée.  40.3 Si le seuil cumulatif auquel il est fait référence à la sous-clause 40.2 des CGC ci-dessus est atteint, l’approbation préalable du Maître d’ouvrage est alors requise pour toute révision ultérieure des prix entraînant une augmentation du Prix initial du Contrat de 3 pour cent ou plus, individuellement ou dans leur ensemble.  40.4 Si l’Ingénieur l’exige, l’Entrepreneur doit fournir à ce dernier un relevé détaillé des coûts de tout tarif mentionné sur le Devis quantitatif. |
| Modifications | 41.1 Les modifications doivent figurer dans les Programmes actualisés[[23]](#footnote-24) préparés par l’Entrepreneur. |
| Paiements des modifications | 42.1 L’Entrepreneur présente à l’Ingénieur un devis pour l’exécution des modifications si ce dernier le demande. L’Ingénieur examine le devis, qui est présenté dans les sept jours suivant la date de la demande ou dans tout délai plus long fixé par l’Ingénieur avant d’émettre l’ordre de modifications.  42.2 Si les travaux pour l’exécution des modifications correspondent à la description d’un élément du Devis quantitatif et si, selon l’Ingénieur, la quantité de travaux à effectuer dépasse le seuil fixé à la sous-clause 42.1 des CGC ou si le délai d’exécution ne modifie pas le coût par unité de quantité, le prix unitaire figurant dans le Devis quantitatif sera utilisé pour calculer la valeur des travaux requis par l’exécution des modifications. Si le coût par unité de quantité change ou si la nature ou la durée des travaux requis par l’exécution des modifications ne correspond pas aux éléments du Devis quantitatif, le devis de l’Entrepreneur doit comprendre de nouveaux tarifs pour les éléments des travaux en question.[[24]](#footnote-25)  42.3 Si le devis de l’Entrepreneur n’est pas raisonnable, l’Ingénieur peut ordonner les Modifications et réviser le prix du Contrat, sur la base de ses propres prévisions des effets des Modifications sur le coût encouru par l’Entrepreneur.  42.4 Si l’Ingénieur estime que l’urgence de la modification des travaux empêche de présenter et d’examiner un devis sans que les travaux ne soient retardés, aucun devis ne sera présenté et les Modifications seront assimilées à un Événement donnant lieu à compensation.  42.5 L’Entrepreneur n’a pas droit à des paiements additionnels pour des coûts qui auraient pu être évités s’il avait envoyé une notification à l’avance conformément aux stipulations de la clause 34 des CGC. |
| Prévision des flux de trésorerie | 43.1 Au moment de l’actualisation[[25]](#footnote-26) du Programme, l’Entrepreneur doit fournir à l’Ingénieur une prévision actualisée des flux de trésorerie. Ce flux de trésorerie actualisé sera exprimé en différentes monnaies, comme défini dans le Contrat, converties, si nécessaire en appliquant les taux de change stipulé dans le Contrat. |
| Certificats de Paiement | 44.1 L’Entrepreneur fournit à l’Ingénieur des décomptes mensuels de la valeur estimée des travaux exécutés déduction faite des montants cumulés précédemment certifiés.  44.2 L’Ingénieur vérifie les décomptes mensuels de l’Entrepreneur et approuve le montant à payer à l’Entrepreneur qui sera établi dans un Certificat de Paiement émis par l’Ingénieur.  44.3 La valeur des travaux exécutés est déterminée par l’Ingénieur.  44.4 La valeur des travaux exécutés comprend la valeur des quantités d’éléments achevés figurant dans le Devis quantitatif.[[26]](#footnote-27)  44.5 La valeur des travaux exécutés comprend l’évaluation des Modifications et des Événements donnant lieu à compensation.  44.6 L’Ingénieur peut exclure tout élément déjà certifié dans un certificat antérieur ou réduire la part de tout élément déjà certifié dans un certificat au vu d’informations obtenues ultérieurement. |
| Paiements | 45.1 Les paiements sont ajustés pour tenir compte des déductions effectuées au titre des avances et des retenues, le cas échéant. Le Maître d’ouvrage doit payer à l’Entrepreneur les montants certifiés par l’Ingénieur dans les vingt-huit (28) jours suivant la date de chaque certificat de paiement. Si le Maître d’ouvrage effectue un paiement en retard, l’Entrepreneur doit recevoir des intérêts au titre de l’arriéré dans le cadre du paiement suivant. Les intérêts sont calculés de la date à laquelle le paiement aurait dû être effectué jusqu’à la date de paiement de l’arriéré aux taux d’intérêt en vigueur pour chacune des monnaies dans lesquelles les paiements sont effectués, tel qu’indiqué aux CPC.  45.2 Si un montant certifié est accru au titre d’un certificat ultérieur ou à la suite d’une décision du Conciliateur ou d’un Conciliateur, l’Entrepreneur doit recevoir des intérêts sur l’arriéré conformément aux stipulations de la clause 23 des CGC. Ces intérêts sont calculés à compter de la date à laquelle le montant majoré aurait été payé en l’absence de contestation au taux prévu à la clause 45.1 des CGC.  45.3 Sauf indication contraire, l’ensemble des paiements et des déductions sont effectués au prorata des monnaies constitutives du Prix du Contrat  45.4 Les éléments des Travaux pour lesquels aucun prix n’a été inscrit dans le Devis quantitatif ne font pas l’objet de paiements de la part du Maître d’ouvrage et sont réputées être couverts par d’autres prix et tarifs dans le cadre du Contrat. |
| Événements donnant lieu à compensation | 46.1 Les événements suivants sont des « Événements donnant lieu à compensation » :   1. Le Maître d’ouvrage n’accorde pas d’accès à une partie du Site à la Date de prise de possession du Site conformément à la sous-clause 19.1 des CGC. 2. Le Maître d’ouvrage modifie le Calendrier des travaux des Autres entrepreneurs d’une manière qui affecte les travaux de l’Entrepreneur en vertu de ce Contrat. 3. L’Ingénieur ordonne que l’on retarde les travaux ou ne soumet pas les Plans et dessins techniques, Spécifications ou instructions nécessaires pour l’exécution des travaux dans les délais prévus. 4. L’Ingénieur donne des instructions à l’Entrepreneur pour effectuer des inspections ou essais supplémentaires sur les travaux, qui révèlent que ceux-ci ne comportent aucune Malfaçon. 5. Le Maître d’œuvre refuse de manière injustifiée d’approuver un contrat de sous-traitance. 6. L’état du sol est considérablement plus mauvais qu’on aurait pu le supposer avant l’envoi de la Lettre d’Acceptation, sur la base des informations fournies aux Soumissionnaires (notamment les rapports de vérification du Site), des informations rendues publiques et de l’inspection visuelle du site. 7. L’Ingénieur donne des instructions pour faire face à un imprévu causé par le Maître d’ouvrage, ou des travaux additionnels sont nécessaires pour des motifs de sécurité ou autres. 8. Les Autres entrepreneurs (autres que les sous-traitants), les autorités publiques, les services publics ou le Maître d’ouvrage ne respectent pas les délais et autres contraintes indiqués dans le présent Contrat et causent des retards ou des coûts additionnels à l’Entrepreneur. 9. Un retard dans le versement du paiement anticipé. 10. Les effets sur l’Entrepreneur de tout risque qui est à la charge du Maître d’ouvrage. 11. L’Ingénieur retarde de manière injustifiée l’émission du Certificat d’achèvement des travaux. |
| Taxes et impôts[[27]](#footnote-28) | 47.1 Tel que prévu en vertu du Compact, la plupart des activités et des services exécutés au titre du Contrat, y compris en rapport avec l’exécution des Travaux, sont exonérés de tous impôts, taxes, cotisations ou autres droits applicables conformément aux Lois actuellement en vigueur ou qui seront en vigueur à l’avenir dans le pays du Maître d’ouvrage (dénommés séparément « impôt/taxe» et collectivement « impôts/taxes ») pendant la durée de validité du Compact, y compris, à titre indicatif et non limitatif :   1. les impôts sur le revenu, les retenues d’impôts à la source et les autres impôts sur les bénéfices ou sur les entreprises à la charge des personnes physiques, des organisations ou des entreprises (en dehors des ressortissants ou résidents permanents du pays du Maître d’ouvrage) ; 2. les droits de douane, frais de dédouanement, taxes d’importation et d’exportation, et autres impôts affectant l’importation, l’utilisation et la réexportation de marchandises, (y compris les Équipements et pièces de rechange de l’Entrepreneur, les Installations Industrielles, les Matériaux et fournitures importés dans le pays du Maître d’ouvrage aux fins du Contrat), de services ou d’effets et articles personnels (y compris des voitures de tourisme) devant être utilisés dans le cadre de l’exécution des Travaux ou en vue d’utilisation par les membres du Personnel de l’Entrepreneur (ou les membres de leur famille) qui ne sont pas des ressortissants ou résidents permanents du pays du Maître d’ouvrage et qui se trouvent dans ledit pays aux fins d’exécution des Travaux ; et 3. l’impôt sur les ventes, la taxe sur la valeur ajoutée, les droits d’accise, les taxes sur la mutation de biens (meubles ou immeubles), les taxes sur la propriété, la possession ou l’usage de biens (meubles ou immeubles), et d’autres charges similaires sur des transactions portant sur des biens, des travaux ou des services.   47.2 En cas d’importation de biens pour usage personnel, les informations écrites doivent indiquer que les biens seront utilisés pour usage personnel par le Personnel de l’Entrepreneur (ou les membres de leur famille) qui ne sont pas des ressortissants ou résidents permanents du pays du Maître d’ouvrage et qui se trouvent dans celui-ci aux fins d’exécution des Travaux.  47.3 Le Maître d’ouvrage fait son possible pour que le Gouvernement accorde à l’Entrepreneur, à ses sous-traitants et aux membres de son Personnel les exonérations d’impôt applicables à de telles personnes physiques ou morales, conformément aux modalités du Compact ou des accords connexes.  47.4 Comme prévu par le Compact, le personnel local de l’Entrepreneur (ressortissants ou résidents permanents du pays du Maître d’ouvrage) doivent s’acquitter des impôts sur le revenu des personnes physiques qui leur sont applicables dans le pays du Maître d’ouvrage en fonction de leurs salaires et émoluments conformément aux Lois alors en vigueur, et l’Entrepreneur doit effectuer ces déductions conformément aux lois en vigueur.  47.5 L’Entrepreneur, ses sous-traitants et leur personnel respectif doivent s’acquitter de tous les impôts prévus par les Lois en vigueur. En aucun cas le Maître d’ouvrage n’est responsable du paiement ou du remboursement de taxes.  47.6 Dans le cas où l’Entrepreneur, l’un de ses employés ou l’un de ses sous-traitants doit payer des impôts couverts par une telle exonération en vertu du Compact ou d’un accord connexe, l’Entrepreneur devra rapidement notifier au Maître d’ouvrage le paiement de ces impôts, et devra coopérer avec le Maître d’ouvrage, la MCC ou l’un de leurs agents ou représentants, et prendre les mesures qui pourraient être demandées par ces derniers pour obtenir le remboursement rapide et approprié de ces impôts. |
| Monnaies | 48.1 Si des paiements sont effectués en une monnaie autre que celle du pays du Maître d’ouvrage **spécifiée dans les CPC**, le taux de change utilisé pour calculer les montants à payer doit être le taux de change stipulé dans l’Offre de l’Entrepreneur. |
| Révision des prix | 49.1 Les prix sont révisés pour tenir compte des fluctuations du coût des intrants uniquement si **les CPC en disposent ainsi.** En pareil cas, les montants certifiés dans chaque Certificat de paiement sont, avant déduction du paiement anticipé, le cas échéant, ajustés en multipliant les montants dus dans chaque monnaie par le facteur de révision des prix. Pour chaque monnaie du Contrat, une formule distincte du type de celle figurant ci-dessous est appliquée :  Pc = Ac + Bc Imc/Ioc  où :  Pc est le facteur de révision pour la part du Prix du Contrat payable dans une monnaie « c » donnée  Ac et Bc sont les coefficients[[28]](#footnote-29) **spécifiés dans les CPC,** qui représentent, respectivement, la part non révisable et la part révisable du Prix du Contrat payable dans cette monnaie « c » ; et  Imc est l’indice facturé à la fin du mois et Ioc est l’indice en vigueur vingt-huit (28) jours avant l’ouverture des plis pour les intrants payables, l’un et l’autre dans la monnaie « c ».  49.2 L’ajustement est effectué pour la première fois au cours de la durée de validité du présent Contrat au moment spécifié dans les CPC.  49.3 Si la valeur de l’indice est modifiée après son utilisation dans un calcul, le calcul est rectifié et un ajustement effectué dans le certificat de paiement suivant. La valeur de l’indice est supposée tenir compte de toutes les modifications de coût dues aux fluctuations des coûts  49.2 L’ajustement est effectué pour la première fois au cours de la durée de validité du présent Contrat au moment **spécifié dans les CPC**.  49.3 Si la valeur de l’indice est modifiée après son utilisation dans un calcul, le calcul est rectifié et un ajustement effectué dans le certificat de paiement suivant. La valeur de l’indice est supposée tenir compte de toutes les modifications de coût dues aux fluctuations des coûts |
| Retenue | 50.1 Le Maître d’ouvrage retient sur chaque paiement dû à l’Entrepreneur le pourcentage indiqué dans les CPC jusqu’à l’achèvement total des Travaux.  50.2 À l’achèvement de la totalité des Travaux, la moitié du montant total des retenues est remboursé à l’Entrepreneur et l’autre moitié, à la fin de la Période de responsabilité en cas de malfaçon et après que le Maître d’œuvre a certifié que tous les Vices notifiés à l’Entrepreneur par l’Ingénieur ont été rectifiés avant la fin de cette période.  50.3 À l’achèvement de la totalité des travaux, l’Entrepreneur peut remplacer la retenue de garantie par une garantie bancaire « à vue » selon le modèle établi, qui sera émise par une banque jugée acceptable par le Maître d’ouvrage. |
| Dommages et intérêts | 51.1 L’Entrepreneur doit payer au Maître d’ouvrage des dommages et intérêts correspondant à la somme par jour fixée dans les CPC pour chaque jour qui s’écoule entre la Date d’achèvement et la Date d’achèvement prévue. Le montant total des dommages et intérêts ne doit pas excéder le montant fixé dans les CPC. Le Maître d’ouvrage peut déduire les dommages et intérêts des paiements dus à l’Entrepreneur. Le paiement des dommages et intérêts n’exonère pas l’Entrepreneur de ses obligations.  51.2 Si la Date d’achèvement prévue est reportée après le paiement des dommages et intérêts, l’Ingénieur doit corriger tout trop-perçu de dommages et intérêts payés par l’Entrepreneur en ajustant le Certificat de Paiement suivant. L’Entrepreneur reçoit des intérêts sur les montants perçus en trop, calculés à partir de la date de paiement jusqu’à la date de remboursement, au taux spécifié dans la sous-clause 51.1 des CGC. |
| Bonus | **52.1 Réservé** |
| Paiement anticipé | 53.1 Le Maître d’ouvrage doit verser à l’Entrepreneur un Paiement anticipé pour les montants et aux dates précisés dans les CPC, contre constitution par l’Entrepreneur d’une garantie bancaire inconditionnelle sous une forme et auprès d’une banque jugées acceptables par le Maître d’ouvrage, pour des montants et dans des monnaies correspondant au montant du paiement anticipé. La garantie reste effective jusqu’au remboursement du paiement anticipé, et le montant de la garantie est diminué progressivement des montants remboursés par l’Entrepreneur. Aucun intérêt ne doit être prélevé sur le paiement anticipé.  53.2 L’Entrepreneur ne doit utiliser le paiement anticipé que pour payer les Équipements, Matériels, Matériaux et les frais de mobilisation spécifiquement nécessaires à l’exécution du Contrat. L’Entrepreneur doit prouver que le paiement anticipé a été utilisé de cette manière en fournissant à l’Ingénieur des copies de factures et autres pièces sous une forme et un contenu jugés acceptables par l’Ingénieur.  53.3 Le paiement anticipé est remboursé par déduction de montants proportionnels des paiements dus par ailleurs à l’Entrepreneur, conformément à la liste des pourcentages de Travaux achevés donnant lieu au paiement. Il ne sera tenu aucun compte du paiement anticipé ou de son remboursement lors de l’évaluation des travaux effectués, des Modifications, des révisions de prix, des Événements donnant lieu à compensation, des primes, le cas échéant, ou des dommages et intérêts. |
| Garanties | 54.1 La Garantie d’exécution est fournie au Maître d’ouvrage à la date spécifiée dans la Lettre d’Acceptation au plus tard et est émise pour le montant **spécifié dans les CPC**, sous une forme et par une banque jugée acceptable par le Maître d’ouvrage, et libellée dans les types et pourcentage de monnaies dans lesquels le Prix du Contrat est payable. La Garantie d’exécution doit être valide jusqu’à 28 jours après la date d’émission du Certificat de responsabilité en cas de malfaçon. |
| Travaux journaliers | 55.1 Si applicable, les Taux de rémunération journalière dans l’Offre de l’Entrepreneur sont utilisés pour des travaux mineurs additionnels, mais seulement quand l’Ingénieur a ordonné par écrit à l’avance, que les travaux additionnels soient exécutés selon cette modalité.  55.2 Les travaux devant être rémunérés à la journée sont enregistrés sur des formulaires approuvés par l’Ingénieur. Chaque formulaire rempli doit être vérifié et signé par l’Ingénieur deux jours après l’exécution des travaux.  55.3 L’Entrepreneur est payé pour le travail à la journée après l’obtention des formulaires signés de Travail à la journée. |
| Coût des réparations | 56.1 Les pertes ou dommages occasionnés aux Travaux ou Matériaux à inclure dans les Travaux entre la Date de commencement et la fin du Délai de responsabilité pour malfaçon doivent être réparés par l’Entrepreneur, à ses propres frais, si la perte ou le dommage est causé par un acte ou une omission de l’Entrepreneur. |
|  | **E. Fin du Contrat** |
| Achèvement | 57.1 L’Entrepreneur demande à l’Ingénieur de délivrer un Certificat d’achèvement des Travaux, et l’Ingénieur le fait lorsqu’il a déterminé que les travaux sont achevés. |
| Transfert | 58.1 Le Maître d’ouvrage prend possession du Site et des Travaux dans un délai de sept jours après que l’Ingénieur a délivré le Certificat d’achèvement. |
| Décompte final | 59.1 L’Entrepreneur doit fournir à l’Ingénieur un décompte détaillé du montant total qui, d’après lui, est dû au titre du Contrat avant la fin du Délai de responsabilité pour malfaçon. L’Ingénieur doit délivrer un Certificat de fin du délai de responsabilité pour malfaçon et certifier tout paiement définitif qui est dû à l’Entrepreneur dans les cinquante-six (56) jours suivant la réception du décompte de l’Entrepreneur, s’il est exact et complet. Dans le cas contraire, l’Ingénieur doit délivrer dans les cinquante-six (56) jours un état précisant la portée des corrections ou montants supplémentaires, le cas échéant. Si, après une nouvelle présentation, le Décompte final n’est toujours pas satisfaisant, l’Ingénieur est tenu de décider du montant payable à l’Entrepreneur et de délivrer un certificat de paiement. |
| Dessins conformes à l’exécution, Manuels d’exploitation et d’entretien | 60.1 L’Entrepreneur soumet à l’Ingénieur des Plans « conformes à l’exécution », jugés satisfaisants par l’Ingénieur quant à la forme et quant au fond, dans les délais indiqués dans les CPC.  60.2 Si des manuels d’exploitation et d’entretien sont exigés, l’Entrepreneur les fournit à l’Ingénieur sous une forme jugée satisfaisante par celui-ci dans la forme et dans le fond, au plus tard aux dates spécifiées dans les CPC.  60.3 Si l’Entrepreneur ne fournit pas les Plans et/ou manuels aux dates **spécifiées dans les CPC**, ou si ces Plans et/ou manuels ne reçoivent pas l’approbation de l’Ingénieur, celui-ci retiendra le montant **spécifié dans les CPC** sur les paiements dus à l’Entrepreneur. |
| Résiliation | 61.1 Le Maître d’ouvrage ou l’Entrepreneur peut résilier le Contrat si l’autre partie commet une violation grave du Contrat.  61.2 Les violations graves du Contrat comprennent, à titre indicatif et non limitatif, les cas suivants :   1. l’Entrepreneur suspend les Travaux pendant 28 jours alors qu’aucune suspension des Travaux n’est prévue dans le Programme actualisé et que la suspension n’a pas été autorisée par l’Ingénieur ; 2. l’Ingénieur ordonne à l’Entrepreneur de ralentir l’avancement des travaux, et ces instructions ne sont pas retirées dans un délai de 28 jours ; 3. le Maître d’ouvrage ou l’Entrepreneur fait faillite ou est mis en liquidation pour des raisons autres qu’une restructuration ou une fusion ; 4. un paiement certifié par l’Ingénieur n’est pas versé par le Maître d’ouvrage à l’Entrepreneur dans les 84 jours suivant la date de délivrance du certificat de paiement par l’Ingénieur ; 5. l’Ingénieur envoie une notification indiquant que la non-rectification d’une Malfaçon déterminée constitue une violation grave du Contrat, et l’Entrepreneur ne procède pas à la rectification de la Malfaçon dans les délais raisonnables fixés par l’Ingénieur ; 6. l’Entrepreneur ne conserve pas la Garantie d’exécution exigée selon les stipulations de la clause 54 des CGC ; 7. l’Entrepreneur retarde l’achèvement des Travaux à concurrence du nombre de jours pour lequel le montant maximum des dommages et intérêts peut être payé, comme **stipulé dans les CPC ;** 8. l’Entrepreneur s’est livré, de l’avis du Maître d’ouvrage, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, à des pratiques de collusion, de corruption, d’obstruction ou à des pratiques interdites (chacune définie à la clause 66 des CGC) en vue de l’obtention ou au cours de l’exécution du Contrat ou de tout autre contrat financé par la MCC ; et 9. l’Entrepreneur, de l’avis du Maître d’ouvrage ou de la MCC, manque à l’exécution de ses obligations relatives à l’utilisation des fonds, prévues à l’Annexe du présent Contrat intitulée « Annexe : Dispositions complémentaires » (ladite résiliation obligera l’Entrepreneur à rembourser les fonds utilisés de façon abusive dans un délai maximum de 30 jours à compter de la date de résiliation).   61.3 Lorsque l’une des deux parties au Contrat notifie à l’Ingénieur une violation du Contrat pour des motifs autres que ceux énumérés à la sous-clause 61.2 des CGC, l’Ingénieur décide du caractère grave ou non de la violation.  61.4 En plus de la résiliation du présent Contrat pour violation grave en vertu des sous-clauses 61.1 à 61.3, si l’exécution des Travaux en cours est fortement entravée pendant une période continue de plusieurs jours comme **indiqué dans les CPC** (ou des périodes multiples qui dépassent le nombre de jours **stipulés dans les CPC** à cause d’un même événement) en raison d’un cas de force majeure comme déterminé par l’Ingénieur en vertu de la clause 64 des CGC, l’une des parties peut envoyer à l’autre partie une notification de résiliation du présent Contrat. Dans ce cas, la résiliation entre en vigueur sept jours après l’envoi de la notification de résiliation et l’Entrepreneur doit se conformer à la sous-clause 61.6 des CGC.  61.5 En plus de la résiliation du présent Contrat pour violation grave en vertu des sous-clauses 61.1 à 61.3 des CGC, ou à la suite d’un cas de force majeure conformément aux stipulations de la sous-clause 61.4 des CGC, le Maître d’ouvrage peut résilier le présent Contrat pour des raisons de commodité ou lors de l’expiration ou de la suspension du présent Compact.  61.6 Si le présent Contrat est résilié pour une raison quelconque, l’Entrepreneur doit a) immédiatement suspendre les Travaux, b) sécuriser le Site, c) rendre tous les Plans et dessins techniques, Spécifications techniques, autres documents, Matériaux, Installations, et autres travaux pour lesquels l’Entrepreneur a reçu un paiement (et tous Matériaux, Installations, Équipements, Travaux Temporaires, et Travaux conformément aux stipulations de la clause 63 des CGC) et d) quitter le Site dès que raisonnablement possible. |
| Paiement en cas de résiliation | 62.1 Si le Contrat est résilié pour une violation grave commise par l’Entrepreneur, l’Ingénieur délivrera un certificat pour la valeur des travaux exécutés et des matériaux commandés, après déduction des Paiements anticipés reçus, le cas échéant, jusqu’à la date d’émission du certificat et après déduction du pourcentage à appliquer au titre de la valeur des travaux non achevés, comme **stipulé dans les CPC**. Des dommages et intérêts additionnels ne sont pas dus. Si le montant total dû au Maître d’ouvrage dépasse le paiement dû à l’Entrepreneur, la différence constituera une créance payable au Maître d’ouvrage.  62.2 Si le Contrat est résilié par le Maître d’ouvrage pour des raisons de commodité, de suspension ou de résiliation du Compact, ou de violation grave du Contrat par le Maître d’ouvrage, ou à la suite d’un cas de force majeure, l’Ingénieur délivrera un certificat correspondant à la valeur des travaux exécutés, des Matériaux commandés, du coût raisonnable de l’enlèvement des Équipements, du rapatriement du Personnel de l’Entrepreneur employé exclusivement pour les Travaux et du coût encouru par l’Entrepreneur pour protéger et sécuriser les Travaux, après déduction des Paiements anticipés reçus, le cas échéant, jusqu’à la date de délivrance du Certificat. |
| Propriété | 63.1 Tous les Matériaux se trouvant sur le Site, les Installations, Équipements, Travaux temporaires et Travaux sont considérés comme étant la propriété du Maître d’ouvrage si le présent Contrat est résilié aux torts de l’Entrepreneur. |
| Force Majeure | 64.1 Dans le cadre du présent Contrat, l’expression « Force Majeure » désigne tout événement ou situation a) qui n’est pas raisonnablement prévisible, qui échappe à la volonté d’une Partie, et qui ne résulte pas d’actes, d’omissions ou de retards de la Partie qui l’invoque (ou de ceux d’un tiers sur lequel cette Partie exerce un contrôle, y compris un Sous-traitant) ; b) qui n’est pas un acte, un événement ou une condition dont la Partie a expressément accepté d’assumer les risques ou les conséquences en vertu du présent Contrat ; c) et qui n’aurait pu être évité, réparé ou corrigé par la Partie agissant avec une diligence raisonnable ; et d) qui rend impossible l’exécution par une Partie de ses obligations contractuelles ou qui rend cette exécution si difficile qu’elle peut être tenue pour impossible dans de telles circonstances. Les cas de Force Majeure comprennent notamment, mais pas exclusivement, les faits suivants : des actes du Gouvernement agissant dans sa capacité souveraine, des guerres ou des révolutions, le terrorisme, des incendies, des inondations, des tremblements de terres, des épidémies, des restrictions de quarantaine, des embargos sur le fret et les grèves ou lockouts par des personnes autres que l’Entrepreneur, ses sous-traitants, ou leurs employés.  64.2 Le manquement par une Partie à l’une quelconque de ses obligations contractuelles ne constitue pas une rupture du Contrat, ou un manquement à ses obligations contractuelles, si un tel manquement résulte d’un cas de Force majeure, dans la mesure où la Partie qui se trouve dans une telle situation a) a pris toutes les précautions et mesures raisonnables pour pouvoir exécuter les termes et conditions du présent Contrat, et b) a averti l’autre Partie dès que possible (et en aucun cas plus de sept (7) jours après la survenance dudit évènement) de la survenance d’un évènement donnant lieu à l’invocation d’un cas de Force majeure, et c) a introduit une demande de report de la Date d’achèvement auprès de l’Ingénieur à la suite d’un cas de Force Majeure en vertu des stipulations de la clause 30.2. des CGC.  64.3 Sous réserve des stipulations de la clause 64.6 des CGC, une Partie affectée par un cas de Force majeure doit continuer à respecter ses obligations contractuelles dans la mesure du possible et prendra toutes les mesures raisonnables pour minimiser et remédier aux conséquences de tout cas de Force majeure.  64.4 Une Partie affectée par un cas de Force majeure doit apporter la preuve de la nature et de la cause du cas de force majeure en vertu des stipulations de la clause 30 et de la sous-clause 64.2 des CGC et notifier par écrit dès que possible à l’autre Partie le retour à la normale.  64.5 Si une Partie est empêchée d’exécuter l’une quelconque de ses obligations au titre du présent Contrat à la suite d’un cas de Force Majeure et respecte par ailleurs ses obligations en vertu des stipulations de la Clause 30 et de la présente Clause 64 du CGC, elle pourra bénéficier d’une prorogation de la Date d’achèvement prévue conformément aux stipulations de la Clause 30 du CGC.  64.6 Si un sous-traitant est exonéré de ses obligations au titre de tout contrat ou accord en rapport avec les Travaux, à la suite d’un cas de force majeure en vertu de stipulations supplémentaires ou plus larges que celles spécifiées dans la présente clause 64 des CGC, ces cas, circonstances ou stipulations supplémentaires ou plus larges de Force Majeure, ne justifient nullement l’inexécution par l’Entrepreneur de ses obligations contractuelles et ne l’exonèrent nullement de ses obligations en vertu de la présente clause 64 des CGC.  **F. Dispositions complémentaires** |
| Clauses contraignantes de la MCC ; Clauses de transfert | 65.1 Les dispositions de l’Annexe A (Dispositions complémentaires) font partie intégrante du Contrat. Pour éviter toute ambigüité, les Parties acceptent et comprennent que les stipulations de l’Annexe A reflètent certaines obligations du Gouvernement et du Maître d’ouvrage en vertu de clauses du Compact et de documents connexes qui doivent être transférés à tout Entrepreneur, sous-traitant ou associé qui participe aux procédures de passation de marchés ou aux contrats financés en totalité ou partie par la MCC, et que, comme dans d’autres clauses du présent Contrat, les stipulations de l’Annexe A sont des clauses qui lient les Parties au présent Contrat.  65.2 L’Entrepreneur doit veiller à inclure toutes les stipulations qui figurent à l’Annexe A dans tout contrat de sous-traitance et de sous-attribution comme autorisé par les stipulations du présent Contrat. |
| Exigences relatives à la lutte contre la fraude et la corruption | 66.1 « La MCC exige que le Maître d’ouvrage et tous les autres bénéficiaires du financement de la MCC, y compris les Soumissionnaires, fournisseurs, entrepreneurs et sous-traitants dans le cadre de contrats financés par la MCC, observent les règles les plus rigoureuses en matière d’éthique lors de la passation et de l’exécution de ces contrats. La Politique en matière de prévention et de détection de la fraude et de la corruption, et de lutte contre ces pratiques dans les opérations de la MCC (Politique « Anti-fraude et Anti-corruption (AFC) de la MCC ») s’applique à tous les contrats et procédures de demande de propositions impliquant un Financement MCC. Ladite Politique est disponible sur le site web de la MCC. La Politique AFC de la MCC exige des sociétés et entités bénéficiant de fonds de la MCC de reconnaître avoir pris connaissance de la Politique AFC de la MCC et de certifier avoir des engagements et procédures acceptables en place pour faire face aux risques de fraude et de corruption.  Toute entité qui se voit attribuer (y compris, à titre indicatif et non limitatif, des contrats et des subventions) un Financement MCC d’une valeur de plus de 500 000 Dollars US, doit certifier au Maître d’ouvrage qu’elle adoptera et mettra en place un Code d’éthique et de conduite dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l’adjudication du Contrat. Ladite entité doit également inclure la teneur de cette clause dans les accords de sous-traitance d’une valeur de plus de 500 000 Dollars US. Les informations concernant l’établissement de programmes d’éthique et de conduite professionnelle sont disponibles auprès de nombreuses sources, y compris, mais pas exclusivement :  <http://www.oecd.org/corruption/Anti-CorruptionEthicsComplianceHandbook.pdf>;  <https://www.cipe.org/wp-content/uploads/2014/01/CIPE_Anti-Corruption_Compliance_Guidebook.pdf>  Aux fins du présent Contrat, les termes et expressions ci-dessous sont définis de la manière suivante :   1. ***« coercition »*** signifie porter atteinte ou nuire, ou menacer de porter atteinte ou de nuire, directement ou indirectement, à une partie ou à la propriété d’une partie, ou influencer indûment les actions d’une partie dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, par un Financement MCC, y compris les mesures prises dans le cadre d’une procédure de passation de marchés ou de l’exécution d’un contrat ; 2. ***« collusion*** » désigne un accord tacite ou explicite entre au moins deux parties visant à se livrer à une pratique coercitive, entachée de corruption, à se livrer à une manœuvre frauduleuse ou à un acte d’obstruction ou à se livrer à une pratique interdite, y compris tout accord visant à fixer, stabiliser ou manipuler des prix, ou à priver par ailleurs l’Entité MCA des avantages d’une concurrence libre et ouverte ; 3. ***« corruption »*** désigne la proposition, le don, la réception ou la sollicitation, directement ou indirectement, de toute chose de valeur pour influencer indûment les actions d’un agent public, du personnel de l’Entité MCA, du personnel de la MCC, des consultants ou des employés d’autres entités participant à des activités financées, en totalité ou en partie par la MCC, y compris lorsque lesdites activités ont trait à la prise de décision de sélection ou à l’examen de décisions, à d’autres mesures de gestion du processus de sélection, à l’exécution d’un contrat ou au versement de tout paiement à un tiers dans le cadre d’un contrat ou en vue de l’exécution d’un contrat ; 4. « ***fraude*** » désigne tout acte ou toute omission, y compris toute déclaration qui, volontairement ou par négligence, induit ou tente d’induire en erreur une partie afin d’obtenir un avantage financier ou autre dans le cadre de la mise en œuvre d’un contrat financé en totalité ou en partie par la MCC, y compris tout acte ou toute omission visant à influencer (ou tenter d’influencer) indûment un processus de sélection ou l’exécution d’un contrat, ou à se soustraire (ou tenter de se soustraire) à une obligation ; 5. ***« obstruction d’enquête sur des allégations de fraude ou de corruption »***désigne tout acte posé dans le cadre de la mise en œuvre de tout contrat financé, en totalité ou en partie, au moyen de ressources de la MCC qui : a) a pour résultat la destruction, la falsification, l’altération ou la dissimulation délibérée de preuves ou de fausses déclarations fournies à des enquêteurs ou à tout fonctionnaire dans le but d’entraver une enquête sur des allégations de coercition, de collusion, de corruption, de fraude ou sur une pratique interdite ; ou b) menace, harcèle ou intimide une partie afin de l’empêcher de divulguer des informations utiles à une enquête ou de poursuivre l’enquête ; ou c) vise à entraver la conduite d’une inspection et/ou l’exercice des droits d’audit de la MCC et/ou du Bureau de l’Inspecteur général (OIG) chargé de la MCC prévus dans le cadre d’un Compact, d’un accord de Programme de seuil ou d’accords connexes ; 6. ***« pratiques interdites »*** désigne tout acte en violation de la Section E (Respect de la Loi anti-corruption), de la Section F (Respect de la Loi sur la lutte contre le blanchiment de capitaux), de la Section G (Respect de la loi sur le financement du terrorisme et autres restrictions) de l’Annexe des Dispositions complémentaires du Contrat, qui font partie intégrante des contrats financés par la MCC.   b) La MCC peut annuler une partie ou la totalité du Financement MCC alloué au Contrat si elle vient à constater que des représentants du Maître d’ouvrage, l’Entrepreneur ou tout autre bénéficiaire du Financement de la MCC s’est livré à des pratiques de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction, de corruption ou de pratiques interdites pendant le processus de sélection ou l’exécution du Contrat ou d’un autre contrat financé par la MCC, sans que le Maître d’ouvrage, l’Entrepreneur ou cet autre bénéficiaire ait pris à temps et à la satisfaction de la MCC les mesures appropriées pour remédier à la situation.  c) La MCC et le Maître d’ouvrage peuvent prendre des sanctions à l’encontre de l’Entrepreneur, y compris exclure l’Entrepreneur indéfiniment ou pour une période déterminée, de toute attribution de contrats financés par la MCC si  la MCC ou le Maître d’ouvrage établit, à un moment quelconque, que l’Entrepreneur, s’est livré, directement ou par l’intermédiaire d’un agent, à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction à des enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption ou à des pratiques interdites en vue de l’obtention ou au cours de l’exécution du Contrat ou de tout contrat financé par la MCC.  d) Si le Maître d’ouvrage ou la MCC établit que l’Entrepreneur, l’un de ses sous-traitants, de ses employés ou l’un de ses agents ou sociétés affiliées, s’est livré à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction à des enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption ou à des pratiques interdites en vue de l’obtention ou au cours de l’exécution du Contrat, le Maître d’ouvrage ou la MCC peut, par voie de notification, résilier immédiatement le Contrat signé avec l’Entrepreneur et l’expulser du Site, et les stipulations de la Clause 61 s’appliqueront.  e) Si la MCC ou le Maître d’ouvrage établit que le Personnel de l’Entrepreneur s’est livré à des activités de coercition, de collusion, de corruption, de fraude, d’obstruction à des enquêtes sur des allégations de fraude ou de corruption ou à des pratiques interdites en vue de l’obtention ou au cours de l’exécution du Contrat, mais décide de ne pas résilier le Contrat conformément aux stipulations de la clause susmentionnée, le Personnel concerné de l’Entrepreneur sera alors retiré conformément aux stipulations de la clause 9 des CGC. |
| Lutte contre la Traite des Personnes | 67.1 La MCC, comme d’autres entités du Gouvernement américain ont une politique de tolérance zéro à l’égard de la Traite des Personnes.[[29]](#footnote-30) En application de cette politique :  **a) Termes définis.** Aux fins de l’application et de l’interprétation de la présente Clause 67 :   1. Les termes et expressions « coercition », « acte sexuel à des fins commerciales », « servitude pour dettes », « employé », « travail forcé », « fraude », « servitude involontaire » et « exploitation sexuelle » ont la signification qui leur est donnée dans la Politique de la MCC en matière de lutte contre la Traite des Personnes, et ces définitions figurent à titre de référence dans cette sous-clause ; et 2. « Traite des Personnes » désigne a) la traite à des fins d’exploitation sexuelle dans laquelle un acte sexuel à des fins commerciales qui est induit par la force, la fraude ou la coercition ou dans lequel la personne incitée à faire un tel acte n’a pas atteint l’âge de 18 ans ; ou b) le recrutement, l’hébergement, le transport, la mise à disposition ou l’obtention d’une personne pour exécuter un travail ou des services, par le recours à la force, à la fraude ou à la coercition dans le but de la soumettre à la servitude involontaire, au péonage, à la servitude pour dette ou à l’esclavage.   **b) Interdiction.** Les entrepreneurs, sous-traitants, consultants, sous-consultants et leur personnel respectif ne peuvent se livrer à aucune forme de Traite des Personnes pendant l’exécution d’un contrat financé totalement ou partiellement par la MCC, et doivent également se conformer aux interdictions décrites dans les lois et décrets présidentiels des États-Unis portant sur la Traite des Personnes, y compris le recours à des pratiques de recrutement trompeuses ; l’imposition de frais de recrutement aux employés; ou la destruction, la dissimulation, la confiscation ou le refus de l’accès d’un employé à ses documents d’identité.  **c) Obligations de l’Entrepreneur.**  i) L’Entrepreneur (ou le sous-traitant) doit :   * + - * 1. aviser ses employés de la politique C-TIP de la MCC et des mesures qui seront prises contre le personnel en cas de violation de la présente politique. Ces mesures peuvent comprendre, sans toutefois s’y limiter, le retrait du contrat, la réduction des avantages sociaux ou la cessation de l’emploi, et         2. la prise de mesures appropriées, qui pourront aller jusqu’à la résiliation, contre le personnel ou les sous-traitants qui enfreignent les interdictions énoncées dans la présente politique.   ii) L’Entrepreneur doit :   * + - * 1. attester qu’il ne participe, ne facilite ni n’autorise aucune activité relevant de la Traite des Personnes ou d’activités connexes également interdites en vertu de la présente politique, pendant la durée du Contrat ;         2. fournir l’assurance que les activités relevant de la Traite des Personnes, ou les activités connexes également interdites en vertu de la présente politique, ne seront pas tolérées par son personnel, ses sous-traitants ou ses sous-consultants (selon le cas), ou leurs employés respectifs ;         3. reconnaître que l’exercice de telles activités est un motif de suspension ou de cessation d’emploi ou de résiliation du contrat.   iii) L’entrepreneur ou le sous-traitant doit informer l’Entité MCA dans les 24 heures :   1. toute information qu’il reçoit de quelque source que ce soit (y compris des organismes d’application de la loi) alléguant que son employé, sous-traitant, sous-consultant ou l’employé d’un sous-traitant ou sous-consultant s’est livré à une conduite qui contrevient à cette politique ; 2. toute mesure prise à l’encontre d’un membre du personnel, d’un sous-traitant, d’un sous-traitant ou de l’employé d’un sous-traitant, conformément aux présentes exigences.   **d) Recours.** Une fois que l’incident a été confirmé et selon la gravité de chaque cas, l’Entité MCA appliquera des mesures correctives, qui pourraient comprendre l’un ou l’autre des éléments suivants :   1. l’Entité MCA exigeant que l’Entrepreneur retire le personnel, le sous-traitant ou son ou ses employé(s) concerné(s), ou tout agent ou société affiliée concerné ; 2. l’Entité MCA exige la résiliation d’un contrat de sous-traitance ; ou 3. la suspension des paiements au titre du Contrat jusqu’à ce qu’il soit remédié à la violation à la satisfaction de l’Entité MCA ; 4. la perte des paiements incitatifs, conformément au plan d’incitation défini dans le Contrat, le cas échéant, pour la période d’évaluation au cours de laquelle l’Entité MCA a constaté la non-conformité ; 5. la prise de sanctions par la MCC à l’encontre de l’Entrepreneur, y compris l’exclusion de l’Entrepreneur indéfiniment ou pour une période déterminée, de toute attribution de contrats financés par la MCC 6. la résiliation du Contrat par l’Entité MCA pour manquement aux obligations ou pour un motif valable conformément à la clause de résiliation qui figure dans le présent Contrat ; et 7. l’Entité MCA ordonne à l’Entrepreneur de fournir un soutien financier raisonnable ou une restitution à la (aux) victime(s) d’un tel incident, dans chaque cas conformément au plan de gestion du risque de TIP applicable de l’Entrepreneur, et/ou sur la base d’une décision judiciaire ou administrative finale rendue conformément au Droit applicable ou des conclusions d’une enquête menée (directement ou par l’intermédiaire d’un tiers) par l’Entité MCA. |
| Procédures de Sécurité | 68.1 Dans le délai indiqué dans les CPC, après la date de signature du Contrat, l’Entrepreneur doit soumettre à l’Ingénieur un Plan de gestion de la santé et de la sécurité (ou "PGSS") détaillé et propre au site, basé sur toutes les dispositions pertinentes en matière de santé et de sécurité figurant dans les Spécifications et Annexes techniques et les Lois applicables. Le PGSS doit être approuvé par l’Ingénieur avant le début de l’exécution des Travaux.  « À moins que l’Ingénieur, dans les 14 jours suivant la réception du Plan de gestion de la santé et de la sécurité, n’informe l’Entrepreneur de la mesure dans laquelle ledit plan n’est pas conforme au Contrat, l’Entrepreneur doit se conformer au PGSS.  68.3 L’Entrepreneur doit également mettre en œuvre les exigences relatives à la santé et à la sécurité du PGSS approuvé, et il doit se conformer aux instructions délivrées en conséquence d’inspections périodiques devant être effectuées dans le cadre du rôle de superviseur de l’Ingénieur.  68.4 Il incombe à l’Entrepreneur de s’assurer que tout le personnel du Sous-traitant et de l’Entrepreneur comprend les principes et les exigences du PGSS et qu’il les applique conformément à ceux-ci.  68.5 L’Entrepreneur doit informer l’Ingénieur, le Maître d’ouvrage et la MCC de tout accident résultant d’un dommage ou d’une perte de propriété, d’une invalidité ou d’un décès, ou ayant ou pouvant avoir (tel que cela peut être raisonnablement prévu) un impact significatif sur l’environnement dans les 24 heures (ou dès que cela sera raisonnablement possible) suivant la survenance d’un tel incident, et l’Entrepreneur doit soumettre à l’Ingénieur, au Maître d’ouvrage et à la MCC, au plus tard dans les 7 jours suivant la survenance d’un tel incident, un rapport expliquant ledit incident ».  68.7 L’Entrepreneur surveille ses Principaux fournisseurs de façon continue et, lorsqu’il y a un risque élevé de situations mettant en danger la vie des travailleurs des Principaux fournisseurs, l’Entrepreneur doit mettre en place des procédures et des mesures d’atténuation pour s’assurer que les Principaux fournisseurs prennent des mesures pour prévenir ou corriger ces situations mettant la vie en danger. Lorsqu’il n’est pas possible d’y remédier, l’Entrepreneur doit changer les Principaux fournisseurs auprès desquels il s’approvisionne pour le Contrat. |
| Sensibilisation au VIH | 69.1 L’Entrepreneur doit conduire un programme de sensibilisation au VIH/sida dans les endroits où le projet se déroule, tel que requis aux termes du PGESA approuvé et/ou du PGSS par le biais d’un prestataire de services approuvé, et il doit prendre toutes les autres mesures qui seront prévues dans le Contrat pour réduire le risque de transmission du VIH entre les membres du Personnel de l’Entrepreneur, et entre ceux-ci et les habitants se trouvant dans les endroits susmentionnés, afin de promouvoir le dépistage précoce de la maladie et d’aider les personnes touchées par le virus. |
| Protection de la durabilité environnementale et sociale | 70.1 Dans le délai **indiqué dans les CPC**, après la date de signature du Contrat, l’Entrepreneur soumet à l’Ingénieur, un Plan de gestion environnementale et sociale (« PGESA ») propre au Site conformément aux spécifications pertinentes en matière de sûreté, de sécurité et de gestion des impacts environnementaux et sociaux, énoncées dans les Spécifications et Annexes techniques, et les Lois applicables. Le PGSS doit être approuvé par l’Ingénieur avant le début de l’exécution des Travaux.  70.2 À moins que l’Ingénieur, dans les 14 jours suivant la réception du PGESA de l’Entrepreneur, n’informe l’Entrepreneur de la mesure dans laquelle ledit plan n’est pas conforme au Contrat, l’Entrepreneur doit se conformer au PGESA.  70.3 Si, à un moment quelconque, l’Ingénieur informe l’Entrepreneur que tout ou partie du PGESA (dans la mesure indiquée) n’est pas conforme au Contrat, l’Entrepreneur doit soumettre une version révisée du PGESA à l’Ingénieur conformément à la présente sous-clause.  70.4 L’Entrepreneur doit s’assurer que ses activités dans le cadre du Contrat sont conformes aux Directives environnementales de la MCC (tel que ce terme est défini dans le Compact ou accord connexe et disponible à l’adresse www.mcc.gov), et ne sont pas « de nature à causer un important risque environnemental, sanitaire ou de sécurité » tel que défini dans lesdites Directives environnementales.  70.5 L’Entrepreneur demande une confirmation écrite à l’Ingénieur indiquant que les actions devant être achevées conformément au Plan d’action pour la réinstallation (PAR) ont été réalisées avant le début de l’exécution des Travaux ou d’une section des Travaux, selon le cas. L’Entrepreneur doit également informer immédiatement l’Ingénieur de toute acquisition de terrain ou de tout besoin de réinstallation résultant de la conception ou des Travaux n’ayant pas été pris en charge par le PAR. Les Travaux affectant des nouvelles zones ainsi identifiées ne peuvent pas commencer sans l’approbation de l’Ingénieur.  70.6 L’Entrepreneur met en œuvre les exigences environnementales et sociales du PGESA approuvé, et il se conforme aux instructions délivrées à la suite d’inspections périodiques devant être effectuées dans le cadre du rôle de superviseur de l’Ingénieur, afin d’assurer la conformité aux exigences du PGESA.  70.7 L’Entrepreneur se conforme aux Normes de performance d’IFC et est tenu de veiller à ce que l’ensemble des membres du personnel du sous-traitant et de l’Entrepreneur comprennent et appliquent les principes et exigences contenus dans la présente sous-clause en ce qui concerne l’impact environnemental, social et sanitaire éventuel, ainsi qu’en matière de sécurité, et les normes similaires s’appliquent aux systèmes de gestion d’un tel impact de tous sous-traitants.  70.8 Le programme soumis, tenu à jour et mis en œuvre par l’Entrepreneur conformément à la clause 29 des CGC indique clairement les procédures et les méthodes de travail que l’Entrepreneur et ses sous-traitants doivent utiliser pour se conformer aux exigences de la présente sous-clause en ce qui concerne les impacts environnementaux et sociaux.  70.9 L’Entrepreneur veille à ce que les déchets de construction et de terrassement soient éliminés de manière appropriée conformément aux Directives de la MCC relatives à l’environnement et aux Lois applicables. Ceci inclut l’identification de la présence de matériaux dangereux et l’élaboration de plans approuvés par l’Ingénieur pour la manipulation et l’élimination appropriées de tels matériaux.  70.10 Une fois les Travaux achevés, l’Entrepreneur doit laisser le Site dans les mêmes conditions que celles d’origine ou dans l’état décrit dans les Spécifications techniques. |
| Personnel et main-d’œuvre | * 1. L’Entrepreneur doit adopter et appliquer des politiques et des procédures de ressources humaines adaptées à sa taille et à sa main-d’œuvre et définissant son approche par rapport à la gestion du Personnel. Au minimum, l’Entrepreneur doit fournir à tout le Personnel des informations détaillées qui soient claires et compréhensibles, au sujet de leurs droits en vertu de toutes les Législations applicables concernant le travail et de toutes conventions collectives applicables, y compris leurs droits relatifs à l’emploi, la santé, la sécurité, les services sociaux, l’immigration et l’émigration, à compter du début de la relation de travail et lorsque surviennent des changements importants.   2. L’Entrepreneur s’assure que les conditions d’emploi et les conditions des travailleurs migrants (voir également la sous-clause 6.12) ne sont pas influencées par leur statut de migrant.   3. L’Entrepreneur est responsable du contrôle du respect par les Sous-traitants et les Principaux fournisseurs des conditions de travail et d’emploi visées dans les Normes de performance d’IFC en vigueur de temps à autre.   71.4 Lorsque le logement ou des services sociaux sont fournis au Personnel de l’Entrepreneur ou au Personnel du Maître d’ouvrage, l’Entrepreneur doit mettre en place et appliquer des politiques sur la qualité et la gestion de ces logements et la fourniture de ces services sociaux (y compris en ce qui concerne l’espace minimum, l’approvisionnement en eau, des systèmes d’évacuation des eaux usées et des ordures adéquats, une protection appropriée contre la chaleur, le froid, l’humidité, le bruit, l’incendie et les animaux vecteurs de maladies, des installations sanitaires et des lavabos adéquats, la ventilation, des équipements de cuisine et installations de stockage, l’éclairage naturel et artificiel, ainsi que toutes les précautions raisonnables nécessaires pour assurer la santé et la sécurité du Personnel de l’Entrepreneur et du Maître d’ouvrage telles que prescrites à la clause 68 [Santé et sécurité]). Les installations d’hébergement et les services sociaux doivent être fournis de manière conforme aux principes de non-discrimination et d’égalité des chances. Les dispositions concernant le logement ne doivent pas restreindre la liberté de mouvement ou d’association, sauf que des installations séparées doivent être fournies pour les hommes et les femmes. Les installations sanitaires et de lavage doivent être fournies de manière à préserver l’intimité et la sécurité des personnes.  Des indications supplémentaires sont disponibles à l’adresse : <https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-accommodation-welfare-staff-and-labor>  71.5 Lorsqu’il soumet son PGES, l’Entrepreneur doit inclure les spécifications qu’il propose en ce qui concerne les installations qui seront fournies pour le personnel et la main-d’œuvre. Les installations proposées doivent être conformes aux exigences de la norme de performance 2 de l’IFC et être approuvées par l’ingénieur. » Pour de plus amples renseignements sur les normes concernant l’hébergement des travailleurs, se référer à : “Workers’ accommodation: processes and standards, A guidance note by IFC and the EBRD” en particulier la Partie II, Sous-section I. Standards for workers’ accommodation, disponible à l’adresse : <https://www.ifc.org/wps/wcm/connect/60593977-91c6-4140-84d3-737d0e203475/workers_accomodation.pdf?MOD=AJPERES&CACHEID=ROOTWORKSPACE-60593977-91c6-4140-84d3-737d0e203475-jqetNIh>  71.6 L’Entrepreneur tient un registre actualisé du personnel et de la main-d’œuvre employés sur le site, à temps plein et à temps partiel, directement ou par le(s) sous-traitant(s) ; et tient des registres complets et précis, indiquant le nom, l’âge, le sexe, les heures travaillées et les salaires versés aux ouvriers. Ces registres doivent être à la disposition des vérificateurs aux fins d’inspection pendant les heures de travail normales. L’Entrepreneur communique mensuellement à l’Ingénieur et au Maître d’ouvrage les registres suivants: heures travaillées par tous les employés et paiements mensuels effectués aux différents échelons du personnel de direction/d’encadrement, des agents administratifs, des ouvriers qualifiés; des ouvriers non qualifiés, chacun étant ventilé par sexe et par âge. Ces registres seront utilisés pour contrôler le respect des interdictions de travail des enfants. |
| Genre et inclusion sociale | 72.1 L’Entrepreneur veille à ce que ses activités dans le cadre du Contrat soient conformes à la Politique de la MCC en matière d’égalité des genres[[30]](#footnote-31) et au Plan d’intégration sociale et de promotion de l’égalité des genres de l’Entité MCA, en fonction des activités exécutées dans le cadre du présent Contrat. La Politique en matière d’égalité des genres de la MCC exige que les activités financées par la MCC s’attaquent spécifiquement aux inégalités sociales et entre les genres afin d’offrir aux femmes et aux groupes vulnérables la possibilité d’y participer et d’en tirer profit, et de garantir que ses activités n’ont pas d’impact négatif significatif sur la société et sur l’égalité des genres. La MCC exige également que les femmes et les autres groupes défavorisés aient des chances équitables de participer aux activités financées par la MCC et d’en bénéficier, y compris dans les emplois liés aux projets.  72.2 Il incombe à l’Entrepreneur de s’assurer que tout le personnel du sous-traitant et de l’Entrepreneur comprend les principes et les exigences du PGSS et qu’il les applique conformément à ceux-ci. Le Maître d’ouvrage comprend que l’Entrepreneur n’est pas responsable des impacts sociaux et sur l’égalité des genres liés aux Travaux, dans la mesure où ces impacts résultent directement de l’achèvement des Travaux tels que conçus par le Maître d’ouvrage. |
| Interdiction du travail forcé ou obligatoire | 73.1 L’entrepreneur ne doit pas recourir au « travail forcé ou obligatoire » sous quelque forme que ce soit. Le « travail forcé ou obligatoire » désigne tout travail ou service, qui n’est pas effectué volontairement, qui est effectué par une personne sous la menace de la force ou d’une peine.  73.2 L’Entrepreneur doit surveiller ses Fournisseurs principaux de façon continue afin de déceler tout changement important chez ces Fournisseurs principaux. Si de nouveaux risques ou incidents de travail forcé ou obligatoire sont identifiés, l’Entrepreneur doit prendre les mesures appropriées pour y remédier. |
| Interdiction du travail dangereux pour les enfants | 74.1 L’Entrepreneur ne doit pas employer un enfant pour effectuer des travaux à des fins d’exploitation économique ou des travaux susceptibles d’être dangereux pour l’enfant ou d’empêcher son éducation ou de nuire à sa santé ou à son développement aux plans physique, mental, spirituel, moral ou social. L’Entrepreneur doit identifier la présence de toutes les personnes de moins de dix-huit (18) ans. Lorsque la Législation applicable ne définit pas un âge minimum, le Consultant s’assure que des enfants âgés de moins de 15 ans ne sont pas employés pour effectuer des travaux dans le cadre du contrat. Lorsque la Loi applicable s’écarte de la norme d’âge spécifiée, c’est l’âge le plus élevé qui doit s’appliquer. Les enfants de moins de 18 ans ne seront pas employés à des travaux dangereux. Tout travail effectué par des personnes âgées de moins de dix-huit (18) ans fera l’objet d’une évaluation appropriée des risques et d’un contrôle régulier en ce qui concerne la santé, les conditions de travail et des horaires.  74.3 L’Entrepreneur doit surveiller ses Fournisseurs principaux de façon continue afin de déceler tout changement important chez ces Fournisseurs principaux. Si de nouveaux risques ou incidents de travail des enfants sont identifiés, l’Entrepreneur doit prendre les mesures appropriées pour y remédier. » Des indications supplémentaires sont disponibles à l’adresse :  <https://www.mcc.gov/resources/doc/guidance-on-supply-chains> |
| Interdiction du harcèlement sexuel | 75.1 L’Entrepreneur, y compris tous les sous-consultants et tout membre de leur personnel, doit interdire et s’abstenir de tout comportement de harcèlement sexuel à l’égard des bénéficiaires du Compact, des partenaires, des parties prenantes, des employés de l’Entité MCA, des consultants de l’Entité MCA, du personnel de la MCC ou des consultants de la MCC. Parmi les exemples de harcèlement sexuel, on peut citer, entre autres, les comportements suivants : avances sexuelles inappropriées ; demandes de faveurs sexuelles ; harcèlement verbal ou physique de nature sexuelle ; ou remarques offensantes au sujet du sexe, de l’orientation sexuelle ou de la non-conformité aux stéréotypes sexuels d’une personne. Le Consultant doit mettre en place un plan de signalement des incidents concernant la fourniture des Services afin de favoriser un environnement de travail sûr et respectueux, dont la forme et le fond sont jugés satisfaisants par l’Entité MCA et la MCC. Le Consultant doit s’assurer que tout le Personnel du Consultant et du Sous-consultant comprend et opère conformément aux exigences de la présente clause afin de garantir un milieu de travail sûr, respectueux et exempt de harcèlement. L’Entité MCA peut enquêter (directement ou par l’intermédiaire d’un tiers) sur les allégations de harcèlement sexuel qu’elle juge appropriées. Le Consultant doit coopérer pleinement à toute enquête menée par l’Entité MCA en cas de violation de cette disposition. Le Consultant s’assurera que tout incident de harcèlement sexuel ayant fait l’objet d’une enquête par l’Entité MCA a été résolu à la satisfaction de l’Entité MCA et de la MCC. |
| Non-discrimination et égalité des chances | * 1. L’Entrepreneur ne prend pas de décisions en matière d’emploi en se fondant sur des caractéristiques personnelles sans rapport avec les exigences inhérentes au poste. Les caractéristiques personnelles comprennent le sexe, la race, la nationalité, l’origine ethnique, sociale et autochtone, la religion ou les croyances, le handicap, l’âge, l’orientation sexuelle et l’identité sexuelle. L’Entrepreneur fonde les relations en matière d’emploi sur le principe de l’égalité des chances et de traitement équitable et ne fait pas de discrimination concernant des aspects de la relation d’emploi tels que le recrutement et l’embauche, la rémunération (y compris les salaires et avantages sociaux), les conditions de travail et les conditions d’emploi, l’accès à la formation, la promotion, le licenciement ou la retraite et la discipline. Dans les pays où les lois régissant le droit du travail prévoient des dispositions supplémentaires concernant la non-discrimination à l’emploi, l’Entrepreneur doit se conformer audites lois. Lorsque les lois régissant le droit du travail sont muettes sur la non-discrimination à l’emploi, l’Entrepreneur doit veiller à se conformer aux dispositions de la présente sous-clause en mettant en œuvre une politique dont la forme et le fond sont jugés satisfaisants par le Maître d’ouvrage et la MCC. Les mesures spéciales de protection ou d’assistance visant à corriger une discrimination ou une sélection opérée par le passé pour un emploi particulier sur la base des exigences inhérentes à l’emploi ne sont pas considérées comme une discrimination. »   2. L’Entrepreneur adopte des pratiques de recrutement, d’embauche et de maintien en poste qui favorisent l’emploi de femmes et de membres du personnel de diverses origines. |
| Mécanisme d’examen des griefs à l’intention du personnel de l’Entrepreneur et des Sous-traitants | * 1. L’Entrepreneur doit mettre en place un mécanisme d’examen des griefs à l’intention de son Personnel, y compris le personnel des Sous-traitants s’il n’existe pas de mécanisme distinct pour les Sous-traitants, afin de leur permettre de signaler les problèmes constatés sur le lieu de travail. L’Entrepreneur informe son Personnel du mécanisme d’examen des griefs au moment du recrutement et lui facilite l’accès audit mécanisme. Le mécanisme doit impliquer un niveau de gestion approprié et répondre rapidement aux préoccupations, en utilisant un processus compréhensible et transparent qui fournit un retour d’information en temps utile aux personnes concernées, sans qu’il y ait de représailles pour le personnel qui a initié ou participé à une plainte dans le cadre de ce mécanisme. Le mécanisme devrait également permettre d’exprimer et de traiter des plaintes anonymes. Le mécanisme ne doit pas entraver l’accès à d’autres voies de recours judiciaires ou administratifs prévus par la loi ou par des procédures d’arbitrage existantes, ou se substituer aux mécanismes de règlement des griefs prévus dans les conventions collectives. |
| Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise | 78.1 L’Entrepreneur reconnaît qu’au cours de l’exécution du Contrat, le Maître d’ouvrage conserve un dossier d’évaluation des performances de l’Entrepreneur conformément au Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise de la MCC, comme décrit sur le site Web de la MCC.  78.2 L’Entrepreneur doit fournir en temps opportun des renseignements ou des commentaires à l’Entité MCA, et répondre autrement aux demandes de commentaires ou de renseignements émanant de celle-ci, afin de lui permettre de se conformer aux exigences de la MCC relatives au présent Système d’évaluation des performances passées de l’entreprise de la MCC. |

|  |  |
| --- | --- |
|  |  |

**Section VII. Conditions particulières du Contrat**

**Conditions particulières du Contrat**

Les Conditions Particulières de Contrat (CPC) suivantes complètent et/ou modifient les Conditions Générales du Contrat. En cas de contradiction, les dispositions des Conditions Particulières du Contrat l’emportent sur les Conditions Générales du Contrat.

|  |  |
| --- | --- |
| A. Généralités | |
| **CGC 1.1 (aa)** | L’Ingénieur est **[insérer le nom et l’adresse de l’Ingénieur ainsi que de son représentant habilité]**. |
| **CGC 1. (jj))** | La Date d’achèvement prévue de la totalité des Travaux est de **90 jours** à compter de la Date indiquer dans l’Ordre de Service de démarrage des travaux. |
| **CGC 1. (kk)** | **La date de la Lettre d’acceptation est le [insérer la date de la signature de la Lettre d’acceptation].** |
| **CGC 1. (aaa)** | Les Site sont situés dans les régions de Dosso et Tillabéry, pour l’emplacement des sites voir la partie 2 énoncé des travaux annexe : les localités et leurs coordonnées. |
| **CGC 1 (ccc)** | Dans un délai de 7 jours à compter de la date du dépôt du PAES, l’Entrepreneur soumettra à l’ingénieur :   * + Le projet d’installation de chantier,   + Le planning des travaux,   + Le programme détail, d’approvisionnement des matériaux et matières nécessaires au chantier,   + La liste du matériel qu’il compte utiliser.   + La liste du personnel que l’entrepreneur pense utiliser ainsi que sa qualification   La date de début doit être la date, avisée par l’Ingénieur, à laquelle les conditions suivantes sont remplies :   1. le programme (CGC 29) est approuvé par l’Ingénieur ; 2. le PAES (CGC 70) incluant le PHSS est approuvé par l’Ingénieur ; 3. ***[insérer toute autre condition préalable, selon le cas]***   **La date de début doit être antérieure ou à la même date que la date de prise de possession du site.** |
| **CGC 1.1 (ggg)** | **Travaux de confection des balises pour la matérialisation des aires de pâturages, des corridors et des limites des zones humides du moyen Niger 1 et 2 dans le cadre de la mise en œuvre des activités du Plan d’Aménagement et de Gestion de la Réserve Partielle de Faune de Dosso et des Zones du Moyen Niger du projet Irrigation et Accès au Marché** |
| **CGC 2.2** | Les Dates d’achèvement par étape sont : N/A |
| **CGC 2.3(i)** | En plus des documents indiqués à la sous – clause 2.3 des CCAG. Les documents suivants font également partie du contrat :  Le planning des travaux ;  Le programme approuvé par l’Ingénieur ;  Le PAES incluant le PHSS. |
| **CGC 3.1** | Le présent Contrat est rédigé en **Français.** |
| **CGC 6.1** | Les avis signifiés au Maître d’ouvrage doivent être envoyés à l’adresse suivante : Les adresses pour envoyer des **notifications** au Maitre d’Ouvrage sont les suivantes :  **Millennium Challenge Account Niger 3eme Etage**  **Avenue Mali Béro – En face du Lycée Bosso**  **B.P. 738**  **Niamey, Niger** E-mail: [mamaneannou@mcaniger.ne](mailto:mamaneannou@mcaniger.ne)  (+227) 20 35 39 44  Les avis signifiés à l’Entrepreneur doivent être envoyés à l’adresse suivante : **[insérer l’adresse complète, y compris le courriel]** |
| **CGC 8.1** | Liste des Autres entrepreneurs : [**insérer la liste des Autres entrepreneurs, le cas échéant**]. |
| **GCC 9.1** | Liste du Personnel clé : [**insérer la Liste du Personnel clé**]. |
| **CGC 13.1** | Les risques et montants couverts par les assurances sont les suivants :  Assurance responsabilité civile automobile envers les tiers pour les véhicules à moteur utilisés au Niger par le Prestataire de services ou son Personnel ou tout Sous-traitant ou son Personnel, avec une couverture minimale de 100 000 USD ou l’équivalent en FCFA  Assurance responsabilité civile, avec une couverture minimale de (1.5 fois le montant du Contrat) ;  Assurance responsabilité professionnelle, avec une couverture minimale de 1.5 fois le montant du Contrat ;  Assurance responsabilité de l’employeur et assurance indemnités du travailleur pour le Personnel du Prestataire de services et de tout Sous-traitant, conformément aux dispositions pertinentes de la Loi en vigueur, ainsi que, pour ce qui est de ce Personnel, toutes les assurances vie, santé, accident, voyage ou autres si cela s’avère approprié ; et  Assurance contre la perte de ou les dommages à (i) l’équipement acheté entièrement ou en partie avec des fonds amenés en vertu du présent Contrat, (ii) la propriété du Prestataire de services utilisée en vue de prester les Services, et (iii) tous les documents préparés par le Prestataire de services dans le cadre de la prestation de ses Services. |
| **CGC 17.1** | Le Délai d'achèvement des travaux est le suivant : **Quatre-vingt-dix (90)** à compter de la date de réception de l’Ordre de Service de démarrage.  Durée de validité du Contrat : Les parties conviennent ainsi expressément que, pour des questions de paiement des livrables du consultant, le contrat restera valide jusqu’au 25 Octobre 2023, 3 mois avant la date de clôture du compact. |
| **CGC 19.1** | La (es) Date (s) de prise de possession du site doi(ven)t être **la/les date(s) à laquelle ou auxquelles toutes les conditions stipulées dans les CPC 1 (ccc) sont remplies ou postérieurement à la date de début.** |
| **CGC 23.2** | Rémunération et dépenses remboursables à verser au Conciliateur est la suivante :   |  |  | | --- | --- | | Honoraire | 380 USD/journ | | Frais remboursables (hébergement, déplacement, etc.) | 50 USD/ À justifier | | Billet d’avion | À justifier |   Les frais du conciliateur seront pris en charge à hauteur de 50% par le MCA – Niger et 50% par l’entreprise |
| **CGC 23.3** | Le présent Contrat est régi par les textes et lois en vigueur sur le territoire de la République du Niger. La langue du Contrat est le français.  Tout différend né de l’exécution ou de l’interprétation du présent Contrat sera réglé à l’amiable par consultation mutuelle.  A défaut de règlement à l’amiable, les parties sont tenues de faire recours au Conciliateur désigné au Contrat dans les délais prévus aux Conditions Générales du Contrat (CGC).  Si les parties ne trouvent pas satisfaction auprès du Conciliateur, le litige sera réglé exclusivement par voie d’arbitrage et sera de ce fait soumis par la partie la plus diligente au Centre de Médiation et d'Arbitrage de Niamey (CMAN) dans les délais prévus aux Conditions Générales du Contrat (CGC),en accord avec les dispositions suivantes :   1. **Règles de procédure**. Exception faite de ce qui est précisé aux présentes, les procédures arbitrales sont menées conformément aux règles de procédure d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat. 2. **Sélection des arbitres.** Chaque litige soumis à arbitrage par une Partie sera entendu par un arbitre unique ou par un panel d’arbitres composé de trois arbitres, conformément aux dispositions suivantes : 3. Arbitre unique. Lorsque les Parties reconnaissent que le litige concerne une question technique, elles peuvent accepter de nommer un arbitre unique pour être confirmé par le Centre. A défaut d’accord sur l’identité de cet arbitre unique dans les quinze (15) jours à compter de la notification de la demande d’arbitrage à l’autre Partie, ou dans tout autre délai accordé par le Centre, l’arbitre unique est nommé par le Centre. 4. Panel de trois Arbitres. Lorsque les Parties ne conviennent pas que le litige concerne une question technique, elles désignent respectivement dans la demande d’arbitrage et dans la réponse un arbitre pour confirmation par le Centre, et ces deux arbitres nomment ensemble un troisième arbitre, pour confirmation également par le Centre, qui présidera le panel d’arbitrage. Si les arbitres nommés par les Parties ne parviennent pas à nommer un troisième arbitre dans les quinze (15) jours après la nomination du dernier des deux arbitres nommés par les Parties, le troisième arbitre est nommé par le Centre. Si une partie s’abstient de désigner un arbitre, celui-ci est nommé par le Centre. 5. **Caractéristique du litige.** Au cas où les parties ne s’accorderaient pas sur le caractère technique ou non du litige, cette question sera tranchée par le Centre. 6. **Arbitres remplaçants.** Si pour une quelconque raison un arbitre n’est pas en mesure de remplir sa fonction, un remplaçant est nommé conformément aux dispositions du règlement d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat.      1. **Qualification des arbitres.** L’arbitre unique ou le troisième arbitre nommé est un expert en droit ou technique internationalement et/ou nationalement reconnu avec une vaste expérience en lien avec la question en litige. 2. **Coûts.** En cas de survenance d’un litige, l’allocation des coûts associés aux efforts de règlement avant arbitrage ou en lien avec l’arbitrage est déterminé conformément aux dispositions du règlement d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat. 3. **Divers.** Dans toute procédure d’arbitrage en vertu du présent Contrat, les procédures se dérouleront à Niamey, Niger et se tiennent, en français, 4. **Décision arbitrale.** Les parties conviennent que, la décision de l’arbitre unique ou de la majorité des arbitres est définitive conformément aux dispositions du règlement d’arbitrage du Centre de Médiation et d’Arbitrage de Niamey (CMAN) en vigueur à la date du présent Contrat. 5. **Droit d’observer de la MCC.** La MCC a le droit d’être un observateur lors de n’importe quelle procédure d’arbitrage associée au présent Contrat, à sa seule discrétion, mais n’est aucunement obligée de prendre part à la procédure d’arbitrage. Que la MCC soit ou non un observateur dans un arbitrage associé au présent Contrat, les Parties doivent remettre à la MCC la transcription écrite en Anglais de toute procédure ou audience d’arbitrage et une copie écrite de la sentence arbitrale dans les dix (10) jours suivant (a) chacune de ces procédures ou audiences ou, (b) la date de la remise de la sentence arbitrale. La MCC peut faire appliquer son droit en vertu du présent Contrat dans un arbitrage mené conformément à la présente disposition ou en intentant une action devant toute cour ou juridiction. L’acception par la MCC du droit d’être un observateur lors d’un arbitrage ne constitue aucunement une acceptation de la juridiction des tribunaux ou de tout organisme d’une juridiction ou de la juridiction d’un panel d’arbitrage. |
| **CGC 24.1** | Le Conciliateur désigné dans le cadre du Contrat est : Ordre des Ingénieurs Génie Civil du Niger, Avenue de l’AFRICA, RN 25, Niamey – BP : 11610 – Site web : www.oigcn-niger.org – NIF : 64747/A.  Le Conciliateur, personne physique qui représentera l’Ordre des Ingénieurs Génie Civil du Niger, dans le cadre de ce Contrat devra justifier :  Les données biographiques du Conciliateur sont les suivantes :  La personne physique devant représenter l’Ordre des Ingénieurs Génies Civil du Niger dans le cadre de ce Contrat devra justifier :  d’un diplôme d’Ingénieur de Génie Civil, Génie Rural, ou équivalent  Age : 40-60 ans ;  d’une expérience en ingénierie de la construction avec au minimum 15 ans d’expériences professionnelles dans le domaine de la construction et/ou conception des Ouvrages.  L’Autorité chargée de nomination : Le Centre de Médiation et d’Arbitrage du Niger (CMAN). |
| B. Contrôle des délais | |
| **CGC 29.1** | L’Entrepreneur présente pour approbation le Programme des Travaux dans un délai de 7 jours calendaires à compter de la date de dépôt du PAES.  L’Entrepreneur soumettra à l’ingénieur :  Le projet d’installation de chantier ;  Le planning des travaux ;  Le programme détail, d’approvisionnement des matériaux et matières nécessaires au chantier ;  La liste du matériel qu’il compte utiliser ;  La liste du personnel que l’entrepreneur pense utiliser ainsi que sa qualification ;  Le PAES (CGC 70) incluant le PGSS est approuvé par l’Ingénieur. |
| **CGC 29.3** | Le Programme est actualisé tous les **15 jours**.  Le montant retenu au titre d’un retard de présentation d’un Programme actualisé est de 0,05% du montant total du contrat par semaine de retard.  Cette disposition pourrait être appliquée en cas de non-fourniture du dit programme actualisé constatée plus de (02) deux fois successivement. |
| C. Contrôle de Qualité | |
| **CGC 37.1** | Le délai de responsabilité pour malfaçon est de : **365 jours**. |
| D. Contrôle des coûts | |
| **CGC 45.1** | Montant contractuel accepté est de :  Le compte de paiement est :  Les intérêts sont calculés sur la base des taux d'intérêts des financements fédéraux indiqués sur le site internet de la Fed :  <http://www.federalreserve.gov/releases/h15/current/default.htm> |
| **CGC 48.1** | La monnaie du pays du Maître d’Ouvrage est : Francs CFA. |
| **CGC 49.1** | Le Contrat n’est pas sujet à des révisions de prix |
| **CGC 49.2** | Les révisions de prix seront effectuées : sans objet |
| **CGC 50.1** | Le Maître d’Ouvrage retient 5 % sur chaque paiement dû à l’Entrepreneur jusqu’à l’achèvement total des Travaux. |
| **CGC 51.1** | Les dommages-intérêts sont de 0.5% du Prix du Contrat pour chaque semaine de retard.  Le montant maximum des dommages-intérêts est de 10% du Prix du Contrat. |
| **CGC 52.1** | Non applicable |
| **CGC 53.1** | Le montant du paiement anticipé est de : 15 % du prix total du contrat cautionné à cent pour cent. |
| **CGC 53.3** | L’Avance de démarrage sera remboursée par déduction sur les paiements dus à l’Entrepreneur. Les prélèvements de l’avance commenceront quand des travaux effectués atteint 30% du montant du Contrat. L’avance doit être entièrement remboursée lorsque le montant des Travaux atteint 80 % de la valeur du Contrat.  La formule de remboursement sera :  CUM = Ax(T-30/80-30) dans laquelle :  CUM= Cumule des remboursements de l’avance ;  A= Montant de l’avance ;  T= Taux d’avancement des travaux. |
| **CGC 54.1** | Le montant de la garantie d’exécution est de : 10 % du Prix du Contrat.  Si l’institution d’émission de la garantie d’exécution est étrangère, elle devra avoir une institution financière correspondante située au Niger permettant d’appeler la garantie. Dans ce cas, la garantie d’exécution doit être certifiée par l’institution financière correspondante située au Niger. |
| E. Fin du Contrat | |
| **CGC 60.1** | La date à laquelle les plans « conformes à l’exécution » doivent être présentés est [insérer date] : |
| **CGC 60.2** | Date à laquelle les manuels d’exploitation et d’entretien doivent être remis : [insérer la date] |
| **CGC 60.3** | Le montant retenu au cas où les plans « conformes à l’exécution » et/ou les manuels d’exploitation et d’entretien ne sont pas présentés à la date stipulée aux Sous-clauses 60.1 et 60.2 est de 0,1% du montant du marché. |
| **CGC 61.2 (g)** | Le nombre maximum de jours est : La condition de non-exécution persistante du Contrat est donnée si et quand le montant total des réductions de paiement et des dommages-intérêts appliqués en vertu du Contrat atteint dix pour cent (10 %) du montant total du contrat. |
| **CGC 61.4** | La période continue de jours est : **90 jours** Le nombre de jours (pour des périodes multiples mais liées au même événement) est de : **90 jours** |
| **CGC 62.1** | Le pourcentage à appliquer à la valeur des travaux non réalisés, correspondant au coût supplémentaire qui est à la charge du Maître d’Ouvrage pour l’achèvement des Travaux est de : **la valeur actuelle des travaux non réalisés.** |
| **F. Dispositions complémentaires** | |
| **CGC 68.1** | Le nombre de jours après la date de signature du Contrat pour la soumission du PAES Chantier est de : 15 jours |
| **CGC 70.1** | Le nombre de jours après la date de signature du Contrat pour la soumission du PGSS est de : 15 jours |

Section VIII. Formulaires contractuels et Annexes

[1. Modèle de Lettre d’acceptation 239](#_Toc63003118)

[2. Modèle d’accord contractuel 240](#_Toc63003119)

[3. Annexe A : Dispositions complémentaires 242](#_Toc63003120)

[4. Annexe B : Formulaire de certificat d’observation des sanctions 243](#_Toc63003121)

[5. Annexe C : PS-2 Formulaire d’auto-certification 252](#_Toc63003122)

[6. Annexe D : Formulaire de certification du Code d’éthique et de conduite professionnelle 254](#_Toc63003123)

[7. Formulaire de certification du Code d’éthique et de conduite professionnelle 255](#_Toc63003124)

[8. Annexe E : Garanties 256](#_Toc63003125)

[1. Annexe E1 : Modèle de garantie d’exécution (garantie bancaire) 257](#_Toc63003126)

[2. Annexe E2 : Modèle de garantie bancaire de restitution de paiement anticipé 259](#_Toc63003127)

[3. Annexe E3 : Modèle de Garantie de Retenue de garantie 261](#_Toc63003128)

1. Modèle de Lettre d’acceptation

[**Papier à en-tête du Maître d’ouvrage**]

[**Date**]

À : **[insérer le nom et l’adresse du Soumissionnaire retenu]**

La présente lettre a pour but de vous informer que l’Offre que vous avez soumise en date du **[insérer la date]** pour l’exécution du **[insérer le nom du Contrat et son numéro d’identification, tel que prévu dans le Dossier d’appel d’offres]** pour le Montant contractuel accepté équivalent à **[insérer le montant en chiffres et en lettres] [insérer la monnaie]**, tel que corrigé et modifié conformément aux Instructions aux Soumissionnaires, a été acceptée par le Maître d’ouvrage.

Dans les vingt-huit (28) jours suivant la réception de la présente Lettre d’acceptation et de l’Accord contractuel ci-joint, vous êtes invité à

a) signer et retourner le Contrat ci-joint conformément à la sous-clause 1.6 des Conditions Générales du Contrat ;

b) remplir et renvoyer le Formulaire de certificat d’observation des sanctions figurant à la Section VIII. Formulaires contractuels et Annexes ;

c) remplir et renvoyer le Formulaire d’auto-certification PS-2 pour les Entrepreneurs ; et

d) transmettre la Garantie d’exécution conformément à la sous-clause 4.2 des Conditions Générales du Contrat, en utilisant à cette fin le Formulaire de Garantie bancaire d’exécution figurant à la Section VIII. Formulaires contractuels et Annexes et un autre formulaire jugé acceptable par le Maître d’ouvrage.

Signataire autorisé :

Nom et titre du signataire :

**[insérer le nom exact du Maître]**

**Pièce jointe : Accord contractuel**

1. Modèle d’accord contractuel

**ACCORD CONTRACTUEL**

LE PRÉSENT ACCORD CONTRACTUEL est conclu ce jour, le 20

Entre

(ci-après désigné « le Maître d’ouvrage ») d’une part et

(ci-après désigné « l’Entrepreneur »), d’autre part.

ATTENDU QUE la Millennium Challenge Corporation et le Gouvernement de/du/des [**insérer pays**] ont conclu un Compact en vue d’une assistance au titre du Millennium Challenge Account d’un montant d’environ [**insérer montant**] USD (« Financement de la MCC ») afin de contribuer à la réduction de la pauvreté par la croissance économique au/en/aux [**insérer pays**].

ATTENDU QUE le Gouvernement, agissant par l’intermédiaire du Maître d’ouvrage, entend utiliser une partie du Financement de la MCC pour effectuer des paiements autorisés en vertu du Contrat.

ATTENDU QUE les clauses du Contrat, notamment tous les paiements versés par le Maître d’ouvrage seront soumis a, à tous égards, y compris les restrictions sur l’utilisation du Financement MCC, aux termes et conditions du Compact et des documents connexes.

ATTENDU QU’aucune partie autre que le Gouvernement, le Maître d’ouvrage et la MCC ne peut tirer aucun droit du Compact ou avoir des droits sur le produit du Financement de la MCC.

ATTENDU QUE le Maître d’ouvrage souhaite que certains Travaux soient exécutés par l’Entrepreneur, à savoir , et qu’il a accepté l’Offre de l’Entrepreneur pour l’exécution et la réalisation desdits Travaux, ainsi que la rectification de toute malfaçon y afférent, le cas échéant.

**PAR CONSÉQUENT, LE PRÉSENT ACCORD CONTRACTUEL ATTESTE ce qui suit :**

* + - 1. Dans le présent Accord contractuel, les termes et expressions ont la signification qui leur est respectivement donnée dans le Contrat.
      2. Les documents identifiés dans la sous-clause 1.5 des Conditions Générales du Contrat et des Conditions particulières du Contrat sont réputés faire partie intégrante du Contrat et doivent être lus et interprétés comme faisant partie intégrante dudit Contrat, et l’ordre de priorité desdits documents est tel que prévu dans la sous-clause 1.5.
      3. En contrepartie des paiements à effectuer par le Maître d’ouvrage à l’Entrepreneur, tel qu’énoncé dans le Contrat, l’Entrepreneur convient par les présentes avec le Maître d’ouvrage d’exécuter les Travaux et de corriger les vices conformément, à tous égards, aux dispositions du Contrat.
      4. Le Maître d’ouvrage s’engage par les présentes à payer à l’Entrepreneur en contrepartie de l’exécution et de la réalisation des Travaux, ainsi que pour la correction de tous vices éventuels en liaison avec lesdits Travaux, le Prix d’adjudication ou toute autre somme pouvant devenir payable en vertu des dispositions du Contrat au moment et de la manière prévus par le Contrat.

EN FOI DE QUOI, les parties aux présentes ont fait signer le présent Accord contractuel le jour et l’année susmentionnés.

Le Sceau officiel de a été apposé en conséquence en présence de :

ou

Signé, scellé et remis par

En présence de :

Signature engageant le Maître d’ouvrage

Signature liant l’Entrepreneur

1. Annexe A : Dispositions complémentaires

Les dispositions complémentaires du Contrat sont disponibles sur le site web de la MCC à l’adresse : <https://www.mcc.gov/resources/doc/annex-of-general-provisions>

Note : Ces stipulations doivent être téléchargées et jointes au Contrat avant sa signature.

1. Annexe B : Formulaire de certificat d’observation des sanctions

Conformément à la Clause G des Dispositions complémentaires qui figurent à l’Annexe A du Contrat, le présent formulaire doit être complété par le Soumissionnaire lors de la soumission de l’Offre et, si retenu, par l’Entrepreneur dans un délai de 28 jours à compter de la date de réception de la Lettre d’Acceptation et de l’Accord contractuel. L’Entrepreneur le soumettra par la suite le dernier jour ouvrable avant le dernier jour de chaque trimestre (31 mars, 30 juin, 30 septembre et 31 décembre) après la signature du Contrat financé par la MCC[[31]](#footnote-32), tout au long de la durée du Contrat.

Le formulaire doit être soumis à l'Agent de Passation de Marchés de l'Entité MCA au moment de la soumission de l’Offre à *l’Agent de passation de marché de l’Entité MCA*  « [AMEEMMCANigerPA@dt-global.com](mailto:AMEEMMCANigerPA@cddid.com) », et à l’Agent financier de l’Entité MCA par la suite

« [info@gfa-group.de](mailto:info@gfa-group.de) » et un exemplaire envoyé à la MCC à l'adresse suivante : [sanctionscompliance@mcc.gov](mailto:sanctionscompliance@mcc.gov).

Pour éviter tout doute, conformément aux Directives relatives à la Passation des marchés de la MCC, signaler la fourniture d’une aide et de ressources substantielles (comme définis ci-après) à une personne ou une entité figurant sur les listes énumérées n'entraîne pas nécessairement la disqualification du Soumissionnaire ou l'annulation du Contrat. Cependant, **ne pas signaler** la fourniture de cette aide et de ces ressources substantielles, ou toute fausse déclaration similaire, intentionnelle ou due à une négligence, est un motif de disqualification du Soumissionnaire ou d'annulation du Contrat, et peut exposer ce Soumissionnaire ou Entrepreneur à des poursuites pénales, civiles ou d’un recours administratif selon le cas en vertu de la loi aux États-Unis.

**Les instructions pour compléter ce formulaire figurent ci-dessous :**

**Dénomination sociale complète du Soumissionnaire/Entrepreneur :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom complet et numéro du Contrat : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**L’Entité MCA avec laquelle le Contrat a été signé :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

|  |
| --- |
| **TOUT SOUMISSIONNAIRE/ENTREPRENEUR DOIT COCHER LA CASE APPLICABLE CI-DESSOUS :**   * Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux **« Dispositions complémentaires » visées à l’Annexe B du Contrat, et à la clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** » et le Soumissionnaire/Entrepreneur certifie par la présente comme suit :   + Aucun résultat défavorable ou négatif n’a été obtenu à partir de ces vérifications d’éligibilité ; et   + Au meilleur de sa connaissance, le Soumissionnaire/Entrepreneur n’a pas fourni au cours des dix dernières années et ne fournit pas actuellement, directement ou indirectement d’aide ou de ressources substantielles, ni permis sciemment que des fonds de la MCC[[32]](#footnote-33) soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par lui, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur les listes décrites ci-dessous (y compris le Soumissionnaire/Entrepreneur lui-même ).   **OU**   * Toutes les vérifications d’éligibilité ont été effectuées conformément aux **« Dispositions Complémentaires » visées à l’Annexe A du Contrat, et à la clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** » et le Soumissionnaire/Entrepreneur certifie par la présente que des résultats défavorables ou négatifs ont été obtenus à partir de ces vérifications d’éligibilité (informations à fournir pour chaque résultat conformément aux instructions incluses dans ce formulaire) : * Nom de l’individu, de la société ou de l’entité : * Source(s) auprès de laquelle l’éligibilité a été vérifiée, si l’individu, la société ou l’entité ont été déclarés inéligibles : * Poste (s’il s’agit d’un individu), ou biens ou Services fournis (s’il s’agit d’une société ou autre entité): * Estimation de la valeur des tâches exécutées depuis la date du certificat : * Description et circonstances dans lesquelles un tel soutien a été fourni. |

Je certifie par les présentes que les informations fournies ci-dessus sont exactes et sincères à tous points importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une « fraude » conformément aux dispositions des IAS, du Contrat passé entre l’Entrepreneur et l'Entité MCA, des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris de la politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de correction de la fraude et de la corruption dans les opérations de la MCC.

**Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_**

**INSTRUCTIONS POUR COMPLETER LE FORMULAIRE DU CERTIFICAT DE RESPECT DES SANCTIONS :**

Le Soumissionnaire/Entrepreneur doit suivre les procédures suivantes pour vérifier l’éligibilité des entreprises, du personnel clé, des sous-traitants, des vendeurs, des fournisseurs et des bénéficiaires du financement, conformément à l’Annexe A du Contrat, intitulée « **Dispositions Complémentaires** », notamment à la **Clause G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme et des autres restrictions** », ainsi jointe ci-dessous par souci de convenance.

Sur la base des résultats de ces vérifications d’éligibilité, le Soumissionnaire/Entrepreneur doit fournir la certification applicable dans le formulaire de certification ci-joint. Notez qu’aux fins de la présente certification, les Soumissionnaires/Prestataires de services ne sont tenus de soumettre des documents à l'appui détaillés sur les vérifications d’éligibilité ainsi que leur formulaire de certification que si le Soumissionnaire/Entrepreneur identifie des résultats défavorables ou négatifs. Si ce n’est pas le cas, les Soumissionnaire/Entrepreneur sont libres de marquer le formulaire de certification en conséquence et de le soumettre au destinataire approprié (bien que le Soumissionnaire/Entrepreneur doit tenir des registres selon les instructions ci-dessous).

Le Soumissionnaire/Entrepreneur doit vérifier que l’individu, la société ou l’entité ayant accès au financement de la MCC ou en bénéficiant, y compris le personnel du Soumissionnaire/Entrepreneur, Consultant, Sous-traitant, vendeurs, fournisseurs, et bénéficiaires ne figurent sur aucune des listes suivantes (ou, dans le cas d'#8-dessous, n’est pas un ressortissant d’un pays figurant sur cette liste ou associé à celui-ci) :

**1. Liste des entreprises radiées du système SAM** ou « System for Award Management

(SAM)) Excluded Parties List »

<https://www.sam.gov/SAM/pages/public/searchRecords/search.jsf>

1. **Liste des entreprises radiées du système de la Banque mondiale** ou « World Bank Debarred List »

<https://www.worldbank.org/debarr>

1. **Liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain** ou « US Treasury, Office of Foreign Assets Control, Specially Designated Nationals (SDN) List »

<https://sanctionssearch.ofac.treas.gov/>

1. **Liste des personnes exclues par le Bureau de l’industrie et de la sécurité du Département du commerce Américain** ou « US Department of Commerce, Bureau of Industry and Security, Denied Persons List »

<https://www.bis.doc.gov/index.php/the-denied-persons-list>

1. **Liste des entreprises radiées par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État** ou « US State Department, Directorate of Defense Trade Controls, AECA Debarred List »

<https://www.pmddtc.state.gov/ddtc_public?id=ddtc_kb_article_page&sys_id=c22d1833dbb8d300d0a370131f9619f0>

1. **Liste des organisations terroristes étrangères désignées par le Département d'État** ou « US State Department, Foreign Terrorist Organizations (FTO) List »

<https://www.state.gov/foreign-terrorist-organizations/>

1. **Décret 13224 du Département d’Etat**  ou« Executive Order 13224 » <https://www.state.gov/executive-order-13224/>
2. **Liste des pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme** ou « US State Sponsors of Terrorism List »

<https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>

En plus de ces listes, avant de fournir une aide ou des ressources substantielles à une personne ou une entité, le Soumissionnaire/Entrepreneur doit examiner également toutes les informations sur cette personne ou entité dont il a connaissance et toutes les informations publiques raisonnablement disponibles ou dont il devrait avoir connaissance.

La documentation du processus prend deux formes. Le Soumissionnaire/Entrepreneur doit préparer un tableau répertoriant chaque membre du personnel, Consultant, Sous-traitant, vendeur, fournisseur et bénéficiaire intervenant dans le Contrat, conformément au tableau qui figure ci-dessous.

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Date à laquelle la vérification a été effectuée | | | | | | |  |  |
| Nom | 1 | 2 | 3 | 4 | 5 | 6 | 7 | 8 | Éligible (O/N) |
| SAM Excluded Parties List | World Bank Debarred List | SDN List | Denied Persons List | AECA Debarred List | FTO List | Executive Order 13224 | US State Sponsors of Terrorism List » |
| Soumissionnaire/Entrepreneur (l’entreprise elle-même) |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Membre du personnel #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Consultant #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Consultant #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous-traitant #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Sous- traitant #2 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Vendeur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Fournisseur #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Bénéficiaire #1 |  |  |  |  |  |  |  |  |  |

Le Soumissionnaire/Entrepreneur doit indiquer la date à laquelle la recherche a été effectuée auprès de chaque source de vérification de l’éligibilité, et déterminer si le membre du personnel, Consultant, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire est éligible – c’est-à-dire qu’il n’est inscrit sur la liste d’aucune des sources de vérification de l’éligibilité.

En outre, les listes 1. liste de entreprises radiées dans le système SAM, 3. liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain (SDN) et 5. liste de entreprises exclues par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État (AECA) étant des bases de données consultables, affichant les résultats de recherche sur une page, après avoir saisi le nom à rechercher, le Soumissionnaire/Entrepreneur doit imprimer et conserver pour chaque membre du personnel, Consultant, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire la page de résultats de la recherche générée par chaque source de vérification de l’éligibilité, qui se présente comme suit : « *Exclusion activ*e? *Non* » ou « *Aucun résultat* *trouvé* » (dans le cas de la liste des entreprises radiées dans le système SAM), « *Votre recherche n'a retourné aucun résultat* » (dans le cas de la liste des nationaux spécifiquement désignés établie par le Bureau du contrôle des avoirs étrangers du Département du trésor Américain (SDN)) « *Aucun résultat dans la liste des entreprises légalement exclues à l'aide de ce filtre*.» ou « *Aucun résultat dans la liste des entreprises administrativement exclues à l'aide de ce filtre* » (dans le cas de la liste de entreprises exclues par la Direction des contrôles du commerce liés à la défense du Département d'État (AECA)). Dans le cas de la liste 2. liste de entreprises radiées dans le système de la Banque mondiale le tableau 1 entreprises et individus exclus affichera un champ vierge qui indique qu’aucun résultat n’a été trouvé. Pour les listes 4. liste des personnes exclues par le Bureau de l’industrie et de la sécurité du Département du commerce américain, liste 6. liste des organisations terroristes étrangères désignées par le Département d'État (FTO) et 7 décret 13224 du Département d’Etat, il n’y a pas de base de données consultable fournie, de sorte que le Soumissionnaire/Entrepreneur examinera chaque liste et confirmera qu’elle ne nomme pas les entreprises ou les personnes identifiées dans le tableau ci-dessus.

Si un dossier négatif a été trouvé pour un ou plusieurs individus ou une ou plusieurs entités, y compris pour le Soumissionnaire/Entrepreneur lui-même, ce dernier doit effectuer une recherche supplémentaire pour établir si le résultat de la recherche est « un faux positif » (une personne dont le nom correspond au nom d’une personne inscrite sur une liste de sanctions, mais qui est une personne différente).S’il s’agit d’un faux positif, le Soumissionnaire/Entrepreneur marquera le membre du personnel, Consultant, Sous-traitant, vendeur, fournisseur ou bénéficiaire comme éligible, et conservera le résultat de la recherche qui confirme son éligibilité.

Si, le résultat de la recherche montre que les membres du personnel, Consultants, Sous-traitants, vendeurs, fournisseurs ou bénéficiaires sont inéligibles à ce stade, l'Entité MCA déterminera s'il est possible dans les circonstances d'autoriser le Soumissionnaire/Entrepreneur à procéder à un remplacement. Cette décision sera prise au cas par cas, et nécessitera l'approbation de la MCC, quelle que soit la valeur estimée du contrat proposé.

En outre, conformément à l’alinéa P1.A.1.7 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC, le Soumissionnaire/Entrepreneur doit s’assurer que le financement MCC n’est pas utilisé pour des biens ou des services provenant d’un pays ou d’une entreprise qui est constituée, basée ou qui exerce une partie importante de ses activités dans un pays, soumis à des sanctions par pays ou à d’autres restrictions en vertu de la loi des États-Unis, y compris dans les pays désignés par les États-Unis comme parrainant le terrorisme <https://www.state.gov/state-sponsors-of-terrorism/>.

Le Soumissionnaire/Entrepreneur conserve tous ces documents qui font partie de l’ensemble du dossier du Contrat passé avec l’Entité MCA, tout au long de la durée du Contrat, et après l’achèvement du Contrat pour une période ultérieure telle que visée aux dispositions du Contrat (généralement cinq ans après la date d’achèvement du Programme Compact ou du Programme Seuil). L’Entité MCA, la MCC ou leurs représentants doivent avoir accès à ces documents conformément aux dispositions du Contrat régissant l’accès aux documents, ainsi que le Bureau de l’inspecteur général de l’USAID (responsable de la surveillance des opérations du MCC), sur demande de celui-ci.

**Annexe A « Dispositions complémentaires, » Paragraphe G « Respect des lois relatives à la lutte contre le financement du terrorisme, et des autres restrictions »**

1. La Partie au Contrat n’a pas fourni directement ou indirectement, au cours des dix dernières années, d’aide ou de ressources substantielles, et prendra toutes les mesures raisonnables visant à garantir qu’elle ne fournira pas d’aide ou de ressources substantielles (comme définies ci-dessous) directement ou indirectement, ni permettra sciemment que des fonds (y compris les fonds de la MCC) soient versés à une personne, entreprise ou autre entité connue par lui, ou qu’il est supposé connaître comme étant l’auteur d’actes, de tentatives ou d’encouragement d’actes terroristes, en tant que facilitateur, participant ou personne préconisant des actes terroristes, y compris, à titre indicatif et non limitatif, à des personnes ou entités figurant (i) sur la liste de référence des Ressortissants spécialement désignés et des personnes sous embargo, tenue à jour par le Bureau du département du Trésor américain chargé du contrôle des actifs à l’étranger, cette liste étant disponible à l’adresse [www.treas.gov/offices/enforcement/ofac](http://www.treas.gov/offices/enforcement/ofac); (ii) sur la liste consolidée des personnes et des entités gérées par le « Comité 1267 » du Conseil de Sécurité des Nations Unies ; (iii) sur la liste tenue à jour sur le site [www.sam.gov](http://www.sam.gov); ou (iv) sur toute autre liste que l’Entité MCA pourra, en toute circonstance, demander.

Aux fins des présentes,

1. L’expression « aide et ressources substantielles » comprend les devises, les instruments monétaires ou financiers, services financiers, logement, formation, conseil ou assistance d’expert, hébergement, faux documents ou fausse identité, matériel de télécommunication, installations, armes, substances mortelles, explosifs, personnel, moyens de transport et autres biens corporels, à l’exception des médicaments et des articles religieux.
2. Le terme « formation » signifie la formation ou l'enseignement destiné à faire acquérir un savoir-faire par opposition à un savoir.
3. L’expression « conseil ou assistance d’expert » signifie les conseils ou l’aide issus de connaissances scientifiques, techniques ou autres connaissances spécialisées.
4. Le Entrepreneur s’assure que ses activités au titre du présent Contrat sont conformes à toutes les lois, réglementations et décrets des États-Unis relatifs à la lutte contre le blanchiment d’argent, le financement des activités terroristes, et le commerce des êtres humains, aux lois pénales des États-Unis, aux pratiques commerciales restrictives, aux boycotts, et à toutes autres sanctions économiques, promulgués le cas échéant par voie législative, par décret, par arrêté ou par réglementation, ou tels qu’ils sont appliqués par le Bureau du Département du Trésor des États-Unis chargé du Contrôle des Actifs à l’étranger ou toute autorité gouvernementale qui lui succède, y compris aux articles suivants de la loi : 18 U.S.C. § 1956, 18 U.S.C. § 1957, 18 U.S.C. § 2339A, 18 U.S.C. § 2339B, 18 U.S.C. § 2339C, 18 U.S.C. § 981, 18 U.S.C. § 982, au Décret 13224, au règlement 15 C.F.R. Partie 760, et à tous les programmes de sanctions économiques énumérés dans le règlement 31 C.F.R., Parties 500 à 598, et s’assure que toutes ses activités au titre du présent Contrat sont conformes aux politiques et procédures de contrôle et de surveillance des opérations visant à vérifier la conformité comme déterminé le cas échéant par la MCC, l’Entité MCA, l’Agent financier ou la Banque autorisée par l’Entité MCA, selon les cas. Le Entrepreneur vérifie, ou fait vérifier l’éligibilité de toute personne, entreprise ou toute autre entité ayant accès aux fonds ou en bénéficiant, cette vérification étant effectuée conformément aux procédures énoncées à la Partie 10 des Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC (Procédures de vérification de l’Éligibilité) disponibles sur le site web de la MCC à l’adresse[www.mcc.gov/ppg](http://www.mcc.gov/ppg). L’Entrepreneur (A) effectue la vérification mentionnée dans ce paragraphe au moins tous les trimestres, ou selon toute autre périodicité raisonnable demandée par l’Entité MCA ou la MCC, le cas échéant, et (B) remet un rapport sur cette vérification périodique à l’Entité MCA et un exemplaire dudit rapport à la MCC.
5. L’Entrepreneur est soumis à d’autres restrictions énoncées à la Clause 5.4(b) du Compact et relatives au trafic de stupéfiants, au terrorisme, au trafic sexuel, à la prostitution, à la fraude, au crime, à toute mauvaise conduite nuisible à la MCC ou à l’Entité MCA, à toute activité contraire à la sécurité nationale des États-Unis ou à toute autre activité pouvant affecter fortement ou négativement la capacité du Gouvernement ou de toute autre partie à assurer la mise en œuvre efficace du Programme, ou de tout autre Projet ou à en garantir la mise en œuvre, ou la mise en œuvre de tout autre Projet, ou à s’acquitter de ses responsabilités ou obligations dans le cadre du Compact ou de tout autre document connexe, ou affectant négativement et fortement les actifs du Programme ou les Comptes autorisés.
6. Annexe C : PS-2 Formulaire d’auto-certification

Le formulaire d’auto-certification ci-dessous doit être signé par l’Entrepreneur dans le cadre du Contrat. En vertu de cette auto-certification, l’Entrepreneur déclare n’acheter les biens et les matériaux nécessaires à l’exécution du Contrat (tels que déterminés dans le Devis quantitatif) qu’auprès de fournisseurs qui n’ont pas recours au travail forcé et au travail des enfants, et qui offrent à leur personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.

Comme prévu aux Clauses 4.18, 6.1 et 6,6 du Contrat, l’Entrepreneur doit se conformer aux *normes de performance d’IFC en matière de durabilité sociale et environnementale* concernant les normes et les protections au travail. L’Entrepreneur doit s’assurer quant à lui que ses Fournisseurs principaux, c’est-à-dire toute personne physique ou morale qui fournit des biens ou des matériels essentiels pour l’exécution du Contrat, ne se livrent pas au travail forcé et au travail des enfants dans la production de ces biens et matériels, et fournissent aux employés directs du Consultant un lieu de travail sûr et hygiénique.

En conséquence, je certifie qu’en ce qui concerne ce contrat :

* + je comprends les exigences du contrat conclu avec le MCA-**[Nom du pays]**.
  + [Nom de l’Entrepreneur] veillera à ce que toutes les opérations soient effectuées conformément aux normes de performance d’IFC, comme décrites aux Clauses 6.1, 6.6, 6.13, 6.14 et 6.16 du Contrat.
  + [Nom de l’Entrepreneur] n’a pas et n’aura pas recours au travail forcé ou au travail des enfants, et offre à son personnel un lieu de travail sûr et hygiénique.
  + [Nom de l’Entrepreneur] n’achète pas et n’achètera pas de matériaux ou biens auprès de fournisseurs qui ont recours au travail forcé ou au travail des enfants.
  + [Nom de l’Entrepreneur] n’achètera du matériel ou des marchandises qu’auprès de fournisseurs offrant à tous les employés un lieu de travail sûr et hygiénique.
  + [Nom de l’Entrepreneur] a mis en place un système pour surveiller nos fournisseurs, identifier les risques nouveaux et émergents. Ce système permet également à [Nom de l’Entrepreneur] de remédier efficacement aux risques.
  + Lorsqu’il n’est pas possible de remédier à un nouveau risque ou à des incidents, [Nom de l’Entrepreneur] s’engage à rompre les liens avec lesdits fournisseurs.

Noter ci-dessous toute exception aux stipulations susmentionnées :

|  |
| --- |
| *JE CERTIFIE PAR LES PRÉSENTES QUE LES INFORMATIONS FOURNIES CI-DESSUS SONT EXACTES ET SINCÈRES À TOUS ÉGARDS IMPORTANTS ET QUE TOUTE INEXACTITUDE DES RENSEIGNEMENTS FOURNIS, FAUSSE DÉCLARATION OU OMISSION DE FOURNIR LES INFORMATIONS DEMANDÉES DANS CE CERTIFICAT PEUT ÊTRE CONSIDÉRÉE COMME UNE « MANŒUVRE FRAUDULEUSE» AUX FINS DU CONTRAT. JE CONFIRME QUE JE REPRÉSENTE VALABLEMENT [Nom de l’Entrepreneur] ET QUE J’AI LE POUVOIR LÉGAL DE SIGNATURE.* |

Signataire autorisé : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ Date : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nom du signataire en caractères d’imprimerie :\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Annexe D : Formulaire de certification du Code d’éthique et de conduite professionnelle

*En vertu de la Clause 15.6 des Conditions Particulières du Contrat, le présent formulaire doit être rempli par l’Entrepreneur et soumis pour tout contrat financé par la MCC d’une valeur supérieure à 500 000 dollars US. Ce formulaire doit être rempli par l’Entrepreneur et soumis avec l’Accord contractuel signé.*

*Si la certification initiale, présentée avec l’Accord contractuel signé, est que l’Entrepreneur « a adopté et mis en œuvre », il n’est pas nécessaire de présenter d’autres justificatifs, sauf dans le cas des contrats de sous-traitance. Si le certificat initial est que l’Entrepreneur « adoptera et mettra en œuvre », de nouvelles pièces devront être soumises par la suite lorsque l’Entrepreneur « aura adopté et mis en œuvre ».*

*Le formulaire doit être soumis à l’Agent de passation de marchés de l’Entité MCA* ***[adresse électronique de l’Agent de passation de marchés de l’Entité MCA à insérer ici]****, accompagné d’une copie du code d’éthique et de conduite des affaires de l’Entrepreneur.*

*Si l’Entrepreneur est une coentreprise ou une association, chaque membre de la coentreprise ou de l’association doit remplir et soumettre ce formulaire, ainsi que son Code d’éthique et de conduite professionnelle.*

1. Formulaire de certification du Code d’éthique et de conduite professionnelle

**Dénomination légale complète de l’Entrepreneur :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Nom complet et numéro du Contrat :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Dénomination légale complète de l’Entrepreneur :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Comme il est stipulé à la Clause 15,6 du CCAG du Contrat, l’Entrepreneur doit certifier à le Maître d’ouvrage qu’il adoptera et mettra en œuvre un Code d’éthique et de conduite professionnelle dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant l’adjudication du Contrat. L’Entrepreneur doit également inclure la substance de cette clause dans les accords de sous-traitance d’une valeur de plus de 500 000 Dollars US.

En réponse à cette exigence, conformément à la Clause 15,6 des CPC du Contrat, je certifie qu’en ce qui concerne le présent contrat :

* + **[Nom de l’Entrepreneur]** a adopté et mis en œuvre un code d’éthique et de conduite, dont une copie est présentée en même temps que le présent formulaire de certification.

**OU**

* + **[Nom de l’Entrepreneur]** adoptera et mettra en œuvre un code d’éthique et de conduite dans les quatre-vingt-dix (90) jours suivant la date de signature du Contrat. **[Nom de l’Entrepreneur]** soumettra à nouveau cette attestation, accompagnée d’une copie du code d’éthique et de conduite du Consultant, lorsque ce code aura été adopté et mis en œuvre.
  + **[Nom de l’Entrepreneur]** inclura la substance de cette exigence dans tous les contrats de sous-traitance d’une valeur supérieure à 500 000 Dollars US et transmettra toutes les attestations qui en découlent à **[Nom de l’Entité MCA]**.

Je certifie par les présentes que les renseignements fournis ci-dessus sont exacts et sincères à tous égards importants et que toute inexactitude des renseignements fournis, fausse déclaration ou omission de fournir les informations demandées dans ce certificat peut être considérée comme une « manœuvre frauduleuse » aux fins du Contrat conclu entre l’Entrepreneur et le Maître d’ouvrage, des *Directives relatives à la Passation des marchés du Programme de la MCC* et d’autres politiques ou directives applicables de la MCC, y compris la *Politique de la MCC en matière de prévention, de détection et de répression de la fraude et de la corruption dans le cadre des activités de la MCC.*

**Signataire autorisé :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ **Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**Nom du signataire en caractères d’imprimerie :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

1. Annexe E : Garanties

**Modèles de** **Garantie d’exécution,**

**de Garantie de restitution de paiement anticipé**

**et de Garantie de Retenue de garantie**

Des modèles de formulaires de Garantie d’exécution, de Garantie de restitution de paiement anticipé et de garantie de retenue de garantie acceptables sont présentés ci-après. Les Soumissionnaires ne doivent pas encore remplir ces formulaires. Seul le Soumissionnaire retenu doit fournir une garantie d’exécution et une garantie de paiement anticipé conformément aux modèles ou dans des formats similaires jugés acceptables par le Maître d’ouvrage.

* 1. Annexe E1 : Modèle de garantie d’exécution (garantie bancaire)

**[Nom de la banque et adresse de l’agence ou de la succursale qui délivre la Garantie]**

**Bénéficiaire :** **[Nom et Adresse du Maître d’ouvrage]**

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**GARANTIE D’EXÉCUTION N° :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que [**insérer le nom de l’Entrepreneur**] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Contrat N° [**insérer le numéro de référence du Contrat**] en date du [**insérer la date**] pour l’exécution de [**insérer le nom du Contrat et une brève description des Travaux**] (ci-dessous dénommé le « Contrat »).

De plus, nous comprenons qu’une Garantie d’exécution est exigée en vertu du Contrat.

À la demande de l’Entrepreneur, nous [**nom de la banque**] nous engageons par la présente, irrévocablement, à vous payer, à première demande écrite indiquant que l’Entrepreneur ne respecte pas ses obligations en vertu du Contrat, sans que vous ayez besoin de prouver ou de justifier votre demande ou la somme qui y est indiquée, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de [**insérer la somme en chiffres**] ([**insérer la somme en lettres**]), ladite somme étant payable dans la monnaie dans laquelle le Prix du Contrat est libellé.

Cette garantie expire au plus tard vingt-et-un (21) jours suivant la date de délivrance d’un Certificat d’exécution conformément aux termes du Contrat, selon le calcul basé sur une copie dudit Certificat d’exécution qui sera mis à notre disposition ; ou le \_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_, selon la date survenant en premier, à moins que la date précisée ne soit déjà prolongée conformément au paragraphe suivant.

Nous avons été informés que vous pouvez demander à l’Entrepreneur de prolonger cette garantie si le Certificat d’exécution en vertu du Contrat n’a pas été délivré au plus tard vingt-huit (28) jours avant la date spécifiée dans le paragraphe ci-dessus (le \_\_\_ jour de \_\_\_\_\_\_\_\_ , 2 \_\_\_\_). Nous nous engageons à prolonger la date d’expiration de cette garantie dès réception par nous, dans ce délai de vingt-huit (28) jours, de votre demande écrite et de votre déclaration écrite que le Certificat d’exécution n’a pas été délivré et que l’Entrepreneur demeure tenu de fournir la Garantie d’exécution conformément aux conditions du contrat.

Toute demande de paiement en vertu de cette garantie doit parvenir à nos bureaux au plus tard à la date d’expiration éventuellement prorogée, ou avant cette date, conformément aux conditions susmentionnées.

**[*La banque émettrice doit supprimer les mentions inutiles*]** Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette garantie dans le pays du Maître d’ouvrage] [OU] [nous sommes une institution financière située hors du pays du Maître d’ouvrage, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d’ouvrage qui assurera l’exécution de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : [indiquer le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique].

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande, Publication CC no.758, Révision de 2010, mais l’exigence de déclaration justificative prévue à l’Article 15(a) est expressément exclue par les présentes sauf stipulations contraires susmentionnées.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   
**[Signature(s)]**

1. Annexe E2 : Modèle de garantie bancaire de restitution de paiement anticipé

**[Nom de la banque et adresse de l’agence ou de la succursale qui délivre la Garantie]**

**Bénéficiaire :** **[Nom et Adresse du Maître d’ouvrage]**

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**GARANTIE DE RESTITUTION DE PAIEMENT ANTICIPÉ N° :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que [**insérer le nom de l’Entrepreneur**] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Contrat n° [**insérer le numéro de référence du Contrat**] en date du [**insérer la date**] pour l’exécution de [**insérer le nom du Contrat et une brève description des Travaux**] (ci-dessous dénommé le « Contrat »).

De plus, nous comprenons qu’en vertu du Contrat, un Paiement anticipé d’un montant de [**montant en chiffres**] ([**montant en toutes lettres**]) doit être versé contre une garantie de restitution d’avance.

À la demande de l’Entrepreneur, nous [**nom de la banque**] nous engageons par la présente, irrévocablement, à vous payer, à première demande écrite, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de [**insérer la somme en chiffres**] ([**insérer la somme en toutes lettres**]). Votre demande de paiement doit être accompagnée d’une déclaration indiquant :

a) que l’Entrepreneur n’a pas remboursé le paiement anticipé, en totalité ou en partie, conformément aux clauses du Contrat ;

b) le montant du paiement anticipé que l’Entrepreneur n’a pas remboursé.

Toute demande et paiement au titre de la présente garantie est subordonnée à la réception par l’Entrepreneur du paiement anticipé mentionné ci-dessus dans son compte portant le numéro \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ auprès de \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_ [**insérer le nom de la Banque**].

Le montant maximum de la garantie est progressivement réduit par déduction du montant du paiement anticipé remboursé par l’Entrepreneur, comme attesté par les relevés bancaires intérimaires ou par les certificats de paiement qui nous seront présentés. Cette garantie expire, au plus tard, dès que nous aurons reçu une copie du Certificat de paiement provisoire indiquant que [\_\_] [ ][[33]](#footnote-34) pour cent du Prix d’adjudication a fait l’objet de certificats de paiements, ou le \_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_, selon la première de ces deux éventualités. Par conséquent, toute demande de paiement en vertu de la présente garantie doit nous parvenir au plus tard à cette date.

**[*La banque émettrice doit supprimer les mentions inutiles*]** Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette garantie dans le pays du Maître d’ouvrage] [OU] [nous sommes une institution financière située hors du pays du Maître d’ouvrage, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d’ouvrage qui assurera l’exécution de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : [indiquer le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique].

La présente garantie est régie par les Règles uniformes de la Chambre de commerce internationale relatives aux garanties sur demande, Publication CC no.758, Révision de 2010, mais l’exigence de déclaration justificative prévue à l’Article 15(a) est expressément exclue par les présentes sauf stipulations contraires susmentionnées.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   
**[signature(s)]**

1. Annexe E3 : Modèle de Garantie de Retenue de garantie

**[Nom de la banque et adresse de l’agence ou de la succursale qui délivre la Garantie]**

**Bénéficiaire :** **[Nom et Adresse du Maître d’ouvrage]**

**Date :** \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

**GARANTIE DE RETENUE DE GARANTIE N°** : \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_

Nous avons été informés que [**insérer le nom de l’Entrepreneur**] (ci-après dénommé « l’Entrepreneur ») a conclu avec vous le Contrat N° [**insérer le numéro de référence du Contrat**] en date du [**insérer la date**] pour l’exécution de [**insérer le nom du Contrat et une brève description des Travaux**] (ci-dessous dénommé le « Contrat »).

De plus, nous comprenons que l’Entrepreneur doit recevoir un paiement anticipé [une partie] de la Retenue de garantie en vertu du Contrat, un tel paiement devant être effectué contre une garantie de retenue de garantie.

À la demande de l’Entrepreneur, nous [**nom de la banque**] nous engageons par la présente, irrévocablement, à vous payer, à première demande écrite, toutes sommes d’argent que vous pourriez réclamer dans la limite de [**insérer la somme en chiffres**] ([**insérer la somme en toutes lettres**]), ladite somme étant payable dans la monnaie dans laquelle le Prix du Contrat est libellé. Votre demande doit être accompagnée d’une déclaration indiquant :

1. que l’Entrepreneur a manqué à son obligation de rectifier certaines malfaçons dont il est responsable en vertu du Contrat ;
2. la nature de ladite (desdites) malfaçon(s) ; et
3. la somme nécessaire pour réparer ces malfaçons.

À aucun moment notre responsabilité en vertu de la présente garantie ne saurait dépasser le montant total de la Retenue de garantie payé à l’Entrepreneur par vos soins, tel que justifié par les notifications que vous aurez signifiées conformément aux conditions du Contrat, et dont une copie nous est adressée.

Cette garantie expire au plus tard vingt-et-un (21) jours suivant la date de délivrance d’un Certificat d’exécution conformément aux termes du Contrat, selon le calcul basé sur une copie dudit Certificat d’exécution qui sera mis à notre disposition ; ou le \_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_, selon la date survenant en premier, à moins que la date précisée ne soit déjà prolongée conformément au paragraphe suivant.

Nous avons appris que vous pouvez demander à l’Entrepreneur de prolonger la période de validité de la présente garantie si le Certificat d’exécution en vertu du Contrat n’a pas été délivré avant la date survenant vingt-huit (28) jours avant la date spécifiée au paragraphe ci-dessus (le \_\_\_\_\_\_\_\_ 2\_\_\_\_). Nous nous engageons à reporter la date d’expiration de la présente garantie dès que nous aurons reçu, avant la fin de la période de vingt-huit (28) jours, votre demande et votre déclaration écrites selon lesquelles le Certificat d’exécution n’a pas été délivré et selon lesquelles l’Entrepreneur demeure contraint de fournir la Retenue de garantie en application des clauses du Contrat.

Toute demande de paiement en vertu de cette garantie doit parvenir à nos bureaux au plus tard à la date d’expiration éventuellement prorogée, ou avant cette date, conformément aux conditions susmentionnées.

**[*La banque émettrice doit supprimer les mentions inutiles*]** Nous confirmons que [nous sommes une institution financière autorisée légalement à fournir cette garantie dans le pays du Maître d’ouvrage] [OU] [nous sommes une institution financière située hors du pays du Maître d’ouvrage, mais nous avons une institution financière correspondante située dans le pays du Maître d’ouvrage qui assurera l’exécution de cette garantie. Le nom de notre banque correspondante et ses coordonnées sont les suivants : [indiquer le nom, l’adresse, le numéro de téléphone et l’adresse électronique].

La présente Garantie est soumise aux Règles uniformes relatives aux garanties, Publication 758 de la Chambre de commerce internationale, Révision de 2010, sauf stipulations contraires susmentionnées.

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_   
**[signature(s)]**

1. . [↑](#footnote-ref-2)
2. [↑](#footnote-ref-3)
3. [↑](#footnote-ref-4)
4. [↑](#footnote-ref-5)
5. [↑](#footnote-ref-6)
6. [↑](#footnote-ref-7)
7. [↑](#footnote-ref-8)
8. [↑](#footnote-ref-9)
9. . [↑](#footnote-ref-10)
10. Le Soumissionnaire retenu doit exécuter les Travaux conformément au Plan de gestion environnementale et sociale de l’Entrepreneur (PGESA) propre au site et au Plan de gestion de santé et de sécurité (PGSS) propre au site qu’il aura préparé après l’adjudication du Contrat et qui auront été approuvés par l’Ingénieur. Le PGESA et le PGSS du site doivent être préparés sur la base du contenu de la Section V. Énoncé des Travaux, et du Plan de gestion environnementale et sociale du Maître d’ouvrage. Cela comprend les stipulations relatives à la participation de la communauté et à l’égalité des genres qui sont prévues dans le PGESE, une analyse des données en fonction des sexes, le Plan d’intégration sociale et d’égalité des genres du Maître d’ouvrage et les stipulations relatives à la lutte contre la Traite des Personnes de la MCC, et les lois et règlements en vigueur dans le pays du Maître d’ouvrage. [↑](#footnote-ref-11)
11. « Contrat financé par la MCC » désigne un contrat signé par une Entité ou Equipe de base MCA contrairement à un contrat signé par la MCC, conformément aux spécifications des Directives relatives à la Passation de marché du Programme de la MCC, utilisant des fonds fournis par la MCC par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-12)
12. « fonds de la MCC » sont définis comme les fonds fournis par la MCC, par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-13)
13. Le projet PASEC de la Banque mondiale finance 4 composantes : Composante 1: investissements au niveau communal qui améliorent la résilience aux risques liés au climat, à l’insécurité alimentaire et / ou à la réduction des émissions de carbone. Composante 2: vise à améliorer la prestation des services de transfert de technologie, accès à l’information et renforcement des capacités. Composante 3: Développement de mécanismes pour les interventions rapides d’urgence. Composante 4: gestion de projet et appui institutionnel. [↑](#footnote-ref-14)
14. http://www.ifc.org/wps/wcm/connect/38fb14804a58c83480548f8969adcc27/ PS\_French\_2012\_Full-Document.pdf?MOD=AJPERES [↑](#footnote-ref-15)
15. https://www.ifc.org/wps/wcm/ connect/corp\_ext\_content/ifc\_external\_corporate\_site/about+ifc\_new/ resources [↑](#footnote-ref-16)
16. <http://www.mcaniger.ne/2018/07/02/approche-sensible-au-genre/> [↑](#footnote-ref-17)
17. https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/mcc-policy-gender.pdf et https://assets.mcc.gov/content/uploads/2017/05/guidance-2011001054001 genderintegration.pdf [↑](#footnote-ref-18)
18. https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy [↑](#footnote-ref-19)
19. [↑](#footnote-ref-20)
20. Dans les marchés à prix forfaitaire, supprimer « Devis quantitatif » et remplacer par « Programme des activités ». [↑](#footnote-ref-21)
21. [↑](#footnote-ref-22)
22. [↑](#footnote-ref-23)
23. . [↑](#footnote-ref-24)
24. [↑](#footnote-ref-25)
25. [↑](#footnote-ref-26)
26. [↑](#footnote-ref-27)
27. [↑](#footnote-ref-28)
28. Dans la formule utilisée pour chaque monnaie, la somme des deux coefficients Ac et Bc doit être égale à 1 (un). Normalement, les deux coefficients sont les mêmes pour les formules applicables à toutes les monnaies, le coefficient A (part non révisable des paiements) permettant de tenir compte des éléments de coûts fixes et autres éléments non révisables. La somme des révisions effectuées pour chaque monnaie est ajoutée au Prix du Contrat. [↑](#footnote-ref-29)
29. <https://www.mcc.gov/resources/doc/policy-counter-trafficking-in-persons-policy> [↑](#footnote-ref-30)
30. Disponible à l’adresse https://assets.mcc.gov/guidance/mcc-policy-gender.pdf [↑](#footnote-ref-31)
31. « Contrat financé par la MCC » désigne un contrat signé par une Entité ou Equipe de base MCA contrairement à un contrat signé par la MCC, conformément aux spécifications des Directives relatives à la Passation de marché du Programme de la MCC, utilisant des fonds fournis par la MCC par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-32)
32. « fonds de la MCC » sont définis comme les fonds fournis par la MCC, par l’intermédiaire d’un Programme Compact, d’un Programme seuil ou d’un financement en vertu d’un Accord au titre de la Clause 609(g). [↑](#footnote-ref-33)
33. Voir le Document de politique générale pour plus de détails. [↑](#footnote-ref-34)